

MANUEL DE LA RADIO COMMUNAUTAIRE



Manuel de la Radio Communautaire

Colin Fraser et Sonia Restrepo Estrada

© UNESCO 2001

Remerciements

Nous remercions les personnes et les organisations suivantes pour leur assistance précieuse et leur soutien : Maria Victoria Polanco, Sophie Ly et Elvira Truglia de l'Association Mondiale des Radios Communautaires (AMARC), David Shanks de l'Association des Communicateurs Chrétiens; Martin Allard de Mallards Concept Ltd., Lawrie Hallet de l'Association des Médias Communautaires du Royaume-Uni et les auteurs des cinq études de cas : Louie N. Tabing, Ian Pringle, Alex et Wilna Quarmyne, Zane Ibrahim, Adams et Bruce Girard.

Nos remerciements vont tout particulièrement à Louie Tabing, dont le travail de pionnier dans la conception et le lancement de véritables radios communautaires ainsi que les écrits prolifiques sur le sujet nous ont beaucoup inspirés dans la rédaction de cet ouvrage.

PREFACE

De nombreux travaux de recherche ont été consacrés aux médias de masse. Selon les spécialistes en communication, plusieurs classes sociales, communautés et minorités n'ont toujours pas accès à l'information et aux moyens d'expression. Les travaux mettent l'accent sur le rôle déterminant des médias locaux, notamment des petites structures dont la proximité permet de combler ce vide.

Au cours des deux dernières décennies, l'UNESCO a réalisé diverses études et publié des monographies sur les médias communautaires. La première monographie publiée par l'UNESCO sur les médias communautaires s'intitulait *Access: Some Western Models of Community Media*, par Frances Berrigan, en 1977 ; en 1981, l'auteur a étendu son enquête aux pays en développement dans une étude intitulée *Les moyens de communication communautaires – Le rôle des media communautaires dans le développement* (n° 90 de la série **Etudes et documents sur la communication**). Quelques années plus tard, Peter Lewis dirigeait l'étude de l'UNESCO sur *Le rôle des médias en zones urbaines* (1984), dans laquelle il a rassemblé plusieurs études de cas, ainsi que les conclusions de deux séminaires de recherche sur les médias communautaires en milieu urbain.

Au cours des années suivantes, l'UNESCO a entamé l'installation de radios communautaires en Afrique (Homa Bay en 1982) et en Asie (Mahaweli en 1980 et les radios communautaires Tambuli en 1982). Le développement de la vague des radios communautaires a fait l'objet d'un chapitre du *Rapport sur la communication dans le monde* édité par l'UNESCO en 1989.

Selon l'UNESCO, la radio communautaire a pour but de donner la parole à ceux qui en sont privés, de servir de porte-voix aux populations marginalisées ; elle se situe au cœur du processus de communication et de démocratisation des sociétés. La radio communautaire permet aux citoyens de faire connaître leurs points de vue sur les décisions qui les concernent. Les notions de transparence et de bonne gouvernance prennent une nouvelle dimension et contribuent au renforcement de la démocratie. La radio communautaire amplifie les efforts de développement des populations rurales et des couches défavorisées des villes, du fait de sa capacité exceptionnelle à faire partager en temps réel des informations essentielles concernant le développement, les perspectives d'avenir, les expériences, les connaissances pratiques et les questions d'intérêt général. Le faible niveau d'alphabétisation de ses auditeurs et sa capacité à sensibiliser les femmes et à ne pas les considérer comme des objets ou de simples auditrices cibles, mais comme des participantes actives et valables, tous ces éléments font de la radio communautaire un des outils les plus promoteurs du développement communautaire. Cette conviction a été confortée par le projet spécial de l'UNESCO intitulé *Les femmes parlent au femmes* utilisant les stations de radios communautaires en faveur de l'émancipation des femmes.

A l'ère du multimédia et de la communication en ligne, les capacités de la radio communautaire à susciter de véritables débats et à créer la demande d'Internet sont en pleine croissance. L'expérimentation de Radio Kothmale sur l'Internet au Sri Lanka prouve que les stations de radio sont capables de promouvoir et de mettre à profit l'Internet au service des communautés rurales, au-delà des barrières linguistiques et du manque d'infrastructures. L'utilisation de la radio et la navigation sur l'Internet permettent d'apporter des réponses aux préoccupations immédiates des auditeurs, de partager les informations et les connaissances acquises par le biais d'Internet dans l'intérêt de la communauté tout entière, qui s'implique et élargit son horizon grâce à ces nouvelles perspectives.

Dans ce contexte de défis, je suis persuadé que ce manuel contribuera à aider les différents acteurs de la communication, techniciens, producteurs et réalisateurs des stations de radio communautaires à faire un meilleur usage de leurs médias au service du développement communautaire, en incitant les populations à communiquer entre elles pour mieux identifier leurs besoins et résoudre leurs problèmes.

Ce manuel est basé sur l'expérience et les idées novatrices d'experts en communication et de professionnels auxquels j'adresse toute ma reconnaissance pour leur contribution: le regretté Jake Mills, ancien directeur technique de la Radiotélévision du Ghana, qui a conçu le prototype du mixeur de son; Martin Allard, ingénieur en électronique, constructeur du prototype de l'émetteur de l'UNESCO ; Alex Quarmyne, ancien conseiller régional de l'UNESCO pour la communication en Afrique et chef du projet Homa Bay au Kenya, la première radio communautaire d'Afrique. Je tiens à exprimer ma reconnaissance particulière à Carlos Arnaldo, ancien chef de la Section de la politique et de la recherche en communication, en sa qualité de chef du projet de radio communautaire Mahaweli; Georges Dupont, ingénieur UNESCO Division du développement de la communication; Wijayananda Jayaweera, conseiller régional de l'UNESCO pour la communication en Asie et initiateur du projet de radio Kothmale Internet; Kwame Boafo, du Secteur de la communication de l'UNESCO et Louie Tabing, chef du projet de radio communautaire Tambuli et créateur du "Village sur les ondes", pour le temps qu'ils ont bien voulu consacrer à la réalisation de ce document et pour leurs commentaires enrichissants.

Je remercie également Colin Fraser et Sonia Restrepo Estrada, les auteurs de ce manuel, pour avoir compilé et analysé toutes ces expériences en vue de leur publication.

Claude Ondobo

Sous-Directeur général adjoint

Secteur de la communication et de l'information

Directeur de la Division de la communication

Table des matières

Préface	iii	Chapitre 4 : Les aspects techniques	35	Chapitre 6 : La programmation	61
Introduction	1	Le cadre technique	35	Les programmes participatifs	61
Chaque communauté a le droit de créer sa propre station de radio	1	L'équipement de radiodiffusion	37	L'information communautaire	64
Chapitre 1 : Les radios communautaires dans le paysage audiovisuel	5	La fiabilité et la maintenance	41	L'équilibre des points de vue	64
La radio communautaire et la mondialisation des médias	7	L'aménagement du studio	42	La couverture des événements culturels et religieux	65
L'évolution de la radio communautaire	8	La topographie d'une radio communautaire	43	La couverture des élections locales	65
Une initiative de l'UNESCO	11	Les perspectives d'avenir	43	Les émissions éducatives	66
Annexe 1 : La radio des mineurs en Bolivie	15	Les conseils d'un spécialiste	46	Les enquêtes d'opinion	67
Annexe 2 : Radio Sutatenza / ACPO en Colombie	16	Annexe 4 : L'équipement type d'une station de radio communautaire financée par l'UNESCO	47		
Chapitre 2 : Spécificités et fonctions de la radio communautaire	17	Chapitre 5 : Le démarrage	49	Chapitre 7 : Le radiodiffuseur communautaire ...	69
Les caractéristiques essentielles de la radio communautaire	17	Le cadre légal	49	Le code de conduite	69
Les fonctions de la radio communautaire	20	La préparation au sein de la communauté	50	Un exemple de code de conduite	70
Annexe 3 : L'engagement des femmes	25	L'importance du cahier des charges	52	La sélection des radiodiffuseurs communautaires	74
Chapitre 3 : Les aspects juridiques	27	Le rôle des institutions religieuses	53	La formation des radiodiffuseurs communautaires	75
Des législations inégales et arbitraires	27	Le rôle des instances éducatives locales	53		
L'Afrique dans le peloton de tête	27	L'implication des politiques	53	Chapitre 8 : Les études de cas	79
La longue controverse sur la radio communautaire en Asie et en Inde	29	Le choix de l'emplacement de la radio communautaire	53	Radio Olutanga (projet Tambuli) aux Philippines	79
La législation dans quelques pays d'Amérique latine ...	31	Annexe 5 : L'implication des politiques dans la radio communautaire	54	Radio Sagarmatha au Népal	85
L'Europe occidentale en quelques exemples	32	Le choix d'un modèle	54	Radio Ada au Ghana	91
Convergences et divergences entre les législations	33	La puissance de l'émetteur	55	Radio Bush en Afrique du Sud	97
La demande de licence	34	La propriété et la gestion	55	Radio Chaguarurco en Equateur	103
		La programmation	56		
		Le personnel	56		
		La viabilité	56		
		La recherche de fonds extérieurs pour le démarrage ...	58		
		Annexe 6 : Les principaux facteurs à prendre en compte pour la création d'une radio communautaire	58		

Introduction

Il existe dans le monde plus de 20 000 stations de radio et plus de deux milliards de récepteurs radio. L'idée selon laquelle la télévision ou toute autre forme sophistiquée de technologie de l'information va remplacer la radio n'a aucun fondement, d'autant que la radio est en constante évolution. Ses ondes atteignent quasiment l'ensemble de la planète. C'est le premier moyen de communication électronique des pauvres car il leur permet de franchir les barrières de l'isolement et de l'analphabétisme, c'est également le média électronique le plus accessible en terme de diffusion et de réception.

Les deux dernières décennies ont été marquées par une croissance rapide du nombre et de la popularité des stations de radio communautaires. Cette évolution s'explique par les processus de démocratisation et de décentralisation en cours dans plusieurs régions du monde, la libéralisation des médias et la remise en cause du monopole exercé par les organes étatiques et une certaine désaffection vis-à-vis des chaînes commerciales.

Par ailleurs s'accroît la prise de conscience des progrès économiques et sociaux que pourrait entraîner l'accès de l'homme de la rue à des informations utiles. De plus, il est évident que lorsque les gens, notamment les plus pauvres, sont impliqués dans les processus de communication et de recherche de consensus pour la résolution des problèmes auxquels ils sont confrontés, cela leur permet de sortir de leur apathie traditionnelle et les incite à se mobiliser et à s'organiser pour s'entraider.

❖ CHAQUE COMMUNAUTÉ A LE DROIT DE CRÉER SA PROPRE STATION DE RADIO

La création d'une petite station de radio n'est pas aussi compliquée et onéreuse qu'on le pense. Les expériences menées dans de nombreux pays prouvent que cette entreprise est à la portée de presque toutes les communautés.



Photo: UNESCO
Studio principal d'une radio communautaire au Burkina Faso.

La volonté communautaire est essentielle

Pour qu'une communauté puisse créer sa propre station de radio, il lui faut impérativement développer une cohésion interne et une conscience communautaire. Ses membres doivent manifester une volonté de travailler ensemble, de mettre en commun leurs ressources, et de parvenir à un consensus sur le fait que cette radio permettra de faire progresser leur communauté.

Dans le consensus qui motive la décision de création d'une radio communautaire, la communauté doit analyser ses besoins en communication et déterminer dans quelle mesure la radio pourrait les satisfaire. La conception traditionnelle du développement suppose un soutien à l'agriculture, à la santé, à l'éducation etc, et la

"La radio communautaire s'inscrit dans un processus social qui associe les membres de la communauté à l'élaboration, à la production et à la diffusion de programmes; elle leur permet ainsi de devenir les acteurs réels de leurs destinées; qu'il s'agisse d'un problème aussi banal que la réconciliation avec ses voisins, ou la participation à une campagne de sensibilisation de la communauté à l'utilisation de l'eau potable et à son assainissement, ou l'élection de nouveaux dirigeants.

L'accent est mis sur les efforts déployés par les membres de la communauté eux-mêmes, en faveur du développement, de la démocratie et de l'utilisation des médias, en l'occurrence la radio, pour y parvenir. Il s'agit d'une communication participative dans le plein sens du terme (et non de programmes réalisés à leur intention par des tiers!). Plutôt qu'une technologie ou un simple moyen, c'est surtout un processus auquel les gens participent, et qui tient compte des messages des auditeurs.

La radio communautaire est surtout utile pour un groupe de personnes qui vivent et agissent comme une communauté, qu'il s'agisse de plusieurs familles, de plusieurs voisins, ou même de plusieurs villages ou communautés, mais le plus important est qu'ils communiquent entre eux. C'est pourquoi je considère une radio communautaire comme la communication entre les communautés qui poursuivent des objectifs communs". —

Carlos A. Arnaldo

"Tout individu a droit à la liberté d'opinion et d'expression, ce qui implique le droit de ne pas être inquiété pour ses opinions et celui de chercher, de recevoir et de répandre, sans considération de frontières, les informations et les idées par quelque moyen d'expression que ce soit "

Article 19 de la Déclaration universelle des droits de l'Homme.

Communautés et communication

"Les gens vivent en communauté en vertu des valeurs qu'ils partagent; et la communication traduit leur volonté de posséder des choses en commun" ⁽¹⁾.

Médias et développement

"Les pays en développement se caractérisent par leur isolement sur le plan des idées et de l'information, ainsi que dans le domaine des services. La moindre des choses quand on veut soumettre une question aux gens, c'est de les informer des tenants et aboutissants: les effets à court terme et les implications à long terme, de quelle manière les décisions prises dans un domaine peuvent avoir de l'influence sur une planification future. Les moyens de communication devraient pouvoir diffuser les informations de cette nature" (2).

Les auditeurs sont nos seuls juges

"Il est fort regrettable que des soi-disant professionnels de la radio aient instauré certains critères artistiques de production qui pourraient décourager les villageois. Ironie du sort, les émissions réalisées par ces prétendus professionnels ne sont pas comparables à celles réalisées par des villageois inexpérimentés. Les professionnels oublient que ce sont les auditeurs qui jugent en dernier ressort" (3).

N'ayez pas peur de la radio !

"Personne ne devrait avoir peur d'utiliser la radio. J'ai animé une émission pendant près d'un quart de siècle et je ne connais rien de la partie électronique de la radio. Aujourd'hui encore, je ne suis pas en mesure d'expliquer comment ma voix est traitée et transportée jusqu'au récepteur familial, peut-être situé à mille lieues" (5).

création d'une radio communautaire n'est pas considérée d'ordinaire comme une priorité. Mais une communauté qui fait une analyse détaillée de ses besoins et réfléchit aux origines de ses problèmes et à sa marginalisation, parvient souvent à la conclusion qu'il faut établir des liens de communication qui permettent aux gens de partager une vision commune des objectifs à atteindre. C'est la première démarche d'une communauté qui veut créer sa propre station de radio.

La production de programmes ne nécessite pas des connaissances exceptionnelles

Les aptitudes professionnelles nécessaires à la gestion d'une station et à la production de programmes ne sont pas au-dessus des capacités d'une communauté ordinaire. Malheureusement, l'orientation commerciale et/ou étatique de la radio donne l'impression aux gens que ces critères professionnels représentent la norme, et ils ont du mal à imaginer qu'une radio bonne et performante puisse être encore moins formaliste. Ils ne réalisent pas non plus que l'utilité et l'impact d'une production médiatique dépendent davantage de l'intérêt que le public y trouve que de sa qualité formelle.

Cela ne signifie pas que la qualité des programmes soit moins importante sur le plan de leur structure et de leur niveau technique. Ainsi, la mauvaise qualité de son de certains programmes difficiles à suivre résulte souvent d'une mauvaise utilisation du matériel d'enregistrement. Toutefois, en ce qui concerne la radio communautaire, l'expérience prouve que, lorsque les gens sont motivés et enthousiastes, ils parviennent à maîtriser les techniques de base de la radiodiffusion au bout de quelques semaines de formation. Et lorsqu'ils commencent à acquérir de l'expérience pratique en matière de production, leur bagage s'améliore de façon remarquable. Ils atteignent rapidement des niveaux de performance très satisfaisants.

Les coûts et l'équipement technique ne sont pas prohibitifs

L'équipement nécessaire à une radio communautaire est robuste, s'entretient facilement, et ne nécessite pas l'assistance d'ingénieurs en radiodiffusion au-delà d'une petite formation initiale. Les coûts sont en constante diminution. Pour une radio communautaire traditionnelle, le coût normal des équipements se situe légèrement au-dessus de 20 000 dollars des Etats-Unis. Pour une diffusion

minimale, il en existe même sous forme d'une valise de 16 kilos, qui contient un émetteur de 5 watts, un mixeur audio à six voies, deux lecteurs de disques compacts, deux magnétophones enregistreurs-lecteurs de cassettes et une antenne, pour un coût total d'environ 3 000 dollars des Etats-Unis.

On trouve également des récepteurs de radio FM équipés d'un panneau solaire permettant soit de faire fonctionner la radio soit de recharger une batterie. La nuit, la radio peut fonctionner à l'aide d'une dynamo qui, actionnée à la main pendant deux minutes, génère un temps d'écoute de 30 minutes. Les fabricants de ce type d'équipements destinés à la radio communautaire ont tendance à mettre l'accent sur la simplicité d'installation, d'utilisation et de maintenance. D'ailleurs, les populations locales font souvent preuve d'une extraordinaire capacité d'adaptation et d'ingéniosité. Par exemple, au Cap-Vert, l'UNESCO a aidé les techniciens locaux à installer un premier émetteur sur une île. Cependant, les techniciens étaient tellement passionnés et pleins d'initiatives que, par la suite, ils ont réussi à en installer deux autres afin de pouvoir disposer d'un émetteur sur chacune des trois principales

îles. Sans tenir compte du fait que les pièces d'origine disponibles suffisaient à peine pour faire fonctionner une station. En outre, ils ont également relié les trois stations par-delà des distances apparemment insurmontables qui les séparent sur le terrain, et formé un réseau de partage des programmes suivant un horaire quotidien compliqué. ⁽⁴⁾

1. John Dewey, (1916), cité par Elisabeth Blanks Hindmann, dans *Community, Democracy and Neighbourhood News*, Association internationale de la communication (1988).

2. Frances J. Berrigan, "Les médias communautaires et le développement", *Etudes et documents sur la communication*, n° 90, Unesco, (Paris, 1981).

3. Louie Tabing, "La production de programmes radio de proximité, Projet Tambuli, Unesco/Danida, Philippines.

4. Martin Allard, "L'ouverture des ondes...Le développement des radios communautaires", *UNESCO Sources*, n° 21 (1990).

5. Louie Tabing, directeur du projet *Tambuli*, Unesco/Danida, Philippines.



Photo: C.A. Amaldo

A Ibahay, sur l'île d'Aklan, dans le sud des Philippines, Mang Vincente joue sur une flûte fabriquée avec un tuyau de plomberie !





Photo: UNESCO, Kingston

A la Barbade, après le lancement par l'UNESCO à titre expérimental d'une radio communautaire en 1995, lors de la Conférence Mondiale sur l'Environnement, les étudiants du Barbados Community College ont pris la direction de la station et continuent à la faire fonctionner sous l'appellation de "Radio GED".

Chapitre 1

Les radios communautaires dans le paysage audiovisuel



Ce chapitre décrit la place de la radio communautaire dans le paysage audiovisuel et explique la différence essentielle de conception par rapport au service public classique ou aux radios commerciales. L'exposé met l'accent sur l'importance de la radio communautaire dans le processus en cours de globalisation des médias.

L'évolution de la radio communautaire et l'expérience de ses cinquante premières années sont décrites et mises en perspective en fonction des types de propriété dans la radiodiffusion, des techniques et des tendances récentes en faveur de la démocratisation et de la décentralisation.

Le lecteur y trouvera des informations concernant:

- une meilleure compréhension de la spécificité de la radio communautaire par rapport à d'autres types de radiodiffusions;
- une meilleure compréhension de la place et de l'importance qu'elle occupe dans le processus de globalisation des médias;
- les connaissances de base, quelques expériences locales de terrain et les facteurs qui ont marqué l'évolution de la radio communautaire;

Ce cadre théorique permet d'acquérir les bases solides d'une connaissance pratique et d'un savoir-faire qui seront développés dans les chapitres suivants.

La radiodiffusion peut se décliner en trois catégories principales:

• **Le service public de radiodiffusion** est généralement administré par une entité statutaire, qui est souvent - mais pas nécessairement - une société d'Etat ou de droit public. Sa politique générale et sa programmation sont placées sous le contrôle d'un organisme public, un conseil ou une autorité constituée en vertu d'une loi. Cet organisme veille à ce que la radio offre des programmes d'information, d'éducation et de divertissement aux citoyens et à la société en général, indépendamment du gouvernement, des partis politiques ou d'autres groupes d'intérêt. Les frais de fonctionnement proviennent pour l'essentiel de la redevance acquitée par les auditeurs / téléspectateurs qui ont des récepteurs à domicile.

• **La radio privée ou commerciale** propose des programmes dont l'objectif premier est de réaliser des profits à partir des rentrées publicitaires ; elle appartient à des personnes privées qui la contrôlent, ou à des entreprises commerciales.

• **La radiodiffusion communautaire** est un moyen de communication sans but lucratif, qui appartient à une communauté particulière qui la gère, en général par le biais d'une société, d'une fondation, ou d'une association. Son but est de servir les intérêts de cette communauté. Il s'agit en réalité d'une forme de service public de radiodiffusion, mais qui servirait une

Une déclaration de principe

La radio communautaire répond aux besoins de la communauté qu'elle sert, elle contribue à son développement dans une perspective d'évolution vers un progrès social. La radio communautaire s'efforce de démocratiser la communication grâce à la participation communautaire sous différentes formes en fonction du contexte social local

Association mondiale des radios communautaires (AMARC) 1998.

Une définition

"Une radio communautaire se caractérise par ses propriétaires, sa programmation et la communauté qu'elle se propose de servir. Elle appartient à une organisation sans but lucratif qui la contrôle, et dont la structure stipule que l'adhésion, la gestion, l'exploitation et les programmes sont essentiellement assurés par l'ensemble des membres de la communauté. Sa programmation doit favoriser l'accès et la participation aux activités de la communauté et refléter les besoins et les intérêts particuliers du public auquel elle est destinée" ⁽¹⁾.

L'utilisation de la radio par des personnes non initiées - le point de vue d'un praticien

Faire de la radio c'est simplement se parler les uns aux autres. Les radios Tambuli ont simplement choisi d'offrir davantage d'occasions aux gens de s'adresser à un grand public et de faire partager le plus largement possible une série d'idées sur leurs préoccupations immédiates ⁽²⁾.

L'exploitation et la gestion communautaire

Le terme 'radio communautaire' suppose que le titre de propriété et le contrôle de la station sont clairement et indiscutablement aux mains de la communauté dont elle défend les intérêts ⁽³⁾.

communauté plutôt que la nation tout entière, ce qui correspond à la forme habituelle du service public décrite plus haut, d'autant qu'elle repose et doit reposer essentiellement sur les ressources de la communauté. La communauté se définit comme un groupe de personnes qui partagent des caractéristiques et / ou des intérêts communs. La communauté d'intérêts devrait être basée sur :

- l'appartenance à une zone géographique commune, c'est-à-dire des personnes vivant dans une ville, un village ou ayant des liens spécifiques de voisinage;
- le partage d'une même vie économique et sociale par le biais du commerce, du marketing, des échanges de biens et de services.

Malheureusement, cette belle classification de la radiodiffusion en trois catégories est moins évidente en pratique, dans la mesure où les combinaisons et chevauchements peuvent coexister. Par exemple, une radio locale commerciale peut aussi diffuser des programmes à vocation communautaire ; une station de radio qui appartient et est gérée par une ONG, par exemple une institution religieuse, peut consacrer l'ensemble de ses émissions à de tels programmes ; de même, on assiste de plus en plus à

une décentralisation du service public d'Etat vers des radios locales dont les programmes s'adressent aux communautés environnantes.

Comme on peut le constater, il n'existe toujours pas de définition ni de description unique de la radio communautaire. La situation se complique davantage du fait de la variété des termes appliqués à la radiodiffusion de proximité : radio "locale", "alternative", "indépendante", ou "libre". Tous ces termes manquent de précision. Par exemple, le terme "radio locale" pourrait également faire référence à une exploitation décentralisée, une petite station commerciale d'une chaîne publique ou d'une petite radio privée. "Alternative" et "libre" sont des termes tout aussi imprécis, même si dans le contexte de la radio, ils sont habituellement compris dans le sens d'une alternative aux médias de masse dominants, indépendants du contrôle gouvernemental. Ainsi définis, ils s'inscrivent logiquement dans le concept de radio communautaire, mais ce n'est pas forcément le cas.

Il existe plusieurs similitudes entre les différentes définitions de la radio communautaire qui ont été formulées. Une simple phrase, facile à retenir, suffit parfois à bien les résumer: "la radio par le peuple et

pour le peuple". Cette phrase fait bien ressortir le principe essentiel pour qu'une radio soit considérée comme une vraie radio communautaire. Elle doit, premièrement, être gérée par la communauté; deuxièmement, son but doit être de servir la communauté.

L'application stricte de ces deux principes signifierait qu'une radio appartenant à une ONG sans but lucratif et gérée par elle, ne serait pas forcément considérée comme une véritable radio communautaire, même si l'essentiel de sa programmation était destinée au développement communautaire. C'est le cas de nombreuses radios dirigées par des organisations religieuses, mais en réalité le terme "radio communautaire" est souvent étendu à ce type d'activité.

Prenons l'exemple de *Radio Maria*: créée en 1983 à partir d'une simple paroisse située dans le Nord de l'Italie : elle couvre actuellement l'ensemble du pays et possède des stations dans 21 pays étrangers. Bien qu'elle s'investisse beaucoup dans les services sociaux et le développement communautaire grâce aux bénévoles et aux aides spontanées qu'elle reçoit de la part des auditeurs, Radio Maria remplit pour l'essentiel une mission d'évangélisation.



Afin de lever toute équivoque concernant la définition d'une véritable radio communautaire, il conviendrait peut-être de se référer à la citation suivante; elle résume toute la philosophie de la différence entre une radio communautaire et une radio commerciale ou de service public :

"La radio communautaire met l'accent sur le fait qu'elle n'est pas commerciale et qu'elle refuse de prendre la posture de prescripteur paternaliste du service public..."

La différence fondamentale réside dans le fait que les radios commerciales ou de service public considèrent les auditeurs comme des objets captifs à livrer aux annonceurs ou à éduquer et à informer ; la radio communautaire les traite en sujets et partenaires" ⁽⁴⁾.

Cette classification des radios publiques et des radios commerciales dans la catégorie des prescripteurs, qui traitent les auditeurs comme des objets, est importante car même quand elles diffusent leurs programmes dits de service communautaire, elles demeurent souvent dans le registre de la prescription. Cette conception est contraire à la notion de participation sur laquelle est basée la programmation de la radio communautaire.

LA RADIO COMMUNAUTAIRE DANS LA MONDIALISATION DES MÉDIAS

Ces dernières années ont été fortement marquées par la mondialisation des médias. Les entreprises de communication se sont regroupées en mastodontes et inondent progressivement le monde de leurs programmes. Certains pays sont également devenus de grands centres de production de programmes à succès, notamment de divertissements qu'ils vendent aux chaînes de télévision du monde entier. C'est le cas notamment des feuilletons américains.

Néanmoins, une enquête d'opinion a révélé que les téléspectateurs ont une préférence pour les émissions qui valorisent leur culture plutôt que les cultures importées. C'est la raison pour laquelle les programmes réalisés dans les pays en développement tels que le Brésil, la Chine, l'Égypte, l'Inde et l'Indonésie gagnent désormais d'importantes parts de marché dans les grands médias commerciaux.

Certaines personnes considèrent que la globalisation des médias corrompt gravement les cultures locales, tandis que d'autres attestent

qu'elle renforce la perception du monde dans son ensemble, et est, de ce fait, bénéfique. Ils relèvent la complémentarité entre les médias internationaux et les médias communautaires, les uns remplissant des fonctions importantes que les autres ne peuvent satisfaire. Et c'est certainement le cas.

Par définition, les médias internationaux ont une fonction commerciale et ils ont besoin d'attirer de nombreux téléspectateurs pour vendre leurs espaces publicitaires. Par conséquent, ils diffusent des programmes destinés à atteindre la fibre sensible commune au plus grand nombre de téléspectateurs, par le biais de formats de divertissement éprouvés et plutôt classiques, sinon ordinaires. La faible variété des programmes est dans ces conditions généralement attribuée à l'"autocensure" du marché, dont l'unique critère de sélection est le divertissement. Cependant, il est vrai que les gouvernements ont tendance à se montrer plus tolérants avec les radiodiffuseurs privés dont l'activité se limite au divertissement, et qui ne s'engagent pas dans le domaine plus incertain de l'information et de l'actualité. Toutes ces raisons permettent de comprendre pourquoi les sujets socio-

La bataille entre les médias commerciaux et les médias communautaires

"Les grands médias commerciaux restent négatifs sur le sujet des médias communautaires. Ils sont convaincus que si les médias communautaires répondent parfaitement aux besoins des communautés locales, ils ne sont pourtant pas complémentaires, mais restent bien des concurrents. La présence des uns exclut celle des autres" ⁽⁵⁾.

Une communication globale?

"Dans son roman "1984", George Orwell mettait en garde contre le risque de contrôle de la société par Big Brother. Sommes-nous en train de le vivre aujourd'hui, quand tant de gens vivant dans des communautés pauvres sont influencés par la vision occidentale dominante d'une société de consommation riche? Orwell s'est beaucoup intéressé aux dérives socialistes de l'ère l'industrielle. Mais peut-être voulait-il mettre en garde contre le contrôle de la société par un pouvoir politique démocratique affaibli par les dérives de l'industrialisation et le recours facile à la mondialisation des médias" ⁽⁶⁾.

La force de l'approche locale

"La meilleure stratégie pour une station de radio communautaire consiste à offrir des programmes qu'aucune autre radio n'est en mesure de proposer, c'est-à-dire des programmes à contenu et parfum local...La station de radio locale doit mettre l'accent sur cet ancrage qui fait sa force – problèmes, préoccupations, personnalités et événements locaux. Si une station de radio locale a la possibilité d'effectuer régulièrement un tour d'horizon complet de l'actualité de sa communauté, une station régionale ou nationale n'a aucune chance de la concurrencer en termes d'audience. La proximité représente l'atout majeur qu'une radio communautaire doit savoir capitaliser. Les gens seront contents d'être informés au jour le jour, voire à chaque heure, de la vie des gens et des événements qui surviennent près de leur lieu de résidence" ⁽⁷⁾.

Le point de vue de Joaquim Salcedo, fondateur de Radio Sutatenza et de l'Action culturelle populaire

Dans les semaines qui ont suivi son arrivée à Sutatenza, le jeune prêtre Salcedo s'est installé sur son autel d'où il a lancé un défi aux agriculteurs en les invitant à prendre les armes pour lutter contre la pauvreté et tenter de rattraper leur retard en matière de développement agricole, puis il s'est proposé de les aider à y parvenir. Ils ont accepté, et c'est ainsi qu'un pacte s'est établi entre eux.

Salcedo a créé le concept de "l'éducation de base intégrale"... qui s'apparente à ce que l'on appelle aujourd'hui "l'enseignement de la vie". Ce concept repose essentiellement sur le fait que le processus d'éducation doit aboutir à la réalisation de l'individu en tant que personne à part entière et comme membre de la société...

L'ACPO a résumé l'idée dans ce slogan: "tout être humain aspire au développement". Et permettre aux gens de recevoir une éducation, au sens le plus large, c'est les aider à prendre des décisions en connaissance de cause et à jouer un rôle actif dans l'évolution de leur vie⁽¹⁾.

politiques sont souvent insuffisamment traités, quand ils ne sont pas délibérément ignorés par les radio-diffuseurs privés.

En clair, compte tenu de leurs caractéristiques et de leur orientation, les médias commerciaux et internationaux peuvent difficilement satisfaire les besoins socio-économiques et de développement des pays qu'ils couvrent. Face au divertissement à outrance de la télévision commerciale, des voix se sont souvent élevées pour exiger une révision des objectifs des radios publiques, en insistant sur la qualité des programmes et en exigeant davantage de choix et de participation du public. L'évolution logique dans ce sens consisterait à étendre la démocratisation des médias jusqu'au niveau communautaire, en particulier à la radio communautaire dont l'accessibilité est la règle.

En outre, la radio communautaire évolue dans le contexte culturel de la communauté qu'elle sert; elle traite des problèmes locaux dans la langue ou les langues locales; elle apporte des solutions aux problèmes et aux préoccupations locales; sa mission est d'aider la communauté à se développer sur le plan social, culturel et économique. Cette particularité n'est pas seulement en contradiction avec le

mode de gestion des médias internationaux, elle contraste également avec les médias nationaux centralisés et basés dans les centres urbains, même quand ils ont une vocation de service public, car ils sont souvent isolés des réalités des communautés rurales et de leurs besoins.

◀ L'ÉVOLUTION DE LA RADIO COMMUNAUTAIRE

Les premières expériences qui ont abouti à la forme actuelle de la radio communautaire remontent aux années cinquante en Amérique latine. La pauvreté et l'injustice sociale ont été les catalyseurs de ces premières expériences; la première a eu lieu en Bolivie en 1947 et a été connue sous l'appellation *Les radios des mineurs*; l'autre a eu lieu la même année en Colombie, sous le nom de *Radio Sutatenza /Action culturelle populaire*. (voir les annexes 1 et 2 à la fin de ce chapitre).

Ces expériences en Bolivie et en Colombie ont inauguré une tendance, même si le concept de radio communautaire a beaucoup évolué de nos jours. Par exemple, les *Radios des mineurs* en Bolivie se sont développées dans des décennies marquées par l'affrontement idéologique entre le marxisme et le

capitalisme. Il s'ensuit que leur objectif principal était d'unir les mineurs pour la revendication des conditions de travail meilleures et plus équitables. Les radios étaient généralement considérées comme des radios des syndicats, même si ce sont les mineurs eux-mêmes qui finançaient l'achat des matériels et les frais d'exploitation.

Radio Sutatenza/ ACPO en Colombie, bien qu'elle ait été créée dans le but de soutenir la communauté des paysans, ne leur appartenait pas et n'était pas gérée directement par eux. L'interaction était très importante - environ 50 000 lettres par an - ce qui a certainement contribué à la prise en compte des souhaits et des besoins des paysans dans l'élaboration des programmes de la radio. Mais il ne s'agissait pas réellement d'une "radio par le peuple et pour le peuple", qui est aujourd'hui l'objectif à atteindre.

Pourtant, tous ces efforts réalisés par *Radio Sutatenza* en vue de promouvoir l'éducation à travers les ondes ont permis de créer un mouvement dont "...l'évolution a abouti à la naissance de l'Association des radiotélévisions éducatives d'Amérique latine, ALER. Ce lien entre la radio et l'éducation constitue la base de la notion de service public qui a favorisé l'émergence des médias communautaires en Amérique latine"⁽²⁾.

Cependant, même si l'Amérique latine a été le terreau de ce concept, c'est en Europe que la radio communautaire a connu son essor, en se positionnant comme une alternative – ou une voix critique – face aux médias dominants. Les premiers défis lancés aux médias de service public contrôlés par l'Etat remontent aux années 1960-70, lorsque des activistes provocateurs ont illégalement investi les ondes tout en augmentant le nombre d'auditeurs qu'ils parvenaient à détourner des monopoles précieusement couvés par l'Etat ⁽⁹⁾. En Occident, ces stations pirates ont fortement influencé la décision des gouvernements et des organismes nationaux de radiodiffusion d'accorder une légitimité à la radio locale.

En Afrique, l'instauration de la radio communautaire s'est transformée, dans un sens plus large, en revendication sociale après la fin du régime d'apartheid en Afrique du Sud. Celle-ci a ouvert la voie à la démocratisation, à la décentralisation et à une forme d'ajustement structurel ailleurs sur le continent ⁽¹⁰⁾.

Des groupes de pression qui sont à l'origine des radios communautaires dans plusieurs régions du monde (par exemple: les mineurs, les exploitants de radios pirates, les

missionnaires et les mouvements de lutte pour la démocratie) ont été moins actifs en Asie. Là-bas, ce sont surtout des agences internationales telles que l'UNESCO et d'autres donateurs étrangers qui ont pris l'initiative de lancer la radio communautaire. Et dans certains cas, c'est l'Office national de radiodiffusion qui a pris l'initiative de diffuser des programmes communautaires.

L'influence des différents systèmes de propriété dans la radiodiffusion

L'Amérique latine a adopté le système nord-américain qui fait la part belle aux radios privées et commerciales, avec plusieurs stations dont la puissance et le rayon d'action varient. Dans ce contexte, il était relativement facile de créer de nouvelles stations. C'est ainsi que des milliers d'entre elles ont vu le jour en Amérique latine; elles s'installaient souvent de manière illégale ou comme stations pirates.

Dans les pays d'Europe occidentale, les monopoles de service public de radiodiffusion contrôlés par l'Etat, qui avaient été créés au début de la radio, puis de la télévision, étaient souvent gérés par le

biais d'instances de statut public. Ces instances de contrôle veillaient à ce que les politiques et la programmation de la radiodiffusion, soient les plus indépendantes possibles des gouvernements, des partis politiques et d'autres groupes de pression.

Les pays européens qui ont adopté cette conception des réseaux publics l'ont justifiée par le fait que dans les tout premiers jours de la radio, dans les années 1920, et trente ans plus tard avec l'arrivée de la télévision, les médias électroniques étaient considérés par les leaders d'opinion comme des instruments merveilleux de développement de la culture, de l'éducation, de l'information, et d'amélioration de la vie en société. Cette philosophie interdisait aux médias de masse d'opérer pour l'essentiel comme des entreprises commerciales et de servir de véhicule aux annonceurs uniquement intéressés à la vente de produits.

Beaucoup de pays en voie de développement, notamment en Afrique et en Asie, où les pays européens ont exercé une influence du temps de la colonisation, ont adopté le modèle européen, du moins en ce qui concerne le monopole d'Etat sur la radiotélévision. Mais ils n'acceptaient pas toujours de

Les médias alternatifs sont-ils des anticorps?

"Il y a quinze ans, je décrivais les médias alternatifs comme des anticorps créés dans le but de protéger les gens contre la négligence, l'insensibilité et l'indécence des médias classiques" ⁽¹²⁾.





Le potentiel de développement de la radio communautaire en Afrique

"La radio communautaire pourrait constituer le moyen de communication le moins onéreux pour le développement en milieu rural, dépourvu de médias en Afrique. L'utilisation positive des langues locales pour la promotion d'une identité culturelle permettrait de pallier les insuffisances des stations nationales, qui ne sont généralement accessibles qu'aux auditeurs des villes et aux élites" ⁽¹⁴⁾.

placer la politique de communication sous le contrôle d'un organisme public, statutaire et indépendant, et préféraient que toute l'activité des médias électroniques soit entièrement contrôlée par le gouvernement. Ce qui permettait à beaucoup de gouvernements à économie centralisée d'utiliser à volonté leurs réseaux de communication pour développer leurs objectifs politiques, et en particulier pour consolider leur base politique.

Dans ces circonstances, et ayant pris conscience du pouvoir de l'information, ces gouvernements dont les médias étaient entièrement contrôlés par l'Etat refusaient sans barguigner d'autoriser des médias électroniques à fonctionner de manière indépendante. Cette situation a entravé les initiatives en faveur des médias communautaires. Ce n'est qu'au début des années quatre-vingts que certains gouvernements ont commencé à modérer leur opposition aux médias indépendants, mais aujourd'hui encore, beaucoup d'entre eux continuent à s'opposer à toute idée de relâchement de leur contrôle exclusif sur les moyens de communication audiovisuelle.

Mais d'autre part, au cours de ces dix dernières années, il a été clairement établi que toute tentative de contrôle de l'information dans une

société était vouée à l'échec.

L'utilisation du fax, la connexion à l'Internet, le courrier électronique, et la télévision par satellite ébranlent les velléités des régimes répressifs à contrôler et à conditionner les informations que leurs peuples reçoivent.

Cette situation, combinée à la vague de démocratisation et de liberté d'expression qui s'est répandue dans plusieurs parties du monde, a ouvert la voie au développement des médias communautaires, et en particulier aux radios communautaires. Et les gouvernements des pays qui avaient déjà fait le choix de cette ouverture peuvent aujourd'hui apprécier le potentiel énorme des radios communautaires pour promouvoir et soutenir le développement autonome et endogène.

L'évolution technique

En plus des aspects politiques de la décentralisation de la radiodiffusion, les moyens techniques ont joué et continuent de jouer un rôle très important dans l'évolution de la radio communautaire.

Deux percées capitales ont permis de réaliser des progrès majeurs: premièrement, des récepteurs à transistors bon marché; et en

deuxième lieu, des émetteurs de faible puissance et à prix réduits.

Jusqu'à l'invention du transistor au milieu des années cinquante, les récepteurs radio fonctionnaient à l'aide de tubes, coûteux et encombrants. Jusqu'alors, la plupart des récepteurs radio du monde étaient fabriqués en Amérique du Nord et en Europe, mais l'arrivée du transistor a favorisé l'acquisition massive de postes dans les pays en développement. Par exemple, en Afrique subsaharienne, en Inde et en Chine, le nombre de récepteurs radio est passé de deux millions en 1956 à quatre-vingt-dix millions en 1975. Et on a assisté à un développement spectaculaire du nombre de postes de radio dans le monde, que l'on évalue actuellement à deux milliards ou davantage.

La disponibilité des récepteurs bon marché a été décisive dans le développement des radios communautaires dans le sens que le lancement d'une radio communautaire s'accompagne d'une augmentation des achats de postes. C'est une indication qui prouve que le fait d'écouter la radio signifie que les gens s'intéressent aux messages qu'on leur diffuse et qu'ils ont les moyens de s'acheter un poste de radio.

Par exemple, le lancement d'une

radio communautaire dans une région rurale pauvre du Mali a permis un accroissement rapide du taux d'acquisition de postes de radio de plus de 140 % ⁽¹³⁾.

La seconde avancée technique concernait les émetteurs de faible puissance utilisés pour le système de diffusion dit de modulation de fréquence (FM). Leur utilisation est devenue de plus en plus courante dans les années soixante-dix et quatre-vingts. (voir également le chapitre 4). Dans plusieurs pays, de petites entreprises se sont mises à fabriquer des équipements conçus spécialement pour l'exploitation des radios communautaires. La plupart étaient livrés sous forme de kits robustes et faciles à monter, dont l'utilisation convenait aux conditions de travail souvent difficiles dans les pays en voie de développement.

▲ UNE INITIATIVE DE L'UNESCO

Parmi les principales missions de l'Unesco figurent "le libre échange des idées et des connaissances" et la promotion de "la libre circulation des idées par le mot et par l'image". C'est dans ce cadre que l'UNESCO a pris l'initiative de soutenir la

radio communautaire en 1980.

La campagne a commencé en 1980 par des discussions sur les radios locales, entre l'UNESCO et la Commission économique [des Nations unies] pour l'Afrique. Elles ont mis en évidence le fait que très peu de pays africains disposaient d'une langue commune permettant une diffusion nationale de messages destinés aux populations rurales, qui représentaient jusqu'à 80% de la population. La meilleure solution pour les diffuseurs consistait à sélectionner peut-être dix langues locales parmi les plus parlées dans lesquelles ils diffuseraient des programmes quotidiens répartis dans la journée. Ainsi, aucune communauté ne pouvait suivre de programme dans une langue qu'elle comprenait en dehors du court temps d'antenne réservé à celle-ci chaque jour.

Il s'est également posé le problème de la distance physique et du déca-



Photo: C.A. Arnaldo

Fixation de circuits sur des émetteurs FM de 20 W.
à Brixham (Royaume-Uni).

Les gros appareils sont surtout impressionnants

"Les circuits intégrés et les nouveaux composants permettent de fabriquer de petites pièces de matériel, mais certains fabricants préfèrent utiliser de gros appareils; quand les ouvre, on constate qu'ils sont pratiquement vides à l'intérieur" ⁽¹⁵⁾.



Photo: W. Jayaweera

L'un des premiers émetteurs FM de radio communautaire conçu pour l'UNESCO par la société "Mallard Concepts Ltd" (Royaume-Uni).

Evaluation, en 1988, de la radio Mahaweli

La radio a encouragé les habitants à participer aux activités en faveur non seulement de l'épanouissement personnel, mais aussi de l'identité communautaire et du développement.

En collaboration avec les travailleurs sociaux de Mahaweli, elle les a incités à expérimenter des techniques agricoles et sanitaires novatrices.

De même, elle a motivé les travailleurs sociaux locaux à prendre davantage en considération les habitants et leurs problèmes, afin d'offrir des services plus concrets aux populations.

Quelques réussites de la radio communautaire de Mahaweli

"Dans une région, nous avons rencontré un groupe d'adolescents délinquants sans terre qui erraient à la recherche désespérée d'une occupation. Grâce aux programmes et aux débats que nous organisons, nous les avons encouragés à nettoyer l'étang du village et à créer une entreprise de pêche d'agrément. Dans un autre village, nous avons organisé une cérémonie collective pour célébrer le mariage de couples de personnes âgées qui vivaient ensemble. Leur progéniture avaient beaucoup souffert du fait que les parents n'étaient pas mariés légalement. J'ai également réalisé plusieurs émissions sur les jeux de hasard et sur l'alcoolisme, qui ont permis aux accros de prendre conscience de leur état et de renoncer à leur vice"⁽¹⁶⁾.

lage intellectuel: le centre de diffusion se trouvait souvent trop loin de ses auditeurs ruraux pour qu'ils puissent capter correctement les émissions; et les réalisateurs de programmes qui vivaient en ville n'étaient pas assez proches du public rural pour pouvoir appréhender sa mentalité sans se tromper.

Les débats qui ont eu lieu au cours des toutes premières années d'expérimentation et qui se sont poursuivis de nombreuses années plus tard ont montré la nécessité de décentraliser les radios d'Etat en stations émettrices locales. Celles-ci devaient relayer le signal venu de la capitale, tout en produisant par ailleurs des programmes sur place. Ce système avait pour but de maintenir les radios locales sous le contrôle des diffuseurs nationaux; on ne peut donc le tenir pour un modèle du concept de base de la radiodiffusion communautaire.

Le matériel nécessaire : dans un premier temps, il s'agissait d'acquérir un matériel bon marché et simple, différent de celui des stations de radio publiques ou privées. Dans ce contexte, l'UNESCO a organisé en 1980 un atelier à l'Institut universitaire de technologie de Brighton (Royaume-Uni), qui réunissait des ingénieurs anglais, chinois, cubains, français et ghanéens. Ce séminaire

avait pour objectif d'identifier les priorités et de proposer des prototypes d'équipements. Dans un premier temps, la demande concernait un émetteur FM de 10 watts branché sur une batterie de voiture de 12 volts ou encore alimenté par des panneaux solaires; ensuite on est passé au mixeur audio simple mais moins cher, d'une puissance équivalente, utilisé pour le mixage des sons (voix, musique, et effets sonores) dans un programme. Les autres appareils, tels que les magnétophones et les tourne-disques, étaient disponibles sur le marché à des prix raisonnables.

L'émetteur a été conçu et fabriqué par Mallard Concepts en Grande-Bretagne; quant au mixeur audio à six voies, sa conception et sa fabrication ont été supervisées par Jake Mills, un Ghanéen, qui a été pendant longtemps le directeur technique de la Radiotélévision du Ghana.

L'émetteur Mallard était à peine plus grand qu'un ampli de chaîne hi-fi à usage personnel. Il pouvait être livré soit sous la forme d'un kit ou d'un assemblage complet. Fabriqué autour d'un circuit intégré, l'élément le plus important de cet équipement était le transformateur, un dispositif de conversion d'une puissance de 110 ou 220

volts de courant alternatif en 12 volts de courant continu.

L'équipement complet de Mallard revenait à environ 2 000 dollars contre 15 000 dollars voire plus pour des émetteurs de même puissance utilisés dans les stations commerciales.

Les essais réalisés avec l'émetteur Mallard ont prouvé qu'il pouvait être capté par une radio normale dans un rayon de 12 à 20 kilomètres. Il était si léger et robuste qu'on pouvait facilement le transporter dans une voiture à la campagne. En branchant le système d'alimentation sur la batterie d'une voiture et en accrochant l'antenne à un arbre, on pouvait ainsi réaliser des émissions en extérieures.

L'UNESCO s'est également intéressée aux récepteurs à alimentation solaire et aux coûts de conversion des anciens récepteurs AM pour capter des émissions en FM. Malgré les espoirs placés dans la conception de récepteurs à alimentation solaire, il n'a pas été possible de trouver des fabricants en mesure de les produire en série à une échelle suffisamment importante pour les rendre accessibles, y compris aux plus pauvres. Aujourd'hui, on fabrique aussi bien des postes de radio à énergie solaire que des récepteurs alimentés par une dynamo

manuelle, mais leurs prix restent prohibitifs pour la plupart des gens qui vivent en milieu rural.

Le facteur politique : il était souvent plus facile de résoudre les problèmes techniques que de surmonter les réticences politiques concernant la promotion de la radio communautaire. L'initiative de l'UNESCO en matière de radio communautaire était révolutionnaire et reposait essentiellement sur le respect des droits de l'Homme et de la liberté d'expression. Mais, au début des années quatre-vingts, le monde était encore divisé entre les idéologies de gauche et de droite, et le monopole d'Etat était la règle en matière de radiodiffusion.

On aurait pu facilement croire que l'objectif des gouvernements était simplement de réprimer toutes les formes de liberté d'expression qui pouvaient constituer une menace pour leur autorité ou pour la stabilité de leur pouvoir. Or, en analysant de près la situation, on s'est rendu compte que les gouvernements, notamment dans les pays qui comptent plusieurs groupes ethniques et langues, ont le sentiment que l'identité nationale et l'unité se renforceraient davantage à travers un système unique de radiodiffusion et la promotion

d'une langue nationale. Quelle que soit la raison invoquée par les gouvernements pour défendre leur monopoles dans la radiodiffusion, l'UNESCO a fait face à un vrai défi à propos la promotion de la radio communautaire.

La première radio communautaire africaine

Le gouvernement kenyan a été le premier à répondre favorablement à la proposition de l'UNESCO de créer une radio communautaire en Afrique. En mai 1982, la radio communautaire de Homa Bay, situé au bord du lac Victoria, recevait un émetteur Mallard de 10 watts, un mixeur audio conçu et fabriqué par Jake Mills et du matériel de diffusion nécessaire d'une valeur totale de près de 25 000 dollars. C'est une région pauvre qui connaît de nombreux problèmes de sous-développement. Les populations locales ont reçu une formation initiale pour l'utilisation des équipements; puis la radio a commencé par émettre deux heures par jour en Luo, une des langues les plus parlées au Kenya, qui n'est pas celle du groupe politique et ethnique dominant.

Le succès d'Homa Bay n'a duré que deux ans et demi, avant que le gouvernement ne décide de la fermer,

sous prétexte qu'elle ne correspondait pas à la politique officielle de promotion du swahili et de l'anglais comme langues nationales. En outre, malgré sa couverture exclusivement locale, on lui reprochait d'accroître les tensions entre les différents groupes ethniques.

Bâtir à partir de l'expérience de Homa Bay

Malgré son échec politique, l'expérience de Homa Bay a prouvé qu'il était possible de faire fonctionner une petite radio communautaire, avec des équipements d'une valeur inférieure à 25 000 dollars et de faibles moyens techniques, sans accoups techniques.

L'initiative de l'UNESCO en faveur de la radio communautaire coïncidait avec un courant mondial de changements favorables à son développement. Parmi les plus importants, figure la prise de conscience croissante des limites des économies centralisées, qui a abouti à l'effondrement de leur idéologie. Cependant, dans les pays non-marxistes, des politiques néo-libérales de démocratisation et de décentralisation ont également été mises sur pied, suscitant un désir croissant de décentralisation des systèmes nationaux de radiodiffusion.

Déclaration de Bamako sur le pluralisme des radios (Le président Alpha Oumar Konaré du Mali, en 1993)

"Le pluralisme des radios est une composante essentielle de l'approfondissement du processus de démocratisation actuellement en cours: il favorise l'élargissement de l'accès de la population à une information diversifiée et garantit une participation croissante des populations à un développement humain durable..."

"Les Etats africains doivent accélérer la fin du monopole des ondes et accorder la priorité aux nationaux désireux de créer des radios indépendantes lors de l'attribution des fréquences..." ⁽²⁰⁾.





Au Sri Lanka, l'Office sri lankais de radiodiffusion avait déjà entamé la régionalisation de ses services, ce qui a naturellement favorisé l'étape suivante de lancement d'une radio communautaire. C'est ainsi qu'en 1983, le second projet de radio communautaire de l'UNESCO s'est inscrit dans le cadre d'un vaste plan d'irrigation, le projet de développement de Mahaweli. Dans la zone nouvellement irriguée, près d'un million de personnes ont été installées - des familles en provenance de diverses régions du pays.

A l'origine, aucun volet médiatique ne faisait partie des différents investissements prévus pour le développement de Mahaweli. Toutefois, on s'est rendu compte plus tard qu'une radio communautaire pouvait favoriser l'intégration des habitants et leur permettre de prendre des initiatives en vue d'améliorer leur niveau de vie. En réalité, ils avaient besoin de développer un esprit de groupe, et de s'informer des moyens d'améliorer leurs techniques agricoles, leur santé, etc.

La radio communautaire était en mesure de satisfaire ces besoins, ce qui a permis le lancement de la Radio communautaire de Mahaweli, avec le soutien financier de DANIDA et de l'UNESCO. Sa première station de radio était captée par près de 20 000 personnes installées dans la région la plus développée située près de la ville de Guirandurokotte, mais elle a été renforcée plus tard par l'installation de plusieurs petites radios FM dans la région.

Bien que les stations de la radio communautaire Mahaweli fussent toutes placées sous le contrôle de l'Office sri lankais de radiodiffusion, elle fonctionnaient comme de véritables radios communautaires. Leur style était assez différent de celui de la radio nationale.

L'un des principaux atouts de Radio Mahaweli, en plus de son rôle d'information, c'était de recueillir celles-ci auprès des habitants qui participaient aux activités de développement grâce à des enregistrements réalisés dans les communautés, ou en invitant les habitants à s'exprimer en direct au studio. La participation à une émission de radio, qui traitait notamment des problèmes et des solutions à apporter sur le plan local, instaurait de fait un lien vital et personnel entre les membres de la communauté.

L'explosion de la radio communautaire

Portée par la grande vague de changements en faveur de la démocratisation et de la décentralisation qui ont ébranlé le monde dans les années quatre-vingts et quatre-vingt-dix, la radio communautaire a connu un développement rapide. L'UNESCO a poursuivi ses expériences du Kenya et du Sri Lanka en finançant de nouvelles stations dans divers pays tels que le Ghana, les îles Tonga, Haïti, le Cap-Vert, Sainte-Lucie, Trinité-et-Tobago, le Surinam, la Jamaïque, Guyana, les Philippines et beaucoup d'autres. Mais, aujourd'hui, l'UNESCO est loin d'être la seule organisation à promouvoir la radio communautaire. Plusieurs agences internationales de développement ainsi que des ONG nationales et internationales s'y sont engagées dans le monde entier.

La rapidité de l'expansion de la radio communautaire est impressionnante et le Mali en fournit un exemple intéressant. En 1991, après vingt-trois ans de dictature militaire, de graves émeutes sociales ont finalement eu raison du

gouvernement en place et ont contribué à l'instauration d'une démocratie multipartite. Un gouvernement de transition a été mis en place en attendant l'organisation d'élections démocratiques.

Le Mali étant un pays essentiellement rural, le gouvernement de transition a organisé des consultations avec les représentants des populations rurales. Elles ont mis en évidence le fait que, après plus de deux décennies durant lesquelles les médias nationaux étaient chargés de relayer les instructions et les exhortations, et que les représentants locaux de l'Etat dans les zones rurales faisaient montre d'arrogance, les paysans éprouvaient une certaine désaffection et un sentiment d'aliénation par rapport aux programmes de développement imposés par le gouvernement. Ils préféraient les ignorer ⁽¹⁷⁾.

Le gouvernement de transition, puis le gouvernement élu qui lui a succédé, ont décidé de mettre en place, avec le soutien du PNUD et de la FAO, une politique prenant systématiquement appui sur la communication au service du développement du Mali. Le Mali a été le premier pays au monde à prendre une telle décision. Il a également été l'un des premiers pays à favoriser la libéralisation des médias en Afrique, notamment en organisant une conférence décisive à Bamako, en septembre 1993, intitulée "Pour la liberté des radios africaines" ^(18/19).

Le Mali venait juste de libéraliser sa radio et sa télévision d'Etat qui jusqu'alors n'émettaient qu'en français, une langue qui n'était comprise que par les élites du pays. Et avec un taux d'analphabétisme avoisinant les 70 % de la population,

la majorité des gens n'avaient pas accès aux informations véhiculées par les médias.

Cinq ans après la libéralisation des médias au Mali, plus de soixante stations de radio indépendantes émettaient dans les langues locales, permettant ainsi aux populations concernées d'accéder à l'information pour la première fois depuis l'installation de la radio-diffusion dans le pays. De nombreux autres pays ont commencé à développer de la même manière la radio communautaire. Quinze ans après la fermeture de la radio communautaire de Homa Bay par le gouvernement kenyan, des efforts significatifs ont été réalisés en vue d'améliorer la situation de la radio communautaire. Et en guise de mot de la fin, il convient de noter qu'un projet de loi est aujourd'hui en discussion au Kenya en vue d'une reconnaissance officielle de la place de la radio communautaire dans le paysage de la radiodiffusion.

ANNEXE 1 : La radio des mineurs en Bolivie

L'expérience bolivienne a débuté avec la mise en place d'une radio appelée la "Voix des Mineurs" rattachée à la mine du 'XXème siècle', située dans le département de Potosi. Au cours des années suivantes, vingt-trois stations ont été créées autour des différentes mines du pays, constituant un réseau connu sous le nom de Radios des Mineurs.

Ces stations de radio sont nées de revendications syndicales en faveur de l'amélioration des conditions de travail effroyables dans les mines; jusqu'en 1952, la plupart des mines appartenaient et étaient gérées par un petit groupe de familles avides et extraordinairement riches, les "barons de l'étain", tels que les Patinos, connus dans le monde entier pour leur train de vie extravagant. Cependant, les mineurs qui étaient à l'origine de leur richesse et dont la production représentait la principale exportation du pays, étaient exploités de façon inhumaine. Installés dans des camps miniers de fortune, souvent dans le froid des très hautes altitudes, mal payés et en proie à des maladies spécifiques aux mineurs, telles que la silicose, ils étaient déjà des vieillards à quarante ans. Et leur espérance de vie diminuait surtout à cause du manque de mesures de sécurité et des accidents fréquents dans les mines.

En 1952, les mines ont été nationalisées, mais cela n'a pas apporté un grand changement dans la vie des mineurs car la plupart des gouvernements n'avaient aucune conscience sociale.

Malheureusement, les données historiques sur les 'Radios des Mineurs' sont relativement floues, dans la mesure où la mémoire des anciens

mineurs demeure la principale source d'information. Néanmoins, ces radios ont certainement représenté un facteur déterminant dans la longue lutte sociale qui a affecté la Bolivie pendant plusieurs années – une confrontation marquée par le massacre de mineurs, de nombreuses familles de mineurs, la guerre civile, et des révolutions.

Les radios servaient également de point de ralliement aux mineurs dans la bataille, et elles leur ont permis de recevoir des informations indispensables pour contrecarrer la propagande négative orchestrée par les médias dominants contre les mineurs et leurs intérêts. Il est évident que les 'Radios des Mineurs' avaient un rôle déterminant, si l'on tient compte du nombre de fois où elles ont été systématiquement détruites ou leurs matériels confisqués par des militaires envoyés par l'un ou l'autre des gouvernements qui se sont succédés à la tête du pays.

En effet, ce sont les mineurs qui ont été à l'origine de la grande grève organisée en 1981, qui a mis fin à la dictature en Bolivie. Comme c'était déjà le cas lors des précédentes graves confrontations avec les autorités, les mineurs revendiquaient surtout la restitution des matériels aux stations de radio, ou dans les cas où ils avaient été détruits, la possibilité de pouvoir de recommencer à émettre avec du matériel neuf. Généralement, les mineurs contribuaient à l'essentiel de l'achat des matériels, ce qui illustre une fois de plus l'importance de ces radios dans leur vie quotidienne.

Bien que la mission principale des 'Radios des Mineurs' consistait à défendre et à promouvoir les droits des mineurs, elles jouaient également

un rôle important dans les activités culturelles et éducatives. Elles assuraient la promotion et la diffusion des festivals de poésie des mineurs, des débats sur la valeur esthétique des chansons populaires et d'autres formes d'art et sur les problèmes éducatifs, y compris un débat sur l'apprentissage des jeux d'échecs aux enfants des mineurs.

Les mineurs finançaient eux-mêmes la création et l'exploitation de leurs stations de radio, mais en général la gestion et la programmation étaient assurées par leurs syndicats. Et les mineurs ne participaient pas aux programmes des radios communautaires au sens où on l'entend aujourd'hui. Toutefois, l'installation des stations de radio au sein des communautés minières s'expliquait en grande partie par la proximité physique des mines qu'elles desservaient, et les gens venaient généralement visiter les studios et réciter des vers s'ils le souhaitaient.

La majorité des 'Radios des Mineurs' ont été créées au cours de la deuxième moitié des années 1950, mais leurs heures les plus glorieuses se sont situées entre 1963 et 1983. Par la suite, le prix de l'étain a commencé à chuter sur le marché international et en 1985, un gouvernement néo-libéral signait un décret de "redéploiement" des mineurs, éloignant à jamais des mines près de 20 000 d'entre eux. Cette fin affecta l'assise des radios. Quelques-unes ont été reprises par des groupes de paysans, mais aujourd'hui moins de dix d'entre elles continuent encore à émettre.

ANNEXE 2 : Radio Sutatenza / Action culturelle populaire en Colombie

1. Commission des radios et télévisions indépendantes d'Irlande (1988).
2. Louie Tabing, directeur du projet Unesco/Danida Tambuli, aux Philippines.
3. Zane Ibrahim et Madame Adams, "Radio Bush 89.5 F". (voir l'étude de cas n°4).
4. P.M. Lewis et J. Booth. *The Invisible Medium: Public, Commercial and Community Radio*, MacMillan (Londres, 1989).
5. Jocelyn Josiah, intervention sur les "médias de socialisation communautaire aux Caraïbes" à la Table ronde sur la communication pour le développement à Bahia, (Brésil, 1998).
6. Carlos A. Arnaldo, "Localism and the Displacement of Politics: Place-based Communication", *Development (Globalism and the Politics of Place)*, vol. 41 n°2, juin 1998. Sage Publications et SID, (Rome, 1998).
7. Louie N. Tabing, *Programming Tips for a Community Radio Station*, Projet Unesco/Danida Tambuli (Manille, 1998).
8. Rafael Roncagliolo, *Public Service Broadcasting, Cultural and Educational Dimensions*, Unesco (Paris, 1995).
9. T. McCain et F. Lowe, "Localism in Western European Broadcasting", *Journal of Communication*, vols. 40-1, (1990).
10. Moncef M. Bouhafa, "Child Survival and Broadcasting - Opportunities and Challenges", contribution à la conférence internationale sur la radiodiffusion en faveur de la sauvegarde de l'enfance, La Voix de l'Amérique/USAID (Washington, avril 1998).
11. Colin Fraser et Sonia Restrepo-Estrada, "Communicating for Development - Human Change for Survival", I.B. Tauris, (Londres/New-York, 1998).
12. Peter Lewis, dans "Les médias alternatifs: entre les réseaux planétaires et la vie locale", *Etudes et documents sur la communication n° 107*, Unesco (Paris, 1995).
13. Mary Myers, "La promotion de la démocratie auprès des couches populaires: l'exemple de la radio au Mali", *Frank Cass Journal*, vol.5, n° 2, (Londres, 1998).
14. Jake Mills du Ghana, concepteur d'un mixeur audio à six voies et à bas prix (1990).
15. Martin Allard FM, concepteur d'un émetteur FM simple et à bas prix.
16. Sunil Wijesinghe, animateur à la radio communautaire de Mahaweli, Sri Lanka (1999).
17. Colin Fraser et Sonia Restrepo-Estrada, *op.cit.*
18. Moncef M. Bouhafa, "Grassroots Media and Community Empowerment in West Africa", contribution présentée à la conférence internationale sur les médias et la politique, à l'université catholique de Bruxelles, Belgique en 1997 (rév. 1998).
19. Mary Myers, *op. cit.*
20. *Ibid.*

Radio Sutatenza a été créée en 1947 par un prêtre, le Père Joaquín Salcedo, dans le village andin de Sutatenza. Au début, elle fonctionnait grâce à un émetteur fabriqué sur place et dont la portée était de 2 à 3 km; Radio Sutatenza est devenue par la suite le plus puissant réseau de radiodiffusion de Colombie.

Le Père Salcedo était un prêtre atypique, qui s'intéressait davantage au bien-être social et économique des paysans colombiens qu'aux préoccupations habituelles de l'Eglise. Dans sa mission d'apporter l'éducation en vue du développement des paysans, il a pris conscience que la radio permettait d'accéder aux régions montagneuses les plus isolées de Colombie. C'est ainsi que lui est venue l'idée de créer des classes radiophoniques à Sutatenza, puis l'Action culturelle populaire (ACPO). Les programmes éducatifs de Radio Sutatenza traitaient de domaines aussi variés que l'alphabétisation, le calcul élémentaire, la santé, la production agricole, l'amélioration de l'habitat, les relations personnelles et familiales, le sport et les loisirs, ainsi que - questions cruciales au fil des ans - les devoirs des parents et la procréation responsable.

Les gens suivaient ces programmes diffusés par les classes radiophoniques informelles - c'étaient en fait des petits groupes de personnes qui se réunissaient tous les soirs. Ces groupes étaient assistés par des moniteurs, des personnes qui disposaient de davantage de connaissances et d'expérience que les membres du groupe. A une certaine époque, on comptait près de

200 000 paysans inscrits dans environ 20 000 classes radiophoniques. Pour compléter les programmes radiophoniques, l'ACPO a élaboré une large variété de manuels scolaires et mis sur pied une bibliothèque pour les paysans, dotée de cent livres traitant de sujets intéressant les communautés rurales. Et un magazine hebdomadaire, dont le lectorat était évalué à 600 000 personnes, était publié. En outre, la formation des leaders paysans et des sessions de formation technique dans les communautés faisaient partie des activités. Au début, l'opération a été financée par l'Eglise catholique romaine, pour l'essentiel, grâce aux fonds versés par des associations catholiques d'Europe, mais l'ACPO attirait l'attention du monde entier et de nombreuses agences internationales sont intervenues dans son financement.

En fin de compte, Radio Sutatenza a été victime de son succès. Lorsqu'elle a lancé ses programmes sur la "procréation responsable", l'Eglise a commencé à la saper systématiquement. Le Père Salcedo déclarait alors qu'il s'agissait de convaincre les masses qu'il n'y avait aucun mal à aborder ces sujets, et qu'il était très difficile d'inculquer aux gens le sens de la dignité humaine et du respect de la maternité dans un pays corseté dans des lois religieuses. L'ACPO n'a pas pris position sur le débat concernant les méthodes chimiques ou physiques de contrôle des naissances. Son rôle consistait uniquement à établir des bases à partir desquelles les individus pourraient assumer leurs responsabilités en connaissance de cause.

Cette attitude a fortement déplu à la hiérarchie catholique de Colombie, qui considérait que la seule finalité des relations sexuelles était la reproduction de l'espèce humaine. Elle a convaincu les associations catholiques européennes de retirer leur soutien. L'ACPO a continué à fonctionner avec d'autres aides internationales obtenues par l'intermédiaire du gouvernement.

Les émissions ont continué, en particulier grâce à des fonds empruntés, jusqu'en 1985 lorsque son réseau radiophonique puissant et de valeur a été vendu à un réseau commercial. En 1987, après quarante années de succès au service du développement des mentalités, des connaissances et de la vie des paysans, la radio a complètement cessé d'émettre. Ses biens, qui comprenaient une maison d'édition, une maison de production de disques, un immeuble de bureaux de 14 étages dans la capitale, ainsi que des centres de formation agricole, ont été vendus pour solder ses dettes.

Chapitre 2

Spécificités et fonctions de la radio communautaire



Ce chapitre décrit les spécificités et la démarche propres à la programmation de la radio communautaire, en ce qui concerne l'accès et la participation du public, la propriété, la gestion, le financement, l'indépendance éditoriale et la crédibilité, tant au niveau de la représentation des différents groupes et intérêts communautaires que de l'intégration des groupes marginalisés et minoritaires.

La partie consacrée aux fonctions porte sur le rôle de la radio communautaire considérée comme reflet de l'identité et de la culture locales, source d'une diversité de voix, d'opinions, de programmes et de contenu des émissions, mais également comme moyen de promotion du processus de démocratisation, du progrès social, du développement, de la société civile et de la bonne gouvernance. Son rôle de "téléphone du peuple" et sa contribution à la formation des ressources humaines nécessaires au secteur de la radiodiffusion y sont également mis en exergue.

L'ensemble de ces informations permettra au lecteur:

- d'avoir une vue claire des différentes caractéristiques et fonctions de la radio communautaire;
- de pouvoir agir au sein de la communauté en responsable ou leader lors des débats concernant le projet de création d'une station de radio, qui apporte des informations nécessaires à la prise de décision concernant l'attribution du titre de propriété, la gestion, la grille des programmes, et les profits que peut générer une radio communautaire.

LES CARACTÉRISTIQUES ESSENTIELLES DE LA RADIO COMMUNAUTAIRE

Le public, principal protagoniste

Bien que la radio communautaire soit une forme de radio de service public, elle a une approche différente des radios classiques. Son objectif principal est de faire du public son principal protagoniste, en l'impliquant dans tous les aspects de la gestion et de la réalisation de programmes, et en lui proposant des émissions qui contribuent au développement et au progrès social de la communauté.

Une conception particulière de l'information, du divertissement et de l'éducation

A la différence des médias traditionnels, l'information dans une radio communautaire n'est pas traitée comme un fait isolé ou un événement unique: elle est plutôt partie intégrante d'un processus continu et en devenir, qui sert de terreau au changement et au développement de la communauté.



Photo: C.A. Arnaldo

Dimanche de fête à Radio Ibahay. L'actrice Chin Chin Gutierrez rend visite à la station pendant la diffusion d'une émission pour la jeunesse, et interprète une chanson en Aklanon.



La radio devient très vite et tout naturellement un lien social entre les riches et les pauvres, entre la campagne et la ville, entre la vie rurale et les plaisirs des grandes citées. A Radio Ibahay, une des plus petites stations du réseau Tambuli, Chin Chin Gutierrez, actrice de cinéma et de télévision, donne son point de vue sur le développement à l'occasion d'une interview pour l'émission du dimanche.

Les divertissements sont proposés sous forme d'expression culturelle collective, plutôt que présentés par des artistes sophistiqués. L'ambiance est plus proche d'un karaoké que d'une représentation donnée par un artiste professionnel.

L'éducation consiste davantage à partager des expériences et à échanger mutuellement des connaissances au sein de la communauté qu'à écouter parler un expert ou un professeur.

Les principes régissant l'accès et la participation du public

En démocratie, les citoyens ont droit à une information fiable,

précise et opportune. Sur la base de ce droit, la radio devrait intégrer l'accès et la participation en vue de satisfaire l'intérêt public.

L'accès implique que les services d'information sont à la disposition de tous les citoyens; la participation suppose une implication active du public dans la planification et la gestion, mais également comme producteur et interprète.

Concrètement, pour la radio communautaire, ces concepts prévoient que :

- une émission-type de radio communautaire concerne tous les membres de la communauté qu'elle dessert;
- la communauté participe à l'élaboration des plans et des politiques de la radio, et à la défi-

nition des objectifs, des procédures de gestion et de programmation;

- la communauté participe aux décisions concernant le contenu, la durée et les horaires des programmes. Les gens choisissent les programmes qu'ils veulent, ils ne leur sont pas imposés par les producteurs;
- le commentaire et la critique sont libres dans la communauté;
- il existe une interaction permanente entre les producteurs et les auditeurs. La radio elle-même joue le rôle de principal canal dans cette interaction; cependant il existe d'autres mécanismes qui facilitent les contacts entre la communauté, les producteurs des programmes et la direction de la station de radio;
- de nombreuses opportunités sont offertes aux membres de la communauté, de manière individuelle ou collective, qui souhaitent produire des programmes, avec l'aide du personnel de la station de radio, et en utilisant les moyens techniques disponibles;
- la communauté participe à la création, à la gestion, à l'administration et au financement de la station de radio.

A qui appartient la radio communautaire ?

Les équipements d'une radio communautaire appartiennent presque toujours à la communauté qui les confie à une société, une fondation, une coopérative ou un organisme similaire. Toutefois, dans certains cas, ces équipements peuvent appartenir à une institution distincte de la communauté, mais qui les met à la disposition de la communauté pour une utilisation exclusive et sans condition.

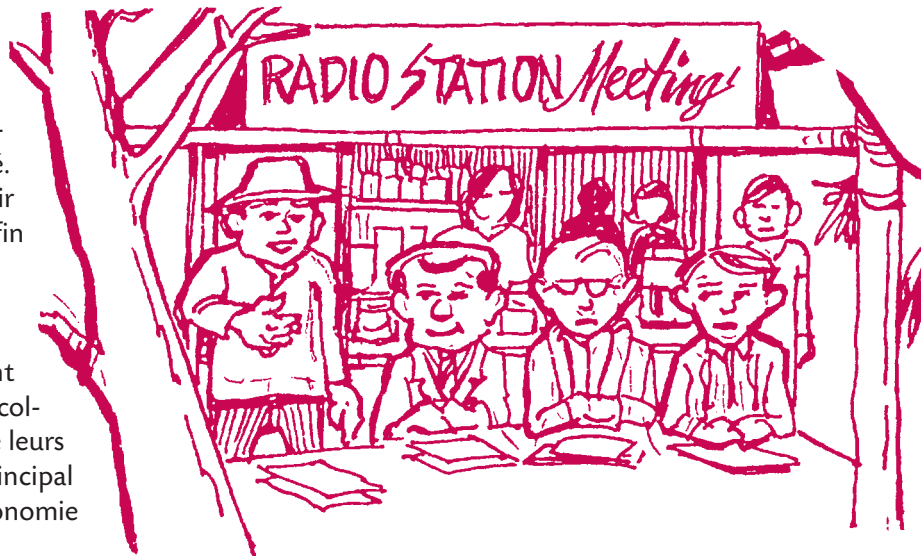
La gestion

Indépendamment du propriétaire légal, les politiques, la gestion et la programmation de la station de radio relèvent de la responsabilité de la communauté si celle-ci entend en faire une véritable radio communautaire. Généralement, un conseil communautaire ou un conseil d'administration représentatif de la communauté est chargé de définir la politique générale, tandis que l'administration quotidienne et les décisions opérationnelles sont laissées à l'appréciation du directeur de la radio choisi par la communauté.

Le financement

Une radio communautaire fonctionne comme une organisation sans but lucratif. Elle reçoit des fonds de diverses sources, notam-

ment des donations, des subventions, les cotisations des membres, des parrainages ou de la publicité. L'idéal serait de pouvoir combiner ces apports afin d'assurer son indépendance. De nombreuses radios communautaires organisent également des manifestations de collecte de fonds auprès de leurs auditeurs, l'objectif principal étant d'atteindre l'autonomie financière.



L'indépendance éditoriale et la crédibilité

Sur le plan éditorial, les radios communautaires sont indépendantes du gouvernement central et local, des partis politiques, des entreprises commerciales et des institutions privées et religieuses en ce qui concerne l'élaboration des politiques et la programmation. La politique générale est déterminée par le conseil communautaire représentatif mentionné plus haut, mais les décisions opérationnelles concernant les programmes sont prises au quotidien par le directeur de la station de radio, dont la crédibilité et la neutralité doivent être au-dessus de tout soupçon.

Représentation des différents groupes et intérêts de la communauté

Les communautés représentent fatalement différents groupes et intérêts. Les radios communautaires diffusent des programmes qui correspondent à leurs attentes et les incitent à s'exprimer à l'antenne. Cependant, il est évident que le contenu et la durée des programmes varient en fonction de l'importance des groupes et des centres d'intérêt de la communauté, mais une adaptation est toujours possible selon les circonstances ou les besoins spécifiques.

L'intégration des minorités et des groupes marginalisés

Les radios communautaires intègrent aussi bien les minorités que les groupes marginalisés, et ne se

contentent pas de leur ouvrir occasionnellement l'antenne, comme le font beaucoup de radios de service public. Cette programmation garantit la plus large diversité de sons de cloche et d'opinions de la part des

Des chants de Noël pour un nouveau magnétophone

Les radios communautaires organisent souvent des manifestations communautaires telles que des foires, des soirées culturelles et d'autres activités de collecte de fonds. Une station de radio communautaire Tambuli aux Philippines a organisé un porte-à-porte au cours duquel des chants de Noël étaient interprétés pour recueillir les fonds nécessaires à l'achat d'un nouveau magnétophone.

Même les petits enfants ont accès au micro de Radio Ibahay au cours de l'émission du dimanche pour la jeunesse.



Photo: C.A. Arnaldo

Les principales fonctions de la radio communautaire en Afrique du Sud

La radio communautaire doit:

- favoriser et refléter la culture, le caractère et l'identité locale;
- contribuer à la diversité des points de vue et des opinions et encourager l'expression individuelle;
- encourager la diversification des points de vue à l'antenne;
- diversifier les types de propriété dans la radiodiffusion;
- satisfaire les besoins de la communauté;
- contribuer au développement des ressources humaines de la radio et, le cas échéant, créer des emplois;
- encourager les membres de la communauté concernée à participer à la programmation et à la production;
- encourager l'innovation et la réalisation d'expériences dans les programmes ⁽³⁾.

Préserver la diversité linguistique, y compris dans les pays industrialisés

Les stations de radio communautaires de New York diffusent les dimanches des programmes en wolof à destination des membres de la communauté sénégalaise. Deux autres stations diffusent des programmes en coréen, tandis qu'en France, la communauté arabe a revendiqué le droit de créer des réseaux de médias qui répondent à ses besoins spécifiques ⁽⁴⁾.

groupes marginalisés, tels que les femmes et les jeunes, et elle favorise et protège les intérêts, la culture, et la diversité linguistique des minorités ethniques de la communauté.

LES FONCTIONS DE LA RADIO COMMUNAUTAIRE

La radio communautaire a pour mission de remplir les fonctions suivantes :

Refléter et promouvoir l'identité, la personnalité et la culture locales

La radio communautaire diffuse des programmes spécifiques de l'identité et de la personnalité de sa communauté. C'est pourquoi ceux-ci sont essentiellement basés sur l'actualité locale. Les informations intègrent également des événements extérieurs qui ont un intérêt particulier ou des incidences sur son public.

Elle met l'accent sur la culture locale. La culture, c'est l'image qu'une communauté se fait d'elle-même et renvoie aux autres. Elle traduit la manière dont la communauté et chacun de ses membres expriment leurs rêves et leurs espoirs, parlent de leur passé et de leur avenir. C'est la valeur qu'ils préservent. Comme la vie, la culture varie infiniment et est en constante mutation. C'est le résultat d'un processus et non un

ensemble de définitions. C'est la raison pour laquelle dans les démocraties, les gouvernements se limitent à la définition du cadre général de l'expression culturelle du peuple. Les gouvernements n'ont pas à interférer dans le contenu ni dans le style ⁽¹⁾.

Bien évidemment, la culture communautaire est aussi l'expression artistique de la musique, de la danse, de la poésie, du théâtre, des contes et autres arts locaux, qui sont largement mis en valeur par la majorité des radios communautaires. On encourage les artistes locaux à participer à des émissions, sans être complexés par les "exigences professionnelles" auxquelles ils se sont heurtés dans les médias dominants. La valeur du contenu et " la spécificité locale " compensent souvent la qualité formelle et le " professionnalisme ", même si cet argument ne devrait pas justifier la production de programmes de niveau technique insuffisant.

La culture c'est aussi la langue:

les langues et les expressions locales sont la matière première qui nourrit les radios communautaires. Elles constituent le ciment de la diversité culturelle, qui est aussi importante pour la survie future de l'humanité que la diversité biologique. Il existe près de 6 700 langues dans le monde, dont 63% en Afrique et en Asie. La radiodiffu-

sion nationale et la mondialisation des médias, combinées à d'autres facteurs tels que l'exode rural, menacent la moitié de ces langues de disparition au cours de la prochaine génération. Et il en va de même pour leurs cultures. La radio communautaire est la principale arme de défense contre cette tendance lourde de l'appauvrissement de la diversité culturelle⁽²⁾.

Instaurer la diversité de vues et d'opinions à l'antenne

La radio communautaire, en s'ouvrant aux différents secteurs et populations de la communauté, instaure une diversité de voix et d'opinions à l'antenne.

Il existe des points de désaccord dans toutes les communautés; elles ne sont pas toujours aussi paisibles et harmonieuses qu'on pourrait idéalement le croire de l'extérieur. Le désaccord pourrait résulter de la différence des centres d'intérêt, d'ethnie, d'appartenance linguistique ou religieuse ou encore d'une antique querelle. D'où la nécessité pour la démocratie et les sociétés démocratiques d'admettre l'inéluctabilité des conflits. L'examen des causes de conflits permet aux communautés de mieux se comprendre et de tracer les voies et moyens de leur résolution. L'une des missions de la radio communautaire est d'essayer d'animer une



discussion en faisant ressortir les différents points de vue, tout en évitant de prendre parti.

Offrir une diversité de programmes et de contenus

La radio communautaire offre une diversité de programmes et de contenus, sous des formats et des styles variés. Par exemple des tables rondes, des reportages, des interviews, des causeries, des émissions interactives, des directs sur les réunions de la communauté, etc.

On tient compte des préférences des auditeurs dans le choix des formats à retenir.

Pour sa part, le contenu couvre de nombreux sujets et reflète également les aspirations et les besoins du public. Il est pour l'essentiel fonction des modes de vie, des ressources de la communauté et des difficultés auxquelles elle est confrontée. En milieu rural, parmi les thèmes les plus souvent mis en valeur, on peut citer la santé, l'agriculture, la pêche, l'environnement, le crédit, la commercialisation des produits, les petites entreprises, etc; cependant, ils s'inscrivent toujours dans le cadre du vécu de la communauté.

Les bulletins d'information peuvent aussi présenter différents types de contenus. Ils couvrent surtout l'actualité locale, mais ils

peuvent également inclure des sujets nationaux qui ont un impact sur la vie locale, voire des informations nationales et internationales qui pourraient par elles-mêmes intéresser des communautés isolées qui n'ont aucun accès à d'autres médias.

Favoriser un large dialogue et le développement de la démocratie

Les Grecs de l'Antiquité, qui ont inventé la démocratie, menaient le débat politique sur la place publique. Il s'agissait de réunions ouvertes à tous, auxquelles quiconque le souhaitait pouvait exprimer son point de vue. Aujourd'hui, le nombre de citoyens rend cet exercice purement et simplement impossible, d'où la distance qui s'installe, dans le processus démocratique, entre les gouvernants et les citoyens de base. En l'occurrence, une fois qu'ils sont élus, les hommes politiques limitent leurs contacts avec les électeurs, et prennent des décisions sans consultation ni débat avec ces derniers.

La radio communautaire a pour mission d'être une tribune indépendante ouverte aux échanges concernant les préoccupations et les décisions importantes pour la communauté. Cette démarche s'inscrit dans le processus de démocratisation actuellement en

cours dans de nombreux pays, et dont le but est de rapprocher le plus possible la prise de décision démocratique des populations qu'elle concerne.

Cependant, pour assurer le progrès économique et social, la démocratie ne doit pas se circonscrire à la communauté; elle doit également imprégner les membres du gouvernement, les institutions privées qui œuvrent au niveau de la communauté, ainsi que les décideurs et les autorités politiques locales, régionales et nationales.

Les débats publics diffusés par la radio communautaire seront certainement plus écoutés par les représentants locaux du gouvernement et des institutions privées qui se chargeront d'en transmettre la substance à leurs supérieurs. Ces échanges constituent une base favorable aux initiatives de développement qui permettent de satisfaire les besoins et les aspirations exprimés par la communauté. De plus, les émissions enregistrées par les radios communautaires peuvent être utilisées lors des réunions, ou même diffusées par d'autres stations, pour mieux faire connaître ce qui passe au niveau de la base.

En résumé, l'essentiel du processus démocratique réside dans la capa-



Bien que les groupes d'écoute communautaire ne soient pas la règle générale, on doit reconnaître que la radio permet aux populations rurales d'atteindre les mêmes objectifs. Il est en effet plus facile de résoudre les problèmes lorsqu'il existe une base commune de connaissances, de vision, d'inspiration, de buts et de méthodes.

Interfaces

"Les stations de radios locales sont chargées d'établir des contacts entre les populations, leurs organisations, les autorités officielles et les représentants du gouvernement".⁽⁵⁾

Quelques acquis sociaux favorables au développement générés par les radios communautaires Tambuli aux Philippines

- un climat nouveau et une volonté de changement au sein des communautés;
- à la suite de la diffusion d'une série de débats sur l'impact négatif des jeux de hasard sur la vie des familles et de la communauté, les hommes abandonnent progressivement ces passe-temps;
- il est interdit aux bouchers de ramener du gibier vivant et de le tuer au marché;
- un grand élevage de volailles a été nettoyé afin d'atténuer l'odeur et de réduire la pollution;
- des ruisseaux ont été dragués pour réduire les risques de crues;
- une passerelle et un éclairage supplémentaire ont été installés;
- un centre de soins primaires pour enfants a été créé par les autorités locales.
- la pression de la communauté a mis fin au campement et à la pêche illégale ⁽⁶⁾.

Une déclaration du directeur de programmes de la radio indépendante Bamakan (Mali)

"Il existe plusieurs aspects de la démocratie méconnus des populations et auxquels nous devons les sensibiliser afin de leur expliquer que la démocratie n'est pas synonyme d'anarchie; que la démocratie suppose des droits et des devoirs. Nous avons le droit de revendiquer mais nous avons également des obligations envers l'Etat"⁽⁷⁾.

cité du peuple à entendre et à se faire entendre. A cet effet, la radio communautaire constitue un forum tout indiqué.

Promouvoir le développement et le progrès social

Les populations des communautés défavorisées ont une vision fataliste de leur situation. Elles ont toutes une perception individuelle sur laquelle aucun développement durable ne peut reposer. Elles ont besoin de concevoir une approche collective des réalités locales et des moyens qui permettraient de les améliorer. La seule façon d'y parvenir consiste à instaurer des discussions internes au sein de la communauté, pour envisager la situation, les causes et les éventuelles actions à mener pour y remédier.

La radio communautaire constitue une tribune idéale pour mener ce genre de débats et faire jaillir un sentiment collectif sur la situation. Elle favorise une analyse des problèmes spécifiques et des solutions adéquates, et elle permet de mobiliser les personnes les plus concernées en vue d'une action collective.

Par ailleurs, on peut également modifier les comportements antisociaux de quelques minorités au sein d'une communauté en les mettant sous la pression, exercée par la majorité par le biais des programmes de radios communautaires.

Accroître le rôle de la société civile

La société civile représente l'ensemble des institutions qui permettent aux membres de la société de vivre dans un esprit de coexistence harmonieuse. Elle crée ses propres valeurs et critères individuels et d'appartenance à un groupe, et n'attend pas qu'on les lui impose d'en haut.

C'est le cas notamment dans les pays qui ont récemment adopté des systèmes démocratiques après des décennies de parti unique ou d'autoritarisme, et où les jeunes générations commencent à peine à prendre conscience des implications de la démocratie et de l'importance de la société civile dans le fonctionnement des démocraties.

Certaines radios communautaires mettent l'accent sur cet aspect de la démocratie et de la société civile, en attirant l'attention sur les droits des gens, mais également sur leurs devoirs. Elles insistent sur la nécessité d'un comportement citoyen, afin que ces nouvelles libertés débouchent sur le progrès et l'harmonie.

Stimuler la bonne gouvernance

Dans les communautés défavorisées, les autorités locales et les hommes politiques prennent facilement l'ascendant sur leurs concitoyens qui, qu'il s'agisse d'individus ou de groupes parce marginalisés ou

opprimés, n'ont aucune voie de recours. Les radios communautaires aident les populations à faire respecter leurs droits en leur offrant une tribune pour exposer leurs griefs. En jouant ainsi le rôle de "chienne de garde" de la communauté, la radio communautaire amène les autorités locales et les hommes politiques à prendre davantage conscience de leurs responsabilités publiques.

A cet effet, la technique la plus utilisée consiste à organiser des débats qui favorisent la confrontation d'idées, sous forme de questions et réponses, entre les membres de la communauté et les autorités locales. L'autre technique consiste à diffuser en direct les débats des sessions de réunions du gouvernement local.

Les radios communautaires ne parviennent pas toujours à remplir cette mission. Dans les communautés les plus reculées, où les pouvoirs sont concentrés depuis des générations entre les mains de quelques familles, les gens éprouvent quelque réticence à livrer leur opinion, parce qu'ils se sentent tous redevables d'une manière ou d'une autre envers ces familles. De même, ces familles dominantes sont peu enclines à accepter les critiques.

Encourager la participation, le partage de l'information et de l'innovation

La participation est le mot clé des cercles de développement, mais on ne comprend pas toujours que la participation et la communication sont deux faces d'une même médaille, dans la mesure où lorsque les gens parlent de leur situation et envisagent des solutions pour l'améliorer, ils participent effectivement à la construction de leur avenir; ils posent aussi les jalons d'une action collective à laquelle ils participeront. Grâce à la tribune qu'elle représente, la radio communautaire encourage la participation à travers les débats, les analyses, les échanges d'idées et d'opinions.

En outre, la radio communautaire favorise le partage de l'information et de l'innovation. Par exemple, une famille ou un groupe d'une communauté parviennent à résoudre un problème commun à beaucoup d'autres personnes, tel que l'obtention d'un crédit agricole auprès d'une banque récemment installée dans la ville voisine. La diffusion d'une émission au cours de laquelle ils expliquent comment ils y sont parvenus, ainsi que les procédures à suivre, pourrait inciter d'autres familles à en faire autant. Autre exemple, un agriculteur de la région qui fournit des

informations sur l'amélioration de la production de graines d'une variété nouvelle de légumes qu'il souhaiterait commercialiser.

Donner la parole aux "sans voix"

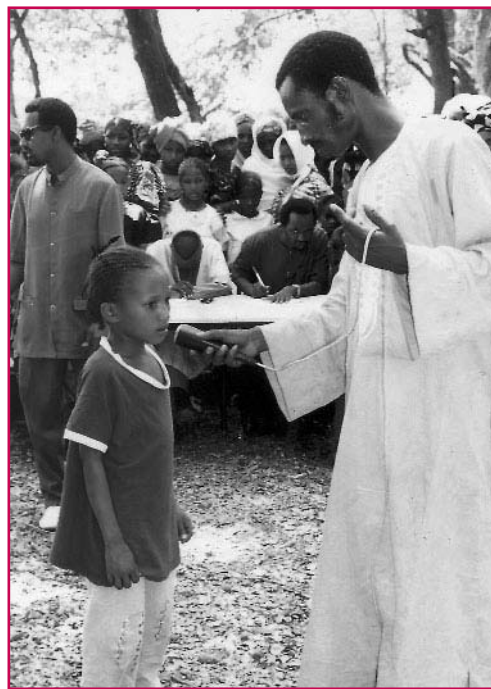
Dans de nombreuses sociétés traditionnelles, les femmes et les jeunes, de même que les minorités ethniques et linguistiques sont presque toujours tenus à l'écart des affaires de la communauté. Cependant, aucune communauté ne peut évoluer et se développer en toute équité et de manière satisfaisante sans la participation active et avisée des femmes, des jeunes et des groupes minoritaires. (voir l'annexe 3 à la fin du chapitre). C'est pourquoi les radios communautaires donnent la parole aux "sans voix", et bien sûr à l'ensemble de la communauté, passivement abreuvée depuis des lustres par les radios d'Etat et commerciales.

Offrir un service social de substitution au téléphone

Dans les régions rurales pauvres où le téléphone n'existe presque pas, la radio communautaire se substitue à lui pour la diffusion de messages. Par exemple, une famille

qui vit dans un endroit isolé de la communauté peut ainsi être informée de la maladie d'un parent qui habite dans une grande ville et être invitée à l'assister. Ou encore un fermier qui veut vendre sa bête peut faire passer son annonce à la radio, ce qui remplace tous les coups de téléphone qu'il aurait eu à passer. Ou encore, une personne à la recherche d'un emploi temporaire en milieu agricole peut prendre contact avec les personnes qui passent des annonces d'offres à la radio.

Les structures gouvernementales parviennent ainsi à améliorer leur



Au Bénin, les enfants participent aux cours d'alphabétisation diffusés en direct.

Photo: UNESCO



Photo: C.A. Amaldo

En octobre 1992, Radio Bhutan est passée du statut de radio d'Etat à celui de service public, ce qui a entraîné une forte réduction des subventions. Ici, au marché de Punaka, un stagiaire de la station s'entretient des prix, de l'état des routes pour se rendre au marché, de la qualité des récoltes et des nouvelles du village. Ce projet a été financé par DANIDA.

Les obstacles à la transparence – un exemple aux Philippines

Plus la communauté est isolée, plus les gens éprouvent des difficultés à dire ce qu'ils pensent. Les gens s'en remettent à leurs dirigeants pour le moindre problème et ils ont tous des dettes morales envers quelques familles politiques qu'il leur paraîtrait ingrat de critiquer.

Le conseil municipal a autorisé la radio communautaire à recueillir les requêtes et les commentaires des auditeurs pendant la retransmission en direct de sa session hebdomadaire. Mais lorsque les appels ont commencé à parvenir à la radio, le conseil a demandé de ne plus les prendre. Par ailleurs, le conseil s'est également mis à choisir les parties des sessions qui pouvaient être retransmises, tout en demandant à l'équipe de la radio de bien vouloir quitter la salle lors des discussions sur le budget ⁽⁸⁾

L'information, matière première des décisions

"...La meilleure utilisation d'une radio communautaire réside dans sa capacité à satisfaire la communauté et ses besoins sociaux. A cet effet, les gens doivent pouvoir accéder à l'information, qui est la matière première la plus importante dans la prise de décisions au quotidien ⁽⁹⁾

"Le téléphone du peuple" à Haïti

"Quand les bandits se sont enfui à toute vitesse sur leurs motos, laissant derrière eux un nuage de poussière, un corps gisant, et un village en détresse à l'heure du réveil, ils étaient persuadés qu'ils prenaient le chemin de la liberté. C'était sans compter avec la station de radio du village, Radyo Flanbo. A Haïti, les stations de radio communautaire comme Radyo Flanbo sont reconnues comme "téléphones du peuple", et tandis que les bandits s'apprêtaient à sévir dans le village voisin, le présentateur de Radyo Flanbo a diffusé un message annonçant l'imminence de leur arrivée. C'était comme si les bandits avaient été directement conduits au poste de police" ⁽¹⁰⁾

1. Adapté de Pierre Juneau: introduction générale à La radio télévision de service public : les défis du XXI^e siècle. Etudes et documents sur la communication, n° 111, UNESCO (Paris, 1998).

2. Sophie K. Ly, *El Recuerdo de Conocimiento Perdido*. InteRadio, vol.9, n°2, AMARC (Montréal, 1997).

3. Triple Enquiry Report, Independent Broadcasting Authority, Republic of South Africa (1995).

4. Ibid.

5. B.S.S. Rao, au cours de la *Consultation sur les politiques des médias et la radio communautaire*, Bangalore, Inde (1996).

6. Colin Fraser et Sonia Restrepo-Estrada, *Communication for Development - Human Change for Survival*. I.B. Tauris (Londres/New York, 1998).

7. Mary Myers, *The Promotion of Democracy at the Grass-roots: The Example of Radio Mali*, Frank Cass Journal, vol.5, n°2 (Londres, été 1998).

8. Adapté de Cécile Balgos: *The Sounds of Silence*, UNESCO Sources n°89. UNESCO (Paris, 1997).

9. Felix Libero, dans *Communication for People Power*. Ed. Maslog, Navarro, Tabing, Teodoro. Projet UNESCO/Tambuli. Institut de la communication pour le développement, Collège de la communication de masse, Commission nationale pour l'Unesco, Philippines (Manille, 1997).

10. David Shanks, *Voices for voiceless*. Contribution présentée à la WACC (Association mondiale de communication chrétienne (Londres, mars 1999).

service, notamment dans le domaine de la santé, grâce à la diffusion à l'avance du calendrier des visites sur le terrain; ce qui permet aux gens de se préparer en conséquence.

Favoriser la diversité des propriétaires de radio

Qu'il s'agisse de radios communautaires, commerciales, nationales ou d'Etat, toutes jouent un rôle dans la société, bien que d'une manière générale, la radiodiffusion communautaire était à la traîne des autres. La radio communautaire contribue à faire évoluer cette situation et à la recherche d'un équilibre entre les sources d'information indispensables au progrès démocratique.

Contribuer au développement des ressources humaines nécessaires aux radios

On peut dire que la radio communautaire démystifie la profession de journaliste, en confiant la production des messages aux membres de la communauté. Elle tient également lieu d'école où des radiodiffuseurs débutants peuvent également acquérir de solides connaissances techniques. Mais il est un autre élément qui fait la valeur particulière des personnes formées à l'école de la radio communautaire. Ce sont des journalistes qui vivent avec leurs auditeurs, partagent leurs préoccupations, et qui peuvent



Radio Muye, première radio communautaire gérée par des femmes dans les Caraïbes, dans le cadre du projet spécial de l'UNESCO "Les femmes parlent aux femmes"

L'une des plus jeunes recrues de la radio communautaire "DYM Radio" à Cuyo, Palawan.



mesurer régulièrement l'impact – positif ou négatif – de la présentation des émissions, et de ce qu'elles ont d'intéressant et d'utile. Cette interaction leur donne une idée sans équivalent des relations entre la radio et les auditeurs, et de la capacité de la radio à contribuer au changement et au développement. Ce qui explique que certains journalistes communautaires sont débauchés pour rejoindre les équipes des grands radiodiffuseurs.

ANNEXE 3 : L'engagement des femmes

Aux Philippines, les femmes - notamment celles qui vivent à la campagne où l'impact de la vie sociale est limité par la pauvreté et une éducation insuffisante - sont souvent introverties, réservées et timides. De plus, les familles rurales sont souvent réfractaires au changement du rôle traditionnel des femmes qui doivent rester des maîtresses de maison, et en général les femmes préfèrent que ce soient leur époux qui participent aux projets communautaires.

Il ne fait aucun doute que l'idée d'assurer en commun leurs droits et le renforcement de leur rôle dans la société a été reléguée au dernier rang des priorités des populations rurales. Il faut les amadouer et les rassurer avant que les femmes acceptent de sortir de leurs coquilles.

Néanmoins, celles qui ont été en contact avec les médias de masse sont de plus en plus disposées à participer aux projets communautaires, et les premières discussions que nous avons menées au sein des communautés concernant des émissions spéciales de radio sur les femmes, pour les femmes et par les femmes ont été suivies avec grand intérêt. J'explique cette situation par le fait que certaines familles et institutions sociales qui ont essayé de promouvoir les activités des femmes dans la

communauté se sont senties menacées et elles ont bien accueilli l'aide que la radio pouvait leur apporter dans ce sens.

Une fois que les femmes sont engagées, on peut vraiment leur faire confiance. Elles respectent les règles du jeu. Comparées aux hommes, elles sont plus méticuleuses. Elles sont moins souvent à l'origine de comportements déplacés et nuisibles. Elles sont toujours enthousiastes. Et là où elles sont mêlées aux hommes, ceux-ci deviennent aussitôt enthousiastes et, pour ainsi dire, meilleurs.

Madame Meriam Aranas, présidente de la Fondation pour le développement des médias des Îles Olutanga, est un leader volontaire qui est à la tête d'un groupe de femmes actives engagées dans la promotion de projets de développement des moyens de subsistance et de leur conservation. Elle a créé une association et supervisé la construction d'un immeuble destiné à abriter la station de radio.

Une institutrice, Madame Rosario Gozos a été nommée chef de station à Partido Camarines Sud. Elle élève seule ses enfants car son mari travaille à l'étranger. Elle a mené avec succès la campagne de lutte contre la pratique illégale des jeux de hasard dans le district. Entre

autres réalisations, elle a instauré des émissions réservées aux femmes le samedi. Son engagement communicatif a fait des émules de toutes les bénévoles de sa station. En moins de trois ans, la station de radio est devenue un pouvoir qui compte au sein de la communauté. Elle a largement contribué au progrès et au bien-être des habitants de Partido.

Lyn Villasis, une esthéticienne qui de sa voix douce anime depuis des années une émission de contes pour enfants fait partie des personnalités les plus célèbres de la station de radio de Banga, à Aklan.

Malou Angolluan est une jeune collégienne qui fait du bénévolat une véritable activité. Son travail exemplaire et son dévouement au service de la communauté lui valent une grande sympathie de la part des auditeurs. Elle a décliné plusieurs offres d'emploi que lui proposaient de grandes stations de radio privées.



Photo: C.A. Arnaldo

A Ibahay, dans la province d'Aklan aux Philippines, Ate Meds quitte rapidement la messe du dimanche pour se rendre au studio, à temps pour l'émission quotidienne des enfants.



Photo: Jim Bentley

En Inde, à Pastapur, Hyderabad, les femmes parlent des problèmes locaux pour une émission diffusée par une station régionale de " All India radio ". Elles luttent également pour obtenir une nouvelle réglementation leur permettant d'émettre sur leur propre antenne.

Chapitre 3

Les aspects juridiques



Ce chapitre présente un panorama des lois qui régissent la radio communautaire dans différents pays du monde. Il accorde une attention particulière au cas de l'Afrique du Sud, où la législation dans ce domaine est exemplaire à plus d'un titre et pourrait servir de modèle à d'autres pays. Les principaux facteurs communs et les différences relevées dans les lois qui régissent les radios communautaires nationales sont décrits, ainsi que les conditions spécifiques à remplir pour obtenir une licence.

Le lecteur prendra connaissance de :

- la grande variété des lois et des obstacles auxquels la radio communautaire est confrontée dans certaines parties du monde ;
- la nécessité d'étudier attentivement les lois en vigueur avant de se lancer dans un projet de radio communautaire ;
- la maîtrise des informations et des conditions que les autorités sont susceptibles d'exiger avant de délivrer une licence de radio communautaire.

◀ DES LÉGISLATIONS INÉGALES ET ARBITRAIRES

Les ondes ou les fréquences d'émission font partie du domaine public. Par conséquent, ce sont les gouvernements qui sont chargés de réguler leur utilisation et de les attribuer dans un souci d'intérêt public, d'équité et de transparence, conformément aux directives des conférences de planification administrative de l'UIT (Union internationale des télécommunications). Les politiques nationales générales des médias doivent respecter les mêmes règles.

Malheureusement, tel n'est pas toujours le cas, et la législation nationale qui régit les radios communautaires est très inégale. Dans certaines régions du monde, les radios communautaires ont du mal à évoluer parce que la législation est soit inexistante, soit insuffisante ou carrément hostile. Ce manuel ne présente pas une description exhaustive des législations pays par pays, mais il donne une vision globale de la situation dans quelques pays du monde.

◀ L'AFRIQUE DANS LE PELOTON DE TÊTE

Plusieurs pays africains ont fait des progrès réels en matière de législation sur les radios communautaires. Cette situation est particulièrement intéressante car à première vue, elle paraît paradoxale : d'une part les radios communautaires jouent naturellement leur rôle en fournissant des informations nécessaires à la

satisfaction des besoins et des intérêts du large éventail ethnique, culturel et linguistique qui existe dans la plupart des pays africains ; mais d'autre part, les gouvernements ont peur que la liberté d'expression des ethnies et des groupes linguistiques n'ébranle l'unité nationale. Il faut se rappeler que cette crainte est à l'origine de la fin prématurée de la radio communautaire de Homa Bay au Kenya en 1984.

Toutefois, il semble que l'on ait tiré la leçon de la suppression autoritaire de la diversité linguistique et de l'expression culturelle dans un pays, une situation qui finit par créer un grand ressentiment et des tensions sociales. En effet, même dans les pays industrialisés, les deux dernières décennies ont été marquées par un changement de mentalité des gouvernements qui tentent aujourd'hui de préserver les traditions linguistiques et l'identité culturelle de leurs groupes minoritaires. Ils se sont rendus compte qu'une société pluraliste peut également contribuer à la réalisation de l'identité et de l'unité nationales.

Cette évolution est également perceptible dans de nombreux pays d'Afrique. Depuis le début des années quatre-vingt-dix, des pays comme l'Afrique du Sud, le Burkina Faso, le Mali et la Namibie se sont lancés dans une politique de libéralisation des ondes et de promotion de la radio communautaire qui fait partie de l'offre nationale de radiodiffusion, en accompagnant cette orientation d'une législation adéquate dans la majorité des cas.

Le progrès accompli en Afrique du Sud en ce qui concerne les nouvelles politiques de radiodiffusion et

AUTORITÉ INDÉPENDANTE DE L'AUDIOVISUEL

(The Independent Broadcasting Authority-IBA)



L'IBA a été créée par la Loi 153 de 1993, qui l'habilitait à prendre en charge les responsabilités qui étaient auparavant dévolues au Ministre de l'Intérieur et au Ministre des Postes et Télécommunications. L'IBA a pour mission d'assurer la promotion d'une large gamme de services audiovisuels aux niveaux national, régional et local, à l'intention de tous les groupes linguistiques et culturels, pour leur offrir divertissement, éducation et information.

L'Autorité Indépendante de l'Audiovisuel (IBA) est un organisme indépendant de droit public, responsable des dispositions réglementaires qui régissent l'industrie Sud-Africaine de l'audiovisuel.

QU'EST-CE QUI A CHANGÉ ?

Le rôle de l'IBA	Réglementation	Contrôle et plaintes
Les diffuseurs communautaires	Diffuseurs privés	Diffusion publique
Demandes de licences	Le satellite	Distribution des signaux
Bibliothèque et Centre de documentation	Publications dans les médias	Plan de fréquences et attribution des canaux
Sites utiles	Documents de politique générale	Annonces
Discours	Notice	Prenez contact avec nous

Les fonctions de l'IBA comprennent :

- L'attribution des licences d'émission
- Le contrôle des conditions de la licence et des programmes
- Les plaintes : audition, réception et suites à donner
- Définition de la politique de l'audiovisuel
- Planification de la répartition des fréquences
- Réglementation de l'industrie de l'audiovisuel dans son ensemble



Recherche

Avertissement :

" Nous faisons tous nos efforts afin que ce site soit maintenu à jour dans toute la mesure du possible. Toutefois, nous ne pouvons garantir la précision et l'actualité des informations qui y apparaissent. La version définitive d'une publication ou d'un document de l'IBA est, dans tous les cas, l'édition qui est disponible dans les bureaux de l'IBA.

Des liens avec d'autres sites ont été inclus afin de rendre ce site aussi utile que possible. Cependant, nous n'assumons aucune responsabilité quant au contenu ou à la précision des informations fournies sur ces sites.

Si vous souhaitez nous communiquer vos commentaires, veuillez envoyer un e-mail à :

theiba@wn.apc.org

la législation sur la radio communautaire est considéré comme exemplaire.

Certains pays en ont fait leur référence et de nombreux autres pourraient s'en servir comme modèle. C'est la raison pour laquelle nous avons choisi de le décrire dans la section suivante.

La législation sur la radiodiffusion en Afrique du Sud : un cas exemplaire

Le gouvernement qui a succédé au régime de l'apartheid en Afrique du Sud a pris conscience du fait que les médias du pays pouvaient contribuer à la solution de beaucoup de problèmes de développement socio-économique, et de ce fait, à la construction d'une société démocratique et pluraliste. Mais pour cela, il fallait élaborer de nouvelles politiques et des règles d'exploitation de la radiodiffusion.

Une Autorité indépendante de [régulation] de la radiodiffusion

La première étape a été la mise en place en 1993 d'une Autorité indépendante de régulation de l'audiovisuel (IBA), un organisme juridique chargé d'élaborer la politique de diffusion, de planifier l'utilisation de l'ensemble des fréquences, de délivrer des licences, de trancher en cas de plaintes, et plus généralement de réguler le secteur de l'audiovisuel. Elle remplit ses fonc-

tions indépendamment de l'Etat, du gouvernement et à l'abri des pressions des partis politiques. C'est une entité sans but lucratif qui est financée en partie par l'Etat et en partie par les redevances qu'elle perçoit.

L'IBA est administrée par un conseil composé de sept personnes désignées par le Président de la République. Ce sont des personnes compétentes dans les domaines tels que les politiques de radiodiffusion, le droit de la presse, le marketing, le journalisme, le divertissement et l'éducation.

Elles sont également choisies sur la base de leur engagement en faveur de la justice, de la liberté d'expression, du droit à l'information du public, de leur ouverture d'esprit et de leur crédibilité.

Les objectifs généraux de la législation sur l'audiovisuel

Parmi les principaux objectifs de la législation sur l'audiovisuel en Afrique du Sud, on peut citer :

- l'encouragement à la disponibilité d'une offre diversifiée au plan national, régional et local, en vue de satisfaire les besoins des groupes culturels et linguistiques et de proposer des émissions de divertissement, d'éducation et d'information ;
- le développement des radios publiques, privées et communau-

taires en vue de répondre aux attentes du public ;

- le développement et la préservation de l'identité, de la culture et de la spécificité nationale et régionale ;
- l'acquisition et le contrôle des radios par des personnes historiquement marginalisées ;
- la délivrance de licences de radios privées et communautaires à des personnes ou groupes représentatifs des diverses communautés de la République ;
- la garantie d'un traitement équitable des partis politiques dans l'ensemble des radios agréées pendant les périodes électorales ;
- l'assurance que les radios agréées respectent un code de conduite acceptable par l'IBA.

Les différentes catégories de radios

La législation prévoit trois catégories de radios :

- **Un service public :** ce service est assuré par la Société sud-africaine de radiodiffusion (SABC), ou tout autre groupe à statut similaire, ou par une personne, dont les ressources sont fournies par les redevances perçues auprès des auditeurs équipés de récepteurs.
- **Un service privé :** il a pour but de générer des profits ; il est placé sous le contrôle d'une per-

sonne dont l'agrément est différent de celui du service public.

- **Un service communautaire :** c'est un service qui :

- * est tout à fait contrôlé par une entité sans but lucratif et dont les objectifs ne sont pas de réaliser des profits ;
- * défend les intérêts d'une communauté spécifique ;
- * encourage les membres de la communauté ou les personnes qui défendent les intérêts de cette communauté à participer au choix et à la réalisation des programmes qui seront diffusés.
- * peut être financé par des dons, des subventions, des parrainages, la publicité, les cotisations des membres, ou par une combinaison de ces modes de financement

Le terme "communauté" renvoie à la situation géographique d'une communauté ou d'un groupe de personnes ou d'un secteur du public qui ont un intérêt commun spécifique et vérifiable.

Les dispositions concernant l'attribution de licence en Afrique du Sud

Conformément aux politiques appliquées aux radios classiques et aux radios communautaires décrites plus haut, la législation prévoit des critères spécifiques à

remplir pour obtenir une licence de radio communautaire. Elle établit également les procédures à suivre. Celles-ci sont complexes et contraignantes en ce qui concerne le détail des informations à fournir. Les licences de radios communautaires ont une validité de quatre ans, mais des licences temporaires, de courte durée, peuvent également être attribuées.

Les licences ne sont pas délivrées aux partis, aux mouvements, aux organisations, aux organismes et aux coalitions assimilables à des partis politiques. Pour plus d'information sur la politique, la législation et l'attribution des licences de radios communautaires en Afrique du Sud, vous pouvez visiter le site Internet de l'IBA (<http://iba.org.za>).

◀ **LA LONGUE CONTROVERSE SUR LA RADIO COMMUNAUTAIRE EN ASIE ET EN INDE**

La situation est moins favorable en Asie qu'en Afrique, et l'Inde en est la meilleure illustration. Le Népal et le Sri Lanka ont proposé les voies propices à la solution des problèmes. All India Radio (AIR) est une radio créée en 1935 sous le monopole d'Etat suivant le modèle britannique de la BBC. Le débat sur la fin du monopole dure depuis plus de trente ans, depuis la publication du rapport du comité

Des modèles de médias occidentaux : un handicap pour le développement

"Les radiodiffusions ont évolué selon un modèle identique dans les pays du Tiers Monde, avec des informations, de l'actualité et une dose massive de divertissements propagés depuis les grands centres urbains. Cette prescription uniforme conçue par la minorité riche qui prend les décisions ne tient pas compte des problèmes développement, qui nécessitent une approche locale pour chaque pays et chaque communauté. Les concepts et l'utilisation des médias, tels que mis en œuvre dans les sociétés industrialisées n'ont pas fait la preuve de leur capacité à satisfaire les besoins en développement de notre pays" ⁽²⁾.



La loi sur la radiodiffusion nationale au Népal (1993).

Les programmes doivent traiter en priorité les thèmes suivants :

- les émissions en faveur du développement : agriculture, éducation, industrie, commerce, science et technologie, santé, planning familial, protection des forêts et de l'environnement ;
- harmonie entre les différentes classes, langues, castes, religions et groupes religieux ; égalité et bonne entente entre tous ;
- développement des différentes langues et cultures du Népal ;
- promotion de l'unité et de l'intérêt nationaux ;
- développement du sens moral et national naissant ;
- éveil à l'intérêt social ;
- rejet des influences préjudiciables au Népal dans ses relations avec les pays voisins et amis ;
- soutien à la politique étrangère du pays ;
- développement des chants traditionnels, du folklore et de la culture ;
- promotion des activités importantes au niveau national et international.

Népal : de réussite en réussite

Moins d'une année après son lancement, la contribution de Radio Sagarmatha à l'augmentation du flux de l'information et en tant que plate-forme pour le dialogue démocratique entre les parties intéressées aux questions relatives au développement était si évidente que le gouvernement, qui avait au départ limité le temps d'émission à deux heures seulement par jour, l'a étendu à treize puis à vingt-quatre heures par jour. L'interdiction initiale et totale de la publicité a également été levée ; la licence a été élargie pour y inclure la transmission mobile ; et sa fréquence lui a été réservée pour son usage exclusif sur toute l'étendue du territoire.

Chanda. Les comités qui ont suivi ont émis des recommandations expresses en faveur de la décentralisation de la radiodiffusion pour enraciner le processus de participation et satisfaire le droit fondamental du peuple à l'information. En 1995, la Cour suprême a prononcé un jugement de référence qui stipulait que "les ondes relèvent du domaine public", et qui mettait l'accent sur la nécessité de maintenir dans la radiodiffusion un équilibre entre les forces du marché (la recherche de profits), le gouvernement (le monopole), et le droit de la population à recevoir et à diffuser l'information. Ce jugement a permis de délivrer des licences aux stations de radio locales pour favoriser la participation du public et la radiodiffusion thématique et en fonction des zones géographiques, mais le décret d'application de cette loi n'a toujours pas été signé. Il semble toutefois qu'au moment où nous rédigeons ce texte, il était en cours de préparation.

Après des décennies de débat sur le sujet, le principal résultat consiste en une certaine décentralisation de AIR vers des stations locales, et au récent développement rapide de chaînes privées qui utilisent les fréquences FM que AIR a loué à des opérateurs privés. Dans leur grande majorité, ces stations locales d'AIR tentent de se rapprocher des communautés et adoptent la formule de la radio com-

munautaire. Mais dans la plupart des cas, ces stations "locales" sont de simples relais d'émissions destinées aux citoyens et diffusées depuis les capitales nationales ou régionales, qui ne produisent pas localement des émissions adaptées.

Les chaînes privées ne sont autorisées à produire que du divertissement. L'information, l'actualité et même l'éducation sexuelle sont interdites d'antenne. Il s'ensuit que les stations privées FM, qui se sont développées à la faveur de la demande du marché, sont devenues des sortes de débits de musique disco destinés aux jeunes des villes.

Une réunion de consultation réunissant plus de soixante radiodiffuseurs, des juristes spécialisés, des universitaires et des communicateurs spécialisés dans les problèmes du développement s'est tenue à Bangalore (Inde) en septembre 1996, au cours de laquelle les participants ont adopté la Déclaration de Bangalore qui invite le gouvernement à prendre des mesures en vue de la légalisation et de la promotion des radios communautaires. La pression a payé, une leur apparaît au bout du tunnel.

Au **Népal**, la radio d'Etat était le seul radiodiffuseur du pays jusqu'en mai 1997, date à laquelle Radio Sagarmatha a commencé à émettre. (Voir l'étude de cas 2.) La politique du gouvernement actuel en matière de radiodiffusion, qui

est régie par une loi de 1993, favorise la coexistence des radios gouvernementales, privées et communautaires, mais il a quand même fallu attendre entre 1994 et 1997 pour que la première licence de radio communautaire soit attribuée à Radio Sagarmatha. Son succès a favorisé le développement en cours des radios communautaires dans le pays.

Au **Sri Lanka**, un autre pays à monopole public sur la radiodiffusion, c'est le service public lui-même qui a lancé la radiodiffusion communautaire en 1983 avec Radio Mahaweli comme on l'a noté dans le chapitre 1. Par la suite, il a implanté la radio communautaire dans d'autres régions du Sri Lanka, avant tout pour soutenir le développement rural. Cependant, au milieu de l'année 1997, une décision de la cour suprême a mis fin au monopole de l'Etat sur les ondes, et un comité parlementaire a été chargé de préparer une loi sur la radiodiffusion. Celle-ci reconnaîtra la place et favorisera certainement le développement de la radio communautaire, d'autant qu'il s'agit d'un secteur de la radiodiffusion qui est déjà bien implanté au Sri Lanka, grâce à la longue expérience de la radio communautaire Mahaweli.

Dans les pays d'Asie qui ont pour la plupart adopté le modèle américain de radiodiffusion commerciale, comme aux **Philippines**, les radios communautaires opèrent souvent sans licence.

◀ LA LÉGISLATION DANS QUELQUES PAYS D'AMÉRIQUE LATINE

Malgré le fait que l'Amérique latine a été pionnière de la radio communautaire, les législations qui y sont actuellement en vigueur laissent beaucoup à désirer. Plus de 6 000 stations de radio ont été agréées sur le continent. Près de 85 % d'entre elles sont privées ou commerciales, environ 7 % sont publiques, et le reste est contrôlé par l'Eglise. La plupart de ces dernières se considèrent comme des radios communautaires. De plus, il existe plusieurs radios pirates, dont plusieurs radios communautaires, qui émettent depuis des années et qui sont, au sens strict du mot, illégales.

Ce n'est qu'au début des années quatre-vingt-dix que certains pays d'Amérique latine ont commencé à édicter des lois sur la radio communautaire et ces lois lui sont souvent défavorables.

Par exemple, la toute récente législation en vigueur au **Brésil** limite la puissance des radios commu-

nautaires à 5 watts, une puissance à peine suffisante pour couvrir une toute petite localité péri-urbaine de 10 000 à 20 000 habitants. Cette situation empêche également l'implantation des radios communautaires dans les nombreuses communautés rurales dispersées dans l'arrière-pays brésilien. Interdiction est faite de messages publicitaires, ce qui rend plus difficile encore la viabilité d'une radio communautaire.

En **Equateur**, la radio communautaire n'était pas officiellement tolérée jusqu'en 1996. La plupart de radios communautaires ont reçu des licences de stations à vocation commerciale ou culturelle. C'est la loi de 1996 qui a finalement reconnu la place de la radio communautaire au sein du paysage radiophonique, mais la loi impose une limitation de la puissance utilisable des émetteurs – 500 watts par antenne – et une autorisation préalable de l'armée. Toute activité commerciale est interdite, comme au Brésil.

Prenant appui sur la Constitution, l'organisation nationale représentative des radios communautaires en Equateur a lancé un défi tendant à obtenir le retrait de l'autorisation préalable de l'armée, mais la limitation de la puissance des émetteurs et l'interdiction des activités commerciales demeurent

en vigueur. Pas plus tard qu'au début de l'année 1999, il n'y avait toujours pas de stations de radio communautaires autorisées par la nouvelle législation ; elles ont toutes obtenu des licences commerciales et culturelles.

Considérée comme l'un des pays leaders de la radio communautaire, la **Bolivie** se trouve aujourd'hui dans une situation paradoxale. En 1995, une loi a été votée qui stipulait que dorénavant les licences ne seraient délivrées qu'aux stations de radio et aux chaînes de télévision à vocation commerciale, qu'il s'agisse de sociétés anonymes publiques ou privées, conformément au code commercial en vigueur dans le pays. Parmi les 500 ou plus stations de radio qui existent en Bolivie, il y a un bon nombre de radios éducatives bien implantées qui seront autorisées à poursuivre leurs émissions pendant vingt ans sous la nouvelle législation, mais un grand nombre de radios communautaires et rurales sont devenues illégales en 1996. Une fois fermées, leurs fréquences sont vendues au plus offrant.

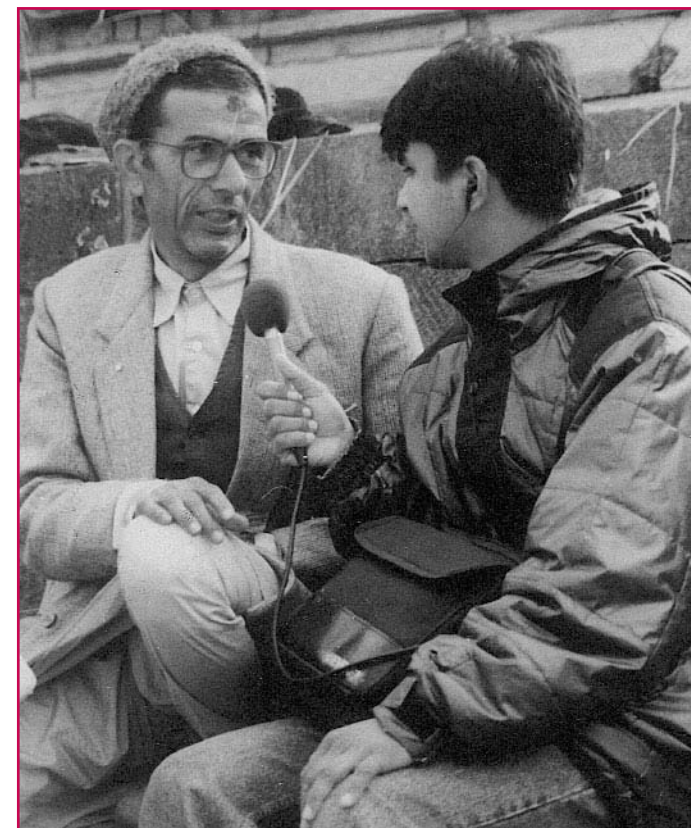


Photo : J. Pringle

A Katmandou, au Népal, Radio Sagarmatha a bataillé pendant cinq ans pour obtenir l'autorisation d'émettre. Cela avait commencé en 1990 avec la publication d'un " Livre Blanc " qui devait finalement conduire, en 1994, à une nouvelle loi sur la radiodiffusion ouvrant l'espace hertzien aux organisations non gouvernementales ou aux organismes et personnes privées, dans un but d'éducation et de culture.

La démocratie sans communication ?

"Il n'y a pas de démocratie sans communication démocratique. Le plan de répartition des fréquences doit être réglementé et standardisé [en Argentine], mais cette évolution ne sera pas possible tant qu'on aura recours à des critères datant de la dictature" (3).

Ce qu'il y a de plus contradictoire, c'est que tout ceci a eu lieu juste après le vote d'une autre loi, portant sur la participation populaire. Il s'agit en effet d'un processus de décentralisation qui délègue les décisions au niveau local et octroie des fonds pour leur mise en œuvre. Les radios communautaires auraient constitué à coup sûr un puissant levier de soutien au processus de décentralisation en suscitant l'intérêt et la participation aux affaires locales et aux décisions relatives au développement. Toutefois, cela ne pourra être possible avec la nouvelle législation qui discrimine les radios communautaires.

En **Argentine**, la situation s'apparente quelque peu à celle de la Bolivie. De nombreuses stations de radio communautaires, populaires, culturelles et universitaires existaient *de facto* depuis plusieurs années. Mais en 1998, un décret gouvernemental concernant l'attribution des fréquences radio a été

publié et un plan national de fréquences approuvé. Un article du décret ordonnait la fermeture immédiate des stations de radio qui n'étaient pas officiellement agréées. En outre, le plan national de fréquences ne tenait pas compte des fréquences déjà utilisées par de nombreuses petites radios qui opèrent depuis des années dans tout le pays.

Mais le plus grave c'est que la loi d'orientation générale de la radiodiffusion et les critères concernant les demandes de fréquence, demeurent inchangés ; et cette loi remonte aux temps où le pays était dirigé par des dictateurs. Cette législation exclut de l'attribution de fréquences toute forme d'organisation sociale et précise que seules des organisations à vocation commerciale peuvent en faire la demande.

En 1996, un décret a modifié cette législation obsolète, déclarée anti-constitutionnelle et discriminatoire. Mais ce décret rectificatif a été annulé dans les jours qui ont suivi sa publication. Par conséquent, par défaut, c'est l'ancienne loi datant du temps des dictateurs qui reste en vigueur.

Cet état de choses menace l'ensemble du secteur des radios communautaires et populaires du pays. A l'heure où nous écrivons, la radiodiffusion communautaire et les radios sans but lucratif se bat-

tent bec et ongles pour qu'une nouvelle législation reconnaisse leur droit à l'existence et leur rôle dans les sociétés démocratiques.

◀ L'EUROPE OCCIDENTALE EN QUELQUES EXEMPLES

A titre de comparaison, il est intéressant d'examiner la situation en Europe. Au départ, les pays européens ont tous adopté le modèle de radiodiffusion de service public national avant que quelques-uns ne commencent à autoriser des radios et télévisions indépendantes et commerciales à émettre dans les années soixante. Cependant, déjà à cette époque, l'exploitation de ces chaînes était soumise à des réglementations gouvernementales. Puis, au début des années quatre-vingts, on a assisté à une déréglementation générale de la radiodiffusion dans la plupart des pays d'Europe occidentale, qui a abouti à une libéralisation générale. Les radios commerciales privées se sont répandues comme une traînée de poudre, et il en est allé de même pour la radio communautaire dans beaucoup de pays.

Les pays scandinaves, notamment la **Suède**, faisaient partie des derniers pays européens à céder à la pression des médias privés, convaincus que leur système de radiodiffusion nationale publique était le meilleur pour leurs sociétés

– sociétés qui sont reconnues dans le monde entier pour leur grand sens de la démocratie et du civisme. Cependant, même s'il paraît impossible de résister à la commercialisation et à la privatisation des médias électroniques en Scandinavie, une porte a été ouverte à cette occasion sur une large expansion de la radio communautaire. Il y a plus de deux mille radios communautaires en Suède, la plupart desservant des communautés formées autour de centres d'intérêt spécifiques.

Au **Danemark**, plus de trois cents radios communautaires sont accessibles à près de 96 % de la population. La plupart de ces radios communautaires, même si elles ont reçu l'autorisation de diffuser de la publicité et de bénéficier des parrainages depuis la fin des années quatre-vingts, connaissent des difficultés financières. Leur financement provient de diverses sources telles que les cotisations des membres, la loterie nationale, les dons des auditeurs et les contributions des organisations telles que les syndicats, les groupes religieux et les mairies locales. La radio communautaire est considérée comme une activité culturelle comme une autre. On a suggéré au gouvernement de créer un fonds en vue de subventionner les radios communautaires comme cela se passe dans d'autres domaines culturels.



En **Irlande**, la loi de 1988 sur la radio et télévision prévoit des procédures en vue de l'attribution de licences de radio communautaire, sans plus de précisions sur le sujet. Au début des années quatre-vingt-dix, la politique de la radiodiffusion a suscité beaucoup d'intérêt, et en 1995, le gouvernement a publié une déclaration sur la politique de l'audiovisuel. Dans le cadre de la recherche générale d'une politique de la radiodiffusion adaptée à l'Irlande, la Commission indépendante de la radio et de la télévision a lancé un projet pilote de radio communautaire pour une durée de dix-huit mois. Cette radio a commencé à émettre en 1995 et a été conçue pour explorer et évaluer le potentiel de la radio communautaire dans le pays. Parmi les éléments favorables au projet, on peut citer le mouvement puissant en faveur de l'activité communautaire et du volontariat en Irlande qui a suscité un regain d'intérêt national et international pour des sujets tels que la pauvreté et le chômage.

Le projet a permis la création de onze stations de radio communautaires qui ont émis jusqu'à la fin de l'année 1996. L'expérience a prouvé que les stations de radio communautaires pouvaient devenir viables et évoluer selon un mode de fonctionnement particulier en Irlande. Le projet a connu quelques

difficultés, mais la perception du potentiel des radios communautaires a suscité un engagement significatif de la part des agences et des communautés concernées. Toutefois, il n'y a aucun doute sur le développement de la radio communautaire et sur sa place dans la radiodiffusion irlandaise⁽⁴⁾.

4

◀ **CONVERGENCES ET DIVERGENCES ENTRE LES LÉGISLATIONS**

Les lois nationales sur la radio communautaire, lorsqu'elles existent, comportent souvent quelques similitudes, mais il y a également des différences importantes entre les pays.

Les principaux facteurs communs

- La radio communautaire doit être détenue et contrôlée par une entité sans but lucratif.
- Elle doit être gérée de manière non lucrative.
- Elle doit servir les intérêts d'une communauté particulière, qui pourrait se distinguer par sa situation géographique ou regrouper des personnes qui partagent des intérêts communs.
- Elle doit diffuser des pro-

grammes qui assurent la promotion du développement socio-économique et culturel des différentes composantes de la communauté, tout en encourageant l'intégration civique et la solidarité.

Les facteurs divergents des législations sur la radio communautaire

La puissance de l'émetteur : certains pays limitent la puissance de l'émetteur que pourrait utiliser une radio communautaire ; elle se situe généralement entre 5 et 500 watts. Ces restrictions sont irréalistes dans les zones montagneuses, où la transmission en terrain difficile peut nécessiter une puissance supérieure.

La création des réseaux : certains pays interdisent expressément la création de réseaux de radios communautaires, même s'ils autorisent occasionnellement des mises en liaison pour des événements qui intéressent les membres des communautés concernées.

La publicité et / ou le parrainage : les réglementations portant sur ces deux domaines varient considérablement. Dans certains pays, les radios communautaires n'ont pas le droit de recevoir de la publicité commerciale ou des parrainages, tandis que d'autres y

mettent une limite de quelques minutes par heure. En général, cela varie de six minutes à un quart d'heure.

Certaines réglementations prévoient des restrictions concernant le type de publicité qui peut être diffusé. Dans ce cas, la tendance habituelle consiste à la limiter aux produits directement liés à la communauté que la radio dessert, par exemple les offres d'emploi locales, les événements prévisibles, les activités commerciales et les services qui sont proposés dans la région. Même quand la législation ne détaille pas ces restrictions sur le type de publicité, certaines radios communautaires se les imposent. Ainsi, elles refusent de promouvoir les produits nuisibles à la santé comme l'alcool et le tabac.

Certaines législations prévoient un plafond des revenus publicitaires, qu'on évalue généralement à 50 %.

Autres sources de financement : parmi d'autres sources de financement figurent la redevance acquittée par les auditeurs, les versements de particuliers, des organisations ou des autorités locales, et les recettes pour les annonces personnelles, mais conformément à la Charte de l'Association mondiale des radiodiffuseurs communautaires (Amarc), certaines lois stipulent qu'aucune source de revenus

De fausses idées sur le coût de la radio communautaire

"Un nombre important de bénéficiaires de licence de radio communautaire ici en Colombie depuis 1995 n'ont toujours pas trouvé de fonds pour payer leur fréquence. D'autres pensaient que le Ministère de la Communication allait leur fournir du matériel. C'est l'une des raisons qui expliquent que sur les 560 licences qui ont été attribuées, seules 150 radios communautaires sont effectivement opérationnelles. Bien évidemment, nous avons dû annuler plusieurs licences parce qu'elles n'ont pas été utilisées dans le délai qui leur était imparti" ⁽⁵⁾.

ne devrait contribuer à plus de 50 % des recettes d'une radio. Le financement par les partis politiques ou par d'autres groupes d'intérêt particuliers est expressément interdit dans certaines législations.

Les émissions politiques : certaines lois les interdisent à tout moment tandis que d'autres les autorisent à des périodes précises de campagnes électorales. Lorsqu'elles sont autorisées, le principe "d'égalité de temps d'antenne et de traitement" pour tous est généralement mentionné. Parfois, les radios communautaires doivent rendre compte à l'autorité nationale indépendante de radio-

diffusion pour toutes les prises de position politiques de plus de trois minutes, en précisant la durée effective, le jour et l'heure de diffusion, ainsi que le parti politique concerné.

LA DEMANDE DE LICENCE

Toute personne, où qu'elle se trouve, si elle est sérieusement motivée pour créer une radio communautaire, devrait se renseigner sur la législation en vigueur, à commencer par les conditions requises pour obtenir une licence. Certains pays punissent assez sévèrement les radiodiffuseurs pirates ; ils encourrent pour le moins de lourdes amendes et / ou la confiscation de leurs matériels.

Les procédures de demande de licence varient selon les pays, mais dans tous les cas, les demandeurs doivent s'attendre à fournir les informations suivantes, accompagnées d'une documentation appropriée :

- le statut juridique précisant l'objet social de l'entité postulante ;
- la probité des responsables de l'entité ;
- la communauté desservie et une estimation du nombre d'auditeurs potentiels ;
- une justification de la manière dont la communauté pourrait tirer profit de la radio ;

- l'existence d'une demande émanant de la communauté pour un tel service ;
- le dossier technique de la station envisagée ainsi que la hauteur et la localisation de l'antenne ;
- la structure communautaire de la direction et le personnel appelé à mettre en place ce service ;
- le type d'émissions qui seront présentées, les moyens de production envisagés, et les moyens d'assurer la participation de la communauté.

Certains pays qui ont adopté récemment des législations sur la radio communautaire, des listes de fréquences FM disponibles dans les moindres unités administratives du pays, telles que les municipalités. Dans certains pays, plus précisément en Amérique latine, les autorités de régulation de la radiodiffusion publient régulièrement la liste des fréquences disponibles pour la radio communautaire et sollicitent les demandes d'attribution des fréquences. En cas d'excès des demandes par rapport aux fréquences disponibles, les attributaires sont désignés en fonction de la qualité de leurs propositions, de leur expérience en matière de développement communautaire, de la programmation prévue, et de la taille de la communauté.

Les bénéficiaires d'une licence payent normalement une redevan-

ce unique pour la fréquence octroyée et une redevance annuelle moins chère par la suite. Par exemple, en Colombie, où la législation sur la radio communautaire a été introduite en 1995, cette redevance unique par fréquence varie de 900 à 2 000 dollars des États-Unis, en fonction de l'importance de l'auditoire potentiel. La moyenne des redevances annuelles est d'environ 150 dollars.

1. Rapport de la Consultation sur la politique des médias et des radios communautaires, organisée par Voices à Bangalore, Inde en 1996.

2. Ibid.

3. Extrait de la déclaration faite par les radios sans but lucratif d'Argentine pour appuyer la demande d'une nouvelle législation (1999).

4. Commission indépendante de la radio et de la télévision : La politique de l'IRTC concernant la radio communautaire, IRTC, (Dublin, 1998).

5. Communication d'Alida Becerra, directrice du Département du développement social au Ministère de la Communication de Colombie, (1999).

Chapitre 4

Les aspects techniques



Ce chapitre s'ouvre sur une brève explication des principes scientifiques qui sous-tendent la radiodiffusion, y compris les différences entre les transmissions en AM et FM. Il décrit ensuite l'éventail de matériel nécessaire à la radiodiffusion en quatre catégories : émetteurs, antennes, matériel de production de programmes en studio, et matériel de production d'émissions en extérieur ; le rôle de chacun est expliqué. Il examine la portée pratique des caractéristiques radiodiffusion en FM.

Une section est consacrée à la fiabilité, à la maintenance et aux précautions à prendre pour réduire les risques de dommages.

Les conditions techniques requises pour un studio de radio communautaire (les dimensions, l'aménagement, l'insonorisation, l'équilibre acoustique, etc.) sont décrites, ainsi que les meilleures dispositions pour l'installation des différents éléments de la station de radio.

Une autre section sur les perspectives d'avenir envisage l'informatisation de la production d'émissions, l'association de la radio communautaire à l'Internet et les nouvelles technologies.

Un tableau dresse la liste des équipements de base nécessaires au fonctionnement d'une radio communautaire ainsi que leurs coûts.

Pour l'essentiel, le lecteur :

- connaîtra les détails techniques de base de la radiodiffusion, et le matériel nécessaire pour émettre en FM ;
- sera en mesure de réaliser une évaluation préalable sur la possibilité technique d'implanter une radio communautaire ;
- connaîtra les conditions techniques requises pour l'installation des équipements et sera en mesure de les optimiser en fonction des circonstances ;
- aura une idée des fonds nécessaires pour l'achat de matériel.

Toutefois, les connaissances acquises ne peuvent se substituer aux conseils préalables d'un technicien spécialisé, ni remplacer une formation théorique ou sur le tas.

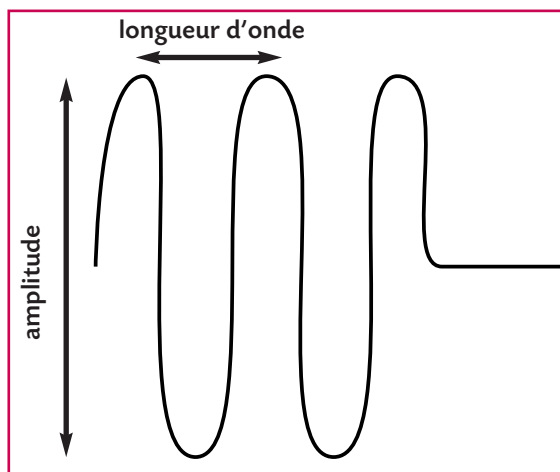
◀ LE CADRE TECHNIQUE

La transmission par radiodiffusion crée des ondes électromagnétiques qui se déplacent à peu près en ligne droite et à la vitesse de la lumière, soit à environ 300 000 km par seconde.

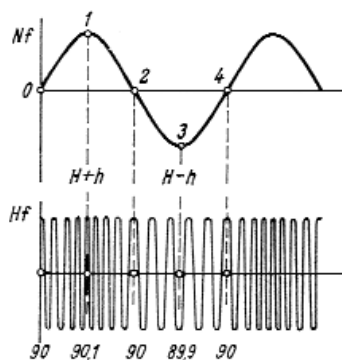
Une onde hertziennne se propage par oscillation autour de cette ligne droite. On appelle amplitude d'onde l'amplitude des oscillations de part et d'autre de la ligne centrale. La distance entre la crête d'une onde et celle de l'onde suivante est appelée longueur d'onde.

La fréquence correspond au cycle de chaque oscillation. Elle s'exprime en hertz, d'après Heinrich Hertz, pionnier allemand de la radio. Un cycle d'une seconde équivaut à 1 hertz (1Hz) ; mille cycles d'une seconde équivalent à un kilohertz (kHz), et un million de cycles d'une seconde un mégahertz (mHz).

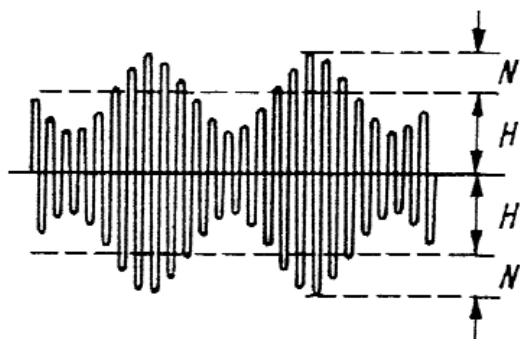
Les ondes hertziennes se propagent à partir des antennes des émetteurs comme les vagues d'un étang dans lequel on jette un caillou. Les ondes radioélectriques sont appelées ondes porteuses parce qu'elles transportent les informations dont elles sont chargées. Le processus de mise en onde de l'information s'effectue par modulation,



Modulation de fréquence (FM)



Modulation d'amplitude (AM)



ou variation, une de ses caractéristiques qui traduit soit l'amplitude soit la fréquence. D'où l'utilisation des termes de modulation d'amplitude (AM) et modulation de fréquence (FM) pour désigner les deux méthodes de transmission hertzienne.

La transmission par radio utilise quatre bandes de fréquence. Leur appellation dépend la mesure des longueurs d'ondes : kilomètres, centaines de mètres, dizaines de mètres ou mètres.

- La bande kilométrique – ondes longues. (Fréquence comprise entre 150-280 kHz) ;
- La bande hectométrique – ondes moyennes. (Fréquence comprise entre 525-1 600 kHz) ;
- La bande décamétrique – ondes courtes. (Haute fréquence : 6-25 mHz) ;
- La bande métrique – (Très haute fréquence : 87.5-108 mHz).

La radiodiffusion en modulation d'amplitude (AM)

Pour les trois premières bandes, le signal est porté par l'onde en modulation d'amplitude (AM). Les signaux AM parcourent de longues distances. Par exemple, les ondes longues peuvent parcourir jusqu'à 1000 km avant de s'affaiblir et les ondes moyennes plusieurs centaines de kilomètres.

Bien qu'elles soient limitées par la courbure de la terre, les ondes courtes parcourent d'énormes distances car elles rebondissent sur l'ionosphère, une couche invisible chargée de particules électriques, pour revenir aux confins de notre atmosphère terrestre, loin de l'émetteur

La "couche F" est la première couche de l'ionosphère qui assure le transit des communications longue distance. Il s'agit d'une épaisse couche isolée située à quelque 250 kilomètres de la Terre, et qui renvoie des signaux d'ondes courtes très intenses après la tombée de la nuit. Tandis que le jour, la "couche F" se divise en deux fines couches, la "F1" à 200 km de la terre, et la "F 2" à près de 350 km. Les signaux radio renvoyés par les deux couches sont moins puissants, et c'est la raison pour laquelle on a une meilleure réception des ondes courtes après la tombée de la nuit. Les radios internationales comme Radio France Internationale, la British Broadcasting Corporation, ou La Voix de l'Amérique utilisent les ondes courtes pour obtenir la meilleure couverture géographique. Ces ondes sont particulièrement utiles dans les pays à relief montagneux.

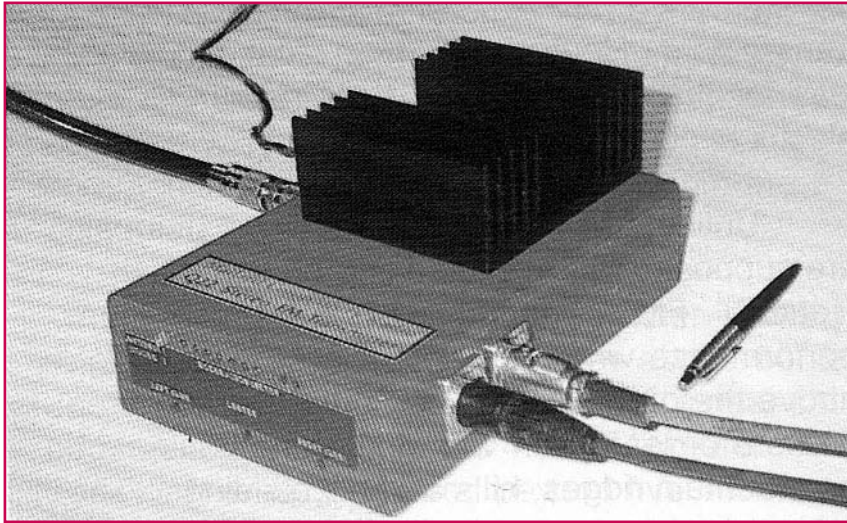
La radiodiffusion à modulation d'amplitude est sujette à diverses interférences atmosphériques et à des distorsions : elle est de ce fait,

inadaptée à la diffusion en stéréo. Elle nécessite également une forte consommation d'énergie électrique et d'autres investissements. Par exemple, le pylône de l'antenne d'une station de radio AM émettant en ondes moyennes a une charge électrique et doit par conséquent être isolé de la terre.

La radiodiffusion à modulation de fréquence

La quatrième bande de fréquence, la bande métrique, utilise la modulation de fréquence (FM) pour appliquer le signal à l'onde porteuse. Ce système permet de varier la fréquence – la vitesse d'oscillation des ondes – tout en conservant une amplitude constante.

La FM a été inventée en 1933 aux USA, et la première station à l'utiliser a été construite en 1939. Elle présente des avantages par rapport à l'AM, notamment pour son invulnérabilité aux distorsions et aux interférences. Son fonctionnement nécessitait des émetteurs et des récepteurs radio différents de ceux qui étaient couramment utilisés dans les années trente et quarante, ce qui a ralenti son développement. En effet, ce n'est que dans les années cinquante et soixante qu'elle a connu son essor dans les pays industrialisés, et dans les années soixante-dix et quatre-vingts dans les pays en développement – et



Emetteur FM de faible puissance.

bien plus tard dans les années 90 pour certains de ces derniers.

La radiodiffusion en FM consomme beaucoup moins d'énergie électrique que l'AM et utilise une antenne très simple. Le confort d'écoute est excellent et le signal peut être émis en mono ou en stéréo.

Cependant, les signaux FM ont une portée très réduite par rapport à ceux de l'AM car la FM nécessite une liaison en visibilité directe. En d'autres termes, l'antenne et le récepteur radio doivent se situer dans "le même champ de vision" sans aucune obstruction – telle que des collines ou des grands immeubles, qui entravent le signal comme ils le font pour la vue. Cependant même en cas de visibi-

lité directe, la distance entre l'émetteur et le récepteur est importante dans la mesure où avec les signaux radio, chaque fois qu'on double la distance, la force du signal est réduite du quart. Autrement dit, pour doubler la distance, il faut quatre fois plus d'énergie.

◀ L'ÉQUIPEMENT DE RADIODIFFUSION ⁽¹⁾

En général, l'équipement nécessaire à la radiodiffusion se répartit en quatre catégories :

- l'émetteur qui produit le signal à diffuser ;
- l'antenne par laquelle est diffusé le signal de l'émetteur ;

- l'équipement de studio qui sert à la production des programmes ;
- et le matériel de production mobile nécessaire à la réalisation d'émissions en extérieurs, et aux liaisons entre le studio et l'extérieur, par exemple pour le reportage sur le terrain.

La liste complète des équipements ainsi que le coût de la radio communautaire type financée par l'UNESCO est indiquée au tableau 4 à la fin de ce chapitre. Pour une meilleure appréciation du rôle et de la place de chaque élément du système, il est conseillé de lire la section suivante tout en consultant la liste des équipements et les schémas.

Le matériel de transmission

L'énergie produite par un émetteur se mesure en watts. Les radios communautaires utilisent surtout des émetteurs FM de faible puissance dont la sortie varie entre 20 et 500 watts, mais d'habitude comprise entre 20 et 100 watts.

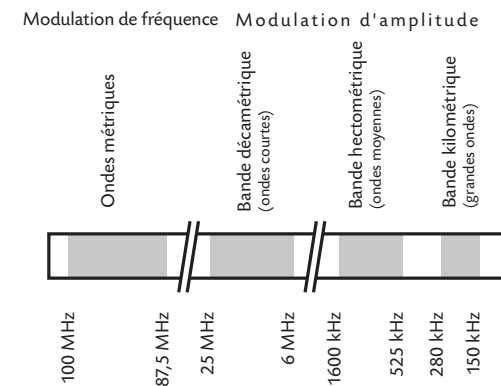
Toutefois, il convient de distinguer l'énergie produite par l'émetteur de celle qui est effectivement retransmise par l'antenne, plus connue sous le nom de PIRE (puissance isotrope rayonnée équivalente). La configuration de l'antenne a une influence sur la PIRE. Les antennes dites "à haut gain" peuvent produire une énergie plus

L'inventeur de la modulation de fréquence

La FM a été découverte en 1933 par le scientifique américain Edwin Armstrong, à qui l'on doit les premiers progrès technologiques de la radiodiffusion qui ont marqué les deux premières décennies du 20^{ème} siècle. Né en 1890, il fut fasciné dans son enfance par les exploits de Guglielmo Marconi, qui a envoyé en 1901 le premier signal radio au-delà de l'Atlantique. A 14 ans, Armstrong décidait de devenir inventeur. En 1939, il finançait de sa poche la première station FM du monde dont le coût s'élevait à 300.000 dollars, afin de faire la preuve de son utilité. Malheureusement, Armstrong a dû dépenser beaucoup d'énergie en procès pour protéger ses inventions dans son combat contre l'industrie radio de l'époque réticente à se rallier à son nouveau système FM. Finalement, en 1954, après avoir perdu beaucoup d'argent dans la bataille pour la FM, il se suicida.



Les quatre bandes radio



Les conditions de couverture radio en fonction de la puissance et de la hauteur de l'antenne, selon Martin Allard

Les différents schémas que l'on présente pour expliquer le rayon de couverture en FM suivent un raisonnement qui est propre à chacun. On est loin d'une science exacte, et les opinions varient considérablement dès lors qu'il s'agit d'apprécier la force du signal que l'auditeur normal juge acceptable.

Voici les éléments fondamentaux à prendre en considération : la puissance isotrope rayonnée équivalente (PIRE) d'une station FM correspond à peu près à la puissance de l'émetteur multipliée par le nombre d'éléments de l'antenne. Il existe des limites pratiques concernant l'importance de l'antenne et au-delà d'une certaine taille, on enregistre des pertes importantes dans les câbles.

Bien entendu, les signaux VHF restent dans les limites de l'horizon optique. Dans une certaine mesure, ils fléchissent autour des collines, autrement ils se comportent plutôt comme la lumière. La distance par rapport à l'horizon dépend de la hauteur de l'antenne et des éventuels obstacles de taille élevée.

Une réception acceptable du signal stéréo nécessite trois ou quatre fois plus de puissance qu'une transmission mono. Nous avons constaté qu'améliorer les vieilles stations à faible puissance avec une antenne moderne à grand gain et une ligne d'alimentation à faible déperdition, permet d'obtenir un bon signal stéréo de qualité équivalente, sans augmenter la puissance de l'émetteur.

A titre indicatif, les chiffres obtenus à partir d'une transmission stéréo sur une région plate avec une antenne de 25 mètres de hauteur sont les suivants :

20 watts de PIRE – 5 km

100 watts de PIRE – 12 km

1200 watts de PIRE – 30 km.

Mais chaque cas est différent. On peut citer l'exemple d'une station de 1 200 watts de PIRE qui est régulièrement captée par des auditeurs situés à 80 km.

élevée que celle de l'émetteur lui-même.

Aujourd'hui dans le monde, de nombreuses entreprises fabriquent des émetteurs FM bon marché pour la radio communautaire qui utilisent des fréquences situées entre 87.5 et 108 mHz, la bande habituelle d'émission en FM. Leurs prix varient entre 500 et 2 000 dollars (américains), et ils ont la taille d'un gros livre de poche. Certains modèles disponibles, notamment ceux qui sont fabriqués aux Etats-Unis d'Amérique, ne sont pas prévus pour les conditions d'utilisation difficiles des pays en développement.

La technologie des émetteurs FM est devenue tellement simple et sans mystère que les ingénieurs compétents des pays en développement peuvent les fabriquer. A l'aide du matériel disponible sur place, le projet de radios communautaires Tambuli aux Philippines financé par le DANIDA et l'UNESCO a fabriqué localement son premier émetteur et l'a fait fonctionner avec succès en 1998, alors que la plupart des stations de radio de Tambuli continuent à utiliser des émetteurs anglais ou chinois. L'expérience du Cap-Vert où des techniciens locaux ont construit leurs propres émetteurs, a été évoquée dans l'introduction.

Les émetteurs de faible puissance peuvent être connectés à un ampli-

ficateur ou à un suramplificateur pour augmenter la puissance de sortie. Plusieurs radios communautaires financées par l'UNESCO utilisent des émetteurs de 20 watts avec un amplificateur de 100 watts. Ce matériel de transmission, et en particulier le suramplificateur, produit une forte chaleur, et c'est la raison pour laquelle ils sont toujours équipés d'un ventilateur et qu'ils doivent être installés dans un local bien aéré.

Presque tous les émetteurs FM conçus pour la radio communautaire nécessitent une alimentation de 12 volts en courant continu. Ainsi ils peuvent fonctionner à l'aide d'une source d'énergie principale reliée à un transformateur qui la convertit en une tension de 12 volts en courant continu, à partir d'une batterie de véhicule ou de panneaux solaires.

Il est indispensable de maintenir le signal audio de l'émetteur FM au bon niveau. Si le signal est en surmodulation, il peut provoquer des distorsions ou des interférences avec les stations voisines. Dans ce cas, il faut insérer un dispositif appelé limiteur -compresseur dans le circuit audio pour maintenir le signal à son niveau optimal.

Dans un petit nombre de cas, la radio communautaire utilise la modulation d'amplitude (AM), dont les coûts d'installation et de

fonctionnement sont généralement plus élevés que ceux de la FM. Néanmoins, compte tenu de la capacité de l'AM de couvrir une zone de diffusion plus étendue malgré une qualité de son plus médiocre, il peut être préférable de l'utiliser dans certaines circonstances. Il est parfois impossible d'obtenir une fréquence à un coût raisonnable, notamment dans les grandes villes où la compétition pour l'obtention des fréquences FM est très rude. Certaines radios communautaires préfèrent louer ou acheter une fréquence AM existante. Celle-ci est probablement affectée à une licence de nature commerciale, mais cela n'empêche pas la radio communautaire de mener sa propre politique en matière de publicité.

L'antenne

La hauteur, la position et le réglage de l'antenne jouent un rôle primordial pour la bonne qualité et la portée du signal radio FM. Cela est dû, comme on l'a déjà été mentionné, au fait que les signaux FM se déplacent en suivant une ligne plus ou moins droite en visibilité directe. Par conséquent, l'antenne qui émet le signal devrait être aussi haute que possible et il devrait y avoir peu d'obstacles pour gêner le signal. Plus l'antenne est haute, plus loin elle étend sa portée sur la courbure naturelle de la terre.

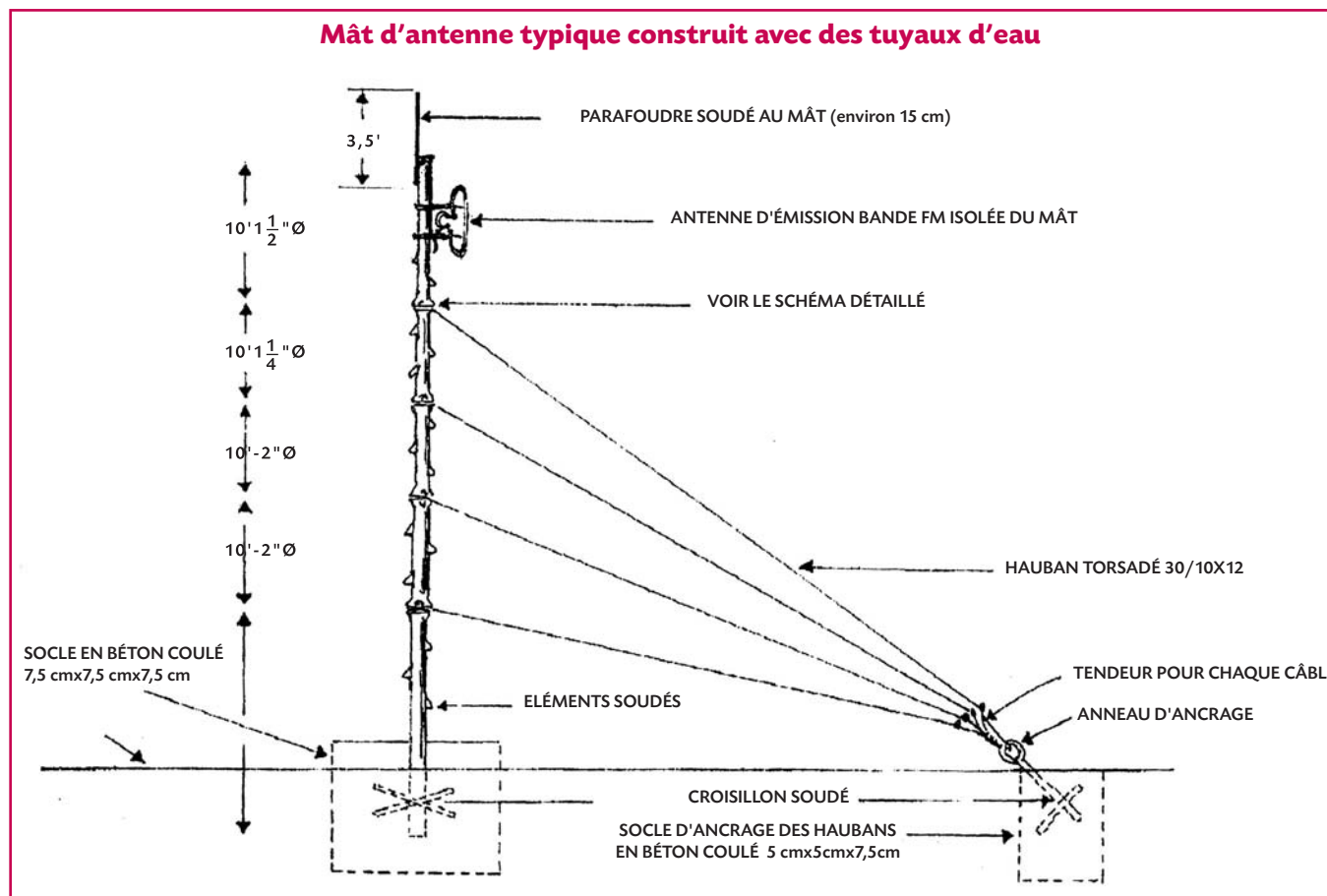
Les problèmes de la FM dans les régions montagneuses :

la FM a une portée limitée en montagne, car même en plaçant une antenne au sommet d'une arête, il se pourrait qu'on n'ait pas de signal dans les vallées. Le meilleur moyen d'utiliser la FM en montagne consiste à installer un ou plusieurs émetteurs relais pour couvrir les zones d'ombre.

La hauteur de l'antenne dépendra du terrain et des obstacles que le signal devra surmonter.

D'habitude, elle s'élève à au moins 20 à 30 mètres du sol, même sur un terrain plat. L'antenne peut être placée sur un immeuble ou au sommet d'une colline afin de gagner de la hauteur, ou rehaussée par un mât construit à cet effet.

La construction du mât : les mâts d'antenne peuvent être construits sur place en utilisant des montants et des tours en acier afin de monter un pylône en treillis. Toutefois, il est possible de construire un modèle plus simple et moins cher à partir de tubes d'acier galvanisé utilisés pour les canalisations d'eau. On y soude des échelons qui permettent d'atteindre l'antenne, placée au-dessus du mât, pour d'éventuels réglages ou réparations.



Les deux types de mâts doivent être fermement ancrés dans un bloc en béton enfoncé dans la terre, et il doit être maintenu à la verticale par des haubans, eux aussi ancrés dans du béton.

Les deux types d'antennes : il existe deux grands types d'antennes : l'antenne *omnidirectionnelle* qui comme son nom l'indique, diffuse le signal dans toutes les directions dans un rayon de 360°

autour d'elle-même ; et l'antenne *directionnelle* qui diffuse le signal vers un segment du cercle autour d'elle. Presque toutes les radios communautaires utilisent des antennes omnidirectionnelles, mais dans certaines situations, il vaut mieux utiliser une antenne directionnelle. On peut par exemple placer cette antenne sur le versant d'une montagne qui domine la communauté qu'on veut atteindre.

Une antenne directionnelle dont le signal est orienté uniquement vers la communauté aura plus de puissance qu'une antenne omnidirectionnelle qui perdrait une partie de son signal en couvrant l'autre versant de la montagne.

La conception, la fabrication et la syntonisation de l'antenne :

il existe diverses formes d'antennes FM ; l'accord et le choix d'une antenne en vue d'obtenir le



meilleur signal relèvent de la compétence d'un spécialiste. On peut acheter des antennes toutes faites, mais la plupart des radios communautaires préfèrent confier ce travail à un ferronnier, qui utilise habituellement des matériaux disponibles dans les quincailleries locales, tels que de la tuyauterie en cuivre et de l'aluminium ou des tuyaux en PVC, le tout assemblé par des colliers et par soudure.

La mise au point de l'antenne qui permet d'obtenir le meilleur signal s'effectue à l'aide d'un instrument appelé watt-mètre, qui sert à mesurer le taux d'ondes stationnaires (TOS). Il coûte moins de 100 dollars. Il est relié à l'émetteur et à l'antenne pour mesurer le rapport entre l'énergie produite par l'émetteur et celle qui est renvoyée par l'antenne. Si l'antenne renvoie trop d'énergie, l'accord n'est pas correct et on perd de l'énergie nécessaire à la diffusion. Le spécialiste ajustera la longueur et la position des éléments rayonnants mobiles sur l'antenne jusqu'à ce que le watt-mètre ne signale plus qu'un minimum d'énergie rayonnée par l'arrière de l'antenne. La plupart des émetteurs modernes sont livrés avec un watt-mètre incorporé.

Le matériel de studio

L'enregistrement et la lecture :

l'essentiel de l'équipement d'un studio de radio devrait être familier à quiconque a déjà manipulé des appareils hi-fi à la maison. Il est avant tout constitué de lecteurs / enregistreurs de cassettes et autres magnétophones, tourne-disques, et lecteurs de disques compacts. Cependant leur qualité est supérieure à celle des appareils de série grand public. Cela s'explique premièrement par le fait que la diffusion nécessite une très bonne qualité de son ; de sorte que même après la dégradation inévitable du son entre le studio et l'oreille de l'auditeur, l'on puisse maintenir une qualité d'un niveau acceptable. Deuxièmement, le matériel de studio doit résister à une utilisation plus intense et plus régulière que les appareils domestiques équivalents.

Dans les pays industrialisés, certaines petites stations préfèrent acheter des appareils électroniques domestiques moins chers, tels que les lecteurs de CD, qu'elles se contentent de remplacer lorsqu'ils vieillissent. Cette approche ne convient guère aux pays en développement, où il est souvent plus facile d'obtenir les frais de démarrage que des frais d'exploitation. En outre, les articles électroniques domestiques à bas prix y sont moins disponibles que dans les pays industrialisés.

La console de contrôle et le mélangeur :

les appareils qui impressionnent le plus la majorité des gens quand ils entrent la première fois dans un studio de radio sont la console de contrôle et le mélangeur. Ils permettent au réalisateur de programmes ou à son technicien de choisir les éléments sonores dont il a besoin pour l'émission, par exemple un lecteur de cassette ou de disque compact, ou un ou plusieurs microphones du studio. Ce pupitre lui permet également d'augmenter ou de baisser progressivement le volume de chaque source, et de les superposer, comme une voix sur un fond musical ou sur des effets sonores. C'est ce qu'on appelle le "mixage" des éléments sonores. La console / mélangeur est équipée de prises de branchement d'écouteurs qui permettent au réalisateur d'entendre les différentes voies dont il dispose ou la version définitive mixée qui sera diffusée. Une ligne de sortie relie la console / mélangeur à l'émetteur.

Tous les appareils du studio sont alimentés par une source d'énergie locale qui doit être protégée par un régulateur de tension automatique, afin d'atténuer les variations de puissance qui modifient le débit vocal ou musical.

La production de programmes et la collecte d'informations / le montage sur le terrain

La mixette portable : pour de simples opérations sur le terrain, on peut utiliser un seul magnétophone pour recueillir les éléments sonores, ou un microphone relié à la console d'un studio pour une connexion extérieure proche. Mais lorsqu'il s'agit de réaliser des émissions plus élaborées hors studio, avec plusieurs micros et entrées son, on a besoin d'un mélangeur de microphones à distance, plus communément appelé mixette. Elle fonctionne exactement comme un pupitre de studio sauf qu'elle est plus petite et qu'elle est généralement alimentée par batterie. A l'extérieur, elle sert surtout à sélectionner et / ou à mixer les différentes entrées audio nécessaires à l'enregistrement de l'émission.

Les liaisons entre les reporters et le studio :

un autre aspect de la radiodiffusion en extérieur consiste à établir la liaison entre le reporter sur le terrain et le studio pour des reportages en direct d'événements intéressants et pour être informé sur ce qui se passe dans les endroits les plus reculés de la communauté.

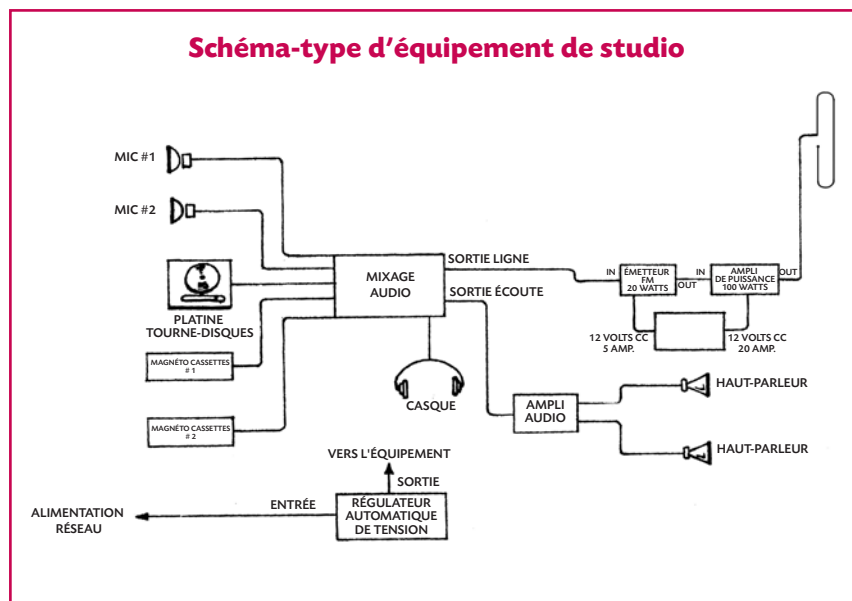
Dans les pays industrialisés et dans les grandes villes des pays en développement, ce lien s'établit souvent par téléphone. Il suffit de se procurer

un adaptateur téléphonique pour acheminer les appels téléphoniques jusqu'à la console du studio qui les diffusera ou les enregistrera pour un usage ultérieur.

En revanche, dans les zones rurales des pays en développement qui disposent de peu de lignes téléphoniques, on doit recourir à d'autres moyens pour mettre en contact le reporter sur le terrain et le studio. On peut citer par exemple l'utilisation d'émetteurs-récepteurs d'ondes ultracourtes (VHF) et de très hautes fréquences (UHF) ("talkies-walkies"). Dans certains pays, les fréquences de 200 MHz - dont la qualité de son est excellente - sont spécialement réservées pour établir ce type de connexion entre les reporters et le studio. Pour cela, les reporters sur le terrain doivent être équipés de combinés (ou micros à main) reliés à la station de réception du studio.

Les reporters peuvent également utiliser des téléphones portables à défaut de téléphones fixes.

Les émissions interactives : certaines radios communautaires, notamment dans les villes équipées d'un réseau téléphonique, préfèrent installer un dispositif spécial de gestion des appels téléphoniques, qui permet de recevoir simultanément plusieurs appels, de les faire patienter avant de les passer à l'antenne sur l'ordre du



producteur de l'émission. Ce système, qui peut aussi être utilisé pour recevoir les appels des reporters sur le terrain, coûte relativement cher et ne se justifie pas vraiment en milieu rural dans un pays en développement. Dans certains pays, les techniciens conçoivent eux-mêmes leur dispositif de raccordement téléphonique. Pour diffuser des appels, il existe un moyen de fortune qui consiste à placer un combiné téléphonique à côté du micro de l'animateur en studio, mais la qualité de réception du signal n'est pas très bonne.

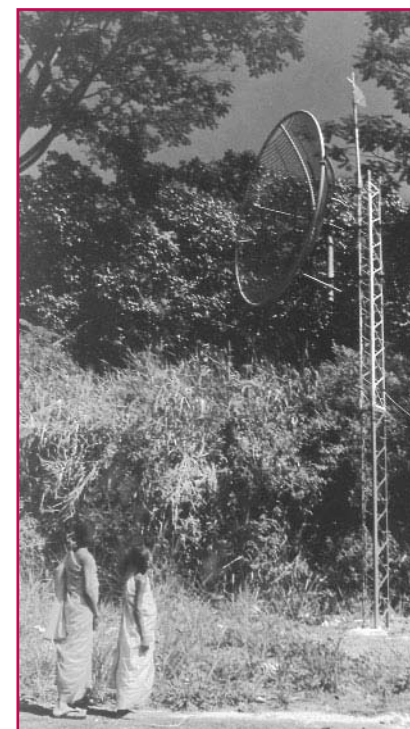
◀ LA FIABILITÉ ET LA MAINTENANCE

La plupart des équipements décrits plus haut sont fondamentalement robustes et fiables, et sont généralement faciles à entretenir lorsqu'on possède les connaissances et la formation adéquates. Toutefois, il convient de prendre certaines précautions simples afin d'éviter des dommages accidentels.

Les précautions contre la foudre : l'expérience a prouvé que l'une des principales causes de détérioration des émetteurs survient lorsque la foudre s'abat sur les antennes pendant les orages. Par conséquent, il faut à tout prix souder un paratonnerre sur le mât

Mobiliser les gens à l'aide d'émetteurs-récepteurs de très haute fréquence

Dans certaines régions marginalisées qui ne disposent pas de réseau téléphonique, on utilise beaucoup les talkies-walkies ; en fait, ce sont des signes extérieurs de richesse. C'est le cas dans une île isolée des Philippines, où une radio communautaire du projet Tambuli a pu inciter les populations à participer aux émissions de radio en réalisant des reportages à l'aide de talkies-walkies et à les prêter à d'autres pour qu'ils en fassent autant. C'est ainsi que la radio a pu constituer un réseau de reporters bénévoles sur le terrain sans grand investissement (voir Etude de cas n°1 – Responsabiliser les populations communautaires).



A Kothmale, au Sri Lanka, le gouvernement a fourni le terrain, le pylône et les antennes. Cette installation a permis de mettre en service des relais hertziens, les transmissions dans la bande FM, et une connexion 24 h/24 sur Internet.

Photo : M. Senanayaka

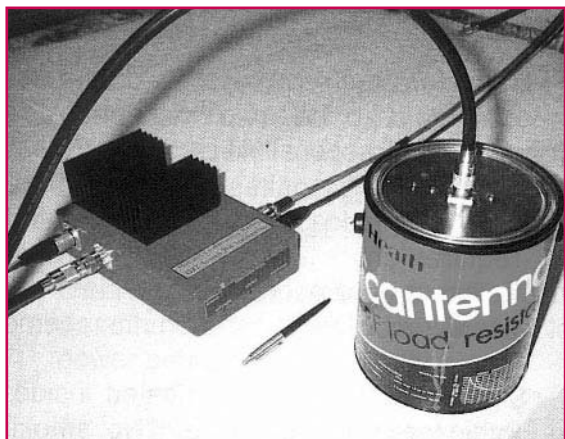
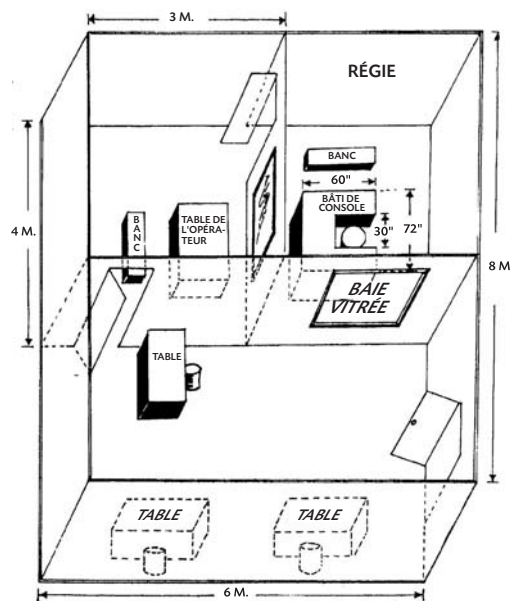


Photo : M. Allard

Résistance de charge disponible dans le commerce.

Schéma de base d'un studio/régie



de l'antenne. Et si celle-ci est fixée sur un toit, on la soudera à une prise de terre en cuivre tressé qu'on fera descendre le long du bâtiment, et qu'on fixera à une barre de fer enfoncée assez profondément pour atteindre un sol suffisamment humide.

Les précautions dans la manipulation : d'autres précautions sont à prendre pour manipuler les équipements. Il est toujours dangereux de mettre en marche un émetteur radio sans le connecter à son antenne ou à une charge équivalente. C'est pourquoi quand on débranche l'émetteur de l'antenne, que ce soit pour un test ou pour une réparation, on doit toujours le relier à une charge fictive de même résistance que l'antenne. On peut acheter des résistances de charge - comme on les appelle - déjà montées et livrées ou les monter en utilisant une ampoule électrique normale de puissance équivalente.

Bien évidemment, l'autre précaution primordiale consiste à veiller au respect de la polarité - les bornes positives et négatives - au moment de la connexion des matériels. De simples erreurs peuvent entraîner des court-circuits.

◀ L'AMÉNAGEMENT DU STUDIO

La superficie : un simple studio de radio peut être installé dans une pièce de maison d'une superficie minimale de 9 m². On peut y disposer les matériels et installer les opérateurs. Cependant, il serait plus judicieux de prévoir des locaux d'une superficie d'au moins 25 m², voire 50 m² ou plus si possible.

L'idéal serait que le speaker dispose d'une cabine de 12 m² au minimum.

Si la superficie totale du studio est de 50 m², la moitié peut être occupée par la cabine du speaker qui sera suffisamment grande pour des tables rondes, des récitals de petits groupes de musiciens et d'autres activités du même genre. Dans l'espace restant, on peut installer la cabine, des zones d'accueil et de service.

La cabine d'antenne et la régie technique : la cabine d'antenne est généralement séparée de la régie technique par une fenêtre à double vitrage pour protéger les micros de la cabine des bruits extérieurs. Cette disposition signifie que le présentateur doit se préoccuper uniquement du bon fonctionnement de son micro, pendant que le technicien, depuis sa console, s'occupe des réglages du son sur les magnétophones et les lecteurs de disques.

Néanmoins, toutes les radios communautaires n'ont pas toujours les moyens d'effectuer cette séparation entre le technicien et l'annonceur, et ce dernier préfère souvent s'occuper personnellement de la production, en manipulant "en solo" les instruments en même temps qu'il (ou elle) parle devant le micro. Par conséquent, la conception des locaux d'un studio peut être envisagée avec beaucoup de flexibilité.

L'insonorisation et le traitement acoustique : la cabine de l'annonceur doit être bien isolée acoustiquement, car elle est équipée de micros tellement sensibles qu'ils sont susceptibles de capter le moindre bruit venant de l'extérieur. On peut utiliser des cloisons en matériau léger tel que le contreplaqué, à condition de les doubler et de combler l'espace avec des matériaux d'amortissement du son, et tous les interstices autour des portes doivent être colmatés à l'aide de joints en caoutchouc.

Il faut adapter avec précision le traitement acoustique de la cabine d'antenne. Le son rebondit et résonne sur les parois rigides, et génère un écho ou un "effet cathédrale" lorsqu'il est capté par le micro. Afin d'éviter cela, il convient de recouvrir les parois de matériaux absorbants. On trouve dans le commerce des dalles acoustiques destinées à atténuer cet effet, mais on

peut également y parvenir en utilisant des emballages d'oeufs, des rideaux, des nattes ou des cartons. Toutefois, si une trop grande partie des murs est recouverte de ces matériaux d'insonorisation, l'absence totale de résonance peut donner l'impression que les émissions sont réalisées en milieu ouvert.

La climatisation : s'il faut installer la climatisation, il faudrait qu'il soit silencieux, de type 'split' [c'est-à-dire en deux parties], avec un compresseur placé à l'extérieur du studio, pour éviter que les micros ne captent son grondement. L'air frais doit être pulsé dans la cabine par un conduit et ressortir grâce à un ventilateur silencieux.

◀ LA TOPOGRAPHIE D'UNE RADIO COMMUNAUTAIRE

L'émetteur est relié à l'antenne par un câble coaxial. Compte tenu du fait que le câble absorbe une bonne quantité d'énergie produite par l'émetteur, il doit être le plus court possible. Si l'on utilise des câbles coaxiaux relativement bon marché généralement employés par les radios communautaires, la distance entre l'émetteur et son antenne ne devra pas excéder 30 mètres.

L'idéal serait que l'émetteur et le studio se trouvent dans le même

bâtiment, et que l'antenne soit placée à proximité ou sur le toit. Mais il vaut mieux que l'émetteur soit éloigné du matériel de studio afin, s'il en est pas trop près, d'éviter que les fréquences radio émises par l'émetteur n'interfèrent avec le matériel du studio et ne provoquent des bruits et des ronflements.

Mais il arrive que le choix de l'emplacement de l'antenne en fonction de sa hauteur s'avère inapproprié au studio. Dans ces cas, on pourra toujours ériger l'antenne sur le sommet d'une colline et installer l'émetteur juste à côté, et avoir un studio situé à bonne distance dans un lieu plus convenable. Il suffit d'une ligne d'alimentation de l'émetteur et d'une deuxième ligne qui transporte la modulation du studio vers l'émetteur. Ce circuit de programme [ou de modulation ou encore liaison de modulation], ne devrait pas dépasser 1 000 mètres. Le mieux serait d'utiliser des câbles télépho-

niques ; ils sont tout à fait indiqués pour les communications téléphoniques et pour résister aux intempéries. Mais, on peut également utiliser des fils électriques ordinaires, bien qu'ils ne soient pas conçus pour une utilisation en extérieur, et qu'il faille les contrôler régulièrement.

◀ LES PERSPECTIVES D'AVENIR

Un studio dans un ordinateur

Il y a belle lurette qu'on utilise des ordinateurs dans les studios pour exécuter de simples tâches telles que la saisie de textes, l'indexation et le classement des enregistrements. Les studios de radio ont accumulé un grand nombre d'enregistrements au fil du temps, et il devient difficile de s'en remettre à la seule mémoire des hommes pour retrouver des documents précis, par exemple un sujet déjà traité dans un reportage et dont on aurait besoin pour une nouvel-

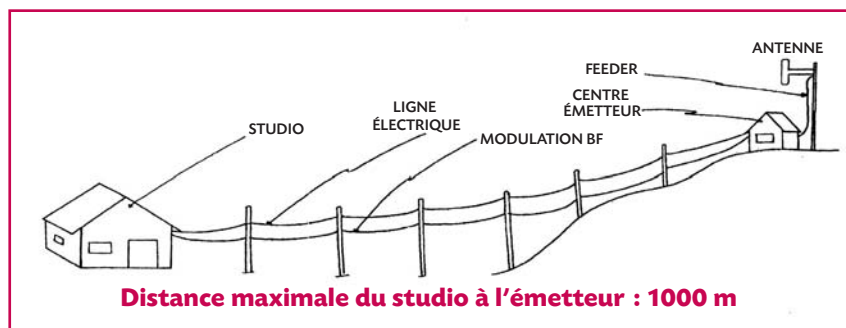


Photo : Jim Bentley

En Inde, la communauté de Pastapur a bâti son propre studio de radio avec des briques d'argile crues. Le mât d'antenne est du type autoportant équipé d'une antenne omnidirectionnelle mise en place sous le contrôle d'un ingénieur radio. Tout à côté, cinq salles de classe pour le programme " Etudes sans frontières " sont construites avec le même type de briques.

le émission. D'un autre côté, grâce à l'index et aux fichiers informatiques, on peut se procurer une liste accompagnée d'une description sommaire de l'ensemble des éléments disponibles sur le sujet, ainsi que le nombre de cassettes et la localisation de chacune d'elles.

La production de programmes assistée par ordinateur : au cours de ces dernières années, la technologie numérique a ouvert la

Introduire l'Internet dans le paysanat sri lankais

Kothmale est une circonscription qui couvre un groupe de communautés rurales d'environ 150 000 habitants. Sa radio communautaire sert de terreau à une expérience novatrice d'utilisation de la radio comme un véritable interface entre la population locale et l'Internet.

Chaque soir, la station de radio diffuse un programme intitulé 'la radio surfe sur Internet' au cours duquel les radiodiffuseurs communautaires discutent et expliquent les informations recueillies sur des sites choisis de l'Internet. On recourt à la langue locale qui facilite la compréhension de l'information par la population qui ne parle pas l'anglais et qui ne peut accéder directement à l'Internet.

Les auditeurs peuvent demander des informations sur des sujets spécifiques. D'un intérêt particulier sont les informations portant sur les cours du marché, l'agriculture, les connaissances utiles pour réduire la pauvreté, les matériels nécessaires à l'éducation formelle ou informelle, la santé et la médecine.

Le projet pilote, financé par l'UNESCO et le gouvernement du Sri Lanka, offre également un accès gratuit à l'Internet grâce à un cybercafé et à deux terminaux installés dans des bibliothèques communautaires, à l'usage des populations qui souhaitent surfer par elles-mêmes.

De plus, la station de radio met en place une banque de données d'informations souvent demandées par les auditeurs. Pour l'essentiel, ces informations sont en langue nationale et sont particulièrement en phase avec les nécessités et les besoins du développement local. Ce fait est important dans la mesure où l'information brute incorporée sur l'Internet est rarement adaptée.

voie à de nouvelles perspectives de production des émissions de radio. Aujourd'hui, on peut stocker tous les éléments nécessaires à la réalisation d'émissions de radio – entretiens, musique, effets sonores, jingles [ou "sonals"], etc. – sur le disque dur d'un ordinateur, alors qu'auparavant il fallait les enregistrer sur des bandes magnétiques.

Actuellement, on trouve sur le marché des logiciels qui permettent à des réalisateurs – jusqu'à quinze travaillant simultanément sur différents postes – de sélectionner sur le disque dur les éléments dont chacun a besoin, de les mixer et de les monter dans un programme. Une fois tout le programme enregistré, on peut diffuser une ou une série d'émissions à des moments prédéterminés, sans faire intervenir l'équipe en studio.

Ce genre de production assistée par ordinateur peut remplir les fonctions d'un bon nombre d'appareils utilisés dans un studio traditionnel, et c'est certainement très avantageux pour la production d'émissions. Mais, dans la pratique, cette évolution n'a pas encore sonné le glas de tous les appareils traditionnels, du moins dans un proche avenir ; par exemple, on continuera certainement à utiliser du matériel audio pour les enregistrements avant de les transférer sur le disque dur de l'ordinateur. Et pour les

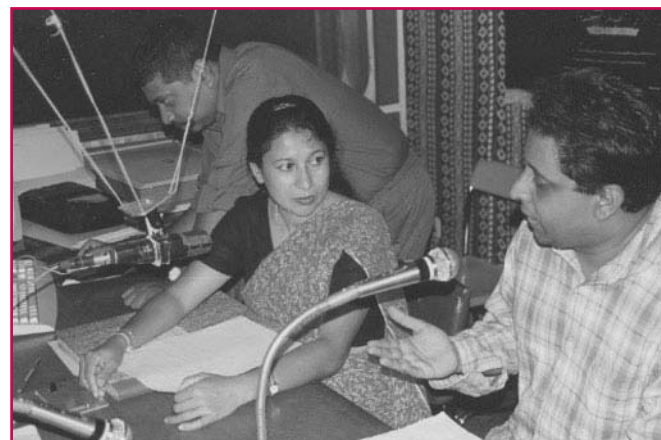


Photo : M. Senanayaka

A la Radio de Kathmale, la speakerine explore Internet en langue anglaise et le traduit simultanément à l'antenne en cingalais. Elle répond également en direct aux auditeurs qui téléphonent au studio.

émissions réalisées en extérieurs, la mixette portable décrite plus haut coûte moins cher et est tout à fait adaptée, même si le produit final en studio est enregistré sur ordinateur.

De plus, il faut rappeler qu'une bonne radio communautaire repose avant tout sur la participation du public aux émissions en direct dans le studio, et pas seulement sur des émissions préenregistrées. Et pour les émissions en direct dans le studio, le matériel classique est encore le plus pratique.

La radio communautaire et Internet

L'Internet offre d'énormes potentialités de développement, notamment en milieu rural. Par exemple, on y trouve des informations sur la santé, l'agriculture ou l'environnement ; il permet de mettre en

contact les spécialistes de santé publique, les conseillers agricoles ou de simples villageois avec des conseillers techniques pour débattre des problèmes particuliers ; il peut également servir à mettre en contact différentes communautés pour des discussions et des débats en ligne autour des questions qui les concernent, ou des problèmes et des solutions qu'elles envisagent.

Le sentier du village et les autoroutes de l'information : malheureusement, dans la plupart des pays en développement, l'accès à Internet et aux informations utiles qu'on y trouve demeure l'apanage d'un petit nombre de privilégiés. Par exemple, à la fin de l'année 1998, moins de 1,5 % de la population africaine avait accès à l'Internet. Et nulle part les populations rurales ne font partie de cette

minorité de privilégiés qui utilisent l'Internet. Le problème peut se résumer à la question suivante : comment relier les populations rurales pauvres qui vivent le long des sentiers du village aux autoroutes de l'information ? Une des solutions pour toucher les villageois consiste à associer la programmation des radios communautaires à l'Internet. Si la radio dispose d'un ordinateur connecté à l'Internet, les réalisateurs peuvent recueillir un vaste éventail d'informations d'intérêt général pour leur public, et aussi être en mesure d'apporter des réponses aux demandes spécifiques formulées par les membres de la communauté. La diffusion de ces informations peut effectivement permettre de faire rentrer l'Internet dans toutes les maisons, y compris au sein des familles qui n'auraient jamais espéré posséder un téléphone – sans parler de l'ordinateur qui lui serait associé.

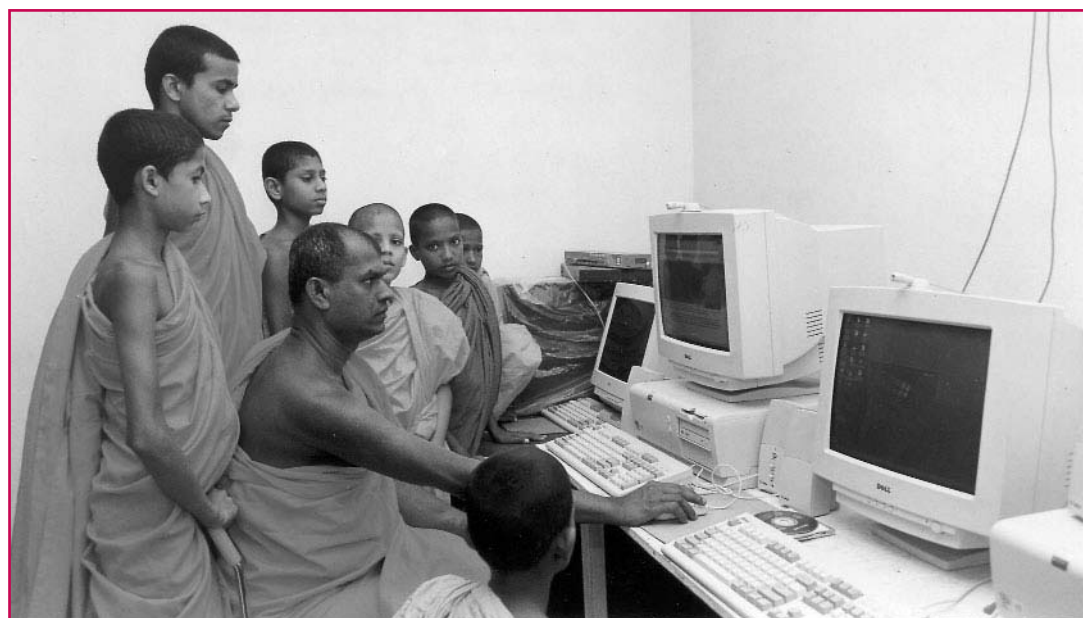
Internet et la production des émissions : l'Internet peut être très utile pour la production des émissions, compte tenu de la quantité et de la qualité des informations qu'on y trouve. Par exemple, les informations en provenance des plus grandes agences de presse se retrouvent sur l'Internet, comme celles des agences de développement, des

organisations non gouvernementales et gouvernementales, des universités et autres institutions similaires. En outre, on peut de plus en plus télécharger des programmes sur l'Internet pour les rediffuser. Les thèmes de ces productions portent souvent sur des sujets de grande importance pour les radios communautaires : la santé, l'éducation, les droits des femmes, etc. L'Internet est également un forum d'**échanges** des programmes. Des services tels que OneWorld, GlobalRadioService et A-Infos permettent aux réalisateurs de déposer des programmes qui pourront être exploités et diffusés par d'autres réalisateurs et vice-versa.

Une radio communautaire **peut également avoir besoin de faire** découvrir ses programmes aux autres internautes. Elle peut ouvrir un site sur la Toile mondiale pour décrire son organisation, sa programmation, son équipe etc, avec tous les détails qu'elle souhaite ⁽³⁾.

Les télécentres multi-services en milieu rural

Le débat sur l'utilisation de puces et de satellites de communication comme outils de développement rural remonte au début des années quatre-vingts. L'une des idées qui ont fait leur chemin depuis lors a été de créer des télécentres multi-services en milieu rural, qu'on a



A la radio communautaire de Kathmale, au Sri Lanka, des moines bouddhistes surfent sur Internet à la recherche de texte religieux pour les donner à l'antenne.

également appelé " boutiques d'informations rurales ".

Le principe de base était de créer un lieu où les villageois pourraient trouver des informations – gratuites ou payantes – concernant l'agriculture, la santé, le planning familial et autres domaines sociaux relatifs au développement. Dans sa forme la plus aboutie, la station de radio communautaire devrait constituer le noyau d'un télécentre rural et fournir divers services.

Tout naturellement, le télécentre devrait se connecter au réseau de l'Internet pour offrir les services décrits dans la section précédente en vue d'accéder aux banques de

données et aux sources spécialisées et mettre en contact les communautés entre elles. De plus, il pourrait proposer d'autres services tels que la télécopie et le téléphone publics, ainsi que la constitution de vidéothèques, de matériels audiovisuels, de livres et de publications. Parmi les démarches adoptées en Inde, dans le cadre d'un programme de la Banque mondiale, on trouve la vente de disques et de cassettes, la location de vidéos et de matériel audiovisuel et des services tels que la publication assistée par ordinateur et les photocopies. Ces services devraient aider les télécentres à

Introduire l'Internet dans le paysanat sri lankais

Kothmale est une circonscription qui couvre un groupe de communautés rurales d'environ 150 000 habitants. Sa radio communautaire sert de terreau à une expérience novatrice d'utilisation de la radio comme un véritable interface entre la population locale et l'Internet.

Chaque soir, la station de radio diffuse un programme intitulé 'la radio surfe sur Internet' au cours duquel les radiodiffuseurs communautaires discutent et expliquent les informations recueillies sur des sites choisis de l'Internet. On recourt à la langue locale qui facilite la compréhension de l'information par la population qui ne parle pas l'anglais et qui ne peut accéder directement à l'Internet.

Les auditeurs peuvent demander des informations sur des sujets spécifiques. D'un intérêt particulier sont les informations portant sur les cours du marché, l'agriculture, les connaissances utiles pour réduire la pauvreté, les matériels nécessaires à l'éducation formelle ou informelle, la santé et la médecine.

Le projet pilote, financé par l'Unesco et le gouvernement du Sri Lanka, offre également un accès gratuit à l'Internet grâce à un cybercafé et à deux terminaux installés dans des bibliothèques communautaires, à l'usage des populations qui souhaitent surfer eux-mêmes.

De plus, la station de radio met en place une banque de données d'informations souvent demandées par les auditeurs. Pour l'essentiel, ces informations sont en langue nationale et sont particulièrement en phase avec les nécessités et les besoins du développement local. Ce fait est important dans la mesure où l'information brute incorporée sur l'Internet est rarement adaptée.

devenir autosuffisants ⁽⁴⁾.

Au Bangladesh, la création en 1996 de la Grameen Télécom par la Grameen Bank - célèbre pour ses programmes novateurs de micro-crédits destinés aux agriculteurs les plus démunis, en particulier aux femmes - est un fait très révélateur. Elle accorde des prêts aux femmes pour leur permettre d'acquérir des téléphones portables, met en place un service public et propose également des connexions sur l'Internet dans les grandes villes. Elle prévoit de créer des réseaux téléphoniques dans les 50 000 villages que compte le Bangladesh et d'étendre l'accès aux services du réseau de l'Internet. C'est la première étape vers la création de télécentres multi-services ruraux. Toutefois, il est regrettable que la radiodiffusion demeure un monopole d'Etat au Bangladesh et rien ne laisse présager une autorisation de la radio communautaire dans un futur proche.

Les technologies numériques

Au cours de ces dernières années, la technologie numérique a progressivement transformé la production et la distribution des programmes. De nombreux radiodiffuseurs ont déjà investi dans du matériel numérique nécessaire à la participation et à la production. Désormais, le passage de l'analogique au numérique investit toute la chaîne de la

radiodiffusion, jusqu'à la retransmission. En même temps, l'évolution du numérique rapproche la radiodiffusion, les télécommunications et l'informatique en un même processus de convergence. Aux yeux de nombreux radiodiffuseurs, ce phénomène conduit à un environnement professionnel nouveau et à un défi pour lesquels ils se découvrent un rôle franchement 'multimédias'. L'Union internationale des télécommunications (UIT) prépare un livre consacré à ce sujet.

◀ LES CONSEILS D'UN SPÉCIALISTE

Ce chapitre a proposé une revue d'ensemble des caractéristiques techniques nécessaires à la création d'une radio communautaire. Pour autant, toute personne qui se lance dans ce type de projet devrait prendre l'avis d'un spécialiste pour ce qui concerne les aspects techniques de cas particuliers avant de réaliser un investissement. On peut généralement obtenir ces conseils auprès de techniciens d'une radio publique ou privée des environs à peu de frais.

1. La plupart des informations contenues dans cette section concernent les stations de radio communautaires – Un manuel technique a été publié dans le cadre du projet de l'UNESCO / DANIDA qui a financé la radio communautaire Tambuli, aux Philippines. Ce document présente plusieurs détails techniques qui s'intègrent parfaitement dans ce manuel généraliste.
2. Une déclaration publique de Martin Allard, (1999).
3. Philippe Béchamp, *L'ABC des NTIC*, InteRadio, vol. 10, n° 2, (Montréal, décembre 1998).
4. Colin Fraser et Sonia Restrepo-Estrada, *Communicating for Development – Human Change for Survival*, I.B. Tauris, (Londres / New-York, 1998).
5. Les informations suivantes sur la radio numérique ont été communiquées par Lawrie Hallett dans une déclaration publique en 1999.

ANNEXE 4 : Equipement type d'une station de radio communautaire financée par l'UNESCO (en dollars des Etats-Unis d'Amérique)

Item	Qté	Description	Prix unitaire	Total
ÉQUIPEMENT DU CENTRE ÉMETTEUR				
1.	2	Emetteurs FM stéréo (100 Watts)		
		Note : un en secours	800	1 600
2.	1	Antenne omnidirectionnelle à large bande (4 éléments avec séparateur, accordés en fonction de la fréquence FM de la station)	1 200	1 200
3.	1	Câble d'antenne Heliac (50 m.) et connecteurs	550	550
4.	1	Compresseur/limiteur à deux voies A1000	545	545
5.	1	Mât d'antenne construit sur place et haubanage	1 200	1 200
Coût total du matériel d'émission (US\$) :				5 095

MATÉRIEL DE STUDIO ET DE REPORTAGE				
6.	1	Console professionnelle de mixage avec entrée de voie téléphonique incorporée, panneau de distribution équipé de 7 entrées mono/9 entrées stéréo, 3 sorties mono et 8 sorties stéréo, ampli 2_10 Watts stéréo pour monitoring, repérage et micro d'ordres	2 000	2 000
7.	2	Enceintes acoustiques de studio (150 W.)	515	1 030
8.	2	Magnétocassette double (autoreverse)	570	1 140
9.	1	Lecteur/changeur de CD	900	900
10.	4	Casques	100	400
11.	5	Microphones dynamiques avec bonnettes	390	1 950
12.	2	Mixettes avec entrées XLR	400	800
13.	3	Pieds de micro avec potence	55	165
14.	2	Supports de table pour micros (avec flexibles)	115	230
15.	5	Magnétocassettes portatifs avec entrée de micro XLR et valise de transport	515	2 575
16.	5	Microphones dynamiques pour les enregistreurs portatifs	170	850
17.	2	Horloges à quartz (heures/min./sec.) diamètre 25 cm.	25	50
18.	40	Connecteurs XLR Canon (20 mâles/20 femelles)	10	400
19.	20	Connecteurs phono (mâle)	3	60
20.	20	Connecteurs phono (femelle)	3	60
21.	25	Connecteurs RCA	1	25

Item	Qté	Description	Prix unitaire	Total
22.	1	Rouleau de câble micro (100 m.)	2,60	260
23.	1	Rouleau de câble audio (100 m.)	1,50	150
24.	4	Régulateurs automatiques de tension	50	200
25.	1	Multimètre + kit de maintenance	50	50
Coût total du matériel de studio et de reportage (US\$)				13 295

EQUIPEMENT DE BASE D'UNE RADIO COMMUNAUTAIRE TOTAL US\$ 18 390

Coûts additionnels : Rétribution payée à la communauté pour le local et l'aménagement du studio : 2 500
(Les consommables et l'alimentation électrique ne sont pas inclus)

Item	Qté	Description	Prix unitaire	Total
ÉQUIPEMENT COMPLÉMENTAIRE EN OPTION (traitement informatique du signal audio et de l'information)				
1.	2	Stations de travail audio numérique PIII-700, avec DD de 20 Go, lecteur de CD-R (SCSI), port USB, enceintes et carte son (Sound Blaster), avec Windows 98 / 2000	1 500	3 000
2.	2	Contrôleurs interface USB équipés de 2 entrées XLR, 2 entrées symétriques 1/4" TRS, 2 entrées 1/4" asymétriques et S/PDIF I/O. Quatre voies d'entrée audio et deux sorties simultanées via USB	600	1 200
3.	1	Logiciel de montage	400	400
4.	100	CD-R média (CD-RW, réenregistrables)	3	300
5.	1	Ordinateur équipé pour l'Internet, avec Windows 98 et MS-WORD	1 100	1 100
6.	1	Imprimante laser	750	750
Coût total de l'équipement informatique en option (US\$)				6 750

Chapitre 5

Le démarrage



Ce chapitre décrit les différentes étapes du démarrage des activités d'une radio communautaire, à commencer par la vérification de l'existence d'un cadre législatif, la mise en place d'un processus approprié de consultation et d'analyse dans la communauté. Une méthode de recherche qualitative, fondée sur des discussions ciblées de groupe, est exposée dans ce chapitre.

On y explique la nécessité de définir un cahier des charges de la station de radio, ainsi que l'implication des autorités religieuses, des institutions éducatives locales et des responsables politiques.

Sont indiqués les critères techniques et sociaux qui conditionnent le choix de l'emplacement du studio, de l'émetteur et de l'antenne de la radio communautaire. Des options alternatives, tels que l'utilisation de haut-parleurs, y sont décrites, de même que les principaux facteurs qui déterminent la puissance de l'émetteur.

Les sections suivantes concernent la propriété et la gestion, le personnel, la viabilité et la recherche de fonds extérieurs. On y aborde en détail le problème que pose la publicité et ses conséquences, là où elle est autorisée.

A la fin du chapitre, dans le tableau 6, on trouve une liste de questions dont les réponses sont indispensables à la réussite du lancement d'une radio communautaire.

La lecture de ce chapitre a pour but d'aider le lecteur à :

- acquérir une solide connaissance des différentes étapes de la création d'une radio communautaire ;
- apprécier la nécessité de la prise en compte minutieuse des facteurs sociaux et des relations parmi les membres de la communauté, à la fois pour une analyse complète et une consultation de la communauté concernant ses besoins et ses attentes par rapport à la radio communautaire ;
- assumer la direction ou veiller à ce que les étapes préparatoires soient abordées dans de bonnes conditions et que la communauté prenne des décisions en connaissance de cause.

Une recherche et une planification sérieuses sont essentielles au lancement d'une radio communautaire. Ce processus devrait commencer par la collecte d'informations auprès des différentes sources, mais surtout au sein de la communauté elle-même.

On trouvera dans l'annexe 6 à la fin de ce chapitre, un certain nombre de questions auxquelles il conviendrait d'apporter des réponses. Les sections qui suivent abordent ces questions et ont pour objet de servir de guide aux populations rurales, aux groupes et aux organisations qui envisagent de créer une radio communautaire.

◀ LE CADRE LÉGAL

La première étape de la création d'une radio communautaire consiste à se renseigner sur ce que prévoit la législation nationale relative à la radiodiffusion, concernant l'attribution de licences aux stations de radio indépendantes. S'il n'y a aucune disposition concernant la radiodiffusion communautaire sans but lucratif, il se pourrait qu'il existe d'autres voies à explorer. Par exemple, les dispositions applicables aux radios commerciales pourraient également

Faire confiance dans la capacité de toute la population

"La communication est un processus essentiel aux yeux de quiconque s'intéresse au développement. C'est un processus et non une fin. C'est un moyen de parvenir à un développement durable. Le rôle de la communication dans le processus de développement est de sensibiliser la population à la réalité de la situation qu'elle vit et de lui faire prendre conscience qu'elle peut devenir actrice du changement social. Elle pose en principe que les gens sont égaux, ont droit à la connaissance et à la culture, et qu'ils peuvent remettre en cause leur situation pour la faire évoluer. Cela implique également de faire confiance dans la capacité de toute la population, y compris les illettrés, à débattre intelligemment des problèmes de société"

Ed Moyo

La définition de la future station de radio

"Il convient de définir le contenu de la radio et le public auquel elle est destinée. S'agira-t-il d'un outil entre les mains d'un petit groupe choisi de personnes ou au service d'une seule composante de la communauté qui parlerait de haut à la majorité des autres ? Ou sera-t-elle monopolisée par des disc-jockeys ? Ou son rôle sera-t-il de rendre autonome l'ensemble de la communauté afin de mieux comprendre les problèmes qui affectent directement ses membres, tels que les soins de santé primaire, la tolérance religieuse, l'éducation de base, les grossesses précoces, etc ? ⁽¹⁾"

être étendues à la radio communautaire, et dans certains pays, de nombreuses radios communautaires ont des licences commerciales. Ceci ne devrait cependant pas conduire à une situation où le profit serait le principal sinon la seule raison d'être de la station de radio. Il existe également des licences d'exploitation de radios culturelles. Dans certains cas, les radios opèrent sans licence. Ce n'est pas très recommandable, dans la mesure où cela est passible de sanctions pénales. (Voir chapitre 3 sur ce volet ainsi que des informations sur la demande de licence). Là où les radios communautaires sont encore interdites, on peut recourir à d'autres options qui ne nécessitent pas de transmission hertzienne. (Voir plus bas la section sur les modèles).

LA PRÉPARATION AU SEIN DE LA COMMUNAUTÉ

La réponse aux questions posées dans l'annexe 6 suppose des enquêtes réalisées sur le terrain au sein de la communauté. Ce travail de terrain consiste à consulter les membres de la communauté pour analyser sa situation, la disponibilité de l'accès aux médias existants, et évaluer dans quelle mesure une radio communautaire pourrait servir les intérêts communautaires, de quelle manière, etc.



Photo : M. Allard

Avant d'entreprendre la construction d'une station de radio dans l'Ouest du Népal, il est essentiel d'encourager les membres de la communauté à exprimer leur conception de la radio et faire part de leurs attentes à l'occasion de débats thématiques.

En clair, les responsables communautaires – y compris les élus et les autorités religieuses, ainsi que tous ceux qui d'une manière ou d'une autre sont des leaders d'opinion – doivent être consultés.

Une autre forme de consultation, peut-être la plus importante, consiste à aller à la rencontre de la communauté dans son ensemble. Pour cela, il est indispensable d'organiser des discussions de groupes dans les différentes composantes de la communauté qui comprendraient, par exemple, des agriculteurs, des pêcheurs, des petits commerçants, des instituteurs, des artisans, etc. De même, les femmes et les jeunes, qui font partie de catégories sociales traditionnellement marginalisées en milieu rural,

doivent absolument être consultés. Aucun groupe minoritaire, culturel ou linguistique, ne doit être tenu à l'écart. Il faudrait s'assurer de l'opinion des gens sur leur vécu, leurs souhaits et les possibilités de changement et de progrès, et la place éventuelle d'une radio communautaire. C'est la base réelle d'une radio communautaire : la volonté générale plutôt que l'équipement technique.

L'expérience a montré que, dans certains cas, le simple fait d'organiser des ateliers participatifs – pour discuter de la situation de la communauté et explorer les moyens d'améliorer l'accès aux services de base – peut spontanément faire prendre conscience que la condition préalable au changement et au

développement d'une communauté réside dans la bonne communication entre ses membres. La radio communautaire apparaîtra alors comme le meilleur moyen de communication.

Les résultats préliminaires : la consultation doit indiquer :

- le degré d'enthousiasme et d'engagement à l'idée de posséder une radio ;
- ses principaux objectifs, surtout en termes d'évolution et de développement ;
- une ébauche du mode de fonctionnement de la radio.

Si un large consensus n'était pas trouvé autour de ces questions, l'avenir serait compromis ou il faudrait envisager d'élargir les consultations. Au fur et à mesure des contacts, on devrait entrevoir des réponses aux questions précises posées à l'annexe 6.

Il faudra également consulter des personnes et des institutions extérieures à de la communauté et qui pourraient être intéressées par le projet, entre autres, des chaînes publiques ou privées qui desservent aussi la communauté, les organismes de développement, les ONG intéressées par le développement communautaire, les responsables locaux des services publics de santé, d'agriculture, de l'éducation, et des institutions similaires.

Comment organiser les consultations ?

Parmi les méthodes les plus éprouvées pour recueillir les opinions et les idées des gens figurent les groupes de discussion ciblée (GDC) ; et cette technique peut être utilisée avec succès pour les consultations décrites ici. Utilisée à l'origine pour des études de marché, la récente application des GDC aux activités de développement a connu un succès remarquable en ce qui concerne la qualité des informations sur les opinions, les perceptions, les idées et les aspirations de la population. ⁽²⁾

Qu'est-ce qu'un GDC ? Un GDC est composé de six à douze personnes plus ou moins homogènes du point de vue de l'éducation, du mode de vie et des revenus, et qui, par conséquent, sont confrontées aux mêmes problèmes. Il est important que le groupe soit homogène afin d'éviter que l'un des membres, perçu comme supérieur par les autres, ne domine les débats. Il ne devrait pas y avoir moins de six personnes dans le groupe sinon il sera difficile d'obtenir une dynamique de groupe et de parvenir à un consensus significatif ; de même il faut éviter des groupes de plus de 12 personnes, afin d'offrir à chacune la possibilité de s'exprimer, et d'éviter la formation de sous-groupes et de discussions annexes.

Ces consultations communautaires doivent aussi comprendre des groupes existants, comme par exemple de jeunes chômeurs, de mères d'enfants en bas âge ou de petits agriculteurs.

La discussion de groupe est dirigée par un **facilitateur** dont le rôle principal est d'amener les membres du groupe à échanger leurs points de vue sur un sujet donné. Il s'agirait, par exemple, de s'exprimer sur les types d'émissions de radio qui pourraient aider les jeunes mères à protéger et à améliorer la santé de leurs bébés.

Le facilitateur doit adopter un profil bas et une attitude très décontractée pour que le groupe se sente à l'aise. Il ou elle peut également utiliser des techniques spéciales de relance de la discussion entre les membres du groupe plutôt que de s'adresser directement à l'un d'eux. Le facilitateur oriente les discussions à l'aide de questions ouvertes préparées à l'avance, et qui commencent par des expressions telles que, "Que pensez-vous de..." ou "Que nous suggèreriez-vous de faire..." , c'est-à-dire des questions auxquelles on ne peut pas répondre par un simple "oui" ou "non".

Stimuler l'analyse en profondeur : une autre fonction-clé du facilitateur consiste à inciter le



La participation des institutions locales, qu'elles soient ou non gouvernementales, contribue à la conception de programmes appropriés et dynamiques.

groupe à analyser en profondeur des questions débattues. Par exemple, il (ou elle) doit amener chaque membre qui émet un avis à le motiver afin de découvrir ce qui se cache derrière sa prise de position. Un membre du groupe pourrait, par exemple, dire quelque chose comme : "J'aime beaucoup cette émission et je ne la rate jamais". Ou il pourrait affirmer exactement le contraire, à savoir qu'il ou elle déteste vraiment cette émission. Dans les deux cas, le facilitateur doit immédiatement intervenir en disant – sur un ton plutôt modéré – quelque chose comme : "C'est un point de vue intéressant. Pouvez-vous nous dire pourquoi ?". Effectivement, la formulation des questions avec l'adverbe "Pourquoi ?" est le



Au Sénégal, les femmes tiennent de fréquentes réunions pour discuter des problèmes quotidiens, soit entre elles ou à l'antenne.

Le cahier des charges

"Le cahier des charges d'une radio communautaire fixe ses objectifs ; c'est une carte qui indique la direction à suivre pour atteindre les objectifs ; c'est un instrument qui permet de mesurer son succès ; c'est la base sur laquelle tout le reste est construit ; c'est l'étoile qui nous guide... Toute la programmation doit être basée sur les principes établis par le cahier" ⁽³⁾.

meilleur moyen de susciter une analyse en profondeur et de parvenir à une pleine compréhension des problèmes posés tels que le groupe les perçoit.

L'observateur : pendant que le GDC échange ses points de vue, un observateur est calmement assis et relève les points principaux. A la fin de la discussion, il est souhaitable de donner la parole à l'observateur afin qu'il récapitule et en lise au groupe les principaux points. Il est essentiel qu'il recherche l'approbation sur chaque point et s'assure qu'il correspond à ce qui a été énoncé. C'est ainsi que l'on aboutira à un large consensus.

L'efficacité des GDC : on constate que les GDC sont particulièrement

efficaces auprès des couches sociales les moins instruites. Le groupe se sent à l'aise parce qu'il est constitué de personnes de même niveau et que le facilitateur choisit délibérément de créer une atmosphère complètement détendue. Dès que le groupe commence à discuter, les personnes échangent des réactions, des idées, et des opinions ; ce qui permet à chacun de révéler ce qu'il pense et ce qu'il ressent. A cet effet, les GDC sont beaucoup plus efficaces que n'importe quel entretien individuel, car la plupart du temps l'interviewé dira à son interlocuteur ce qu'il pense que ce dernier veut entendre. L'autre extrême à éviter c'est le mélange de personnes issues de milieux différents, car le groupe de discussion pourrait facilement être dominé par une poignée de personnes – sans compter que les femmes et les enfants ne prennent presque jamais la parole dans ce type de réunion. Le facilitateur doit être conscient du risque, veiller à ce qu'une telle situation ne se reproduise pas ; par conséquent, il doit encourager ceux qui s'expriment le moins à faire connaître leur sentiment en les mettant en confiance.

Des GDC dans les différentes composantes de la communauté, complétés par des entretiens approfondis avec les leaders d'opinion, les autorités locales et d'autres

responsables, permettront de recueillir les informations nécessaires à l'élaboration d'un projet de radio communautaire. Mais quelle que soit la méthode de consultation utilisée dans la communauté et avec les autres parties concernées, elle ne doit jamais se dérouler dans la précipitation. Les erreurs et les malentendus qui ne sont pas rectifiés ou éclaircis dès le départ peuvent entraver plus tard le fonctionnement de la radio communautaire.

En outre, au cours des phases d'élaboration, et bien entendu à toutes étapes, il faut rester vigilant sur d'éventuelles intentions inavouées de groupes de pression dont l'objectif final serait de détourner la radio pour servir leurs intérêts.

◀ L'IMPORTANCE DU CAHIER DES CHARGES

Il est important de dresser au plus tôt une ébauche brève et concise du **cahier des charges** qui fixe les objectifs de la radio communautaire envisagée. Il permet d'avoir une base de discussion ; et il peut être modifié et affiné durant la phase de consultation.

Dès que la version définitive du cahier des charges a été approuvée par les différentes parties concernées, elle constitue la base de l'accord commun et une plate-forme pour la mise en œuvre. Ce qui ne signifie pas que le cahier des

charges soit coulé dans le bronze ; il pourrait évoluer en fonction de l'expérience, mais toute modification doit être le résultat d'une consultation communautaire.

Les activités que la radio entreprendra, une fois qu'elle sera opérationnelle, en vue de remplir sa mission, dépendront en grande partie des personnes choisies pour la diriger et la gérer. Un comité spécial d'évaluation régulière, composé de membres de la communauté, devra vérifier que les activités correspondent à la mission assignée à la radio.

◀ LE RÔLE DES INSTITUTIONS RELIGIEUSES

Le rôle des autorités religieuses mérite une attention particulière dans la communauté. Ce rôle s'est avéré déterminant dans le lancement et le fonctionnement dans de nombreuses radios communautaires. Leur engagement à assurer une véritable participation communautaire et à garantir le fonctionnement de la radio dans l'intérêt des populations est souvent remarquable.

Néanmoins, cela ne signifie pas nécessairement que toutes les autorités religieuses sont à l'abri de toute propagation d'influence et d'intérêts politiques. Par conséquent, en dépit du rôle déterminant que peuvent jouer les autorités

religieuses dans le lancement et le fonctionnement d'une radio communautaire, cela ne doit pas exclure des discussions approfondies qui permettraient de connaître leur position et leurs sensibilités avant d'envisager d'emblée un partenariat avec elles.

◀ LE RÔLE DES INSTANCES ÉDUCATIVES LOCALES

La radio communautaire intéresse particulièrement le personnel des écoles locales qui peuvent participer à son lancement. À leurs yeux, elle serait un moyen d'accroître l'engagement des parents dans l'éducation de leurs enfants.

De plus, les instituteurs peuvent jouer un rôle important comme animateurs bénévoles. Bien souvent, ils diffusent une émission quotidienne pour rappeler aux enfants de faire leurs devoirs et ils les aident. Dans certaines communautés, les commandes de la radio sont confiées aux écoliers une fois par semaine.

◀ L'IMPLICATION DES POLITIQUES

Les avis divergent sur la participation des responsables politiques dans les radios communautaires, à supposer qu'ils doivent en avoir une. (Voir l'annexe 5 sur l'expérience vécue d'un responsable de radio communautaire).

◀ LE CHOIX DE L'EMPLACEMENT DE LA RADIO COMMUNAUTAIRE

La détermination du lieu d'implantation au sein de la communauté dépend de critères techniques et sociaux.

Les critères techniques

La position de l'antenne et de l'émetteur

- En fonction de la ligne de visibilité directe des ondes radio FM, l'antenne doit être positionnée le plus haut possible, sur un site élevé ou sur un mât d'au moins 30 mètres de haut, et sans être cachée par de grands immeubles.
- L'émetteur et l'antenne ne doivent pas se situer à proximité de lignes à haute tension.
- Il doit y avoir une source d'énergie disponible.
- L'émetteur et l'antenne doivent être assez proches l'un de l'autre, à moins de 30 mètres de distance.

La position de l'antenne et de l'émetteur par rapport au studio

- Le studio peut se situer jusqu'à 1 000 m de l'antenne et de l'émetteur, mais il doit être connecté à ces derniers par un câble – la liaison de modulation [ou encore circuit de modulation].

Les institutions religieuses et la radio communautaire aux Philippines

"Les institutions religieuses ne sont pas censées poursuivre des buts politiques ou lucratifs. Elles sont majoritairement composées d'authentiques missionnaires qui comprennent parfaitement les problèmes des pauvres... Cependant, on peut déplorer le fait que certains membres du clergé transposent ouvertement leurs propres schémas de pensée et leurs préjugés sociaux, et dans certains cas leur tendance politique dans la communauté..."

Dans une communauté où nous avons installé une radio communautaire, c'est le prêtre qui a été nommé président du conseil de la communication communautaire. Malheureusement, il n'a jamais manifesté le désir de faire participer les gens au processus de décision. Il se méfiait des intentions des responsables locaux...

Il gérait seul la station de radio et ne déléguait qu'à ses seuls affidés. Au cours d'une campagne électorale, le prêtre a apporté son soutien au candidat qu'il considérait comme le favori de la population. Comme la radio se trouvait opportunément dans le couvent, le prêtre a saisi cette occasion pour faire la promotion de son candidat favori et dénigrer l'adversaire dans les programmes" ⁽⁴⁾.

On peut éventuellement utiliser un petit émetteur VHF pour transmettre la modulation à l'émetteur.



ANNEXE 5 : L'implication des politiques dans la radio communautaire

“ Après vingt-deux ans de carrière comme journaliste, j'éprouve un certain scepticisme à l'égard des responsables politiques. Chaque fois que j'entends le discours d'un homme ou d'une femme politique, j'essaie toujours de découvrir ce qu'il (elle) a derrière la tête, mais en vain.

En ce qui concerne notre projet, la question était de savoir si nous devions y associer les responsables politiques ou les tenir tout à fait à l'écart. Au terme de nombreuses discussions et de consultations diverses auprès des sociologues, nous sommes parvenus à la conclusion que les hommes politiques devaient participer au fonctionnement de la station de radio. Après tout, ils sont incontournables dans la vie de la communauté. Ils peuvent être un rouage utile dans le processus de développement de la communauté.

Les responsables politiques ne peuvent pas être totalement exclus du projet, même si quelques opportunistes pourraient profiter de la portée potentielle d'une radio communautaire pour conquérir des votes et forcer l'adhésion du public. Notre démarche consiste à inscrire les responsables politiques dans une perspective logique. Par exemple, si des responsables politiques souhaitent participer au conseil de la communication communautaire, il faudrait que toutes les grandes tendances politiques y soient représentées.

Il arrive que des responsables politiques manifestent publiquement leur désir de ne pas s'impliquer dans le projet tandis que d'autres veulent peser de tout leur poids personnel. Ce n'est pas parce qu'ils adoptent en apparence une position de non-ingérence qu'ils ne

placent pas des laquais à des postes-clé à titre de généreux donateurs, de [conseillers] intellectuels ou de directeur autocrate de la station de radio. Dans leurs discours, certains politiciens se déclarent inconditionnellement en faveur des masses, allant jusqu'à faire des promesses sincères de non-ingérence dans les activités de la radio, mais très peu tiennent leurs promesses. Certains font semblant de tenir leurs engagements en particulier quand les responsables d'un projet ne s'en laissent pas conter. Mais les politiciens (ne) s les plus habiles peuvent intervenir subrepticement.

Cela confirme l'adage selon lequel " les belles paroles réservent parfois de mauvaises surprises". Ceci pourrait également s'appliquer aux politiciens (ne) s exalté(e) s ainsi qu'à certains membres éloquentes de la communauté.

Mais je dois admettre que ce sont des observations générales pour lesquelles il existe certainement des exceptions.

La réaction des responsables des programmes et des directeurs des radios face aux manœuvres politiciennes dépendra de leur conscience morale et de leurs capacités intellectuelles"

**Louie Tabing, directeur du projet Tambuli
UNESCO / DANIDA, aux Philippines**

La situation du studio

- Le studio doit disposer d'une source d'énergie.
- Il doit être à l'abri de sources de bruit incontrôlables.

Les critères sociaux

- Le studio doit être le plus près possible des gens.
- Il doit se situer dans un lieu facilement accessible aux membres de la communauté.
- La location du studio doit être peu coûteuse ou gratuite.
- Il doit être installé dans un lieu exempt de servitudes.
- Le studio doit être protégé contre les actes de vandalisme et de pillage.

◀ **LE CHOIX D'UN MODÈLE**

La plupart des radios communautaires souhaitent disposer de leurs propres équipements de radiodiffusion et de leur fréquence, mais cela n'est pas toujours possible à cause de la législation en vigueur ou du manque de ressources économiques. Dans un premier temps, on peut adopter les solutions suivantes :

- Obtenir un créneau horaire pour les programmes communautaires sur une radio gouvernementale ou commerciale existante qui couvre la zone concernée ;

- Louer une fréquence existante, mais cette solution s'applique uniquement dans les zones urbaines ;
- A défaut d'émetteur, installer un système de " radio communautaire " qui fonctionne avec des haut-parleurs reliés à un studio et qui couvre la zone communautaire.

Quel que soit le modèle choisi, il vaut mieux commencer par limiter la durée de diffusion à quelques heures par semaine et évoluer progressivement. Ce qui laisse du temps pour planifier et préparer correctement les émissions. En fonction de l'expérience accumulée et de la maîtrise de leur métier par les réalisateurs et par l'ensemble des membres du personnel, on pourra augmenter la durée des émissions.

L'une des meilleures stratégies pour le démarrage consiste à émettre uniquement en fin de semaine. Car il est plus facile de trouver des bénévoles libres les week-ends. Néanmoins, les auditeurs doivent être informés et se souvenir que la station de radio n'émettra que les week-ends. Pour cela, il conviendra de diffuser des messages publicitaires hebdomadaires en utilisant des haut-parleurs mobiles, des annonces faites par les autorités religieuses, des affiches, etc.

◀ LA PUISSANCE DE L'ÉMETTEUR

La couverture d'un espace physique trop étendu gêne le bon fonctionnement d'une radio communautaire et peut l'empêcher de bien desservir sa communauté. Etant donné que les radios communautaires fonctionnent en grande partie avec des bénévoles, l'élargissement de la région cible peut entraîner une surcharge de travail difficile à tenir. *"Ce qui est petit est beau"*, c'est aussi vrai pour les radios communautaires, et souvent il vaut mieux avoir de petits émetteurs qui couvrent des communautés spécifiques qu'un gros émetteur puissant qui a une large portée.

En milieu rural, on peut se contenter d'un émetteur de 20 watts, mais on peut utiliser un amplificateur pour atteindre une puissance de 100 watts. En ville, où il existe une concurrence entre les radios, on peut monter jusqu'à 300 – 350 watts.

Il convient de s'assurer que le modèle retenu dessert une communauté de 5 000 à 25 000 auditeurs potentiels. Le succès d'une radio communautaire repose sur les divers soutiens que lui apportent ses auditeurs. Avec moins de 5 000 auditeurs, une radio peut difficilement atteindre la masse critique qui lui permettrait de

survivre ; au-delà de 25 000 auditeurs, le service devient impersonnel et difficile à gérer, car la radio perd sa spécificité communautaire.

◀ LA PROPRIÉTÉ ET LA GESTION

Ces questions essentielles méritent une réflexion approfondie. Même si d'une manière générale, on considère que la radio appartient à la communauté, elle doit s'articuler autour d'une structure proche d'une fondation ou d'une association qui représente les intérêts de la communauté et assume la personnalité juridique capable de formuler la demande de licence et de l'exploiter. Dans certains cas, on peut envisager la mise en place d'une coopérative communautaire de communication. Elle permettrait à chaque membre de la communauté d'acquiescer des actions.

En ce qui concerne la gestion, le concept de la radio communautaire est que ce sont les membres de la communauté qui en assurent le contrôle général. Il est évident que l'ensemble de la communauté ne peut pas s'impliquer en permanence ; par conséquent, elle a besoin d'une sorte de structure de direction qui représente les différentes composantes de la communauté. Généralement, on crée un

L'utilisation des haut-parleurs

Les radios communautaires commencent souvent à diffuser leurs messages en utilisant des haut-parleurs, et quelques-unes conservent ce système dans les pays où la législation en vigueur ne leur est pas favorable. Ce système a deux inconvénients : premièrement, la qualité du son n'est pas bonne, et deuxièmement, les gens sont contraints d'écouter, qu'ils le veuillent ou non. Cela peut créer des tensions au sein de la communauté.

La diffusion à temps partiel

"On a tendance à penser qu'une radio doit émettre toute la journée, mais ce n'est qu'une supposition résultant du fonctionnement des grandes chaînes. Compte tenu des problèmes de personnel et de fonds auxquels est confronté le fonctionnement quotidien dans une communauté rurale, il vaut mieux que la radio ait des horaires réduits mais réguliers. Historiquement, la programmation socio-politique des médias alternatifs n'a pas été permanente. Des intervalles réguliers entre les programmes permettent d'accroître l'intérêt du public et de le fidéliser. Ce qui laisse le temps aux animateurs de planifier et de réaliser des émissions intéressantes" ⁽⁵⁾.

La portée de la station de radio

"La portée d'une station a moins d'importance que sa zone de couverture. On peut installer une station équipée d'un émetteur longue distance dans une zone peu peuplée, tandis qu'un émetteur courte distance conviendra dans une zone fortement peuplée" ⁽⁶⁾.



Un entretien avec le directeur d'une radio communautaire sur la viabilité

"Au cours de la préparation de ce manuel, les auteurs ont téléphoné à la directrice d'une radio communautaire à succès situé dans l'une des régions les plus pauvres de la Colombie. A la fin d'une longue conversation sur la nature et le fonctionnement de la radio, les auteurs lui ont posé la question suivante : "Comment faites-vous vivre la radio ? Comment parvient-elle à survivre ?" Elle leur a répondu dans un éclat de rire : "Par miracle, ou plutôt en additionnant les miracles !"

Cette directrice a eu l'idée géniale, lors du démarrage de la radio, d'organiser une soirée au cours de laquelle les gens devaient apporter les cassettes et les disques de leurs musiques préférées. Leurs sélections ont été diffusées pendant la soirée. Puis elle les a empruntées pour faire des copies pour la radio. C'est ainsi qu'elle a commencé la collection de musique populaire de la station" ⁽⁷⁾.

L'interdiction par le gouvernement équatorien de la publicité dans les radios communautaires

"Nous ne sommes pas pour les profits, mais nous ne sommes pas non plus pour les faillites !" ⁽⁸⁾

comité communautaire de communication chargé d'assumer ce rôle. Quelle que soit l'appellation de cette structure, ses membres doivent être conscients du fait qu'ils sont responsables devant la communauté dans son ensemble et devant la composante de la communauté qu'ils représentent. Leurs décisions concernant le fonctionnement et la programmation doivent être démocratiques et transparentes.

LA PROGRAMMATION

Les politiques de programmation seront traitées dans le chapitre suivant. Toutefois, quiconque envisage de créer une radio communautaire doit d'abord réfléchir aux types de programmes, en particulier aux mécanismes qui favorisent l'accès et la participation du plus grand nombre possible des membres de la communauté.

L'une des méthodes utilisées pour le lancement de la programmation consiste à sonder le public pour connaître ce que les gens aiment et apprécient dans les autres émissions et leurs motivations. La constitution de groupes de discussions ciblées est une méthode qui convient parfaitement pour recueillir cette information qualitative.

LE PERSONNEL

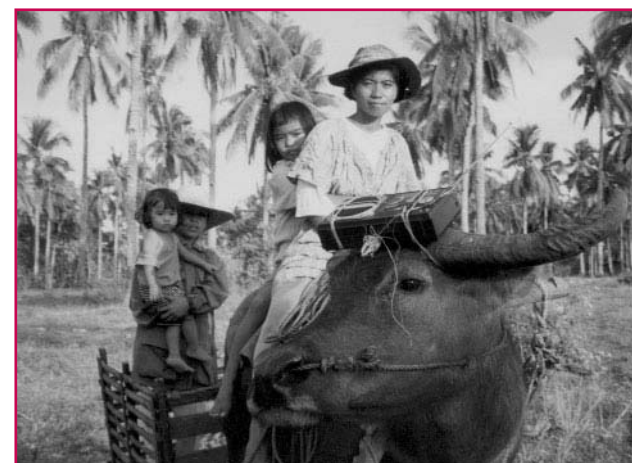
Peu de radios communautaires peuvent se permettre de rémunérer du personnel, à l'exception, avec un peu de chance, du directeur de la station. Ce qui explique que la majorité d'entre elles collaborent avec des réalisateurs, des reporters et des techniciens de studio essentiellement sur la base du volontariat. Cependant, l'emploi

des bénévoles ne constitue pas un simple travail bon marché quand on dispose d'un faible budget de fonctionnement. Au contraire, les bénévoles apportent une touche particulièrement positive aux radios communautaires, qui renforce cette image de bonne volonté, d'engagement et de service d'intérêt général. Ces valeurs doivent être partagées par l'ensemble des membres de la communauté afin qu'elle puisse évoluer et se développer de manière démocratique.

LA VIABILITÉ

Générer des revenus

Bien que la majorité des radios communautaires dans les pays en développement soient créées grâce à des financements extérieurs



Le kérabau (ou buffle d'eau, comme on l'appelle dans la plupart des régions du Sud-Est asiatique), est un animal précieux : il permet de labourer et de transporter des marchandises ; mais il apporte aussi de la musique et les programmes des radios communautaires grâce au transistor fixé à ses cornes. On l'appelle parfois "Kérabau stéréo" !

Photo : C.A. Arnaldo

– nationaux ou internationaux – toute personne qui veut créer et promouvoir une radio devrait réfléchir, dès le début, à la manière de la viabiliser quand elle aura commencé à fonctionner.

Il y a plusieurs façons de lever des fonds pour couvrir les frais de fonctionnement, parmi lesquelles :

- la publicité commerciale, lorsque la législation nationale l'autorise ;
- le parrainage, qui peut également être interdit par la législation nationale ;
- les dons ;
- les droits de diffusion des messages privés passés à l'antenne, tels "la radio est votre téléphone" ;
- les cotisations des auditeurs/propriétaires.

Le problème de la publicité : dans beaucoup de pays qui ont récemment adopté des lois en faveur de la radio communautaire sans but lucratif, l'influence des médias privés est si forte qu'ils ont réussi à empêcher l'ouverture de la publicité aux radios communautaires, afin de les empêcher d'empiéter sur leurs fructueuses plates-bandes. Mais en dépit du manque à gagner que cela pourrait représenter, cette situation a l'avantage de renforcer l'image et la crédibilité des radios communautaires : elles ont essentiellement une fonction de service public et sont perçues comme libres des influences et des intérêts commerciaux.

Aussi, même dans les pays où la publicité est autorisée, il faudrait veiller à ce que les publicités proposées soit acceptables pour une radio communautaire. Normalement, elles ne devraient promouvoir que les fournisseurs des biens et des services locaux. On pourrait éviter de faire la publicité d'entreprises multinationales de boissons sucrées, et des produits tels que le tabac et l'alcool qui nuisent à la santé.

Les conflits d'intérêt : le parrainage peut également se heurter à des problèmes liés à des conflits d'intérêts, notamment lorsque les parrainages sont le fait d'entreprises commerciales.

Par ailleurs, le parrainage d'associations communautaires de base, par exemple de femmes, d'agricul-

teurs ou de pêcheurs peut se révéler tout aussi important que celui des organisations qui se consacrent au développement et des ONG. Il en va de même pour les dons octroyés par des associations ou des organisations similaires.

Cependant, à long terme, la dépendance vis-à-vis de donateurs extérieurs représentera toujours un risque pour la viabilité. Celle-ci

d'aider la radio avec leurs cotisations, leurs contributions bénévoles en espèces ou en nature ou sous d'autres formes.

Une station de radio a pour mission de traiter de façon honnête et impartiale les principaux problèmes et les questions qui intéressent la communauté.

Les sponsors et les donateurs, qui ont leurs propres intérêts, peuvent avoir tendance à faire dévier la station de ses objectifs premiers, ou exercer une influence indue sur l'orientation des programmes.



devrait finalement reposer sur le sens de responsabilité de la communauté elle-même et constituer un défi à relever par le directeur de la radio et son équipe de réalisateurs, de reporters et de techniciens, en offrant aux auditeurs des émissions agréables, utiles et pertinentes, qui leur donnent envie

La stabilité des effectifs

La viabilité ne se conçoit pas uniquement en termes de moyens financiers ; elle repose également sur la stabilité des ressources humaines. Le personnel de la radio communautaire est essentiellement composé de bénévoles, et ces bénévoles sont en général des

Garder son personnel – le cas de Crispin Zarate, un handicap devenu un atout aux Philippines

"Crispin était fils d'agriculteur, il avait abandonné l'école et se trouvait au chômage. Pinny, comme on l'appelait familièrement, traînait régulièrement dans les bars de son quartier. Il rentrait toujours ivre à la maison. Son mode de vie et ses habitudes de consommation d'alcool n'en faisaient pas vraiment un beau parti. Et personne ne le trouvait beau. Le seul talent de Pinny était qu'il jouait bien de la guitare.

Lorsqu'on a annoncé une session de formation de bénévoles pour la radio, Pinny faisait partie des candidats. Comme il était sans emploi, il répondait au critère de disponibilité qui voulait que les stagiaires participent à un cours intensif de trois semaines.

Stagiaire assidu, Pinny était devenu un animateur bénévole très passionné par la radio. Les gens admiraient sa voix. Il avait effectivement un don pour la radio, et ses bons côtés sont remontés à la surface.

Ses amis le taquinaient sur sa manière de s'habiller : "Tu ressembles vraiment à un être humain quand tu vas animer à la radio, Pinny". Il souriait avec fierté.

Tout le monde est resté muet en apprenant que Pinny allait se marier et plus encore quand on a appris que c'était avec l'une des institutrices les plus appréciées de l'île.

Je me réjouissais pour Pinny. La radio avait permis à une épave humaine de compter parmi les personnes les plus appréciées et les plus aimées de la communauté.

Ensuite, j'ai reçu de mauvaises nouvelles : il avait abandonné son activité non rémunérée pour trouver un emploi dans un projet de construction sur le continent. Sa femme attendait un enfant et il ne pouvait pas se permettre de rester sans emploi.

Mais ce que la radio perdait représentait peut-être une richesse pour la communauté. Nous avons transformé un perdant en honorable père de famille" (9).





chômeurs à la recherche d'un emploi rémunéré. D'où le renouvellement permanent du personnel qui est une source constante de préoccupation. La formation, qui offre aux gens des satisfactions professionnelles et des perspectives de carrière, serait un moyen de les encourager à rester (Voir chapitre 7, la section consacrée à la formation). La présence de femmes permet de limiter le renouvellement permanent des équipes, car elles sont moins enclines à partir à la recherche d'emploi en dehors de la communauté.

L'idée novatrice du projet de radio *Tambuli* financé par l'UNESCO et DANIDA repose sur la création d'activités de proximité pour le personnel des stations de radio. Le principe consiste à leur octroyer de petits crédits afin de leur permettre de démarrer une activité commerciale qui les aide à subvenir à leurs besoins tout en poursuivant leur activité de bénévole à la radio. Dans certaines stations de radio, l'idée a bien marché, tandis qu'ailleurs, elle a été plus difficile à mettre en pratique.

◀ LA RECHERCHE DE FONDS EXTÉRIEURS POUR LE DÉMARRAGE

Les radios communautaires effectuent souvent des démarches pour obtenir des financements auprès de donateurs extérieurs – tels que les ONG nationales ou internationales ou les agences de développement bilatéral ou multilatéral – afin d'acquérir les équipements de base et d'assurer la formation du personnel. Le cadre de la mission dans lequel s'inscrit le projet de radio communautaire est un élément essentiel dans toute recherche de financement extérieur. Il est également très important de joindre un dossier détaillant tous les points importants concernant la station de radio envisagée pour encourager le donateur à investir dans



ANNEXE 6 : Les principaux facteurs à prendre en compte pour la création d'une radio communautaire

1. La législation

- Quelle est la législation en vigueur pour la radio communautaire sans but lucratif ?
- Lorsqu'ils sont prévus par la loi, quels sont les critères d'obtention d'une licence et les conditions à remplir pour la demande ?
- A-t-on les moyens d'acheter une licence ? Quels sont les délais d'attente, et les conditions de renouvellement ?
- Peut-on acheter et installer un émetteur sans licence ou faut-il une autorisation préalable des autorités des télécommunications ?
- Dans le cas où la loi interdit la radio communautaire, quelles sont les autres voies de recours ? Par exemple, les conditions sont-elles les mêmes pour des radios commerciales que pour des radios communautaires sans but lucratif ? Existe-il des dispositions pour des chaînes culturelles et éducatives ?
- S'il n'est pas possible de créer une vraie station de radio, une communauté peut-elle utiliser des haut-parleurs ?

2. Le choix du lieu

- Le lieu d'implantation d'une radio communautaire – sur un rayon de 10 à 15 km – tient-il compte de la population environnante nécessaire à sa survie, c'est-à-dire entre 5 000 et 25 000 personnes ?
- Le terrain convient-il pour l'installation d'un émetteur de faible puissance situé en visibilité directe, ou est-il trop accidenté ?
- Quelles sont les principales radios commerciales et publiques captées par la communauté ? S'il y en a plusieurs, la viabilité d'une radio communautaire peut s'avérer difficile. En revanche, y-a-t-il déjà une radio qui satisfait totalement ou en partie les objectifs de la future radio communautaire ?
- Quelle coopération et quelles aides peut-on attendre des institutions et des organisations locales, telles que les conseils départementaux ou municipaux, les organisations gouvernementales et non gouvernementales ?

- Le site sélectionné pour la station de radio se situe-t-il au centre et est-il facilement accessible aux membres de la communauté ?

3. Les caractéristiques et les moyens des promoteurs de la radio communautaire

- Quel est le niveau de crédibilité et l'expérience antérieure des promoteurs du projet ?
- Sont-ils d'une manière générale *personae gratae* aux yeux des décideurs du projet ?
- Quelle est leur capacité à mobiliser les ressources humaines et financières nécessaires au fonctionnement d'une radio communautaire ?
- Leur processus de prise de décision a-t-il été suffisamment démocratique ?
- Sont-ils reconnus dans la communauté comme des personnes crédibles et neutres ayant une réputation d'intégrité et de transparence ?
- Quelles sont les contraintes et les possibilités pour la mise en place d'un conseil communautaire de communication (conseil d'administration), ou d'une société coopérative communautaire de communication ?

4. Le contexte de détermination des objectifs et d'élaboration du cahier de charges

- Comment la communauté perçoit-elle l'environnement dans lequel elle évolue et quelles sont ses perspectives d'évolution et de développement ? Les gens sont-ils mécontents de leur situation, et si oui, dans quelle mesure croient-ils le changement bon, et surtout possible ?
- Quels sont les principaux obstacles à franchir pour parvenir à un changement d'attitudes et de comportements favorable au développement ?
- Quels sont les mécanismes traditionnels de prise de décision dans la communauté et comment les intégrer dans un forum de discussion démocratique dans le cadre d'une radio communautaire ?
- Quels sont les leaders officiels et informels de la communauté et ont-ils un rôle explicite ou implicite à jouer dans le développement de la radio communautaire ?

- Quels sont les points de résistance – qu'il s'agisse d'individus ou de groupes – qui pourraient empêcher la radio d'atteindre ses objectifs ?
- Pourquoi et comment une radio communautaire peut-elle contribuer au changement et au développement ? En particulier, quel impact peut-elle avoir dans la mobilisation des ressources locales en vue de développer et d'accroître la participation de la communauté au processus de bonne gouvernance ?

5. Les aspects techniques

- Quelle est la disponibilité de l'alimentation électrique du studio et de l'émetteur ?
- Quelle puissance d'émission faudra-t-il prévoir pour desservir la communauté ?
- Le site permet-il d'installer une antenne à au moins 30 m du sol, solidement fixée à un pylône, afin d'éviter que le vent ne l'emporte, et de la doter d'un paratonnerre ?
- L'antenne et l'émetteur peuvent-ils être installés à moins de 30 m l'un de l'autre ?
- Est-il possible d'implanter le studio suffisamment loin de l'émetteur pour éviter les interférences avec les équipements du studio ?
- Le site choisi pour le studio – situé au centre et facilement accessible à la population – est-il à l'abri des bruits incontrôlables et des intérêts particuliers ?

6. La propriété et la gestion

- Quel type de propriété peut-on envisager ?
- Comment faire participer la communauté à la gestion et à la programmation ?
- Dans quelle mesure les projets de création de la radio communautaire intègrent-ils les groupes habituellement vulnérables et marginalisés - les femmes, les jeunes, les minorités ethniques et linguistiques - à la gestion et au fonctionnement de cette radio communautaire ?

7. La programmation d'une radio communautaire

- A titre de premières indications, quelles sont les émissions que les gens écoutent habituellement, quelles sont celles qu'ils préfèrent et pourquoi ?
- Comment instaurer des consultations régulières et une interaction propre à garantir que les programmes correspondent aux goûts et aux besoins de la communauté ?
- Quelles mesures particulières doit-on prendre pour s'assurer que les réalisateurs des émissions respectent les désirs des auditeurs ?
- Quels sont les types d'émissions qui permettent d'atteindre ou non les objectifs de la radio ?
- Comment identifier les individus ou les groupes capables de produire et de proposer des émissions ? Comment les encourager et les aider ?

8. La gestion du personnel et des autres ressources

- Les gens sont-ils suffisamment intéressés et enthousiastes pour se mobiliser et trouver les ressources matérielles nécessaires pour faire démarrer et faire fonctionner la station de radio ?
- Qui peut assurer la responsabilité de la gestion quotidienne de station de radio ?
- Le responsable choisi fait-il l'unanimité parmi les différentes composantes de la communauté et a-t-il (ou elle) les connaissances nécessaires en matière de gestion et de communication interpersonnelle ?
- Quel sera le rôle des bénévoles dans le fonctionnement de la radio ?
- Quel est le montant des ressources nécessaires pour le démarrage de la radio communautaire ?
- Quelles ressources faudra-t-il mobiliser pour garantir la pérennité de la radio dans l'avenir ?

cette station. Toutefois, il faut faire attention à ne pas présenter un dossier trop tape-à-l'œil qui pourrait donner une mauvaise impression.



Les donateurs n'investissent pas inconsciemment, et ils examineront minutieusement le projet de radio communautaire envisagée. Ils voudront vérifier si le projet apporte des réponses aux questions posées dans le tableau 6 et ils mèneront certainement leur propre enquête sur le terrain.

Dès lors, il devient évident que la création d'une station de radio, même si elle n'est pas particulièrement compliquée, exige un long travail de préparation et de rigueur. Afin d'assurer le succès de l'initiative, il vaut mieux ne pas lésiner sur les efforts et la persévérance qu'elle implique.

1 Zane Ibrahim et Ms Adams, "Bush Radio 89.5 FM". (Voir l'étude de cas n°4).

2. Colin Fraser et Sonia Restrepo-Estrada, "Les groupes de discussion ciblée dans le travail relatif au développement : leçons et expériences tirées du terrain", Journal of Development Communication, n°. 1, vol. 9, (Kuala Lumpur, juin 1998). L'article offre une présentation détaillée du sujet et une description sommaire de la technique utilisée.

3. Bill Siemering, défenseur américain des radios de service public, (1997).

4. Louie Tabing, responsable du projet de radio communautaire Tambuli UNESCO / DANIDA, Philippines, (1999).

5. W.Jayaweera, spécialiste de programme, actuellement conseiller régional de l'UNESCO pour la communication en Asie, (1999).

6. Zane Ibrahim et Ms Adams, "Bush Radio, South Africa". (Voir l'étude de cas n°4.)

7. Contribution personnelle de Mme Cilia Mosquera, directrice de Radio Canalete, Istmina, Colombie, (1999).

8. Un animateur radio en Equateur. (Voir l'étude de cas n°5)

9. Louie Tabing, responsable du projet de radio communautaire Tambuli UNESCO / DANIDA, Philippines, (1999).

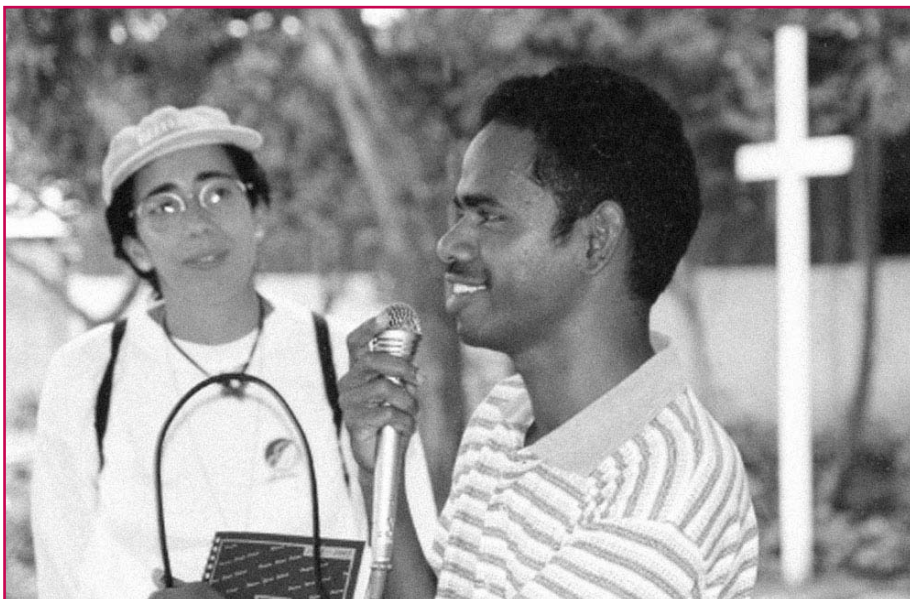


Photo : C.A. Arnaldo

L'église, en tant qu'institution fondamentale de la Société a un rôle essentiel à jouer.



Photo : C.A. Arnaldo

La station de radio de Monkey Bay.

Chapitre 6

La programmation



Ce chapitre met l'accent sur la nécessité de la participation du public à l'identification des besoins et des préférences, à la réalisation des émissions - comme présentateurs et interprètes - et à leur évaluation.

Il décrit l'importance des informations concernant la communauté qui jouent un rôle crucial dans le processus continu de changement et de développement ; il revient sur les critères déontologiques nécessaires à l'exercice du métier de journaliste et il insiste sur la nécessité d'équilibrer les points de vue dans toutes les émissions.

Les sections suivantes sont consacrées à la couverture de l'actualité religieuse et culturelle, aux émissions sur les élections locales et aux programmes éducatifs.

La dernière section souligne l'importance des enquêtes d'opinion et décrit la manière de les réaliser.

Après avoir pris connaissance des informations contenues dans ce chapitre, le lecteur pourra :

- **mettre au point une programmation et une gestion opérationnelle susceptibles d'amener le maximum de participation à tous les niveaux de la communauté et de ses différentes composantes ;**
- **mettre en place des mécanismes qui permettent de s'assurer que les émissions satisfont aux besoins et aux attentes du public ;**
- **acquérir les principes éthiques pour la collecte des informations et les reportages et les méthodes permettant d'atteindre l'équilibre des points de vues dans une émission ;**
- **être attentif aux éventuelles conditions légales de couverture des élections locales et à la manière d'en rendre compte d'une façon juste et objective ;**
- **concevoir l'utilisation de la radio comme moyen d'éducation et maîtriser les techniques aptes à y parvenir ;**
- **tenir compte de l'importance des enquêtes d'opinions et connaître la manière de les organiser.**

◀ **LES PROGRAMMES PARTICIPATIFS**

Le succès d'une station de radio repose sur sa capacité à satisfaire les intérêts, les goûts et les désirs de son public. La différence par rapport aux émissions d'une radio communautaire, c'est qu'en plus du plaisir, du divertissement et de l'instruction au sens large qu'elle apporte peut-être au public, elle cherche également à favoriser les changements, le progrès social et de meilleures conditions de vie au sein de la communauté qu'elle sert.

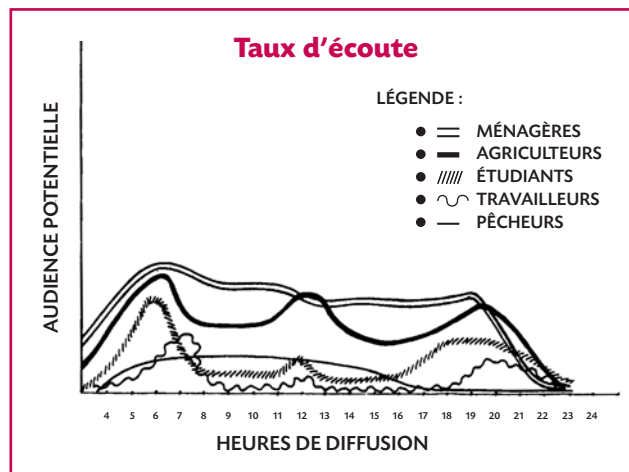
Cela nécessite des auditeurs nombreux et fidèles, mais l'avantage particulier d'une radio communautaire sur les autres types de radios en ce qui concerne la conquête du public, c'est sa capacité à apporter des réponses pertinentes aux besoins, aux intérêts et aux désirs spécifiques de son public relativement restreint. Toutefois, elle ne peut atteindre ce niveau de pertinence que si son public est constamment impliqué et participe à la planification, à la réalisation et à l'évaluation de ses émissions.

Une vue d'ensemble de la programmation

"La programmation fait partie des décisions les plus délicates et les plus difficiles d'une radio. Elle est indispensable dans la phase de lancement et lors des changements d'orientation de la radio. Les sessions régulières d'évaluation favorisent en général le renouvellement des programmes..."

La programmation nécessite de longues heures de concertation et de remue-ménages. Un responsable des programmes habile doit favoriser la participation des animateurs à cette réflexion – plutôt que d'imposer des idées – en vue de déterminer la ligne directrice, le format, le contenu, et la philosophie de chaque émission.

La participation des animateurs [à ce processus de décision] renforce aussi leur motivation dans l'exécution des programmes... En effet, c'est la participation qui permet d'identifier une authentique radio communautaire" ⁽¹⁾



Ce graphique montre la disponibilité d'écoute des divers groupes cibles. Les tendances théoriques qui sont illustrées ici peuvent légèrement varier selon les localités. Pour déterminer les créneaux horaires de chacun des groupes, les responsables des programmes doivent avoir une bonne connaissance – sinon procéder à une étude formelle – des habitudes d'écoute des auditeurs visés.

Participation à l'identification des besoins et des priorités

Une consultation est nécessaire pour identifier les besoins des principales catégories d'auditeurs (ex : femmes, hommes, jeunes, agriculteurs, membres de coopératives, etc.). Les principaux points à identifier sont :

- les besoins des auditeurs ;
- leurs préférences ;
- les heures d'écoute (c'est-à-dire les moments de la journée où les gens écoutent le plus la radio).

Ces informations sont à la base des décisions sur le contenu, la forme et la programmation des émissions aux heures d'écoute qui conviennent le mieux aux différentes composantes du groupe communautaire.

Participation à la réalisation des émissions

Tout doit être fait pour encourager les individus et les groupes à participer à la production des émissions. Dans ce contexte, les groupes pourraient comprendre des ONG qui travaillent dans la communauté ou des fonctionnaires. Le rôle principal du personnel de la station de radio, en dehors de la motivation des personnes, consiste à mettre à la disposition des producteurs les ressources techniques et les équipements.

Aux Philippines, une émission très intéressante intitulée *Baranggayansa Himpapawid*, plus simplement "Le village à l'antenne" a été conçue par l'UNESCO et DANIDA dans le cadre du projet de radio communautaire Tambuli. Il s'agit d'une émission itinérante réalisée chaque semaine dans un village de la région couverte par le réseau de la radio communautaire.

Il s'agit en l'occurrence d'une émission de variétés au cours de laquelle les villageois sont mis à l'honneur comme chanteurs, musiciens, humoristes, poètes, interviewers et interviewés, jury, etc. Bien que l'émission s'articule principalement autour de la culture et de divertissements locaux, elle comporte également une rubrique qui propose aux membres de la communauté de discuter en public de leurs préoccupations et des problèmes du village, de faire réagir les autorités locales afin qu'elles expriment clairement leur opinion et leur position. C'est ainsi qu'elle permet de susciter le débat autour d'un sujet.

Généralement, on utilise le karaoké – un système très populaire aux Philippines jusque dans les villages, et qui consiste à chanter en playback sur des chansons dont les paroles s'affichent sur un écran – pour les enregistrements hors studio. Connaissant ce système, les villageois sont moins inhibés.

L'émission est normalement diffusée le lendemain du jour de l'enregistrement, et elle a un succès considérable même si les villageois qui la réalisent n'ont jamais appris à parler ou à chanter devant un micro ⁽²⁾.

La participation des individus et des groupes comme présentateurs et comédiens

De toute évidence, des émissions du type de "Le village à l'antenne" aux Philippines offre à tout un chacun l'occasion de prendre la parole et de chanter devant un micro. Mais, même en l'absence de ce type de programmes, il est important de stimuler et soutenir la participation active des gens ordinaires, qui est importante. Il existe différentes formes de participation, comme par exemple des récitals, la lecture de poèmes, la présentation de sketches comiques, ou simplement la participation à des interviews, à des tables rondes, ou à des discussions au cours desquelles les gens expriment leurs idées et leurs opinions sur un sujet qui intéresse la communauté. Les programmes auxquels participent les membres de la communauté doivent être des événements réguliers dans la programmation de la station.

Des efforts doivent être faits pour que la radio devienne un centre

d'intérêt de la communauté où les gens viennent s'exprimer librement et proposer des idées de programmes auxquels ils pourraient participer activement.

Participation à l'évaluation des programmes

En général, les stations de radio communautaires reçoivent un abondant courrier ou des appels téléphoniques de leurs auditeurs. Ils permettent de se faire une idée sur l'appréciation exprimée par les auditeurs sur les programmes de la station. C'est un moyen très intéressant pour le personnel de la station, et les animateurs et présentateurs doivent encourager les auditeurs à leur écrire ou à les appeler pour faire part de leurs commentaires ou de leurs suggestions.

Cependant, en plus de cette source d'information habituelle, une radio communautaire doit organiser des sessions régulières d'évaluation de ses émissions, avec la participation des différentes composantes de son public. La technique de groupe de discussion ciblée que nous avons déjà décrite est une excellente méthode de sondage des opinions des gens sur les émissions existantes, leur impact sur la vie de la communauté et leurs propositions en vue de leur amélioration.

Le public doit également être associé à l'évaluation des programmes pris individuellement. L'analyse des

programmes repose sur deux points essentiels :

- la structure de l'émission, y compris sa qualité technique (les effets sonores utilisées, la prestation des animateurs et autres participants, la protection contre les bruits extérieurs etc.).
- le contenu de l'émission, notamment en ce qui concerne :
 - * les sources d'information : ont-elles été bien sélectionnées, étaient-elles crédibles et en quantité suffisante ?
 - * le contexte : les thèmes abordés dans l'émission étaient-ils en adéquation avec la situation et les besoins des gens ?
 - * l'opportunité : quelle était la pertinence des thèmes abordés par rapport à l'actualité ?
 - * les comédiens et les rôles : les rôles ont-ils été bien répartis entre les personnes physiques et les personnes morales (institutions) représentées dans l'émission ?
 - * le mode de communication : s'agissait-il d'une émission à sens unique ou participative ? A-t-elle suscité des critiques de la part du public ?
- la formulation du message :
 - le message central était-il clairement perceptible ?
 - La forme correspondait-elle au fond ?

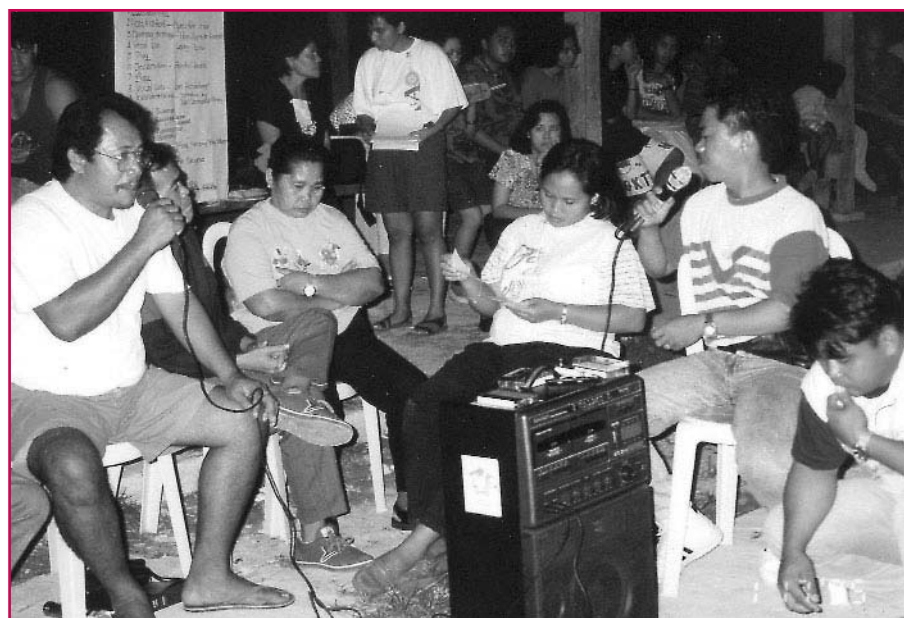


Photo : L. Tabin

Il est important de connaître les opinions et les vues de la population pour renforcer le processus démocratique et parvenir à une approche consensuelle du développement communautaire. Ainsi, à Olutanga, petite île au sud de Zamboanga, aux Philippines, le " Village en direct " est l'émission la plus populaire. C'est un parfait exemple du principe de base de toute radio communautaire : la participation de la population.

Le directeur d'une radio communautaire et l'ensemble du personnel doivent, dès le lancement, absolument garder à l'esprit que la prise de décision concernant les programmes s'inscrit dans un processus dynamique. L'information et les évaluations doivent faire partie d'un processus régulier d'amélioration et d'adaptation des programmes en vue de la satisfaction des besoins et des préférences des auditeurs. Car il ne faut pas oublier que ces derniers ne sont pas toujours fidèles. Le meilleur moyen de perdre les auditeurs consiste à tomber dans la routine et à considérer qu'ils sont satisfaits des émissions qu'on leur présente. Une situation qui entraînerait par ailleurs la disparition de la radio communautaire.

DÉCLARATION DE PRINCIPE SUR LA CONDUITE DES JOURNALISTES

Cette déclaration a été adoptée au deuxième Congrès mondial de la FIJ (Fédération internationale des journalistes), qui s'est tenu du 25 au 28 avril 1954 à Bordeaux, et amendée au 18ème Congrès mondial de la FIJ à Helsingør, du 2 au 6 juin 1986. La présente déclaration internationale précise les règles ordinaires de conduite professionnelle des journalistes dans la recherche, la transmission, la diffusion et le commentaire des nouvelles et de l'information et dans la description des événements.

1. Le respect de la vérité et du droit que le public a de la connaître constitue le devoir premier du journaliste.
2. Conformément à ce devoir, le journaliste défendra en tout temps le principe de la liberté de rechercher et de publier honnêtement l'information, et du droit au commentaire équitable et à la critique loyale.
3. Le journaliste ne rapportera que les faits dont il/elle connaît l'origine, n'occultera pas les informations essentielles et ne falsifiera pas les documents.
4. Le journaliste n'utilisera que des moyens honnêtes pour obtenir des informations, des photographies et des documents.
5. Le journaliste s'efforcera par tous les moyens de rectifier toute information publiée et révélée inexacte et nuisible.
6. Le journaliste gardera le secret professionnel concernant la source des informations obtenues confidentiellement.
7. Le journaliste prendra garde aux risques d'une discrimination propagée par les médias et fera son possible pour éviter de faciliter une telle discrimination, fondée notamment sur la race, le sexe, les mœurs sexuelles, la langue, la religion, les opinions politiques et autres, ainsi que l'origine nationale ou sociale.
8. Le journaliste considérera comme fautes professionnelles graves : le plagiat, la distorsion malveillante, la calomnie, la médisance, la diffamation, les accusations sans fondement, l'acceptation d'une quelconque gratification en raison de la publication d'une information ou de son omission.
9. Tout journaliste digne de ce nom se fait un devoir d'observer strictement les principes énoncés ci-dessus. Dans le cadre du droit général de chaque pays, le journaliste n'acceptera, en matière professionnelle, que le jugement de ses pairs, à l'exclusion de toute intrusion, gouvernementale ou autre.

◀ L'INFORMATION COMMUNAUTAIRE

L'information communautaire est un élément essentiel et un atout primordial de la radio communautaire dans la compétition avec les grandes radios privées ou publiques. Cependant, il ne faut pas oublier que les informations diffusées par la radio communautaire, contrairement aux médias dominants, ne constituent pas des faits isolés : elles doivent plutôt s'inscrire dans un processus continu en vue du progrès et du développement de la communauté. Par conséquent, la diffusion régulière d'informations locales est un moyen vital de survie pour la radio communautaire. La programmation et la gestion opérationnelle devraient leur accorder le maximum d'importance.

Il n'est pas toujours facile de collecter des informations locales, en particulier lorsque des moyens limités handicapent le transport et la mobilité du personnel. On peut toujours adopter le système des "reporters populaires" - pour l'essentiel des bénévoles répartis dans la communauté - qui envoient des sujets au studio par téléphone, téléphone portable ou radio VHF.

Néanmoins, les journalistes sont tenus au respect du même code déontologique dans la collecte des

informations locales et dans les reportages que dans n'importe quelle grande entreprise de presse. Bien entendu, ce code peut s'avérer encore plus important pour une radio communautaire. Compte tenu des relations étroites entre la radio et son public, et du fait des relations interpersonnelles existant au sein des auditeurs, qui font partie de la communauté, des reportages erronés ou tendancieux ou qui offrent une présentation biaisée d'un événement ou d'un problème, peuvent avoir des conséquences plus immédiates et néfastes que lorsque le public est plus nombreux et moins impliqué.

Par conséquent, la programmation d'une radio communautaire, en ce qui concerne les informations relatives à la communauté, suppose que le personnel et les reporters sur le terrain ont reçu une formation adéquate sur l'éthique du journalisme. Celle-ci recouvre des aspects tels que l'honnêteté, l'impartialité et l'objectivité, ainsi que la vérification des sources avant la publication des informations. On n'est jamais à l'abri d'une erreur, mais si cela arrive, l'erreur doit immédiatement être reconnue et rectifiée. (Voir également la rubrique sur la conduite à tenir dans le chapitre suivant).

Les radios communautaires ont l'habitude de présenter des bulletins d'informations qui compren-

nent des sujets régionaux, nationaux et internationaux. Ils proviennent en général des grands médias - journaux, radios et télévisions. Parfois, elles ont la possibilité de passer des accords avec une radio publique ou une radio commerciale pour la rediffusion de leurs bulletins d'informations à la communauté. Certaines radios communautaires demandent à leurs auditeurs de réagir par rapport à l'actualité, soit en téléphonant soit en s'invitant par groupes de deux ou trois personnes en studio. Quelle que soit l'approche choisie pour la diffusion d'informations étrangères, la politique générale à adopter consiste à les présenter ou à les commenter de manière à les rendre accessibles et compréhensibles pour les membres de la communauté.

◀ L'ÉQUILIBRE DES POINTS DE VUE

L'objectif principal d'une radio communautaire doit être de tenter de promouvoir une discussion et un débat libres qui permettent d'aboutir à la conciliation des points de divergence et à un consensus démocratique. La réalisation de tels objectifs dépend essentiellement du personnel de la radio et de ses méthodes de travail. (Les bénévoles font bien entendu partie de ce "personnel").



Le personnel de la radio doit faire preuve d'impartialité. Cela ne signifie pas qu'il n'aura pas de point de vue personnel, mais il ne doit sous aucun prétexte influencer la manière de diriger les débats et de présenter les faits à l'antenne. Le directeur de la station de radio doit veiller à ce que les animateurs n'aient aucun parti pris à l'antenne, ni de préjugés dans leurs relations sociales ; car si des personnes sont reconnues pour leur forte prise de position sur un sujet et qu'elles l'expriment ouvertement dans des débats publics, elles auront plus de mal à adopter une position neutre à l'antenne. De plus, les directeurs de stations de radio doivent sérieusement prendre en considération les plaintes des auditeurs concernant les préjugés et les manipulations d'informations dont leurs collaborateurs se seraient rendus coupables, et leur donner une suite.

Afin d'équilibrer les informations, il convient également de donner les mêmes occasions et temps d'antenne aux uns et aux autres pour exprimer leurs points de vue. La direction doit être intransigeante sur ce point.

Il faut toujours se rappeler que le succès et la viabilité de la radio dépendent de la crédibilité et de l'intégrité de la station et des personnes qui en ont la charge.

◀ LA COUVERTURE DES ÉVÉNEMENTS CULTURELS ET RELIGIEUX

Les manifestations religieuses d'une communauté ont souvent une valeur culturelle. Une couverture convenable de ces événements doit être comprise dans les programmes de la station de radio. Dans une communauté multiconfessionnelle, la station doit prendre les dispositions nécessaires pour favoriser l'accès de toutes les institutions et confessions religieuses. Le meilleur moyen d'y parvenir consiste souvent à mettre en place un comité consultatif réunissant les différents responsables religieux en vue de s'entendre et de conseiller la station sur la détermination des temps d'antenne réservés aux différents programmes religieux. Les émissions religieuses doivent essentiellement promouvoir l'harmonie entre les religions au sein de la communauté ; il faut impérativement éviter le dénigrement des croyances religieuses des autres.

◀ LA COUVERTURE DES ÉLECTIONS LOCALES

Dans certains pays, la loi interdit formellement à la radio communautaire de participer quelque manière que ce soit aux campagnes politiques. D'autres tolèrent cette participation, soumise à des condi-

tions strictes et limitées aux périodes électorales. La direction de la radio communautaire doit prendre soin de se tenir au courant des dispositions légales prévues en matière de propagande électorale.

Lorsqu'une radio communautaire s'engage dans une campagne électorale, elle doit veiller à ne favoriser ou à ne léser aucun des partis ou des candidats. Elle doit adopter un système transparent qui offre les mêmes chances et un temps de parole égal aux partis politiques officiellement agréés. Le principe d'égalité des chances et de temps de parole doit tenir compte de la durée de l'émission, de la qualité de la présentation et des différents avantages tirés de la diffusion de l'émission à une heure et à une date précises. Si aucun n'accord n'est trouvé entre les protagonistes, on peut procéder à des tirages au sort ou adopter un système similaire.

Toute émission de nature politique parrainée ou achetée dans le but d'influencer le choix des électeurs dans un certain sens doit être signalée comme telle au début de l'émission, au cours des différentes pauses et de nouveau à la fin. (Voir également la section consacrée à la diffusion d'émissions politiques dans le code de conduite, chapitre 7).

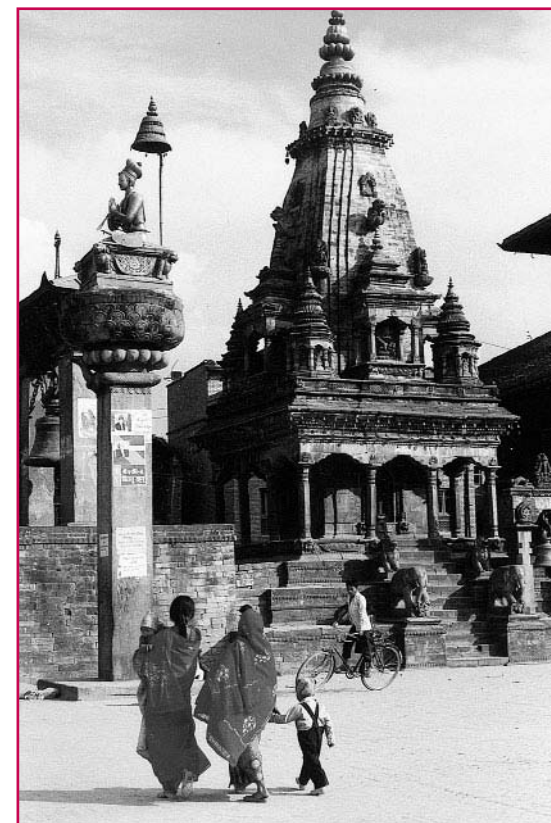


Photo : M. Allard

Partout dans le monde, la religion joue un rôle majeur dans la vie des peuples. Les responsables des radios communautaires doivent savoir en prendre la mesure, tout en préservant les programmes d'une excessive influence religieuse.

L'école à la radio : la radio communautaire de Girandurukotte au Sri Lanka

"L'école à la radio était une émission favorable à l'emploi dont l'objectif principal était de fournir un programme éducatif pratique permettant de conduire à un métier. Il visait également à favoriser une démarche coordonnée entre les différents acteurs du développement de la région. Nous pensions qu'une telle approche était susceptible d'encourager les auditeurs à mettre en pratique les enseignements qui leur étaient prodigués par la radio et par d'autres moyens de communication.

Le réalisateur chargé des émissions agricoles travaillait en collaboration avec les conseillers agricoles de la région, et avec le comité chargé de faire des propositions sur le programme de ces émissions, d'établir un calendrier et d'identifier les activités à mener sur le terrain et les aspects techniques pour la prochaine saison.

Un calendrier contenant des informations techniques utiles a été arrêté et distribué aux 115 agriculteurs inscrits au programme agricole de "L'école à la radio". On a demandé aux agriculteurs d'écouter les programmes de la radio et de remplir les espaces vides prévus dans le calendrier.

Une question leur était posée à la fin de chaque émission, et les agriculteurs devaient faire parvenir leurs réponses soit par la poste, soit en les déposant à la station. L'estimation moyenne des réponses reçues est comprise entre 200 et 250, dont de nombreuses réponses reçues des agriculteurs qui ne s'étaient pas inscrits au programme.

Les bonnes réponses ont été analysées dans le cadre du suivi du programme et ceux qui avaient répondu correctement recevaient leurs notes.

Un programme saisonnier durait habituellement 2 à 3 mois et à la fin du cours, les agriculteurs qui avaient obtenu la moyenne recevaient en récompense un certificat de participation à "L'école à la radio" ⁽³⁾.



Photo : L. Tabing

Quelques stations de radio, comme "La voix de Manduyog" à Banga, dans la Province d'Aklan, ont la chance d'être associées à une institution éducative. Ainsi, l'institut National d'Agriculture d'Aklan propose des émissions consacrées à l'agriculture et à la technique, en même temps que des programmes de service public, des émissions destinées aux femmes, aux enfants, ou consacrées à la vie sociale. Des étudiants collaborent bénévolement aux activités de la station, comme speakers ou documentalistes.

La radio communautaire peut effectivement assurer le suivi et le bon déroulement des élections et encourager ainsi ce processus démocratique fondamental.

◀ LES ÉMISSIONS ÉDUCATIVES (L'école à la radio)

Dans les années soixante et soixante-dix, lorsque les agences de développement faisaient la promotion des radios rurales, l'accent était surtout mis sur les possibilités de formation offertes par la radio, une stratégie a été inaugurée par Radio Sutatenza en Colombie. Cependant, l'expérience montre que l'utilisation de la radio comme seul moyen d'éducation ne suffit pas ; la radio a besoin d'être renforcée par d'autres



Photo : C.A. Arnaldo

A Laurel, Batangas, un officier de police est en charge de l'émission "Circulation et bonne conduite". Le studio est installé dans une salle de classe désaffectée du lycée de la ville.

supports tels que des livres et des contacts personnels pour une offre éducative complète.

Une radio communautaire peut très bien décider de consacrer une partie de sa programmation à des émissions éducatives, par exemple pour informer les agriculteurs des techniques agricoles ou sensibiliser les mères à la protection infantile et à la nutrition. Dès lors qu'on a fait ce choix, on ne peut obtenir de meilleurs résultats que si l'on adopte une méthodologie adaptée de formation des adultes. On commence par structurer avec soin le contenu éducatif des émissions en fonction de la situation des apprenants, de leurs besoins et de leurs capacités. On doit également prévoir une sorte d'inscription et de certificat reconnaissant les mérites

de ceux qui finissent avec succès la session de formation, afin d'inciter les gens à développer leur sens de l'engagement. Les programmes de la radio doivent être renforcés par des matériels éducatifs, des groupes de discussion et complétés par un suivi d'échanges personnels.

La mise en place d'un programme d'émissions éducatives peut être un objectif digne d'intérêt pour une radio communautaire, mais qui nécessite une réflexion, une planification et une organisation approfondies en collaboration avec les services concernés, qu'il s'agisse de ceux de la santé ou de l'agriculture. On peut toujours solliciter les conseils et l'aide d'un spécialiste de la formation des adultes pour assurer le succès des émissions.

Qu'une radio communautaire prévoie ou non de diffuser des émissions éducatives, elle ne doit jamais oublier que l'éducation prise au sens le plus large du terme, et dans le contexte d'une aide à l'amélioration de la vie des gens, constitue l'un de ses objectifs fondamentaux. C'est pourquoi les émissions doivent toutes avoir un contenu éducatif, qui peut se concevoir à travers différentes formules, comme le reportage, les interviews, les invités à des émissions de questions / réponses ou des discussions, les pièces de théâtre etc.

◀ LES ENQUÊTES D'OPINION

Une radio communautaire qui a une bonne interaction avec ses auditeurs, par les lettres, les appels téléphoniques et les visites au studio, et qui organise régulièrement des sessions portes ouvertes d'évaluation des émissions, recueillera de nombreuses informations de qualité. Mais cela ne suffit pas à donner une image exhaustive des résultats et de l'influence d'une station de radio. L'équipe chargée de réaliser une enquête externe doit être indépendante si l'on veut obtenir des réponses fiables aux questions suivantes :

- la station de radio est-elle crédible auprès de ses auditeurs ?
- la station de radio est-elle considérée comme une source sûre

d'information ?

- comment la communauté perçoit-elle l'image et le statut du personnel de la radio ?
- dans quelle mesure les auditeurs dépendent des informations qu'ils reçoivent ? Que font-ils des informations obtenues ? Est-ce qu'ils les utilisent, les conservent, les transmettent à d'autres, ou recherchent des informations complémentaires ?
- quel est l'impact de la radio sur la communauté ? Quels progrès peuvent être essentiellement attribués à la radio ?

Il faudra en outre obtenir des données quantitatives sur le nombre des gens et les périodes où ils écoutent la station de radio, en comparaison avec d'autres stations, et sur le nombre de personnes qui s'intéressent à des émissions particulières. Ces informations donnent une image du classement de la station de radio communautaire par rapport aux autres médias accessibles aux membres de la communauté.

Ces informations sont difficiles à obtenir. Il existe des organismes spécialisés dans la réalisation d'enquêtes d'opinion, généralement pour les grandes radios commerciales. Ils ont tendance à gonfler les chiffres de l'audience afin que la station de radio qui leur a commandé l'enquête puisse faire

valoir des taux d'écoute élevés pour gagner un maximum d'argent grâce aux rentrées publicitaires. De plus, ces organismes travaillent surtout en zone urbaine.

Malheureusement, les boîtiers électroniques utilisés par les grands médias pour enregistrer le nombre de personnes qui suivent un programme, et même quand ils changent de chaîne, ne sont pas à la portée des stations de radio communautaires. Par conséquent, elles doivent utiliser d'autres méthodes pour obtenir des données quantitatives.

La méthode la plus utilisée consiste à prendre un échantillon du public – il existe des techniques particulières de sélection des échantillons – et de lui demander de répondre à un questionnaire soit par la poste soit dans le cadre d'un entretien. Puis on extrapole les résultats pour avoir une image globale de la communauté.

La station de radio peut elle-même utiliser certaines techniques pour essayer d'évaluer son public. L'une d'entre elles consiste à inviter le public à s'inscrire à un concours ou à verser une contribution dans le cadre d'une campagne communautaire. L'annonce est systématique.

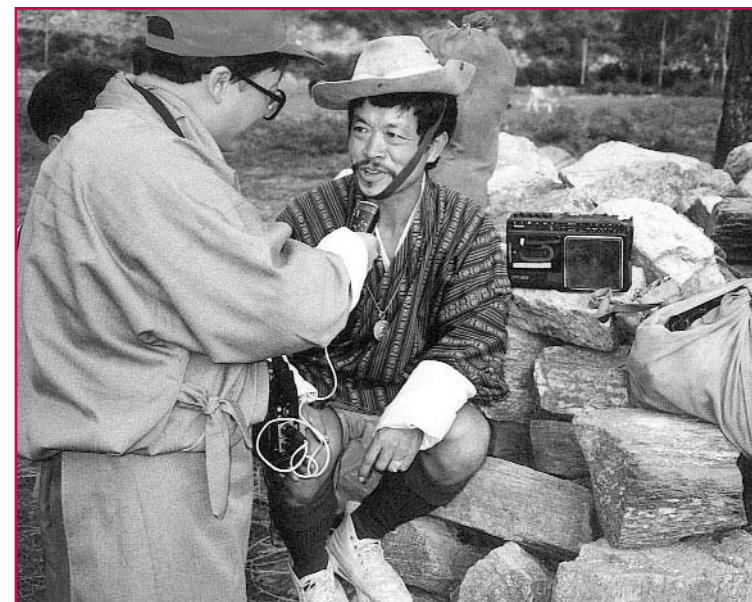


Photo : C.A. Amaldo

Les arrêts de bus sont des lieux privilégiés pour recueillir les réactions du public et réaliser des interviews intéressantes. A Punka, le chef des programmes de la Radio du Bhoutan interroge un voyageur. En attendant le bus, son transistor l'aide à passer le temps.



Photo : W. Jayaweera

Interview pour le volet agricole de " L'école à la radio " au Sri Lanka. Enregistrement des chants traditionnels pour le repiquage du riz.

quement reprise tout au long de la journée et on demande aux gens de dire à quelle heure ou combien de fois ils l'ont entendue.

Dans la plupart des pays, on peut se passer des entreprises commerciales de sondages. Il vaut mieux faire appel à des ONG, des étudiants ou des bénévoles inconnus de la communauté pour réaliser les sondages et les interviews. (Si les candidats connaissent les enquêteurs, cela peut influencer leurs réponses). L'idéal serait d'obtenir le concours du personnel d'une autre station de radio communautaire pour obtenir ce point de vue extérieur. C'est une expérience qui peut également lui être utile.

Quelle que soit la difficulté de la tâche, il est important de faire réaliser de temps en temps des enquêtes par des agents extérieurs afin de jauger le fonctionnement d'une radio communautaire et la place qu'elle occupe auprès de son public.

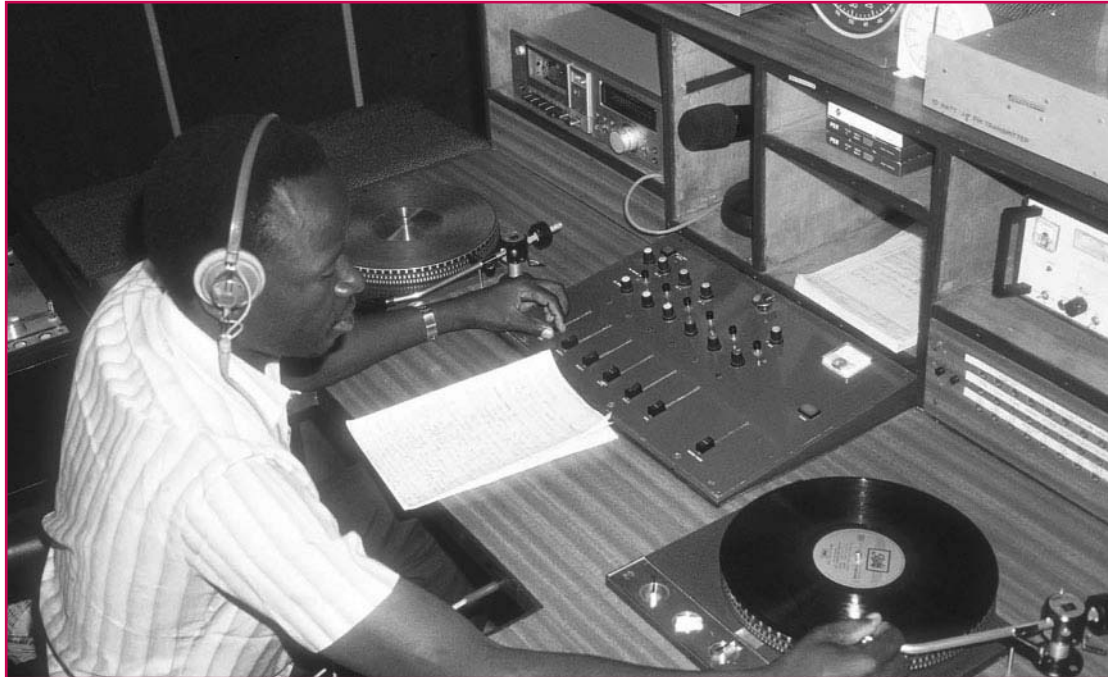


Photo : Unesco

La station de radio de Homa Bay.

1 Louie Tabing, *Conseils pour la programmation d'une station de radio communautaire*, Projet de radio communautaire Tambuli de l'UNESCO et DANIDA, (Manille, 1998).

2. Louie Tabing, *La production d'émissions de radio de proximité*, Projet de radio communautaire Tambuli de l'UNESCO- DANIDA, Manille, sans date.

3. M.J.R David, *Radio communautaire Mahaweli : Carnet d'expériences pratiques d'un réalisateur*, Institut de la communication pour le développement, Laguna, (Philippines, 1993).

Chapitre 7

Le radiodiffuseur communautaire



Ce chapitre propose un modèle de code de conduite aux radiodiffuseurs communautaires. Il pourrait être appliqué en l'état ou adapté selon la spécificité des besoins ou des conditions locales. Il présente des sections consacrées à la production de programmes et à la déontologie, au comportement et au travail d'équipe en cours de réalisation et en studio, à l'entretien de l'équipement et au comportement général des radiodiffuseurs dans leur vie quotidienne au sein de la communauté.

D'autres sections sont consacrées à l'attitude à adopter vis-à-vis de la gestion financière et donnent des détails sur la manière de s'y prendre. Elles proposent également les choix et les conditions à respecter pour la diffusion des émissions politiques, de la publicité et des parrainages.

Les sections concernant la sélection et la formation des radiodiffuseurs communautaires fournissent des conseils sur les critères de sélection, sur le contenu et les différents niveaux de formation requis, et décrivent les diverses modalités de formation. Un débat est proposé à propos du choix entre les formations internes, au pays ou à l'étranger ; la dernière section présente les différentes sources de financement des formations.

La lecture de ce chapitre permettra de :

- mieux comprendre l'utilité et le contenu d'un code éthique pour les radiodiffuseurs communautaires ;
- disposer d'un modèle de code de conduite à appliquer en l'état ou à adapter selon les circonstances locales ;
- découvrir le contenu des différentes formations utiles pour les radiodiffuseurs communautaires ainsi que des suggestions pour la planification et l'organisation générale des activités de formation.

◀ LE CODE DE CONDUITE

La conduite du personnel d'une radio communautaire est déterminante pour la quête de l'efficacité, de l'intégrité et d'une image positive qui garantissent son succès. Quelques législations nationales sur la radiodiffusion qui comprennent des dispositions pour la radio communautaire ont aussi adopté un code de conduite pour les radiodiffuseurs. De son côté, le projet de radio communautaire *Tambuli* financé par l'UNESCO et DANIDA, a rédigé son propre code ⁽¹⁾.

Bien que la plupart des codes de conduite aient une approche générale quasi identique, il peut y avoir nécessité d'inclure des points particuliers en fonction des conditions spécifiques à un pays. Par exemple, dans les pays qui autorisent la publicité et les campagnes électorales sur la radio communautaire, la démarche éthique relative à ces aspects peut être insérée dans le code.

Par conséquent, les radiodiffuseurs communautaires ont intérêt à constituer des associations et à définir un code de conduite applicable à leur situation. Par essence, celui-ci doit servir d'instrument

Les responsabilités

"Comme tous les privilégiés, celui d'avoir accès à une radio s'accompagne de responsabilités – envers l'institution et plus encore envers la société.

Toute personne qui exerce un pouvoir de communication a le devoir de préserver la dignité de la station de radio et de l'ensemble de ses collègues. La radio est un instrument de pouvoir qui doit être utilisé avec précaution dans le but d'entretenir des relations justes, honnêtes et de franche communication avec les membres de la communauté et non d'assouvir des besoins égoïstes. Il est facile de découvrir si un animateur de radio défend ses intérêts ou ceux de la communauté à laquelle il appartient" (2).

"La radio de la haine": une mise en garde

L'ancien directeur général de l'Unesco, Amadou Mahtar M'Bow, déclarait : " La radio est un instrument de pouvoir très puissant dont l'utilisation peut aller à l'encontre des intérêts de ceux qu'elle est censée servir. Nous avons vu au Rwanda, une station de radio, Radio Mille Collines, participer activement et de manière criminelle à la tragédie qui a affecté ce pays. Afin de prévenir... toute violation des droits de l'homme, même les plus élémentaires, les responsables des médias communautaires et les défenseurs des droits de l'homme, tentent de faire adopter, sur le plan international, une charte de la communication des peuples qui établit des principes directeurs en vue d'éviter de tels abus". Cette charte stipule qu'"on ne peut accepter de restriction à l'accès à l'information que pour des raisons de force majeure, conformes aux critères internationaux des droits de l'Homme ou dans le but de protéger une société démocratique, ou les droits élémentaires des autres".

professionnel d'autorégulation, et ne pas être une loi ou un règlement imposé par le gouvernement. La communauté dont les intérêts sont défendus par la station de radio doit également être tenue informée du code de conduite.

Le code de conduite présenté ci-dessous regroupe des éléments de plusieurs sources, mais il a été élaboré à partir du code de la radio communautaire *Tambuli*. Il s'agit d'un prototype qui peut être utilisé ou modifié selon les besoins des radios communautaires.

UN EXEMPLE DE CODE DE CONDUITE

Préparation et réalisation des émissions

Généralités

- La préparation des émissions doit être minutieuse pour permettre l'émergence de nouvelles idées, de nouvelles informations et de nouveaux points de vue.
- Les animateurs doivent s'assurer de la fiabilité de leurs sources d'information et bien structurer leurs émissions avant la diffusion.
- Il convient de veiller à trouver un équilibre entre les actualités, les divertissements et les émissions d'intérêt public.
- Les programmes doivent refléter un équilibre entre les intérêts des

différentes composantes, majoritaires et minoritaires de la communauté.

La recherche

- Les radiodiffuseurs doivent activement et constamment rechercher des informations nouvelles, intéressantes et détaillées. En fin de compte, ce sont les recherches et les enquêtes les plus approfondies qui seront considérées comme les sources les plus fiables

La décence et le bon goût

- Les émissions doivent exclure tout ce qui est indécent, obscène, ou choquant pour la morale publique ou les convictions religieuses des différents membres de la communauté.
- Les émissions doivent promouvoir les bonnes relations entre les différentes catégories de la communauté et éviter bien évidemment de leur causer préjudice.
- Les sujets liés à la brutalité, à la violence, aux atrocités, à la consommation abusive de drogues et aux obscénités doivent être traités avec la précaution et la délicatesse nécessaires, toujours dans leur contexte et de façon motivée. Ils doivent être entourés de précautions particulières lorsque des enfants sont susceptibles de suivre l'émission.
- Les radiodiffuseurs doivent tenir compte du fait que pour les audi-

teurs, notamment les enfants et les adolescents, les annonceurs et présentateurs peuvent représenter des modèles, et ils doivent se comporter en conséquence.

Le respect de la vie privée

- Les radiodiffuseurs doivent aborder avec prudence et discernement les sujets en rapport avec la vie privée et les situations personnelles. L'impératif pour la société d'être informée, et même le droit à l'information n'autorisent pas à empiéter sur la vie privée des gens. Mais il peut y avoir des cas exceptionnels, impératifs et légitimes qui dérogent au droit au respect de la vie privée.
- Les informations recueillies de manière officieuse doivent être traitées comme telles par le journaliste.

Pour une approche positive et constructive

- Les radiodiffuseurs doivent à tout prix résister à la tentation de propager des rumeurs, des commérages, des polémiques, des critiques et de la propagande indirecte dans leurs émissions.
- Lorsque l'intérêt public est en jeu et qu'un débat contradictoire peut être organisé, les radiodiffuseurs doivent faire tout ce qui est en leur pouvoir pour présenter les points de vue de toutes les parties concernées.

- Les radiodiffuseurs doivent mettre en valeur les informations intéressantes et utiles plutôt que de s'appesantir sur des controverses douteuses.
- Lors de la présentation d'un problème, au lieu de déplorer la situation, il convient plutôt de l'aborder sous un angle positif afin de déterminer les actions éventuelles à mener pour le résoudre, et par qui elles doivent l'être.

La conduite au travail

Le travail d'équipe

- Toutes les personnes qui travaillent pour une radio communautaire forment une équipe et elles doivent agir et travailler dans cet esprit. Ce qui signifie, entre autres, être disposé à aider les collègues en difficulté quelle qu'en soit la raison et leur fournir les informations, les contacts et les matériels dont ils pourraient avoir besoin.
- Chacun doit participer à titre individuel aux évaluations et aux discussions et inciter les collègues à porter un jugement et à commenter leur travail.
- Chacun doit être prêt à accepter les critiques émises lors des évaluations et à s'y conformer.
- Les producteurs doivent accepter de faire la promotion des autres émissions de la station.

- Pour les émissions en direct, le responsable reste jusqu'au début de l'émission suivante au cas où son collègue aurait du retard. Il ne doit jamais y avoir de "blanc" à l'antenne.

Le respect dû à la direction

- Les animateurs doivent respecter les responsables et se conformer aux directives administratives et de fonctionnement mises en place par la direction.
- En cas de désaccord entre les membres du personnel et la direction, il faut d'abord soumettre le problème à la direction. S'il ne peut être résolu à ce niveau, le dossier sera transmis au conseil d'administration de la radio communautaire, dont la décision doit être sans appel. Ces discussions doivent se dérouler dans le respect des parties en présence et du processus démocratique, dans le seul intérêt de la station et de la communauté qu'elle dessert.

La ponctualité et la disponibilité

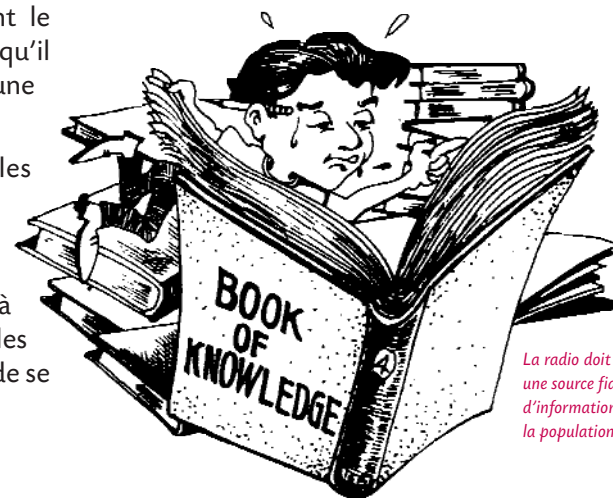
- Les personnes qui entrent en studio doivent être ponctuelles, et se ménager suffisamment de temps pour se préparer et apprêter leurs matériels et s'entretenir si cela est nécessaire avec le directeur de la station, ou les invités ou les personnes à interviewer. Elles doivent arriver

au moins dix minutes avant le début de l'émission, bien qu'il soit conseillé de prévoir une marge de temps plus large.

- En cas d'indisponibilité, les personnes concernées doivent informer le directeur de la station de radio au moins 24 heures à l'avance afin qu'il puisse les remplacer et avoir le temps de se préparer correctement

La conduite au studio

- L'introduction des armes dans le studio doit être interdite, y compris aux policiers et aux militaires.
- La consommation de boissons ou de drogues illicites doit être considérée comme une violation de l'image et de l'intégrité de la station de radio. Il en va de même pour ceux qui se présenteraient à la station de radio en état d'ébriété ou sous l'influence de la drogue.
- Les invités et les parents doivent recevoir des consignes sur le comportement à tenir, notamment en ce qui concerne l'ordre établi et le silence à respecter dans le studio.
- Les invités doivent éviter de distraire les animateurs, de perturber le déroulement des émissions, ou de toucher ou dérober le matériel et le patrimoine de la station.



La radio doit être une source fiable d'information pour la population.



Le présentateur ne doit jamais arriver au studio moins de 10 minutes avant l'émission.

Le cas de force majeure est la seule excuse valable

"Un présentateur ne peut être dispensé d'autorisation préalable d'absence qu'en cas de force majeure, telle que le décès d'un membre de sa famille ou s'il doit conduire à l'hôpital un de ses parents qui a 40° de fièvre" ⁽³⁾.



- Lors des visites organisées de la station, les enfants doivent toujours être accompagnés d'un parent ou d'un adulte responsable.

L'entretien du matériel de studio

- Chaque membre du personnel de la station doit veiller à la préservation des équipements et des biens de la station de radio.
- L'utilisation du matériel de studio doit être réservée à des personnes formées, qualifiées et autorisées à s'en servir.
- Les équipements dont on ne se sert pas doivent être éteints. Après utilisation, le matériel doit être nettoyé, vérifié, protégé et correctement rangé.
- Aucun appareil ne doit sortir du studio sans l'autorisation préalable du directeur de la station ou de toute autre personne habilitée par lui à cet effet. L'idéal serait d'obtenir une autorisation écrite.
- Le matériel emporté hors studio doit être retourné immédiatement après utilisation.
- Les conditions d'utilisation et d'emprunt doivent être édictées. Un registre des utilisateurs et des emprunteurs doit être tenu.
- Le personnel doit immédiatement signaler toutes les anomalies, pertes ou détérioration des matériels au directeur de la station ou à d'autres responsables, en

indiquant la date et les circonstances des faits.

- Sur la base des différents points abordés ci-dessus, le directeur de la station, en accord avec les autres membres du conseil d'administration de la radio communautaire, établira les règles d'utilisation des équipements et veillera à ce que l'ensemble du personnel en soit informé.

Le comportement du personnel à l'extérieur de la station de radio

- Les radiodiffuseurs communautaires sont des réformateurs et des acteurs favorables à un changement positif et au développement [de la société]. Leur comportement dans la société et en famille, et leur mode de vie en général au sein de la communauté doivent correspondre à l'image qu'ils projettent à travers les émissions de la radio communautaire.
- Toute personne reconnue coupable de crime ou d'activité illicite doit immédiatement être démise de ses fonctions. La direction de la radio communautaire doit être dotée du pouvoir de suspendre ou de démettre dans ces cas-là, notamment lorsque le maintien de la personne s'avère préjudiciable pour l'image et la réputation de la station.
- Les membres du personnel sont tous tenus au secret professionnel.

La recherche de fonds, de publicité ou de parrainages

- Seules les personnes désignées par la direction sont habilitées à solliciter ou à accepter les dons, les subventions, les parrainages ou toutes autres formes de financement pour la radio communautaire ou pour des programmes spécifiques. L'autorisation de recherche ou de collecte de fonds doit être écrite.
- Aucune station de radio ne doit accepter des fonds provenant d'une activité illégale ou qui aurait un impact négatif sur la communauté, la société ou sur le pays, tels que les jeux d'argent, la contrebande, le trafic de drogue, la production et la fourniture de tabac et d'alcool, les entreprises qui endommagent et polluent l'environnement etc.
- La station ne doit pas accepter de l'argent de la part des partis politiques ou d'autres groupes de pression qui pourraient ultérieurement compromettre son indépendance éditoriale.

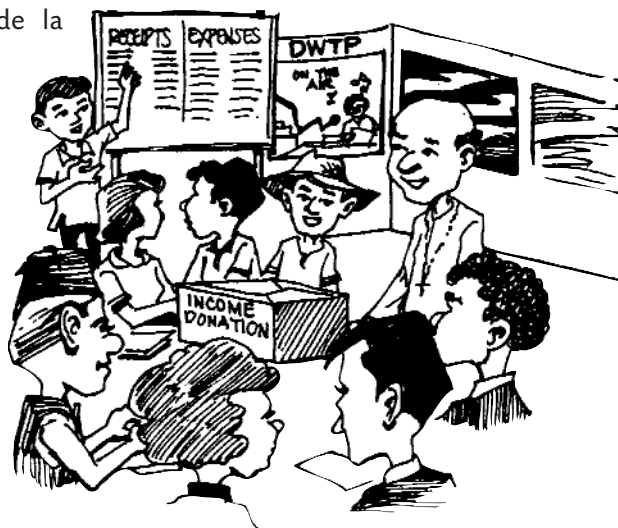
La gestion des ressources financières

- La radio communautaire doit désigner un trésorier qui est tenu d'ouvrir un compte bancaire et gérer ses recettes et dépenses. Le choix de la banque est fait d'un commun accord avec la direction de la radio.



- Une double signature est nécessaire pour effectuer des retraits sur le compte bancaire.
- L'ensemble des fonds, dons, recettes, sommes collectées et autres revenus doivent être remis au trésorier le plus tôt possible et jamais plus de 24 heures après réception. Toute personne qui conserve des fonds au-delà de cette limite peut être accusée de détournement et sanctionnée en conséquence.
- Le trésorier doit tenir un registre de toutes les recettes et dépenses. Il peut être inspecté à tout moment par n'importe quel membre de la direction ou par les autorités.
- Ce n'est qu'après la remise des fonds et la délivrance d'un reçu par le trésorier que l'argent sera considéré comme disponible. Personne n'a le droit d'utiliser des fonds non enregistrés même pour rembourser des dépenses justifiées.
- Le directeur de la station doit disposer d'une caisse pour les dépenses courantes. Ce fonds doit être réapprovisionné par le trésorier quand il atteint un certain plancher fixé à l'avance. Tous les mouvements comptables de cette caisse doivent être enregistrés.

- Les membres de la communauté doivent être régulièrement informés de la situation financière de leur station de radio, et peuvent à tout moment demander des explications.



Les émissions politiques

(sous réserve d'autorisation)

- La direction de la radio communautaire doit vérifier dans le détail les dispositions législatives concernant la couverture des campagnes électorales et les respecter scrupuleusement.
- Les animateurs doivent veiller à ne pas avantager ou désavantager un parti politique ou un candidat.
- Les partis politiques agréés et leurs candidats doivent bénéficier du même traitement et du même temps de parole. Dans ce contexte, l'égalité tient compte de la durée de l'émission, de la qualité de la présentation et de tous les avantages possibles liés à l'heure et à la date de diffusion.
- Si ces conditions d'équité ne conviennent pas aux différents

protagonistes, on pourra procéder à des tirages au sort ou à tout autre système similaire.

- Les actualités et autres programmes d'information doivent être montés dans le strict respect des faits en évitant de les infléchir en faveur ou au détriment d'un parti politique ou d'un candidat.
- Toute personne travaillant pour une radio communautaire, y compris les dirigeants, doit démissionner de son poste ou suspendre ses activités au sein de la radio avant ou dès qu'elle s'engage en faveur d'un parti politique

Attention aux maisons de disques

"Les stations de radio communautaires peuvent être amenées à diffuser de la musique tous les jours. L'industrie du disque les aide à faire "moudre des disques" et non à offrir à la communauté de bons programmes. Quand une maison de disques offre gratuitement de la musique à une station, elle la transforme en auxiliaire de vente, compte tenu du fait que la radio est le seul moyen qui permet aux auditeurs de découvrir les nouveautés musicales. En Afrique du Sud, les ventes de disques ont considérablement augmenté avec le développement des radios communautaires. L'autre préoccupation concerne les cadeaux et autres attentions dont les maisons de disques couvrent les programmeurs chargés établir "l'ordre de passage" des disques qui donnent à la station de radio son identité" ⁽⁴⁾.



Quelques exemples types de conflits d'intérêt possibles entre des recettes publicitaires et l'intérêt général

- Accepter des recettes publicitaires provenant des fabricants ou distributeurs de nourriture pour bébés, ou bien faire la promotion de l'allaitement maternel comme étant le meilleur pour la santé des nourrissons.
- Faire la publicité des fabricants de pesticides, ou bien promouvoir l'agriculture biologique.
- Accepter des fonds des multinationales de boissons gazeuses, ou bien faire la promotion des jus de fruits locaux.
- Faire financer un programme agricole par des distributeurs ou des entreprises commerciales, ou bien aider les agriculteurs à obtenir de bons prix pour leurs produits.
- Obtenir des financements auprès d'une société d'exploitation minière locale, ou bien sensibiliser les gens sur son impact négatif sur l'environnement.

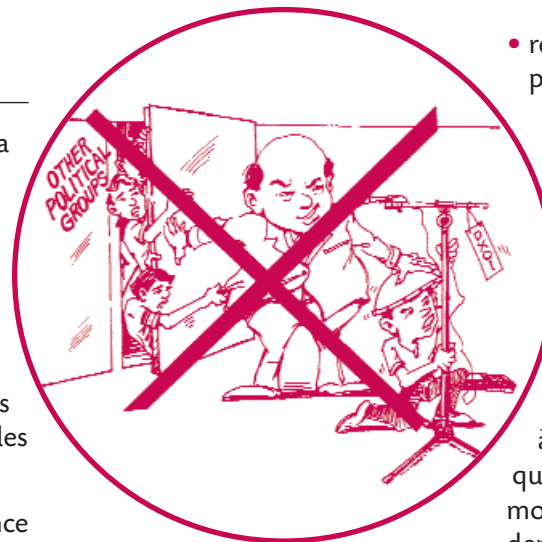
Le point de vue d'une radio commerciale

"Après la série d'élections qui se sont déroulées en Equateur sur une courte période, le propriétaire d'une station privée à Cuenca a déclaré, en plaisantant à moitié : "Cette période d'instabilité politique a sauvé plus de la moitié d'entre nous de la faillite !" ⁽⁵⁾.

La publicité et le parrainage

(sous réserve d'autorisation)

- La direction doit décider si la publicité, lorsqu'elle est autorisée par la loi, est compatible avec les buts et les objectifs de la radio communautaire.
- Si la direction accepte la publicité, elle doit établir les critères à respecter pour la diffusion des publicités commerciales.
- Celles-ci doivent de préférence faire la promotion des événements, des produits et des services organisés ou proposés dans la zone géographique de la radio communautaire.
- La direction ne doit pas accepter de faire la publicité des entreprises qui fabriquent des produits nocifs pour la santé et le comportement des individus, de la communauté, ou de la société (ex : tabac et l'alcool). Elle doit également refuser de promouvoir des produits qui affectent le pouvoir socio-économique des personnes les plus pauvres (ex : les aliments sans valeur nutritive, les boissons gazeuses et autres produits de consommation de même catégorie dont les prix sont relativement élevés).
- En ce qui concerne les parrainages – lorsqu'ils sont autorisés – mais également la



publicité, il faut veiller à ce qu'il n'y ait aucun conflit d'intérêts entre le commanditaire et l'annonceur, et les objectifs de progrès et de développement de la radio communautaire.

La publicité des partis politiques et des candidats

La promotion d'intérêts politiques pendant les campagnes électorales – à la différence des émissions politiques – pose un problème particulier. Les dirigeants d'une radio communautaire ont le choix entre trois solutions :

- appliquer le principe de l'égalité de traitement et de la durée de diffusion aux annonces publicitaires, comme aux émissions de partis politiques.
- accorder à chaque parti la faculté de payer autant de temps d'antenne qu'il le souhaite ou en a les moyens.

- refuser toute publicité de partis politiques ou de candidats.

Certaines radios communautaires font payer les publicités politiques plus cher que les annonces commerciales ; elles tentent ainsi de résoudre le problème de viabilité qui affecte toutes les radios communautaires, en vendant bon gré mal gré du temps d'antenne à toutes les tendances politiques qui le souhaitent et en ont les moyens. Néanmoins, on peut se demander si une radio communautaire a pour mission d'aider des partis déjà puissants à renforcer leur position par rapport à des adversaires plus faibles qui pourraient favoriser le développement des progrès sociaux. D'un point de vue déontologique, il serait peut-être préférable d'appliquer le principe d'égalité ou de ne pas accepter de publicité politique, même si cela constitue un manque à gagner.

LA SÉLECTION DES RADIODIFFUSEURS COMMUNAUTAIRES

Certaines radios communautaires travaillent avec des personnes choisies pour leur engagement en faveur du développement social et de l'amélioration des conditions de vie de leur communauté, et qui considèrent que la radio est un

instrument au service du développement social. D'autres radios communautaires ont les moyens de faire appel à des personnes qui disposent d'une certaine expérience et qui ont une formation en communication ou en journalisme, mais qui n'appartiennent pas à la communauté. Le fait d'avoir une meilleure éducation et beaucoup de connaissances par rapport aux simples membres de la communauté ne les avantage pas a priori tant qu'ils ne maîtrisent pas le mode de fonctionnement de la communauté.

Pour la sélection au sein de la communauté, on applique généralement certains critères, qui viennent s'ajouter à l'engagement : les élus doivent résider dans la communauté ; ils doivent avoir une bonne expression orale ; ils doivent avoir de bonnes mœurs et des aptitudes à diriger ; ils peuvent appartenir à toute ethnie, groupe religieux ou parti politique de la communauté ; enfin, ils doivent être prêts à suivre une formation de base et à travailler comme bénévoles.

L'équilibre entre les femmes et les hommes est très important. Dans plusieurs pays, ce sont surtout les hommes qui profitent des offres de formation, mais il est indispensable que les femmes participent à ce processus au même titre que les hommes. Indépendamment des questions fondamentales de respect

de l'égalité des sexes, la majorité des radios communautaires ont un public composé en grande partie d'auditrices qui ont besoin d'informations que d'autres femmes sont mieux à même de leur fournir. La présence de femmes à l'antenne encouragera les autres femmes à assumer des fonctions identiques de responsabilité dans les affaires et le développement de la communauté.

Et la présence des femmes permet généralement d'améliorer la stabilité du personnel car elles sont moins enclines à abandonner la communauté pour aller chercher du travail ailleurs.

Dans une radio communautaire en Afrique du Sud, qui propose des formations aux radiodiffuseurs, l'égalité entre les hommes et les femmes est une des conditions à remplir pour la mise en place des cours de formation. (Voir l'étude de cas n°4). Pour des raisons culturelles, il serait difficile d'insister sur cette condition dans certains pays, mais elle devra certainement devenir un objectif dans tous les pays.

LA FORMATION DES RADIODIFFUSEURS COMMUNAUTAIRES

Très souvent, le démarrage des stations de radio communautaires est assuré par des personnes qui n'ont jamais mis le pied dans un

studio de radio, jamais tenu un micro, et jamais eu à travailler dans l'univers des médias ou du journalisme. La formation de ces personnes constitue un intéressant défi, mais l'expérience a prouvé qu'il n'est pas impossible à relever.

Le contenu de la formation

Pour faire de la radio, il faut avoir plusieurs cordes à son arc. Celles-ci se répartissent en trois domaines :

La technique – l'utilisation des matériels et les réparations simples.

La production des émissions – elle concerne les spécialités telles que les débats radiophoniques, la diction, l'écriture des scénarios, les techniques d'interview, la collecte, la rédaction et la lecture des informations, la production de magazines, la réalisation de publicités, de bandes annonces et de messages d'intérêt public, la réalisation d'émissions avec la participation des membres de la communauté, la théorie et les pratiques de base de la communication.

La gestion et le fonctionnement – qui comprend les connaissances en gestion, la programmation générale d'une radio communautaire, la promotion de l'image de la station, les méthodes de sondages de l'auditoire, les lois et les codes déontologiques applicables à la radio.

Le point de vue de Martin Allard sur la formation technique

"Je pense qu'à l'avenir, le rôle de technicien dans les radios communautaires ne sera plus considéré comme une activité séparée et que les dirigeants et les réalisateurs des stations devront recevoir une formation technique de base" (6).

L'expérience de la formation à Radio Sagarmatha, au Népal

Deux types de formation ont été dispensés : le premier, qui mettait l'accent sur les concepts et les techniques de base, a permis d'améliorer les connaissances générales et de réunir de nombreux candidats. Le deuxième, qui prenait en compte les besoins spécifiques et le contexte de la station de radio, était consacré aux réalisateurs et à l'élaboration de nouvelles émissions.

La première formation a été réalisée avec l'aide étrangère, en général des Centres de formation des radios internationales. Cette formation était importante pour l'identification et le développement des ressources humaines. Bien que le Népal dispose d'excellents professionnels, la contribution de leurs collègues étrangers a été réellement bénéfique.

La seconde formation était animée par des professionnels locaux et visait à intégrer les besoins de la station de radio et des participants par la planification et l'organisation de sessions de formation utilisant une approche plus concrète et moins théorique. Elle s'est avérée utile pour le développement général de la station et adaptée à ses moyens techniques. Cette formation a été réalisée par le personnel de la station et des conseillers techniques internationaux qui travaillent dans la région. Elle a mis l'accent sur le renforcement des connaissances du personnel en place plutôt que sur de nouveaux effectifs.





*Savoir écouter et très important : être à l'écoute des réactions, des opinions, mais écouter également de la bonne musique et ses propres chansons !
Au Centre pour la Jeunesse d'Olongapo, aux Philippines, Shirley écoute un enregistrement pour l'émission du matin.*

En outre, tout employé d'une radio communautaire doit être parfaitement au courant du code de conduite à respecter.

Les catégories et les différentes phases de la formation

La formation du personnel des radios entre dans deux grandes catégories :

- la formation préliminaire, qui exige que le personnel soit en mesure d'assumer des fonctions de base ;
- le perfectionnement des acquis jusqu'à ce qu'il puisse complètement assumer une ou plusieurs fonctions spécifiques de la radio : réalisateur, présentateur, reporter, technicien de studio etc. Dans plusieurs petites radios communautaires, le personnel doit apprendre à assumer chacune de ces fonctions.

La formation préliminaire

Son contenu est divisé en trois parties :

- la philosophie de la radio communautaire et son rôle dans la

diffusion des informations, le divertissement, et l'éducation, notamment par rapport à l'évolution et au développement ;

- les principaux éléments du code de conduite des radiodiffuseurs communautaires ;
- l'utilisation des matériels de radiodiffusion et les éléments de base de la réalisation.

Dans certaines radios communautaires, cette formation de base s'inscrit dans un cours préliminaire intensif qui dure environ trois semaines et se déroule au sein de la communauté. Elle doit prévoir un grand nombre de travaux pratiques, comme pour toute formation de radiodiffuseurs.

Bien entendu, pour assurer cette formation préliminaire dispensée lors du démarrage de ses activités, une radio communautaire a besoin d'une aide extérieure en termes de formateurs et de financement. Les formateurs peuvent provenir d'autres radios communautaires expérimentées ou des radios publiques du pays.

La formation préliminaire peut aider à la sélection du personnel. Il est important de faire appel à plus de candidats que nécessaire pour pouvoir sélectionner les meilleurs d'entre eux à la fin de la session.

Une fois que la radio communautaire commence à fonctionner, les

nouvelles recrues peuvent acquérir les rudiments de base auprès du personnel déjà formé, en apprenant au fur et à mesure de la pratique, et compléter cette formation par quelques sessions d'initiation à la philosophie, au code de conduite et à d'autres concepts de la radio communautaire.

Le perfectionnement des connaissances

Les radiodiffuseurs communautaires doivent actualiser leurs connaissances en permanence. Même les plus anciens ont quelque chose à apprendre des plus jeunes, par la lecture ou encore à travers les réactions suscitées dans la communauté par l'une de leurs émissions. En outre, la radio utilise de plus en plus les nouvelles technologies.

Il est vrai qu'on finit par atteindre un certain niveau de perfectionnement au fur et mesure de la pratique, mais cela ne suffit pas. Il existe d'autres moyens d'améliorer le travail des radiodiffuseurs.

La formation interne ou au pays.

On peut faire appel à des formateurs nationaux ou étrangers pour l'organisation de courtes sessions de formation portant sur différents domaines spécifiques de la radio-diffusion et de la production de programmes.

Ces formations peuvent être plus efficaces et peu onéreuses si l'on

parvient à rassembler les stagiaires de plusieurs radios communautaires. L'autre avantage de ce regroupement, c'est d'ouvrir la voie à de futures relations de coopération et d'échanges entre les différentes stations. Par exemple, la contribution du personnel d'une radio communautaire à l'évaluation des programmes et des services d'une autre peut s'avérer très utile. Le regard extérieur peut avoir une valeur inestimable, en même temps qu'il permet de tirer les leçons de l'expérience des autres.

Les stages dans d'autres stations de radio. On peut toujours parvenir à un accord avec une autre station de radio communautaire ou publique plus expérimentée et y envoyer des stagiaires pour un détachement d'une certaine durée. Dans certains pays, notamment en Afrique du Sud, la première radio communautaire créée est devenue un centre de formation pour les autres radios moins expérimentées ⁽⁷⁾. Cette collaboration comporte plusieurs avantages, en particulier en termes de coûts et d'échanges d'expérience. Si le détachement a lieu dans une autre radio communautaire et qu'il est réussi, les stagiaires peuvent également tirer des enseignements sur les méthodes utilisées pour résoudre certains problèmes et pour introduire des idées novatrices et créatives dans la programmation.

Il convient d'être prudent en matière de détachements auprès des stations de radio commerciales. Elles ont une philosophie si différente de celle de la radio communautaire que, même si le ou la stagiaire en tire quelques connaissances techniques sur la réalisation des programmes, il (ou elle) n'apprendra rien sur l'utilisation de la radio au service du développement social.

Les bourses de spécialisation à l'étranger : plusieurs grandes chaînes mondiales de radiodiffusion organisent des stages professionnels dans leur pays. Entre autres, on peut citer Radio Netherlands, la BBC et Deutsche Welle. Certains gouvernements et agences de développement offrent des bourses pour les radiodiffuseurs communautaires afin de leur permettre de suivre des cours dans l'un de leurs centres de formation. Certes, cette aide permet aux stagiaires d'acquérir les connaissances précieuses dans tous les aspects de la production de programmes radio-phoniques, mais elle peut comporter quelques inconvénients que nous préciserons dans la section suivante.

Formation interne, au pays ou à l'étranger ?

Chacune des formules ci-dessus comporte des avantages et des inconvénients.

Une formation interne effectuée dans les locaux de la station de radio communautaire permet d'offrir le cadre de formation le plus adapté au terrain : les stagiaires utilisent le matériel de la station, travaillent avec son personnel, et dans les conditions d'exercice de leurs futures activités. Elle permet d'économiser des frais de voyage et de séjour pour les stagiaires.

Le principal inconvénient de la formation au sein de l'entreprise c'est que les stagiaires, dont certains caressent peut-être le rêve d'une future carrière, pourraient penser que cette formation est moins valorisante qu'une formation effectuée dans la capitale ou mieux encore à l'étranger, par exemple. Par conséquent, ils peuvent être moins motivés.

Une formation au pays, organisée hors de la communauté, a davantage de prestige aux yeux des bénéficiaires comme c'est le cas pour un détachement auprès d'une autre station de radio. Autres avantages : les contacts et les échanges susceptibles d'être approfondis dans l'avenir, sur la base d'un travail fait en commun, avec des professionnels du même métier.

Les stages de formation à l'étranger sont les plus prestigieux et les plus onéreux de tous ; ils ouvrent des perspectives

"Beaucoup de gens pensent que la radio est un moyen de communication "en tête-à-tête", qui s'adresse à de nombreux auditeurs anonymes. C'est un concept que l'on trouve dans les toutes premières publications de recherches sur le "lâcher de tracts par avion" qui consiste à "asséner" des informations à une population homogène.

Et pourtant, à l'autre bout de l'antenne, derrière chaque poste de radio, on ne trouve généralement qu'un, deux ou trois individus, de vraies personnes. Et quelquefois, on est captivé par le talent naturel des animateurs à établir la communication interpersonnelle, par les voix qui s'adressent à chaque individu du vaste public – à l'instar des politiciens, des chefs religieux, des disc-jockeys, qui s'intéressent aux personnes ou encore des grands présentateurs de radio. Ils parlent avec un charme naturel, une aptitude innée à "tenir" le public, un charisme pour attirer l'attention, y compris de ceux qui ne croient pas ce qu'ils disent. Ils ont une intime conviction et la font partager aux autres en attirant leur attention sur leurs propres interrogations, leurs doutes et leurs hésitations.

Il faut reconnaître que ces animateurs ont du succès parce qu'ils défient les règles conventionnelles de la communication. Ils ne lisent pas des textes, ils en relèvent le sens, ils ne s'y réfèrent que pour préciser leur signification profonde. Le micro n'est qu'une interface électronique intermédiaire entre eux et le public. Au-delà du micro, ils parlent aux gens et avec eux. Ils se servent des médias, sans leur accorder trop d'importance, pour toucher la population. C'est une conception très particulière des médias interpersonnels qui tend à disparaître de nos jours".

Carlos A. Arnaldo





de carrière au-delà de la station de radio communautaire d'origine des stagiaires. C'est là justement l'un des inconvénients des stages à l'étranger en termes de stabilité du personnel. Ils comportent également d'autres inconvénients, et notamment le fait d'utiliser des moyens techniques différents et de découvrir d'autres conditions de travail peut décourager les stagiaires lorsqu'ils retournent dans leur petite radio communautaire ; ce qui augmente la probabilité

Le financement des formations

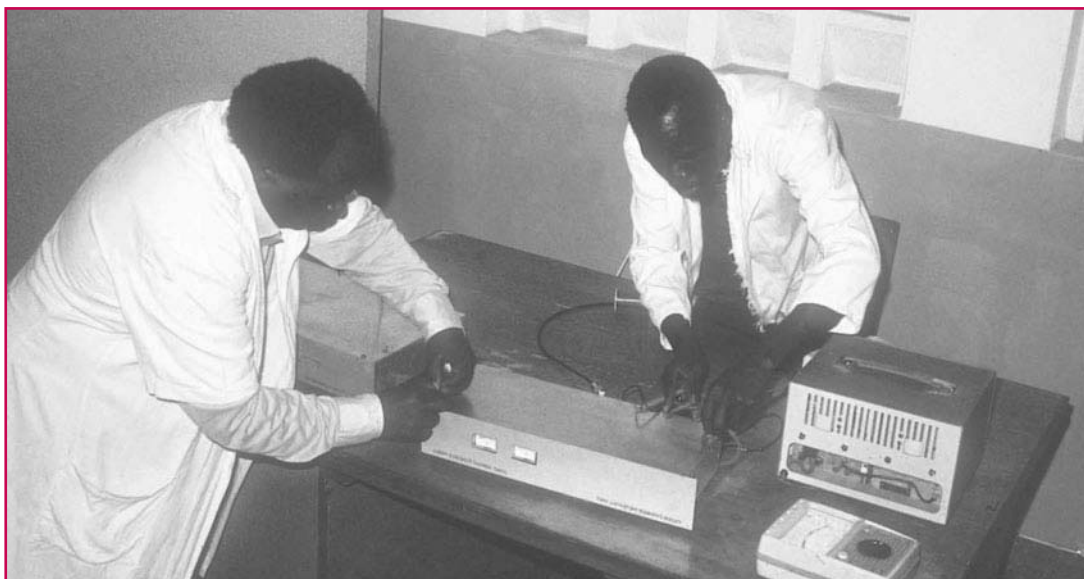
Il existe plusieurs sources de financement des formations des radiodiffuseurs communautaires. Les projets financés par les agences de développement internationales et les ONG pour l'acquisition du matériel de base d'une radio comprennent en général la formation du personnel. Ces fonds permettent d'assurer au moins la formation initiale nécessaire au démarrage de la station de radio, mais elle peut également prévoir le perfectionnement des connaissances sur le long terme.

Les agences de développement et les ONG peuvent également offrir des bourses aux radiodiffuseurs communautaires. Certaines sont destinées à une formation à l'étranger, mais beaucoup sont également utilisées pour des détachements professionnels liés à la formation.

On peut également trouver des financements à l'intérieur du pays dans le cadre de certains projets de développement. Par exemple, lorsqu'un projet – qu'il concerne la protection de l'environnement ou la santé – a besoin d'être soutenu par des émissions de radio, l'agence donatrice peut financer la formation des animateurs de manière à ce qu'ils réalisent ainsi des émissions plus adaptées au projet.

Quelles que soient les sources et les types de financement d'une formation dans un pays donné, la direction d'une radio communautaire doit constamment prévoir les besoins en formation du personnel. D'une part, un meilleur niveau de compétence permet d'obtenir de meilleurs résultats et de renforcer la stabilité du personnel. D'autre part, dans le cas où la plupart des animateurs sont des bénévoles au chômage, la radio connaîtra inévitablement de fréquents renouvellements de personnel. C'est pourquoi la direction doit être prête à toujours dispenser la formation nécessaire aux remplacements.

Photo : Unesco



Projet UNESCO pour la mise au point de l'émetteur à Homa Bay.

qu'ils acceptent l'offre d'une station plus grande. En fin de compte, les stages à l'étranger, bien qu'ils soient valorisants sur le plan technique, se déroulent dans un environnement culturel différent de celui des stagiaires, ce qui réduit les chances d'en tirer un bénéfice pratique.

1. La direction du projet Tambuli, *Code de conduite des radiodiffuseurs communautaires*. Projet Tambuli UNESCO – DANIDA, (Manille, 1998).
2. Op. cit.
3. Op. cit.
4. Extrait de Zane Ibrahim et Ms Adams, "Radio Bush 98.5 FM", (Voir l'étude de cas n°4).
5. Extrait de Bruce Girard, "Radio Chaguarurco", (Voir l'étude de cas n°5).
6. Martin Allard, "Technologia Adaptada", InteRadio, vol.9, n°1, Amarc, (Montréal, 1997).
7. Voir Zane Ibrahim et Ms Adams, "Radio Bush 98.5 FM", (Voir l'étude de cas n°4).

Chapitre 8

Les études de cas



LA RESPONSABILISATION DES MEMBRES DE LA COMMUNAUTÉ : L'EXEMPLE DES PHILIPPINES

La radio dans, pour, sur, et avec les membres de la communauté par Louie N. Tabing

Cette section comporte cinq études de cas de radios communautaires en Asie (Philippines et Népal), en Afrique (Ghana et Afrique du Sud) et en Amérique latine (Equateur). Leurs auteurs travaillent tous en étroite collaboration avec les radios concernées et ils nous livrent des points de vue intéressants sur leurs buts, sur la résolution des problèmes rencontrés et sur les résultats obtenus. A ce titre, leurs témoignages peuvent être très utiles pour toutes les personnes engagées – ou qui envisagent de se lancer – dans la radio communautaire.

Les études de cas ont été réécrites par les auteurs de la partie principale de ce manuel. Ils ont été contraints de les condenser, tout en conservant leur structure originelle. Ils espèrent avoir conservé fidèlement les informations essentielles. Certains passages, notamment ceux qui relèvent de l'anecdote, ont été supprimés des études de cas et insérés dans la partie principale du manuel.

La communauté d'Olutanga est-elle capable de gérer une station de radio ?

Dans les années soixante-dix, l'île d'Olutanga, dans la province de Mindanao, était le théâtre de fréquents et violents combats entre musulmans et chrétiens. Les centres des villes ont été complètement rasés à la suite de ces affrontements.

Cependant, après deux décennies de conflits sanglants, musulmans et chrétiens vivent aujourd'hui en paix dans cette île. La minorité musulmane est concentrée dans les régions du nord et du sud. L'île est habitée par une population clairsemée évaluée à environ trente-cinq mille personnes fixées pour l'essentiel dans trois villes.

En dépit du calme relatif actuel, les séquelles de l'instabilité et des menaces du passé sont toujours présentes : les maisons sont construites avec des matériaux fragiles comme si personne n'envisageait de s'établir définitivement dans l'île. Les dix-huit mille kilomètres de route poussiéreuse ou boueuses, selon les périodes de l'année, allongent les distances sur l'île et ne peuvent être empruntés que par des véhicules tout terrain. Les charrettes tirées par des buffles, les tricycles, les chevaux et les voyageurs se partagent la voie publique.

Afin d'augmenter leurs revenus, de nombreux habitants d'Olutanga se livrent à une agriculture et à une pêche artisanales dans des eaux maritimes surexploitées. Quelques commerçants ont monté des négoce qui fournissent des produits que la majorité de la population démunie peut produire ou acheter.

Il existe deux lycées, dirigés par des missionnaires. Le premier lycée qui dessert les villes de Mabuhay et Talusan, situées dans le Nord, compte moins de 300 élèves. L'autre lycée situé, à Suba-Nipa à l'extrême sud de l'île, a un effectif réduit. Il n'y a aucun enseignement technique ni professionnel. Très peu de parents ont les moyens d'envoyer leurs enfants à une école technique dans les grandes villes des îles voisines.

Les services publics de l'éducation, de la santé, de sécurité etc. sont réduits à leur plus simple expression. On ne trouve aucune banque sur l'île et les moyens de communication ne sont pas très développés, à l'exception des nombreux émetteurs-récepteurs radio portatifs.

Les touristes sont toujours surpris de découvrir que sur cette île, située à huit heures de bateau de la ville de Zamboanga, il existe une station de radio. Les habitants de l'île ont été les premiers surpris quand cette radio leur a été proposée en

1993 dans le cadre du projet Tambuli. Leurs doutes se sont renforcés lorsqu'on leur a proposé d'exercer un contrôle complet sur le fonctionnement de la station de radio.

Olutanga – un site idéal pour l'implantation d'une station de radio Tambuli

La première station de radio communautaire de Mindanao avait été proposée par des responsables catholiques locaux à Ipil, et non à Olutanga. Mais Ipil ne remplissait pas les conditions requises dans le projet *Tambuli* ; l'île était trop prospère et sa situation économique déjà assez florissante.

Le projet s'adressait à des communautés démunies en matière d'information et sur le plan économique, au milieu desquelles on pouvait installer des émetteurs FM et attirer le plus d'intervenants potentiels et où l'installation d'une station de radio communautaire aurait le plus d'impact. Olutanga, à 40 kilomètres des côtes littorales, correspondait parfaitement à ces critères. L'île était effectivement très pauvre et isolée. Le relief permettait la propagation sans problème du signal à partir d'un émetteur FM de faible puissance. Néanmoins il manquait une structure de coopérative locale. Il a fallu en créer une.

La visite préliminaire et les premières réunions

La première réunion de consultation, qui s'est tenue dans le couvent catholique, a été convoquée dans la précipitation par radio VHF. Moins de dix responsables ont répondu présent, dont des conseillers municipaux et le premier adjoint au maire de la ville, le prêtre de la paroisse et d'autres personnes qui ne cachaient pas leur scepticisme. Ils se sont empressés de faire remarquer que juste un mois auparavant, un

énergumène venu de Manille avait collecté de l'argent auprès des gens, en prétextant vouloir former des comédiens. Cet étranger avait disparu avec l'argent et on n'en a plus jamais entendu parler. J'ai dû les convaincre que personne, ni les équipements ni l'argent ne partiraient d'Olutanga aussi longtemps que la radio serait opérationnelle.

Ils ont demandé : quels sont vos objectifs ? Etes-vous venus nous vendre du matériel ? Des postes de radio ? Si vous travaillez vraiment pour l'UNESCO, pourquoi vous ne nous construisez pas des écoles ? Où est le piège ?

Ces questions nous ont été librement posées après que nous ayons présenté aux populations locales le projet *Tambuli* qui leur permettrait de disposer d'une station de radio communautaire. Néanmoins, la décision de création et d'exploitation de la station de radio appartenait aux responsables de la communauté. La municipalité pourrait s'en servir pour diffuser des informations. La station de radio deviendrait un instrument utile de service public. Les jeunes s'en serviraient pour " des disques à la demande et des messages ".

Pendant cette réunion d'une heure et demie, nous avons fait circuler quelques exemplaires de notre *Pré-projet Tambuli*, une publication sous forme de bandes dessinées, après quoi nous avons discuté du concept de la radio. Nous n'avons pas ménagé nos efforts pour convaincre les populations locales, et en même temps nous avons pu glaner quelques informations sur les responsables politiques et économiques les plus influents de la région. Je n'étais pas inquiet en ce qui concerne les gens qui posaient des questions pour vérifier le bien-fondé de nos intentions. Il est normal qu'une communauté pauvre vous soupçonne de vouloir lui tendre un piège lorsque vous lui faites une offre gratuite.

Il a été convenu qu'avant la rencontre suivante, les représentants des différents secteurs qui avaient participé à la première réunion consulteraient le maximum possible de personnes. Et ils viendraient ensuite présenter les points de vue et les impressions recueillies dans leurs quartiers respectifs. Ils profiteraient du délai pour consulter leurs mandants. Ce délai leur permettrait d'obtenir des renseignements sur notre véritable identité et sur nos objectifs.

Près de trente-cinq responsables parmi les plus importants ont pris part à la réunion qui s'est tenue quelques semaines plus tard. Des éducateurs, des agriculteurs, des pêcheurs, des femmes, des personnes de diverses confessions religieuses, des conducteurs de tricycles et des motocyclistes y assistaient. A la surprise générale, les premiers doutes sur la réalité du projet avaient disparu. De nombreux responsables ont apporté des résolutions en faveur de l'installation de la station de radio.

Les réunions suivantes ont permis de mettre en place un noyau de responsables chargés de suivre l'évolution du projet. Une instance provisoire a été mise en place avec les personnes présentes. Les responsables ont élu un groupe de représentants qui ont finalement été inscrits comme adhérents à la Fondation pour le développement de la communication de l'île d'Olutanga (OIMDF). Meriam Aranas, une femme dynamique membre du conseil municipal, a été placée à la tête de la Fondation.

L'une des premières décisions que la Fondation avait à prendre concernait le choix du site de la radio. Suivant la recommandation qui avait été faite de placer la station de radio hors d'atteinte des partis politiques et des groupes religieux, les responsables locaux ont décidé de ne pas installer la station de radio dans le couvent. Elle ne devait pas non plus être installée dans les locaux de la mairie, perçue comme un lieu de pouvoir. La proposition des responsables de la mairie d'abriter



la station ne pouvait être acceptée que si la cession d'un bâtiment ou d'un lotissement ne faisait l'objet d'aucune contrepartie. Pour accepter des dons, signer des accords, embaucher des personnes et gérer la station de radio, l'organisation avait besoin de personnalité juridique. C'est ainsi qu'a été décidée l'introduction de l'OIMDF à la Bourse des valeurs et échanges.

Par la suite, une autre instance s'est constituée parmi les membres de la Fondation. On a fait valoir que le projet initial *Tambuli* prévoyait la création d'un Conseil de communication communautaire (CMC) – indépendant de la Fondation agréée – chargé de prendre des décisions sur la radio et son fonctionnement. Il posait en principe le statut permanent des membres de la Fondation, qu'ils soient compétents ou pas, tandis que les membres du Conseil pouvaient être remplacés tous les ans si leur travail n'était pas jugé satisfaisant. C'est ainsi qu'un CMC composé de onze membres a également été créé. Il était présidé par Napoléon Aboc, un homme d'affaires par ailleurs retraité de la police.

Très vite, on s'est rendu compte que le CMC et la Fondation avaient des positions divergentes qui reflétaient l'opposition entre Aboc et Aranas, membres de partis politiques différents. La direction du projet *Tambuli* a compris que, au lieu de travailler en harmonie, il en résultait un climat de tension. La réconciliation entre les deux personnes a été une œuvre délicate et de longue haleine.

Le choix du site et l'installation des moyens techniques

Au tout début du projet, certains dirigeants de Suba-Nipa ont exercé des pressions claires pour que la station de radio soit installée dans cette ville du sud. Ils avançaient l'argument selon lequel Supa-Nipa avait la population la plus importante des trois villes. La

direction du projet *Tambuli* a défini des critères pour le choix du site du studio qui comprenaient : les possibilités d'accès des participants et des membres de la communauté, la sécurité des matériels, un bail et des dépenses modérées, par exemple pour la rénovation, les éléments techniques nécessaires à la retransmission, l'alimentation en énergie, la proximité d'un site élevé pour l'installation de l'antenne, et un lieu neutre qui ne saurait être monopolisé ou influencé par des groupes quelconques, ni réduire la place des autres groupes.

Le choix de l'emplacement de la station de radio a fait l'objet de discussions longues et houleuses. Comme la majorité des participants venaient de Mabuhay et Talusan, leur choix l'a emporté. La station de radio allait être installée dans le Nord. Un émetteur de 20 watts situé à Mabuhay suffirait pour assurer une bonne couverture de l'île. Plus tard, on pourrait envisager de créer une station annexe à Suba-Nipa.

Les premiers contacts ayant été pris par les responsables catholiques, notre hôte principal sur l'île a été le prêtre de la paroisse de Mabuhay. Il a accepté que la station de radio soit provisoirement installée dans le couvent. Le prêtre et plus tard son successeur ont joué un rôle important dans la mise en œuvre du projet, tout en adoptant un profil bas. L'engagement du clergé conférait existence et prestige au projet et permettait de dissiper tout soupçon de récupération politique.

La station de radio a commencé à émettre en juin 1993 à partir d'un studio situé provisoirement dans le couvent. Certains dirigeants proches de l'église catholique pensaient que le studio demeurerait au couvent de façon permanente. D'autres se sont élevés contre le fait que l'Eglise prenait position sur certaines affaires publiques, et ont émis des réserves sur l'installation permanente du studio dans le couvent, et déclaraient que les représentants des autres confessions religieuses éprouveraient quelques réticences, à participer aux émissions.

Au terme des discussions, il a été décidé que l'on maintiendrait temporairement le studio dans les locaux de l'église catholique. Toutefois, il pourrait être "relogé" plus tard dans un autre site permanent et "neutre".

L'installation du matériel

L'installation du matériel a été faite sous la supervision directe de l'ingénieur du projet, Romy Carballo. Il était assisté de cinq techniciens locaux auxquels il a donné des directives et qu'il a formés. Les matériels étaient fondamentalement identiques à ceux qui ont été énumérés dans l'annexe 4 du chapitre 4. La station a fonctionné sur la base d'émissions tests en concomitance avec une session de formation sur la programmation et la production dans la radio communautaire. La station de radio couvrait un rayon d'environ dix kilomètres et pouvait être captée aux quatre coins de l'île, bien que le signal arrivant à la ville de Supa-Nipa fût assez faible. L'ingénieur a expliqué aux populations que la station de radio étendrait sa zone de couverture lorsqu'elle serait transférée dans un bâtiment sur lequel on fixerait une antenne d'environ trente mètres de haut.

Former les liens à la radiodiffusion

On a décidé de choisir quinze bénévoles pour leur donner une formation de radiodiffuseurs en trois semaines. Des critères de sélection ont été fixés par le CMC, la Fondation et les responsables du projet *Tambuli*. Les leaders locaux – de la Fondation et du CMC – étaient chargés de sélectionner les candidats. Ils devaient veiller autant que possible à

l'équilibre de représentation entre femmes et hommes, groupes ethniques, confessions religieuses et tendances politiques.

Seuls quinze des trente-cinq candidat(e)s à la formation ont été sélectionné(e)s. Trois candidats non retenus se sont présentés à titre d'observateurs. Au nombre des élus figuraient des agriculteurs, des pêcheurs, des femmes, des musulmans et des jeunes. Deux instituteurs d'école primaire, un membre de la force paramilitaire et un préposé aux inscriptions électorales faisaient également partie du groupe.

Deux des participants devaient parcourir sept kilomètres chaque jour pour venir suivre la formation et quelquefois ils devaient être à la radio à cinq heures du matin pour commencer les essais d'émission. La majorité des autres stagiaires avaient au moins quelques kilomètres à parcourir.

L'équipe de formateurs était dirigée par un professeur de l'Institut de développement de la communication de l'Université des Philippines, de la radio DZLB de Los Banos, à Laguna, désigné par les responsables du projet. Le cours était composé de conférences, travaux pratiques, évaluation et production d'émissions. La formation était axée sur les domaines suivants : les débats radiodiffusés, l'élocution, le scénario, la collecte, la rédaction et la présentation des nouvelles, la production de magazines, la réalisation de spots radio, d'annonces publicitaires, les annonces de service public, les productions à participation populaire dans la communauté, la législation et l'éthique de la radio et la déontologie, l'initiation aux théories et pratiques de la communication et la programmation d'une station de radio communautaire. Une journée de visite pratique a été organisée dans les stations de radio de la ville de Pagadian.

Les stagiaires ont eu l'occasion de donner leur avis sur les formats et les horaires de diffusion des émissions de

la station de radio, et d'élire leur porte-parole. Le choix de Val Toto Samonte comme directeur de la station paraissait presque invraisemblable, d'autant qu'il était alors membre de l'unité paramilitaire de la région. De loin, à la direction du projet, nous ne parvenions pas à comprendre comment un militaire pouvait diriger une station de radio communautaire. Mais le choix de Toto s'est avéré le bon, dans la mesure où il avait des qualités de chef et un comportement social équilibré. C'était un volontaire passionné par son travail.

La construction d'un studio

En reconnaissance du rôle potentiel de la station de radio communautaire, le gouvernement provincial de Mabuhay a offert un terrain de 400 mètres carrés à la Fondation pour la construction de son propre studio.

Une campagne de collecte des fonds a été lancée. Le fait que la radio fonctionnât déjà a permis de convaincre les membres de la communauté d'apporter leur contribution. Au départ, on demandait à chacun de donner un peso. Beaucoup d'entre eux étaient contents de donner non pas un peso mais cinq ou dix pesos chacun.

On a également organisé une tombola. Les tickets étaient vendus aux résidents et aux touristes ainsi que dans les villes avoisinantes. Chaque carnet comprenait dix tickets et étaient vendus 100 pesos (3, 50 dollars des Etats-Unis). Parmi les prix qu'on pouvait gagner, il y avait une vache, des sacs de riz et quelques appareils ménagers. Contre tout espoir de recettes élevées, la fondation n'a pu récolter que 50 000 pesos (1 500 dollars).

La contribution du gouvernement local, ajoutée à celle du projet *Tambuli*, ont permis de construire un studio de 25 m² et d'élever une antenne d'environ 30

mètres de haut en mai 1994. Des menuisiers, des bénévoles et d'autres résidents ont participé à la construction d'un immeuble en béton de type bungalow.

Le bâtiment a été partagé en studio d'émission, régie technique et espaces de travail et de réception. A cause d'un mauvais système de ventilation, il faisait très chaud dans le studio pendant la journée, notamment en été. Un politicien local a promis d'installer un climatiseur. Mais il a fallu attendre deux ans pour que la promesse se matérialise.

Outre le local offert au studio, l'immeuble renforçait l'indépendance de la station de radio. Par ailleurs, il était la preuve de l'engagement enthousiaste de la communauté. Du plus, il donnait à chaque habitant d'Olutanga un titre de propriété sur la station de radio.

Finalement, il a été décidé d'installer une station relais de 20 watts pour couvrir la partie de Suba-Nipa qui ne recevait pas bien les transmissions de Mabuhay. A certaines occasions, la station relais pouvait également réaliser ses propres émissions, en organisant des enregistrements de karaoké pour divertir les populations de Suba-Nipa. L'émetteur était installé chez un leader de jeunes de la ville.

Une île qui survit grâce à la radio

Le fait le plus marquant, en dépit de la pauvreté de l'île, c'était de découvrir que beaucoup de gens disposaient de postes émetteurs-récepteurs VHF amateurs. Sur toute la zone de couverture de la station de radio d'Olutanga, on comptait à peu près 100 émetteurs-récepteurs, communément appelés *lcoms*, du nom de leur marque. Quelques-uns avaient été distribués par le gouvernement aux leaders locaux de Barangay, mais curieusement beaucoup étaient propriété privée. La plupart de ces appareils n'avaient pas de licence et on n'était pas certain de la provenance de tous les appareils.



Certains avaient peut-être été volés tandis que les autres pouvaient provenir des informateurs travaillant pour le compte des rebelles et des groupes séparatistes musulmans de la région.

Sans vérifier si les récepteurs VHF détenaient ou non une licence du gouvernement, ils ont été aussitôt employés à des fins utiles : Toto Samante a profité de l'occasion pour organiser un radio club réunissant tous les détenteurs d'émetteurs-récepteurs VHF. Plus de cinquante personnes se sont présentées à cette première réunion de prise de contact, au cours de laquelle un Bureau a été élu. En 1995, j'ai organisé un atelier de deux jours sur la participation des membres des radio clubs aux émissions.

A ce jour, les détenteurs d'*lcoms* constituent un vaste réseau de reporters et participent régulièrement aux émissions de la station de radio. (Le projet *Tambuli* a offert un appareil VHF à la station de radio).

Les détenteurs de ces postes ont multiplié les chances d'accès des citoyens ordinaires à la station de radio. Ils les mettent à la disposition de tous leurs voisins, soit pour des informations sérieuses ou dans un but purement social, tel que les dédicaces de chansons et les vœux et messages divers. La station a servi de centre d'opérations pour ces échanges réguliers et dynamiques.

Les postes de radio VHF ont permis à la station d'inciter des centaines de personnes de l'île à participer aux émissions, tout comme on utilise le téléphone dans les grandes villes. Les émetteurs portatifs permettent aux populations des quatre coins de la communauté d'échanger à l'antenne leurs points de vue sur leurs problèmes personnels et sur ceux de la communauté, qui vont des feuilletons à la politique et aux problèmes économiques.

Les émissions de la Voix d'Olutanga

Tingog sa Olutanga (La voix d'Olutanga) émet chaque jour en horaire interrompu : de 5h à 7h ; de 11h à 13h ; et de 18h à 20h.

La station diffuse surtout des émissions d'informations et traite des questions d'intérêt général présentées par une personnalité importante. Elle diffuse également d'autres émissions et des reportages sur des sujets de fond, des nouvelles, des conseils et des rubriques régulières.

La plupart de ces émissions sont composées de reportages réalisés sur le terrain par les détenteurs d'émetteurs-récepteurs VHF. Les reporters bénévoles ont été incités à proposer davantage d'informations pertinentes, des sujets d'actualité et d'intérêt général aux habitants de l'île. On doit à ces reporters : les informations sur les retards et les annulations éventuelles des traversées en bateau, les agriculteurs sont informés des lieux où ils peuvent trouver des semences d'arbres fruitiers, des porcelets et d'autres produits agricoles ainsi les informations sur les comices agricoles, des informations les objets perdus, et les secours aux malades. Un jour, on a ainsi pu, grâce à la radio, capturer rapidement un évadé de prison.

L'émission hebdomadaire intitulée *Baranggayan sa Kahanginan* fait partie des programmes les plus populaires. C'est une série de reportages produits dans les villages en utilisant le karaoké ou en chantant en play-back. Des personnes qui n'ont aucune formation radio produisent des émissions avec leurs voisins. Elles enregistrent des chansons, organisent des discussions de groupes, des interviews, donnent des conseils sur l'entretien de la maison, récitent des poèmes, abordent des questions intéressantes la communauté, etc. Bien que les émissions soient constituées en majorité de programmes culturels et de divertissement, on discute aussi librement des problèmes de la commu-

nauté. Les enregistrements sont ensuite envoyés à la station où ils sont immédiatement diffusés. La libre expression des opinions et des critiques maintient les dirigeants et l'administration en alerte permanente. Et ils ont l'occasion de réagir sur les points de vue émis.

Comme les radios commerciales ont accoutumé les gens aux divertissements, les auditeurs réclament des émissions musicales. Certains horaires du soir sont de ce fait consacrés à la diffusion de disques demandés par les auditeurs, et qui donnent matière à des réflexions très intéressantes sur la vie.

Les émissions religieuses sont diffusées en fin de semaine quand on ouvre l'antenne aux différentes confessions. La messe du dimanche est retransmise en direct pour les catholiques, qui sont majoritaires dans la communauté, comme les cultes des autres chefs religieux – musulmans ou protestants. Comme dans toutes les autres stations *Tambuli*, la programmation est proposée par le personnel et approuvée par le Conseil de communication communautaire.

Les bénévoles

La station de radio compte environ six permanents pour les émissions quotidiennes et douze reporters et techniciens. Les présentateurs, y compris le directeur de la radio, sont tous des bénévoles. Ils ont d'autres sources de revenus, telles que la pêche, l'enseignement, l'agriculture, le petit commerce ou le travail à la mairie. Les principaux présentateurs reçoivent une petite aide pour couvrir leurs frais de transport pour se rendre au studio. Sept techniciens bénévoles, formés à la production et à l'exploitation des matériels, se relayent quotidiennement à la station de radio. L'un d'eux a un brevet

d'opérateur radio. Les autres sont des électriciens ou des réparateurs électroniciens. Les animateurs et les techniciens qui travaillent régulièrement perçoivent de modestes cachets prélevés sur les cotisations régulièrement versées à la station par la communauté.

Toutefois, il faut préciser que la plupart des animateurs et des techniciens ont bénéficié de prêts pour subvenir à leurs besoins, offerts par le projet *Tambuli* et gérés par la Fondation pour le développement de la communication de l'île de Olutanga. Cette aide avait pour but d'inciter les gens à s'engager à pratiquer une activité grâce à un investissement moyen d'environ 5 000 pesos (120 dollars). A cet effet, on a organisé un atelier sur la gestion d'entreprise et les microprojets, animé par un expert de l'Institut des petites et moyennes entreprises de l'Université des Philippines.

La majorité des bénévoles bénéficiaires ont choisi une activité qu'ils connaissaient et qui leur convenait, telles qu'éleveur de canards, négociant en riz, couvreur, réparateur d'engins mécaniques, éleveur de poissons, éleveur de cochons, etc. Quatre-vingt-dix pour cent des personnes qui ont bénéficié de ces projets de subsistance ont réussi dans leur entreprise et ont montré leur capacité à rembourser les prêts.

Tous les autres participants au projet de la radio, y compris les membres du Conseil de communication communautaire, travaillent uniquement sur la base du volontariat. Il faut préciser que comme dans la plupart des autres sites *Tambuli*, les membres du personnel ne reçoivent ni honoraires ni indemnités.

Le rêve des habitants d'Olutanga

"*Olutanga deviendra la plus belle île des Philippines !*" C'est toujours avec beaucoup d'optimisme que Toto Samonte répète ce slogan à la radio. Mais certains habitants de l'île considèrent qu'il est complètement irréaliste de penser qu'Olutanga puisse se sortir du bourbier économique et de sa situation géographique défavorisée.

Néanmoins, Toto respire la confiance quand il s'exprime à la radio sur la manière dont certains efforts personnels et la persévérance peuvent permettre aux habitants de l'île de se distinguer des autres à l'antenne. L'île d'Olutanga a certainement encore du chemin à parcourir pour devenir la meilleure île de la région, mais ne serait-ce que pour son dévouement et ses efforts, je suis un fervent admirateur de Toto !

RADIO SAGARMATHA : UNE ÉTUDE DE CAS AU NÉPAL

par Ian Pringle

Le contexte politique et légal

En 1990, le Népal est passé de la monarchie sans parti à un système parlementaire. La nouvelle Constitution a institué le droit à la liberté d'expression, notamment le droit des citoyens à réclamer et à recevoir des informations sur tout sujet d'intérêt public. Elle a été suivie par des décisions politiques et pratiques : en 1992, le décret sur la politique nationale de la communication, en 1993, la loi sur la radiodiffusion, et en 1995, les arrêtés réglant la radiodiffusion.

Avant 1995, Radio Népal, radio d'Etat créée en 1951, exerçait le monopole de la radiodiffusion. En 1984, une tentative de création d'une radio indépendante financée par l'UNESCO et l'Allemagne n'avait pas été approuvée. Même après 1990, les autorités n'étaient pas pressées de renoncer au dernier monopole contrôlant la radiodiffusion. La première licence a été attribuée en 1997, à Radio Sagarmatha (RS) - la première radio indépendante, communautaire et d'intérêt public du Népal - quatre ans et demi après la présentation de sa demande.

Le paysage médiatique népalais

Le relief montagneux du Népal n'est pas vraiment l'idéal pour assurer la couverture du pays par les médias électroniques et une distribution massive des journaux. L'accès aux principaux types de médias est également limité du fait de la pauvreté, des faibles taux d'alphabétisation – surtout chez les femmes des campagnes – et du très faible niveau d'électrification.

Jusqu'à l'instauration de la démocratie en 1990, les médias électroniques – Radio Népal, la Télévision du

Népal (créée en 1984) – et la presse écrite officielle (deux quotidiens) étaient contrôlés par l'Etat. Dans l'ensemble, ces émissions et leur contenu, en général décidé à Katmandou, sont considérés comme totalement inintéressants aux yeux des populations rurales qui représentent 80 % des habitants. Les journaux privés se sont multipliés mais sont confrontés aux mêmes contraintes.

La dérégulation des ondes du contrôle de l'Etat a favorisé l'émergence des radios commerciales au Népal. Au début, Radio Népal émettait en FM pour recueillir les fonds nécessaires au financement de sa diffusion nationale en AM. La chaîne a sous-traité l'utilisation de sa fréquence à cinq radios commerciales qui diffusent surtout de la musique pop à l'intention de la jeunesse dorée des villes.

Compte tenu des limites et des contraintes des médias nationaux et du caractère commercial et extraverti des nouvelles radios FM, de nombreux journalistes, les entreprises de presse indépendantes et les agences de développement considèrent les petites radios communautaires d'intérêt public à travers le pays comme une alternative. Sagarmatha constitue une première étape dans cette direction (Sagarmatha est l'appellation népalaise du mont Everest).

Le parcours du combattant pour l'obtention de la licence

La bataille pour l'obtention de la licence a été longue et difficile. La campagne était principalement organisée par le Forum des journalistes népalais de l'environnement (NEFEJ), qui a été rejoint par la suite par

d'autres organismes qui se sont battus pour rénover quelque peu le paysage médiatique national afin de satisfaire les besoins de la nouvelle donne démocratique. La stratégie de consistait à créer une radio FM locale, et ils ont atteint leur but avec Radio Sagarmatha.

Parmi les principaux obstacles qu'il a fallu surmonter, on peut citer l'instabilité du paysage politique, le conservatisme des responsables politiques, l'inertie de la bureaucratie face à l'évolution, et le conservatisme monopolistique de Radio Népal. Parmi les forces en présence se trouvaient des figures emblématiques nationales, des associations professionnelles, des ONG, la presse écrite – y compris les quotidiens gouvernementaux – les ambassades étrangères, et des agences des Nations Unies. Quatre gouvernements se sont succédés pendant cette période, et à chaque fois, il a fallu reprendre à zéro tout le travail de persuasion et les efforts pour convaincre.

En 1993, un Symposium international sur la radio communautaire en Asie du Sud s'est tenu à Katmandou, à l'invitation du Ministre de la Communication de l'époque. Celui-ci a fait preuve d'ouverture d'esprit et a engagé des négociations avec le Forum des journalistes népalais de l'environnement en vue d'aller vers l'adoption d'un cadre législatif et des arrêtés nécessaires. Mais le gouvernement auquel il appartenait a été renversé et son successeur s'est montré moins réceptif.

Le Forum a publié une lettre ouverte pour faire part de la situation et inviter les associations locales ainsi que les

représentations diplomatiques au Népal à le soutenir. La stratégie a réussi, mais juste au moment où le Ministre semblait se rapprocher de leur point de vue, le gouvernement a de nouveau été renversé.

Pendant la lutte, des dispositions pratiques ont été prises pour créer la station. Grâce aux ressources humaines et à l'expérience de production radio des membres du Forum, et avec le soutien financier de l'UNESCO et d'autres sources, on a commencé à former le personnel et acquérir des équipements. Vers la fin de 1996, les fondations de la station étaient achevées. Il ne manquait plus que la licence ; elle n'arrivait toujours pas malgré l'existence d'une loi favorable.

Au début d'avril 1997, la bataille a été portée dans les médias internationaux. La station de radio disposait d'un personnel qualifié, des matériels, mais cinq années de lutte, d'attente et de respect des règles n'avaient pas permis d'obtenir une licence. Les animateurs étaient tentés de prendre le risque d'être poursuivis pour émission sans licence, en encourant une peine d'un an de prison et une lourde amende.

Au début du mois d'avril 1997, le NEFEJ a sollicité une licence temporaire pour tester ses installations. La requête est restée sans réponse. Agissant sur le conseil d'un avocat, le NEFEJ a quand même décidé de procéder pendant cinq jours des essais d'émissions. Le gouvernement avait du mal à identifier les personnes qui se cachaient derrière ces émissions, et ce n'est qu'au troisième jour que le directeur des programmes de RS a décidé d'informer les autorités. Quelques heures plus tard, il a reçu une lettre de demande d'explication du Ministre de la communication lui demandant qui l'avait autorisé à émettre. Le gouvernement l'a menacé de sévères représailles, rappelant à la station que ses transmissions étaient illégales.

Ces événements ont fait l'actualité. Les médias locaux et internationaux ont donné de l'écho à cette confrontation. Même les deux quotidiens officiels leur ont consacré des articles compréhensifs à la "une". Avec la prise en charge de ses frais de justice, le NEFEJ était prêt à porter l'affaire devant les tribunaux.

Pendant qu'elle procédait aux essais d'émissions controversés, la station annonça qu'elle allait émettre définitivement, avec ou sans licence, le 22 mai 1997, date anniversaire de la naissance de Bouddha, un jour de paix. Le gouvernement fut informé que s'il entreprenait une action contre la station, le soutien du public et des médias lui ferait défaut aux prochaines élections locales.

Trois jours plus tard, quatre ans et demi après le dépôt de la candidature, la licence arrivait enfin. Au moment de son attribution, le fonctionnaire du gouvernement déclara : " *Vous avez gagné la guerre*". Ce à quoi le directeur des programmes de RS répondit : " *Vous avez fini par appliquer la loi !*"

La licence qui avait mis tant de temps à parvenir était assortie de quatorze conditions et restrictions, comprenant : l'interdiction de toute publicité commerciale, l'interdiction de commentaires politiques ou d'informations sur les événements politiques, une diffusion limitée à deux heures par jour et la remise hebdomadaire d'un rapport au Ministère. Malgré tout, Radio Sagarmatha a commencé ses émissions comme prévu le 22 mai 1997, première station de radio indépendante d'Asie du Sud.

La mise en place de l'organisation

Le NEFEJ, la force vive de la RS, s'intéresse particulièrement à l'environnement, aux problèmes de développement et des droits de l'Homme dans un large éventail de médias. A la fin des années 80, le

NEFEJ a commencé à produire une émission radiophonique hebdomadaire sur l'environnement et le développement diffusée sur les ondes de Radio Népal. Le déménagement du NEFEJ dans un nouvel immeuble au début des années quatre-vingts a été l'occasion de s'offrir un espace dans lequel on a installé un studio, mais qui ne disposait presque pas d'équipement. L'essentiel des émissions était réalisé dans les studios de Radio Népal.

En 1993, après la tenue à Katmadou du Symposium international sur la radio communautaire en Asie du Sud, une mission de l'UNESCO s'est rendue au Népal, où elle a organisé un cours d'initiation à la production radiophonique d'une durée d'une semaine, destiné aux journalistes du NEFEJ et des organisations similaires. Malgré la modestie des équipements disponibles, la formation a permis la mise à jour des connaissances et la promotion du concept de la station de radio.

Le Symposium et la mission de l'UNESCO ont tous deux renforcé les positions des instances locales et régionales favorables au projet ; celles-ci ont attiré d'autres organes d'information et élaboré des propositions détaillées sur la station de radio par rapport au contenu de la demande présentée l'année précédente.

Les premières livraisons des matériels de studio de RS ont eu lieu en 1994. Pour la première fois, le NEFEJ disposait des moyens de réaliser des émissions dans son propre studio. Bien que sans licence, RS produisait des émissions. Au début de l'année 1997, à l'arrivée du matériel de transmission, il a pu emménager ses opérations dans un site clandestin, chez l'un des leaders du mouvement.



Les relations avec le gouvernement après l'obtention de la licence

Malgré les multiples difficultés rencontrées pour obtenir la licence, les autorités ont cessé d'intervenir dans le processus et les relations sont devenues plus positives.

Vers la fin de 1998, le Ministre de la Communication a fait un geste en faveur de la radio communautaire et de nombreuses demandes de licence en souffrance ainsi que d'autres, plus récentes, ont été approuvées. L'autorisation d'émettre de RS a été prolongée de treize à vingt-quatre heures par jour ; on lui a accordé le droit de diffuser des publicités commerciales et de retransmettre les émissions en anglais des services de la BBC au Népal et de la BBC ; elle a également obtenu l'autorisation d'effectuer des reportages dans tout le pays.

La formation et le recrutement

Les deux processus ont été intégrés dans le sens que les résultats obtenus pendant la formation et les stages ont servi à la sélection des candidats. La majorité des membres actuels du personnel et des bénévoles sont des journalistes.

Après le premier séminaire de formation financé par l'UNESCO en 1993, d'autres séminaires et des stages ont été organisés en 1994 et en 1995. Le NEFEJ et l'Institut de presse du Népal ont travaillé en collaboration avec l'UNESCO, l'Institut Panos de Londres, DANICOM, et la Fondation Worldview International. Grâce aux bourses qui leur ont été attribuées, les stagiaires ont pu réaliser des émissions sur des sujets précis. Par la suite, un plan intégrant formation et bourses, production de programmes et sélection pour le recrutement, a été mis au point.

D'autres formations ont été financées en 1996 et en 1997 par l'ODA (Grande-Bretagne) et Deutsche

Welle (Allemagne). La première concernait les émissions sur l'exploitation forestière communautaire. Le partenariat comprenait la formation aux techniques de l'interview, la production de programmes radio-phoniques, le montage et la réalisation. La formation aux techniques de base de la production, financée par Deutsche Welle s'adressait au personnel le moins qualifié de la RS et d'autres stations de radio FM.

En octobre 1997, un petit programme de formation ciblée a été organisé sur le tas pour les réalisateurs de RS avec la collaboration d'un journaliste danois qui travaillait au Népal. Les stagiaires ont ainsi pu affiner leurs connaissances pendant ces trois semaines de formation. Le programme de formation a pris davantage en compte les individualités par rapport aux séminaires précédents, par l'intégration du travail pratique, de l'instruction, des reportages sur le terrain et de la critique.

Dans une même perspective, un deuxième séminaire a été organisé, qui comprenait davantage de femmes, six mois après le premier afin d'effectuer dix nouveaux recrutements. En outre, des bourses supplémentaires de la Panos ont été attribuées pour la production d'émissions de sensibilisation au sida.

Parmi les autres contributions, on peut citer la bourse offerte par Radio Netherlands en 1998 pour un stage de quatre mois dans son centre de formation en Hollande. Le Centre international d'études et de coopération, une ONG canadienne, a affecté un conseiller technique à RS.

Les prochaines sessions de formation et de recrutement

La station s'est déjà efforcée d'assurer la formation systématique de ses bénévoles, mais elle a inscrit cette priorité dans ses prévisions pour 1999. Deutsche Welle a confirmé son soutien pour un

atelier de formation interne sur le tas. D'autres cours de formation seront également organisés régulièrement par des professionnels locaux, avec ou sans les financements ou les aides extérieures. Radio Sagarmatha s'est fixée pour objectif de devenir un Centre de formation pour le personnel des radios du Népal et des autres pays de la région.

L'organisation

Le NEFEJ chapeaute RS, bien que la station de radio soit officiellement partenaire de quatre ONG népalaises : le NEFEJ, l'Association Himal, la section népalaise de Worldview et l'Institut de presse du Népal.

La station a à sa tête un conseil d'administration autonome de sept membres désignés par le NEFEJ. Ils représentent les quatre ONG partenaires et se rencontrent une fois par mois pour passer en revue et arrêter le programme d'activités, définir la politique et établir les grandes orientations de la station.

RS est gérée par un Directeur responsable des programmes. Il siège au Conseil d'administration comme membre et secrétaire, et il est responsable des opérations au quotidien.

Le personnel

Les effectifs de RS sont répartis de la manière suivante : un Directeur de la station de radio / responsable des programmes ; six réalisateurs à plein temps ; deux techniciens ; un responsable de la discothèque ; un ingénieur (de service) ; un comptable et un assistant. Il y a environ 26 bénévoles qui représentent

la partie de plus en plus importante de l'animation et de la programmation de RS. Beaucoup d'entre eux sont remboursés pour les frais qu'ils engagent ou reçoivent une modeste rémunération.

La participation des femmes

La politique informelle de RS consiste à développer les capacités professionnelles et la confiance des femmes de la station, et de les amener à prendre toute leur place en son sein, en leur offrant des possibilités et en essayant, par leurs émissions, de contribuer à faire évoluer les mentalités sur le rôle des femmes. Malgré tout, les préjugés culturels de la société népalaise limitent encore la participation des femmes, même si on a constaté quelques améliorations récentes. Les femmes représentent environ un cinquième du personnel et le tiers des bénévoles.

Le public

La radio a une bonne interaction avec les auditeurs par les lettres, les appels téléphoniques et les visites sur place, à partir desquelles on peut avoir une image du public de la station de radio. Parmi les auditeurs figurent aussi bien l'élite des décideurs de la société que les petits commerçants. La station est écoutée dans les zones rurales de la vallée ainsi que dans les ménages de la capitale. La tranche d'âge la plus importante se situe au-dessus de vingt-cinq ans, avec un niveau d'enseignement secondaire ; ces auditeurs s'intéressent aux événements et aux problèmes d'ordre public, ou à la musique et à la culture locales.

RS réalise également des émissions destinées à des auditeurs particuliers : les parents et les enfants, la communauté tamang (la langue d'une minorité), et les femmes au foyer.

Il est difficile, sinon impossible, d'évaluer le nombre d'auditeurs et le public sans une enquête détaillée. Mais d'ores et déjà, ce qui est sûr, c'est que RS a le profil d'une radio sérieuse, dont les émissions sont diffusées dans tout le Népal, au service du public – la radio des gens qui pensent.

L'accès et la participation de la communauté

La participation de la communauté a été relativement faible par rapport à d'autres radios communautaires dans le monde. Des journalistes rémunérés constituent les piliers de la production et les émissions sont planifiées, organisées et dirigées de façon centralisée. A beaucoup d'égards, RS se considère davantage comme une radio publique que comme une radio communautaire, un porte-parole public responsable, et un facilitateur plutôt qu'un outil favorable à la participation communautaire.

Néanmoins, les émissions de RS ont permis à des centaines, peut-être à des milliers de personnes de faire entendre leurs voix et leurs opinions dans une tribune publique. Chaque jour, elle accompagne ses auditeurs dans la rue et dans les lieux qu'ils fréquentent.

Le magazine de la vie publique diffusé quotidiennement par la radio comprend également deux créneaux réguliers de radio participative : le premier reprend les commentaires des auditeurs enregistrés sur un répondeur, l'autre est un extrait des "micros trottoirs" dans lesquels les gens de la rue sont invités à réagir sur un sujet précis. Dans une rubrique quotidienne intitulée *C'est mon tour de parole*, les différents membres de la communauté s'expriment sur un sujet de leur choix. L'extrait est enregistré et diffusé sans montage. A ce jour, des personnes de différents niveaux intellectuels et occupant des fonctions diverses se sont succédées à cette tribune.

Le lancement d'une émission interactive par téléphone a été reporté faute de moyens pour installer un système de connexion directe des appels téléphoniques avec le studio. RS espérait pouvoir le mettre en place en 1999.

La communauté participe également, à travers les émissions réalisées en collaboration avec les associations locales. Des groupes de la communauté et les ONG locales produisent des programmes hebdomadaires et mensuels avec l'aide des techniciens et des réalisateurs de la station. Tous ces groupes représentent un vivier pour la réalisation des émissions et un lien entre les différentes composantes de la communauté.

Les moyens techniques

La vallée de Katmandou, un bassin profond d'environ 25 km de large et 30 km de long entouré de montagnes, est un endroit idéal pour l'installation de la radio FM. Capitale historique, économique et politique, située au centre du pays, la ville abrite une population fortement concentrée d'environ 1, 5 à 2 millions d'âmes.

Les premiers essais d'émission en avril 1997 ont été effectués du haut d'une petite colline, avec une antenne fabriquée localement, et les émissions de lancement des programmes de la station de radio ont été réalisées dans les mêmes conditions un mois plus tard. En novembre 1997, les responsables de la station ont commencé à chercher un nouveau site, plus élevé, en vue d'améliorer le confort d'écoute. Après plusieurs tests, le choix s'est porté sur un versant de la montagne qui surplombe la vallée de Katmandou ; il était en visibilité directe sur la majeure partie des zones du bassin. On a loué une maison et construit un nouveau studio.



Depuis son autorisation officielle, la station a diffusé quotidiennement des émissions, y compris lors de ses déménagements successifs, sauf au début de l'année 1998, lorsque l'émetteur, un modèle Mallard de 500 watts a pris feu et a été endommagé. La station a dû interrompre ses émissions pendant 40 jours jusqu'à ce qu'il soit remplacé par un émetteur de 20 watts fabriqué en Chine et un amplificateur de 100 watts offerts, à travers l'UNESCO, par le projet *Tambuli* aux Philippines.

Le studio et les équipements sont fondamentalement identiques à ceux utilisés par RS à ses débuts, en dehors de quelques petits appareils, et une antenne parabolique et un tuner /décodeur. La priorité actuelle de la radio est de moderniser son studio d'émission et de numériser ses moyens de production.

La programmation

Depuis le début, Radio Sagarmatha s'est employée à offrir à ses auditeurs un mélange d'émissions d'analyse et de divertissement, de débats sociaux et de musique, tout en favorisant les échanges d'opinions comme jamais auparavant au Népal.

Pour les deux heures d'émissions qui lui avaient été accordées au début, la nouvelle station avait choisi le créneau de 7 h à 9 h. RS a établi ses premiers contacts avec les habitants de la vallée avec deux heures de musique népalaise, qui allait des enregistrements rares du folklore traditionnel à la musique populaire contemporaine, entrecoupés de courtes publicités et d'annonces de la station.

L'intérêt public : la vie publique est au cœur de la mission que RS s'est assignée en tant que média responsable et favorable à une société plus libre. Grâce aux bourses qu'elle a obtenues, RS a été parmi les premières à réaliser des émissions sur l'environne-

ment, sur les caractéristiques culturelles et sociales des différentes régions du pays, le sida, l'exploitation forestière de la communauté, l'eau potable, la démocratie au Népal, etc. Depuis l'automne 1997, RS diffuse un magazine quotidien intitulé *Hammro Khaldò* (Notre vallée) qui traite de sujets d'actualités et fait réagir les gens issus des différentes composantes de la société. Parmi les sujets traités, on a relevé : le trucage des compteurs kilométriques par les chauffeurs de taxi, les voleurs et les pickpockets, la prostitution, le sida, la lèpre, la tuberculose, la pollution de l'air et de l'eau, le travail des enfants, l'avortement et l'évolution du rôle de la femme.

En outre, un débat intitulé *Dabali* (Le lieu de rencontre de la communauté) est organisé chaque semaine sur des questions sociales, culturelles et de développement, un mélange du lieu de rassemblement et espace public traditionnel népalais de dialogue et de discussion avec le média moderne qu'est la radio.

Récemment, RS a commencé la diffusion de *Safa Radio* (campagne en faveur de la purification de l'air). Cinq jours par semaine, elle diffuse les résultats des mesures de la purification de l'air dans différents points de la ville. Et une fois par semaine, les auditeurs sont invités à commenter l'ensemble des résultats.

Musique et culture : RS est une véritable alternative par rapport aux stations privées qui diffusent beaucoup de musique pop ; elle diffuse presque toute la musique traditionnelle, populaire et moderne népalaise et quelques disques de musique classique du monde entier. Une fois par jour et quatre fois par semaine, elle diffuse une émission exclusivement musicale. Un groupe communautaire tamang participe à la réalisation d'une émission diffusée dans les deux langues avec de la musique tamang.

La station dispose d'une impressionnante collection musicale avec des disques rares et des enregistre-

ments sur la culture nationale authentique qui ont une grande valeur historique. La station a acquis sans bourse délier cette collection constituée pour moitié d'enregistrements des disques diffusés par Radio Népal et pour l'autre moitié de disques offerts.

Le Népal a une longue tradition orale populaire. Jusqu'il y a cinquante ans, on se servait surtout des artistes pour communiquer les nouvelles dans la communauté ; ce sont eux qui étaient chargés d'annoncer les événements, de divertir et d'éduquer les gens à travers les paroles de leurs chansons. RS diffuse ces traditions dans un feuilleton radiophonique quotidien. Un jour, la station de radio a invité un groupe folklorique d'un village à venir se produire en studio. Ils ont enregistré dix chants de facture traditionnelle sur des problèmes contemporains. Pendant leur séjour à Katmandou, les chanteurs ont enregistré une chanson sur un sujet alarmant concernant leur capitale... la pollution.

Les co-productions : les groupes locaux réalisent des émissions qui s'adressent à un public particulier sur un thème précis. La communauté assure généralement la responsabilité éditoriale avec l'assistance technique de RS qui lui réserve un créneau horaire. Outre qu'elles complètent la programmation, ces émissions jouent également un rôle important dans la participation de la communauté.

Les émissions pour enfants : avec le soutien financier de l'UNICEF, RS a conçu et diffusé un feuilleton de dix minutes, une pièce de théâtre éducative impliquant "grand-père arbre" et "petit perroquet". Les rôles sont joués par des enfants qui se mettent au pied de l'arbre pour l'écouter. La pièce est produite par une troupe théâtrale célèbre au Népal. Le

feuilleton est suivi d'anecdotes, de poèmes, de discussions animés par les enfants eux-mêmes pendant vingt minutes.

La radio mobile : en bonne voie

En novembre 1998, RS a été autorisée à utiliser des équipements mobiles pour réaliser des émissions sur l'ensemble du territoire en utilisant la fréquence de la station de radio à Katmandou, 102.4 FM. L'idée n'était pas d'élargir l'audience des émissions diffusées depuis Katmandou, mais de créer une radio locale au service des 80 % de Népalais qui vivent dans les zones rurales et les petites communautés.

En 1999, un véhicule équipé d'un petit studio, d'un émetteur et d'une équipe d'instructeurs a commencé à parcourir les communautés rurales pour leur offrir une formation de base et démystifier la radio, de manière à leur donner envie de créer leurs propres stations de radio. RS a toujours été considérée comme une pionnière du développement de la radio communautaire au Népal. En effet, le mouvement s'est accéléré, et plusieurs communautés vivant à l'extérieure de la vallée de Katmandou se préparent déjà à lancer leur station de radio.

Le financement et les coûts

L'installation des appareils, la mise en marche, la formation et les bourses ont été financés par des aides internationales.

La contribution de l'UNESCO s'élevait à environ 65 000 dollars, dont la moitié était destinée à l'acquisition des équipements. DANIDA a financé les frais de fonctionnement au cours de la deuxième année et, ainsi que nous l'avons mentionné plus haut, de nombreux autres organismes ont financé des bourses et la formation.

L'autofinancement est une priorité, et après deux années de fonctionnement, RS a commencé à financer ses frais de fonctionnement avec des fonds collectés localement. La meilleure stratégie pour parvenir à une viabilité financière consiste à signer des accords de partenariat avec des organismes locaux qui parrainent ou co-produisent des émissions. La récente levée de l'ancienne restriction contre la publicité a également permis de trouver de nouvelles sources de revenus.

En 1999, le budget de fonctionnement était estimé à 2 750 dollars par mois dont 1 300 consacrés aux salaires. Les revenus étaient estimés à 1 075 dollars, générés pour l'essentiel par les co-productions et les parrainages. Une contribution financière de 1 675 dollars offerte par DANIDA a permis d'équilibrer le budget.

1. Pour une information détaillée sur la formation de base et la préparation des émissions, on peut consulter le rapport de Carlos A. Arnaldo et Kjell Linder, *La création des radios communautaires FM* (Népal, IPPC – 352 – NEP 01 Rapport technique), UNESCO (Paris, 1994).

"Sagarmatha, c'est l'ancien nom népalais du mont Everest et qui signifie littéralement " la tête dans les nuages " et c'est ce que Radio Sagarmatha tente de devenir, une radio communautaire authentique ouverte aux débats sur les problèmes de santé, d'environnement, d'éducation, de bien-être social et de développement de la communauté, en favorisant les échanges de tous les points de vue à travers les ondes".

Carlos A. Arnaldo

RADIO ADA AU GHANA – UNE BÉNÉDICTION POUR LES DANGMÉ

par Alex et Wilna Quarmyne (1)

Présentation et origines

Radio Ada est une station de radio communautaire installée dans l'Est du Ghana. Elle a commencé à émettre le 1er février 1998 et a réussi à fidéliser des auditeurs majoritairement analphabètes.

Les origines de la station remontent aux années cinquante et soixante, lorsque ses fondateurs ont commencé leurs activités à la radio : l'un dans une petite station de radio à Monrovia, au Libéria, emportée depuis lors par la mer, et l'autre dans l'une des toutes premières stations de radio communautaires des Philippines, DZJO, qui continue à émettre aujourd'hui depuis son siège d'Infanta, à Quezon. L'un de ces fondateurs avait participé à la création en 1982 de la première radio communautaire en Afrique, la défunte station de radio de Homa Bay au Kenya, au bord du lac Victoria – une expérience qui illustre bien les risques d'une telle aventure dans un continent hostile à l'indépendance de l'information.

En effet, ce climat d'hostilité avait déjà connu une escarmouche en 1974, époque où la radio faisait partie du monopole d'Etat au Ghana. Encouragés par les discussions privées qu'ils avaient eues avec des membres influents du gouvernement, les fondateurs de Radio Ada ont déposé leur dossier de candidature pour créer, en cas d'autorisation, ce qui aurait représenté avant Homa Bay la première radio communautaire africaine. La candidature a été rejetée.

Le cadre légal

Il a fallu attendre deux décennies pour ouvrir la voie aux médias indépendants au Ghana. En 1992, un gouvernement fondé sur une base constitutionnelle a été rétabli, ce qui a suscité l'espoir d'un nouvel environnement pour les médias. La nouvelle constitution, en vigueur depuis janvier 1993, stipule que : *"Aucune entrave ne peut être opposée à la création de médias ou de journaux privés ; plus précisément, aucune loi ne peut exiger l'obtention d'une licence comme condition préalable à la création ou à la gestion d'un journal, d'une revue ou de tout autre moyen de communication ou d'information de masse"*. Néanmoins, dans les faits, la création de radios privées n'a été autorisée qu'au mois de février 1995. C'est à cette date que le Conseil d'enregistrement et de contrôle des fréquences du Ghana (GFRCB) a fait connaître les procédures à suivre dans la présentation des candidatures pour la création de stations de radio privées.

L'attribution des fréquences

La demande de fréquence de Radio Ada a été déposée le 17 mars 1995 par son représentant juridique, la Radio communautaire du Ghana, qui avait au préalable été enregistrée comme entreprise sans but lucratif. Mais la candidature n'a été acceptée que le 16 avril 1996.

L'un des aspects positifs de ce retard était que les radios privées ont mis à profit ce laps de temps pour négocier une diminution des droits d'attribution de fréquences, initialement fixés à 13 000 dollars pour toutes les stations. En ce qui la concerne, Radio Ada, en tant que radio communautaire, n'a eu à payer

qu'un dixième de cette somme, et le 3 mai 1996 la fréquence qui lui a été attribuée, 93.7 FM, était valable cinq ans. Par la suite, cette fréquence a été remplacée par 93.3 FM pour des raisons sur lesquelles nous reviendrons.

Les principaux facteurs pris en compte au démarrage de Radio Ada

Le traitement de l'information par Radio Ada, tel qu'il a été présenté dans le dossier de candidature remis au Conseil d'enregistrement et de contrôle des fréquences du Ghana, reflète tout à fait l'identité de la station de radio, conformément aux éléments suivants :

Les objectifs : les principaux éléments qui fondent l'identité de Radio Ada sont contenus dans le cadre de sa mission. Ils cristallisent les objectifs et les attentes des bénévoles de la station et des autres membres de la communauté. La mission prévue dans ce cadre est de :

- encourager les aspirations et les objectifs de développement des populations dangmé dans tous les domaines de la vie.
- donner la parole aux sans voix dans toutes les situations et à tous les niveaux.
- soutenir la développement actif de la culture dangmé dans le cadre de la politique nationale et à l'étranger.
- encourager, promouvoir et contribuer partout au développement d'un dialogue pertinent et d'une réflexion active.

La zone de couverture et le public cible : Radio Ada s'adresse en priorité aux populations des quatre départements de langue dangmé au Ghana. Ces départements sont situés à l'Est du pays, à 100 km d'Accra. La majorité de la population ne dispose pas, ou vient seulement d'avoir accès à des moyens de subsistance de base comme l'eau potable et l'électricité. L'ensemble de cette population est estimé à 600 000 âmes, dont 60 % d'analphabètes. Elle vit dans la pauvreté.

La langue : les émissions de Radio Ada sont essentiellement dans le dialecte de ses auditeurs, les Dangmé. La langue dangmé se décline en cinq dialectes compréhensibles entre eux – ada, gbugbla, klo, ningo et se. Il existe des nuances culturelles sensibles entre les personnes qui parlent ces dialectes. Cependant, la relation linguistique et la marginalisation de leur langue dans les discours officiels, renforcent les liens de ces populations. Au cours des dernières années, les institutions éducatives et religieuses se sont efforcées de développer "le dangmé standard". Toutefois, la politique de Radio Ada consiste à utiliser toutes les variantes, originales et locales, de la langue dangmé.

La localisation – la zone de base : la station de radio se trouve à Ada, dans le district dangmé de l'Est du pays. Théoriquement, elle aurait pu être installée dans n'importe quelle zone de couverture, mais l'un de ses fondateurs est originaire d'Ada, ce qui explique pourquoi la station de radio a bénéficié d'emblée d'une certaine confiance qui a facilité l'obtention du soutien et des ressources humaines dans la communauté. Situé dans l'estuaire du fleuve Volta, Ada comprend deux villes contiguës, Big Ada et Ada Foah, et forme avec les villages alentour une sorte de cul-de-sac qui renforce le sentiment d'intime appartenance communautaire des résidents. La majorité des habitants vit pour l'essentiel d'agriculture et de pêche.

Le site actuel : l'emplacement du bâtiment de la station a été choisi pour son accès facile à la communauté avoisinante. Elle donne directement sur la route principale qui mène sur l'autoroute nationale, au carrefour entre Big Ada et Ada Foah.

Le nom : le nom de la station, Radio Ada, fait référence à la localité dans laquelle elle se trouve, bien qu'elle soit destinée à la communauté de langue dangmé, et pas seulement aux habitants d'Ada. C'est pourquoi il a été souvent suggéré de la rebaptiser "Radio Dangmé". Cependant, la station de radio a préféré conserver son nom, car même si elle considère que le renforcement des cultures locales contribue au développement national, elle se méfie du chauvinisme.

Le bâtiment : le bâtiment de Radio Ada a été conçu et construit à dessein. Il comprend un studio d'émission, deux studios de production avec des salles de contrôle attenantes, deux bureaux et d'autres petites salles de travail. La décision de le construire a été prise après que l'évaluation des coûts de réhabilitation d'un bâtiment existant, acheté ou loué, ait prouvé que l'opération n'était pas rentable.

Le bâtiment est conçu de manière à concentrer les principaux outils professionnels de gestion adaptés aux besoins d'une radio communautaire, en tenant compte de l'accès et des réalités du travail en milieu rural. Par exemple, plutôt que d'en interdire l'accès, le studio d'émission donne sur la route principale, ce qui permet à toute personne qui arrive à la radio de voir le présentateur, ou même aux passants d'échanger avec lui des saluts de la main. Les plafonds sont tapissés de "tsatsa", une natte locale tissée avec des roseaux secs, qui offre des résultats satisfaisants sur le plan acoustique, en même temps qu'elle leur donne un air reposant et authentique.

Le choix du matériel : les équipements choisis reflètent la double identité de la station de radio qui est à

la fois rurale et communautaire, mais qui remplit ses fonctions avec professionnalisme. Les appareils sont du meilleur rapport qualité – prix, ils sont performants et faciles à utiliser, consomment peu d'énergie et requièrent un entretien minimum.

L'émetteur : l'émetteur, un modèle Mallard de 350 watts, a réalisé de très bonnes performances dans la couverture de la zone cible, mais sera bientôt utilisé comme unité de secours. Il sera remplacé par un émetteur de 1 kW pour étendre le signal de la station de radio aux villes voisines, où vivent de nombreux Dangmé, élargissant ainsi son marché potentiel.

Le pylône d'antenne : le pylône d'environ 45 mètres de haut est situé à côté du bâtiment de la station. Il a été monté à partir de pièces détachées sur d'autres antennes faute de moyens pour acheter une petite antenne neuve (de 30 mètres) dont le prix était prohibitif. Le montage a été fait par des monteurs-régleurs professionnels pendant leur temps libre.

Les matériels des studios : deux des trois studios sont complètement équipés ; le troisième le sera bientôt. Le matériel du studio d'émission comprend deux lecteurs de disques compacts professionnels, des enregistreurs/lecteurs de mini-disques, des magnétophones à cassettes et une console de mixage de 12 voies. Les studios de production disposent des mêmes équipements, mais de nature semi-professionnelle. Le mélange et la performance des équipements donnent entière satisfaction.

Le matériel d'enregistrement mobile : Radio Ada accorde une grande importance aux matériels de reportage sur le terrain car elle consacre beaucoup de temps aux émissions réalisées dans la communauté. Actuellement, elle dispose de quatre magnétophones portatifs, de deux magnétophones professionnels et d'un enregistreur audio semi-professionnel. Après les premières réticences vis-à-vis des magnétophones à

mini-disques qu'il trouvait trop sophistiqués, le personnel a fini par les adopter du fait de leur transport plus facile, de la qualité d'enregistrement, de la précision de leur fonctionnement, du montage aisé et de la facilité d'utilisation grâce aux batteries rechargeables. Compte tenu du coût élevé des mini-disques, la station de radio a décidé de s'en servir comme masters et dupliquer la majorité des émissions sur des cassettes audio.

Les finances : dans la perspective de sa viabilité à long terme, la station avait décidé au départ de limiter l'assistance étrangère à l'acquisition de matériels. Les fondateurs ont mobilisé leurs petits moyens financiers pour acquérir le terrain et construire le bâtiment. Pour des raisons sentimentales, Radio Ada a choisi, pour solliciter une aide financière, de s'adresser en priorité à l'UNESCO, agence pionnière du développement de la radio communautaire. L'UNESCO a répondu favorablement à cette demande mais n'a pu lui octroyer qu'un peu moins de la moitié des fonds sollicités. Le reliquat des fonds nécessaires pour l'achat des équipements a été apporté par la fondation néerlandaise Stem van Afrika et par l'Association mondiale pour la communication chrétienne.

Les éléments indispensables dans la gestion d'une radio communautaire

Les éléments indispensables dans la gestion d'une radio communautaire sont :

Les émissions : Radio Ada émet 17 heures par jour entre 05 h 00 et 22h 00. Les émissions peuvent être regroupées selon les catégories suivantes : les informations et les actualités, le développement socio-économique, la culture locale, la religion, les jeunes et les sujets d'intérêt général. La gestion de la programmation représente la fonction principale de la station qui considère chaque émission comme un outil potentiel

de développement. Les informations sont réparties en trois bulletins quotidiens de 15 minutes chacun, et un magazine quotidien d'information de 110 minutes. Les bulletins mettent l'accent sur l'actualité locale et en particulier sur les informations recueillies par les correspondants bénévoles de la station. Un reportage économique de 10 minutes est diffusé les jours de marché.

Parmi les émissions spéciales en faveur du développement, on compte quatre émissions hebdomadaires de trente minutes consacrées à quatre principaux groupes – agriculteurs (hommes et femmes), pêcheurs, marchands de poissons, qui pratiquent également le fumage du poisson, et chauffeurs ; on relève également des émissions sur la santé, la protection de l'environnement, l'alphabétisation et le développement. Toutes ces émissions sont produites et enregistrées sur le terrain, en fonction des préoccupations et des intérêts de la population, et elles s'articulent essentiellement autour de discussions, d'interviews et d'interprétations en direct de chants traditionnels de travail et d'autres musiques. Les émissions d'orientation professionnelle et d'alphabétisation doivent satisfaire au principe de proximité et sont diffusées au beau milieu de programmes d'intérêt général, aux heures de grande écoute pour le groupe cible. La station diffuse de plus en plus d'émissions d'orientation professionnelle, par exemple à l'intention des artisans, des commerçants et des instituteurs, afin que chaque groupe professionnel de la zone de couverture ait le sentiment " qu'il y en a pour lui " à la radio. En plus de ses émissions d'information et de ses programmes relatifs au développement, la station consacre environ 30 programmes d'une demi-heure par semaine aux autres catégories d'émissions. Les émissions sur la culture locale sont faites de contes, de cours de cuisine traditionnelle, d'initiation à langue dangmé, de débats sur les différents aspects culturels ; elles comprennent également un programme de musique

traditionnelle d'une demi-heure avec des groupes enregistrés en studio ou sur le terrain.

L'une des émissions relatives au développement portant sur la protection de l'environnement se présente comme un documentaire touristique, dans lequel le producteur va de village en village chaque semaine, en mettant l'accent sur ses centres d'intérêt et en attirant l'attention sur les problèmes de dégradation de l'environnement. Malgré cette approche de promotion discrète, il semble que le message soit entendu. Arrivant un jour dans un village, le réalisateur a constaté une agitation soudaine. Il avait été reconnu, et des enfants avaient été envoyés en hâte par les vieux chercher des balais pour nettoyer la place. Bien que cette attitude flatteuse confirmât que le message était bien passé, l'objectif ultime à atteindre pour la station de radio était des actions à long terme de la part de la communauté. Pour cela, les émissions doivent être intéressantes, situer les informations dans leur contexte afin de permettre aux gens de se faire leur opinion, et se rapprocher de la réalité du terrain.

Le personnel : le personnel de Radio Ada comprend environ 50 bénévoles. Quatorze d'entre eux travaillent à plein temps. Vingt producteurs travaillent surtout sur le terrain et se rendent à la station au moins une fois par semaine pour discuter des programmes, effectuer les montages, etc. Agés de 20 à 50 ans, les bénévoles sont agriculteurs, instituteurs, coiffeuses, maçons, fonctionnaires, commerçants, élèves ayant abandonné le cursus scolaire et travailleurs sociaux. Les femmes représentent à peu près le tiers du total. Près de la moitié des bénévoles exercent un métier à plein temps en dehors de la radio, tandis que les autres sont soit à leur compte soit chômeurs. Quand la trésorerie le permettra,

on pourra envisager de rémunérer le personnel le plus indispensable de la station. Les fondateurs de la station de radio occupent les fonctions de directeurs généraux à titre bénévole.

La formation du personnel : avant de travailler pour Radio Ada, aucune des personnes engagées n'avait d'expérience ni de formation aux métiers de la radio. À l'exception de cinq d'entre elles qui avaient effectué des stages de courte durée en production radio à Kaduna au Nigeria, toutes les autres ont été formées en totalité grâce aux cours organisés sur place par Radio Ada. Cette situation peut s'expliquer de deux manières : premièrement, les stages de formation conventionnels ne mettent pas l'accent sur la philosophie et l'approche communautaire ; deuxièmement, ces stages requièrent certaines qualifications qui ne sont pas nécessaires ou pertinentes pour une station de radio communautaire. Les conditions à remplir pour devenir bénévole à Radio Ada sont simples et comprennent : le dévouement envers la communauté, le désir de travailler comme bénévole, l'aptitude à parler dangmé et anglais – cette dernière s'explique par le fait que la majorité des stagiaires ne parlaient pas la langue dangmé.

Toutes les sessions de formation formelle ont été organisées grâce à une série d'ateliers participatifs qui comprenaient : les outils de sensibilisation, l'initiation à la production d'émissions, la réalisation de journaux et la présentation. Les ateliers, dirigés par des spécialistes qui apportent leur soutien aux objectifs de Radio Ada, commençaient par la présentation de la philosophie de développement de la station de radio, les concepts professionnels nécessaires, suivis de travaux pratiques sur le tas. Les formations organisées sous différentes formes continuent en tant qu'activité permanente de la station de radio.

La direction : la station de radio est dirigée par un Comité de sept per-

sonnes bénévoles de haut niveau. Ce Comité arrête, organise et contrôle la politique sur tous les plans et gère également le compte bancaire de la station. Le coordonnateur de la station est le chef en titre, mais il agit sous le contrôle permanent des directeurs généraux. La prise de décision du Comité a lieu en consultation individuelle ou collective avec les bénévoles. Les sessions mensuelles impliquant tous les bénévoles sauf les nouveaux pigistes qui n'habitent pas à proximité immédiate de la station, permettent de renforcer l'esprit d'équipe et l'auto-évaluation.

Le soutien, l'accès et la participation de la communauté : avant de déposer son dossier pour l'obtention d'une licence de radiodiffusion, l'idée de créer Radio Ada a recueilli l'approbation informelle des leaders de la communauté. Une fois la fréquence attribuée, le premier travail a consisté à approfondir le processus de concrétisation du soutien de la communauté. Cette démarche était limitée à la zone de couverture immédiate, dont la station tirerait certainement le plus de ressources. Le recrutement et la formation des bénévoles faisaient partie du processus.

Ces volontaires ont réalisé un sondage auprès des membres de la communauté en juillet 1996. Le but était de promouvoir une station de radio consacrée au développement émettant dans le dialecte local, et de recueillir des propositions concernant sa programmation et sa gestion. Près de 1 200 personnes de 42 villages ont répondu favorablement, un peu émues, à cette initiative. Voici quelques réactions qui ont été enregistrées lors d'une réunion communautaire : *"Oui, la création d'une station FM à Ada sera utile. La radio [nationale] ne nous tient pas au courant de l'actualité. Toute personne qui s'oppose à cette initiative mériterait d'aller en prison. Nous n'avons pas eu une telle chance auparavant. Maintenant qu'elle se présente à nous, nous devons la saisir. Maintenant, nous pouvons tous faire entendre nos propres voix. Nous pouvons maintenant écouter... dans*

notre langue maternelle. Le moment est venu de le faire maintenant".

Les réactions enthousiastes de la communauté à l'initiative de la station tiennent également au caractère participatif de sa programmation et de son mode de fonctionnement. Afin d'offrir une occasion supplémentaire à la communauté de participer, la station lui réserve cinq minutes de commentaires après les journaux de la mi-journée et du soir, au cours desquelles les auditeurs donnent leur avis sur le sujet de leur choix, à la seule condition qu'ils évitent de tenir des propos calomnieux ou désobligeants.

Les commentaires concernaient la responsable de l'Association de marchandes de poissons. D'habitude, ce sont les hommes qui vont à la pêche et approvisionnent les femmes qui fument le poisson et le vendent. Les hommes fixent les prix du poisson et les femmes gardent les bénéfices de la vente pour pouvoir entretenir leurs ménages.

Dans son commentaire, la responsable de ladite Association critiquait vertement le reportage réalisé sur le marché par Radio Ada et dénonçait les violences conjugales dont étaient victimes certaines des membres de l'Association de la part de leurs maris. En effet, ces reportages sur le marché ont mis les maris en colère, car ils avaient le sentiment d'être trahis par leurs femmes qui pratiquaient des prix bien au-dessus de leur prix d'achat.

Dans une analyse présentée sur Radio Ada, il a été expliqué que ces prix prenaient en compte le coût et le temps consacré aux douze étapes - c'est-à-dire la valeur ajoutée - indispensables entre l'achat et la vente du poisson. Cette analyse a suscité du respect et a permis de calmer la situation.



La réaction du public : compte tenu du manque de moyens, Radio Ada n'a pas été en mesure de réaliser une enquête d'opinion en bonne et due forme auprès de ses auditeurs. Néanmoins, il existe une interaction constante entre le personnel et les auditeurs à travers les enregistrements réalisés sur le terrain, le courrier et les visites [des auditeurs] à la station de radio. Ces nombreux témoignages considèrent tous Radio Ada comme "une bénédiction pour la communauté dangmé". Les lettres et les commentaires qui proviennent de sources variées relèvent des détails précis, ce qui prouve que les auditeurs accordent une attention particulière au contenu des émissions. La plupart d'entre eux formulent des critiques constructives accompagnées de suggestions pour de nouvelles émissions. On s'efforce de répondre au maximum de lettres possibles au cours d'une émission hebdomadaire consacrée au courrier des auditeurs.

Les reportages sur le terrain indiquent que des villes et villages entiers s'intéressent particulièrement à certaines émissions, comme la série consacrée à un musicien de rue local qui met en musique les contes et légendes moraux. Pour beaucoup de personnes, la station représente sans aucun doute le seul moyen d'information par rapport au reste du monde. Elle rythme également la vie de la communauté, qui fait fréquemment appel à elle pour établir la réalité des faits et jouer le rôle d'arbitre dans les différends.

Les coûts de fonctionnement : Radio Ada n'a pas sollicité de subventions pour assurer ses charges d'exploitation. Elles sont censées être entièrement financées par la publicité commerciale et les annonces personnelles à bas prix (p. ex. : les nécrologies). En fait, il s'agit surtout de dépenses d'approvisionnement, la station ne disposant pas de véhicule, et des frais de transport qui sont calculés en coûts réels. Près d'un an après le début de son fonctionnement, et même avec un personnel entièrement constitué de bénévoles, les

recettes représentent environ la moitié des dépenses. Cette situation s'explique surtout par le fait que devant la multiplicité des tâches à accomplir pour le développement de la station, l'accent n'a pas été suffisamment mis sur le marketing. On peut penser qu'avec un marketing plus agressif, la station pourra au moins équilibrer son budget vers la fin de la deuxième année d'exploitation.

Les problèmes et les difficultés rencontrées

Les problèmes : il y a eu du retard dans la livraison des matériaux de construction du bâtiment, mais il a pu être achevé en treize mois. La fréquence de transmission : c'est le problème le plus grave que la station de radio ait rencontré. Après les essais d'émissions réalisés avec succès par Radio Ada en août 1997, une puissante station FM de Lagos au Nigeria a commencé à émettre sur la même fréquence, ce qui a pratiquement brouillé Radio Ada et l'a empêché de commencer à émettre réellement à Noël comme prévu. Radio Ada a dû déposer une nouvelle demande de fréquence, et s'est vu attribuer la fréquence 93.3 mHz à la mi-janvier 1998, l'obligeant à reporter son démarrage au 1er février.

Seize jours plus tard, à sa grande surprise Radio Ada a été victime d'un soudain et grave rationnement d'énergie. Pendant un certain temps, elle a été obligée d'emprunter des générateurs à une ONG puis à l'administration locale, mais l'alimentation demeurait insuffisante pour une exploitation satisfaisante. La programmation quotidienne a été réduite à dix heures. Mais les auditeurs ont émis des doléances passionnées par le biais de la radio pour inciter les autorités locales à lui fournir un générateur. Sans que Radio Ada lui en ait fait la demande, l'Assemblée du district Est de Dangmé lui a offert ce générateur en reconnaissance des services vitaux qu'elle offre à la communauté.

Radio Ada est aujourd'hui à l'abri des coupures d'énergie.

Les difficultés : la gestion d'un grand groupe de bénévoles présente des difficultés particulières. Elles se posent en termes de dialogue, de conseillers, d'encadrement, d'autocritique et d'évaluation. Cependant, même si les personnes étaient rémunérées, la station aurait à gérer un déficit en matière de qualifications et de savoir-faire. En même temps, on a du mal à trouver des formateurs expérimentés dans le développement participatif, compétents dans la production radio et maîtrisant les langues vernaculaires.

L'autre difficulté est que les actions en faveur du développement sont trop modestes pour faire l'objet d'un soutien et bénéficier d'un suivi correct dans des émissions de radio. Dans ces circonstances et puisque la tâche est trop importante pour être remise à plus tard, la station doit tout faire pour amplifier et faire réussir ces activités. La recherche de ressources nécessaires à ces besoins représente un emploi à plein temps pour plusieurs personnes – que l'on n'a pas encore trouvées.

La station n'a toujours pas mis en place les stratégies de marketing nécessaires pour exploiter le potentiel publicitaire du marché. Les petites entreprises et les commerçants de la zone de couverture ont besoin d'être initiés à une certaine "culture publicitaire" qui permettrait à la station de générer des revenus. Cette campagne publicitaire est une tâche à accomplir avec prudence afin d'éviter qu'elle ne remette ses objectifs en cause.

Les enseignements

La première année a permis de démontrer l'importance du rôle de la radio dans le développement de la communauté et dans la vie quotidienne et la capacité des bénévoles à diriger et à exploiter une station de radio. Le service rendu par la radio est indispensable et apprécié.

Le premier des enseignements qui porte sur les conditions de la rentabilité, est qu'il faut s'attaquer aux aspects commerciaux dès le début. Il y a eu tellement de pressions pour que la station puisse démarrer, que personne n'a pensé à "vendre" les services de la radio.

Une telle campagne est devenue aujourd'hui une urgence, dans la mesure où les résultats de Radio Ada entraînent leur dynamique propre. Du jour au lendemain, la station a dépassé ses capacités. L'ampleur de la réaction de la communauté a été telle que la station a dû mettre en place des services auxquels elle n'avait pas songé auparavant. Les ressources nécessaires existent et la station doit s'efforcer de les mobiliser.

Le dernier enseignement est davantage un rappel : en plus des ressources matérielles, des connaissances et du savoir-faire, il faut de la foi et de la solidarité pour faire progresser une idée – comme l'ont abondamment démontré les bénévoles de Radio Ada. Reprochant à un collègue bénévole de consacrer plus de temps aux partis politiques qu'à la station de radio, celui-ci a répondu : *les partis politiques ont un mandat de quatre ans, tandis que Radio Ada sera toujours là*.

1. Alex Quarmyne a travaillé pendant longtemps pour l'UNESCO à la promotion des radios communautaires. Après avoir pris sa retraite, il est rentré s'installer dans sa communauté avec sa femme, où ils ont lancé Radio Ada.

RADIO BUSH 89.5 FM, EN AFRIQUE DU SUD – LE PASSÉ, LE PRÉSENT, ET L'AVENIR

par Zane Ibrahim et Ms Adams

L'histoire de la radio communautaire

Après des années de monopole d'Etat sous le régime de l'apartheid de la Société de radiotélévision d'Afrique du Sud (SABC), "la lutte pour la libération des ondes" a été remportée. La SABC a été restructurée, et en 1993 une Autorité indépendante de l'audiovisuel (IBA) a été créée. Depuis l'attribution des premières licences en 1995, l'Afrique du Sud compte désormais plus de 85 stations de radio indépendantes, et la radio communautaire est maintenant implantée de manière durable. (Voir chapitre 3, pour les détails sur la législation en vigueur en Afrique du Sud).

L'émergence de la radio communautaire a modifié le paysage audiovisuel en Afrique du Sud. Elle a recruté un nombre incalculable de bénévoles et de travailleurs sociaux qui prennent une part active à la vie des stations. En outre, ce secteur a réussi à attirer des annonceurs, et dans certains cas, les stations parviennent à obtenir des revenus suffisants par la vente de temps d'antenne et la promotion de manifestations. Toutefois, les stations qui ont obtenu leur indépendance financière sont, d'une certaine manière, victimes de leur succès : on leur reproche souvent d'être trop commerciales pour être classées sans restriction dans le secteur des radios communautaires.

Le secteur de la radio communautaire a fait preuve, en quelques années d'existence, d'une incroyable capacité de survie. Cependant, la nécessité pour ce secteur de poursuivre son développement, la formation et, ce qui est beaucoup plus important, d'assurer sa viabilité, est évidente.

Au cours de ces dernières années, l'apport de donateurs a été déterminant, en particulier pour ce qui

concerne les équipements de radiodiffusion. Certaines stations reçoivent également l'essentiel des fonds nécessaires à leur exploitation quotidienne. Il paraît évident que dorénavant les fonds des donateurs constituent l'une des options, peu nombreuses, sur lesquelles on peut compter pour assurer le lancement d'une station de radio communautaire. Dans leur quête d'autosuffisance, nombre d'entre elles ont pu identifier d'autres sources possibles de revenus, dont les plus importantes, outre les rentrées publicitaires, sont les cotisations des membres et les collectes de fonds au sein de la communauté.

Le démarrage

A la fin des années quatre-vingts, un petit groupe de personnes intéressées par la mise en place d'un système alternatif de communication audio se sont regroupées au sein d'une organisation qui enregistrait des informations sur des cassettes de format radio, les copiait et les distribuait dans la ville du Cap et ses environs. L'organisation s'appelait CASET (Cassette Education Trust), et était installée dans un petit bureau à Salt River. Son objectif était d'informer et d'attirer l'attention des populations démunies sur des sujets tels que l'alphabétisation, l'hygiène, la santé et bien évidemment les problèmes politiques d'actualité. Depuis leurs timides débuts, les initiateurs du projet ont toujours su qu'à long terme, la radiodiffusion remplirait sa mission en intégrant des objectifs d'éducation et de progrès social. CASET a commencé par évaluer l'idée et ses chances d'aboutir, puis elle a finalement proposé la création d'une radio communautaire à l'Université de Western Cap (UWC), située à la périphérie de la ville du Cap.

Cependant, après une longue réflexion, il était évident que le campus de l'UWC n'était pas l'emplacement qui lui convenait : il était trop éloigné pour être accessible à la communauté Noire dans son ensemble. En fait, l'UWC avait été construite en 1960 pour accueillir des "populations de couleur", une définition raciale qui désignait les personnes d'origine mixte. L'Université, située loin de la ville et entourée d'une brousse dense, allait bientôt prendre le nom de *Bush College* et la station de radio de la cafétéria de son campus, celui de Radio Bush.

Plus tard, CASET a été dissoute et relancée dans le cadre d'une initiative visant à la création d'une radio communautaire. Tout en conservant son nom d'origine, Radio Bush était née. Créée en 1992 sous forme d'association de bénévoles, appartenant à ses membres et gérée par eux, elle mettait l'accent sur l'accès à l'antenne de la communauté. L'objectif était d'offrir aux populations Noires l'occasion de devenir des radiodiffuseurs. Il a fallu trouver de l'argent pour concrétiser cette initiative. De nombreux donateurs ont été sollicités et c'est finalement la Friedrich Ebert Stiftung (FES), une fondation allemande qui apporte son soutien à la formation à la radiodiffusion.

L'annonce du financement accordé par la FES s'est répandue. L'idée d'une radio communautaire plaisait et les candidatures pour la formation ont commencé à affluer de partout. Radio Bush est vite devenue un formateur incontournable et un protagoniste de la radio communautaire en Afrique du Sud. Pressant le gouvernement de lui

attribuer une licence pour la radiodiffusion et la formation du personnel des stations réparties sur l'ensemble du territoire, Radio Bush et le concept de radio communautaire se sont imposés dans les esprits comme des acteurs qui comptent dans le nouveau paysage audiovisuel du pays.

Le défi

Après le rejet de plusieurs demandes de licence, Radio Bush a décidé d'émettre dans l'illégalité le moment venu. En mai 1993, un groupe d'activistes bénévoles a installé le matériel de la station dans une pièce, y compris l'émetteur qu'il s'était procuré de manière illégale, et a procédé aux branchements et s'apprêtait à démarrer ses émissions. La radio a publié un communiqué de presse, édité un petit horaire des programmes, et composé un générique. Après quelques tests, Radio Bush était prête. Elle commença à diffuser des petites pièces de théâtre, des débats, des petits poèmes et des sketches.

Quatre heures après le début des émissions, les autorités envahissaient les locaux et saisissaient le matériel. Aux deux principaux responsables de la radio, trois chefs d'inculpation étaient notifiés : radiodiffusion illégale ; possession illégale de matériel de radiodiffusion et obstruction à la justice. L'affaire a traîné, mais les amis et les partisans à l'intérieur et à l'extérieur du pays ont compris pourquoi les membres de Radio Bush étaient prêts à risquer la prison pour obtenir le droit de faire entendre leur voix. Après de fortes pressions de la part des personnalités et des organisations internationales, l'Etat a abandonné les poursuites au bout de huit mois.

Formation et activisme

Au cours des deux dernières années, le pays a connu de grands changements politiques et s'est préparé à organiser ses premières élections démocratiques. Durant cette période, Radio Bush a continué à chercher les moyens de faire entendre la voix de la communauté. Elle a poursuivi et considérablement renforcé ses activités de formation à travers le pays. Elle a été la première radio communautaire d'Afrique du Sud à adhérer à l'Association mondiale des radiodiffuseurs communautaires (AMARC), et elle a continué à défendre la cause de la radio communautaire en Afrique du Sud.

Au début de l'année 1993, la Friedrich Ebert Stiftung (FES) lui a offert un studio entièrement équipé, afin de lui permettre d'assurer son objectif premier de formation. C'était merveilleux. Radio Bush commençait à ressembler à une vraie station de radio.

Un formateur à temps plein a été recruté. Les cours comprenaient : une initiation à la radio communautaire, la production de chroniques et de documentaires, les femmes et la technique et la gestion d'une radio communautaire. Il s'agissait essentiellement de former les futurs formateurs. Ceux-ci devaient retourner dans leur station et être en mesure de former progressivement les bénévoles. Par la suite, d'autres organismes ont proposé leur collaboration, et des partenariats et des échanges de programmes ont été mis en place avec Deutsche Welle, Radio France Internationale, USIS (Service d'Information [officielle] des Etats-Unis d'Amérique), et Radio Canada.

Des institutions nationales, dont l'Institut de perfectionnement des journalistes et le Centre de formation aux médias ont également proposé des cours sur les métiers de la radio. Petit à petit, la radio a ainsi pu se constituer un vivier de producteurs et de gestionnaires spécialisés. La formation radio, la création d'un

réseau et le lobbying posaient ainsi les jalons de l'actuel mouvement de la radio communautaire en Afrique du Sud.

Afin de défendre la cause de la radio communautaire, un Forum national des radios communautaires (NCRF) a été mis en place en 1994, dans le but d'exercer des pressions sur le gouvernement, de coordonner et de guider les activités de ce secteur. Initialement installé dans les locaux de Radio Bush, le NCRF a fini par trouver des fonds et installer son siège à Gauteng. Vers la fin de l'année 1994, l'Autorité Indépendante de l'Audiovisuel avait reçu plus de cent demandes de licences de radio communautaire.

La licence est enfin arrivée !

En juin 1995, sept ans exactement après l'initiative de CASET de donner la parole aux gens, Radio Bush recevait sa licence. Mais l'Autorité Indépendante avait à gérer un plan d'attribution des fréquences ancien, qui ne permettait pas de satisfaire l'afflux des demandes de licences. Et compte tenu de la présence de la célèbre montagne de la Table au Cap, Radio Bush s'est vu proposer de partager des temps d'antenne égaux sur la même fréquence qu'une station de radio communautaire appelée C-Flat. Bien que la situation ne soit pas idéale, tout le monde était satisfait. Radio Bush émettait chaque jour de 14 h 00 à 02 h 00 et C-Flat prenait le relais jusqu'à 14 h 00, et ainsi de suite.

Etre prêt pour le démarrage

Après avoir réussi à obtenir la licence, il restait désormais à émettre. Jusque-là, Radio Bush avait fonctionné avec une équipe de bénévoles motivés, travaillant à temps plein et un studio bien équipé pour la formation. Par la suite, il a fallu assurer le succès des émissions, du marketing et des collectes de fonds pour faire fonc-



tionner la radio. En 1995, Radio Bush a organisé un séminaire stratégique pour évaluer, planifier et élaborer une vision commune pour ses futures activités. Radio Bush comptait 1 000 membres dont cent bénévoles actifs et bien formés. De nombreuses ONG ont également manifesté leur intention d'aider la radio communautaire et s'impliquer dans ses activités.

Les membres ont été invités à débattre de l'horaire des programmes, notamment des émissions éducatives et de divertissement. L'accent a été surtout mis sur une présentation honnête et valorisante des cultures, des langues et des aspirations des communautés locales. Les trois principales langues parlées au Cap (le xhosa, l'anglais et l'afrikaans) ont naturellement été choisies comme les langues de la station. La devise choisie était : *"C'est la vôtre, c'est la mienne, c'est la nôtre."*

Après la mise au point des horaires des programmes, et moins de deux mois avant le début des émissions, les bénévoles se sont empressés d'aller suivre les cours de remise à niveau, de participer aux réunions de programmation et à d'autres activités préparatoires. La Fondation Soros pour une Société Libre a financé les équipements de radiodiffusion les plus modernes.

Finalement, Radio Bush a officiellement commencé à émettre le 1^{er} septembre 1995, à 14 h 00 ; c'était la Journée Nationale de la Femme. La station avait délibérément choisi ce jour pour ses débuts afin de marquer l'importance du rôle joué par les femmes dans le développement du pays.

Radio Bush a récemment emménagé dans des locaux neufs et plus vastes, toujours à Salt River. L'espace de 300 m² sur deux étages est deux fois plus grand que le précédent. C'est un complexe équipé d'un matériel perfectionné pour la formation, la production et la diffusion analogiques des émissions ; c'est probablement la station de radio communautaire la plus moderne du pays au point de vue technologique.

Bonne gestion et participation communautaire

Au début, Radio Bush était organisée en association de bénévoles, dirigée par un Conseil d'administration et un Comité exécutif. Après le lancement de la station, il a été décidé de créer une nouvelle structure visant à l'autosuffisance. Le Conseil d'administration a opté pour la création d'une société sans but lucratif, ce qui a facilité l'exploitation de la station de radio, et qui lui a également permis d'attirer les parrainages et le soutien des milieux d'affaires, parce qu'une société possède une meilleure assise structurelle.

L'une des obligations fixées par la loi est la constitution d'un Conseil d'administration de sept membres chargés de gérer les ressources et l'exploitation de la station. Les deux directeurs qui ont été récemment nommés à la tête de Radio Bush sont hautement qualifiés et complètement dévoués à la station. Ils sont en charge de la collecte de fonds, de la programmation, du marketing, de la gestion du personnel etc. Le Conseil d'administration comprend également quelques-uns des meilleurs gestionnaires de la ville du Cap.

La participation de la communauté est au cœur du fonctionnement de Radio Bush. Dès le début, il était clair que la seule raison d'être de la station était de servir la communauté. Tout membre de la communauté peut en devenir membre et suivre la formation nécessaire. A travers ses émissions, ses productions et sa formation, la station maintient le contact avec les communautés cibles.

En outre, les émissions en extérieurs réalisées au sein de ces communautés favorisent la participation, de même que l'entretien et le développement du vivier de bénévoles, évalués à environ cinq cents ; plusieurs d'entre eux ont participé à l'aventure de Radio Bush depuis le début.

Le personnel de la radio est issu de toutes les composantes de la communauté, représentant des intérêts,

des cultures, et des langues différentes. On y trouve des étudiants, des mères célibataires, des handicapés, des défenseurs de l'homosexualité, des chômeurs et de nouveaux retraités. Les membres ont un droit de regard sur les affaires de la radio, qu'elles soient d'ordre administratif ou financier, ou bien qu'il s'agisse du contenu des émissions et des besoins en formation. Des débats et des séminaires sur les choix stratégiques sont organisés une fois par mois, et la communauté est invitée à apporter ses idées sur la gestion de la station. La communauté peut ainsi contrôler et exercer son droit de propriété sur la station de radio.

Vue générale de la programmation

Le défi consiste à présenter à l'antenne des voix et des modèles auxquels les gens peuvent s'identifier. Les émissions musicales diffusent différents genres musicaux marginaux comme le hip-hop, le reggae, le R&B, le jazz, le blues et la jungle, ainsi que la musique populaire locale. Les séquences musicales sont souvent entrecoupées de concours, d'appels téléphoniques, d'entretiens, d'informations sur des emplois temporaires, de palmarès des chansons, et même de comédie. L'objectif est de promouvoir les artistes et les interprètes locaux, ainsi que des genres musicaux que l'on entend rarement sur les radios commerciales.

Bien que la musique constitue une part notable des émissions, la station accorde une importance particulière à la réalisation de programmes orientés sur la participation et l'éducation de la communauté. C'est pourquoi elle préfère organiser des discussions et diffuser des chroniques qui favorisent les échanges d'informations, la réflexion critique et le débat. Dans les chroniques et les talk-shows, Radio Bush

réserve une tribune aux membres de la communauté qui évaluent leur objectif de développement "véritable". Elle a récemment lancé une émission sur les réfugiés, animée par des réfugiés, et qui informe le public de leur situation.

Quelques émissions spécifiques régulières :

Programmes de contact : les représentants de diverses organisations communautaires viennent expliquer leur rôle et la manière dont la communauté peut accéder à leurs services. Les discussions et le nombre d'appels reçus pendant la diffusion des émissions prouvent que la communauté n'est pas suffisamment informée en ce qui concerne les différents organismes susceptibles de l'aider. Ces services vont de l'aide aux victimes de viol, à la santé, aux soins infantiles, aux pensions de retraite etc.

Le droit dans la communauté : élaborée par les étudiants en droit des 3ème et 4ème année de l'UWC, l'émission répond aux questions pratiques que des membres de la communauté ont posées individuellement sur différents sujets. Elle prend soin d'expliquer de façon simple et détaillée les lois les plus simples ou les droits de l'Homme. Les appels en cours d'émission ont connu un grand succès, mais les auditeurs sont également encouragés à envoyer des questions écrites.

Les gens ordinaires : cette émission se présente sous la forme d'un magazine musical. Elle propose essentiellement de la musique locale et met l'accent sur la situation dans les bidonvilles. Les séquences musicales sont entrecoupées d'annonces d'intérêt général, de bulletins d'informations, d'avis divers, de concours et d'appels des auditeurs à l'antenne. L'émission est très appréciée dans la communauté, car c'est le seul programme pour la jeunesse qui utilise le dialecte et reflète la personnalité des populations xhosa de la ville du Cap.

Le rapport de la TRC : la Commission Vérité et Réconciliation (TRC) a été créée pour aider le pays à panser ses plaies après la fin du régime d'apartheid. Quinze jours durant, Radio Bush donnait la parole à un membre de cette Commission qui devait commenter le déroulement des travaux de la semaine. Les débats ont souvent permis de clarifier et d'apporter des éléments nouveaux sur les auditions de la Commission. A de nombreuses reprises, les auditeurs ont posé des questions aux invités de l'émission sur des problèmes considérés comme importants et qui méritaient de plus amples recherches.

Les discussions dans les taxis : les minibus taxis sont les seuls moyens de transport entre les bidonvilles. Cependant, les rivalités grandissantes entre les taxis entraînent des bagarres armées au cours desquelles des coups de feu sont échangés qui tuent aussi les passagers. Radio Bush et la Compagnie pétrolière Shell ont réuni leurs ressources pour produire "Taxi Talk", une émission dans laquelle tous les protagonistes avaient été invités à exposer de leurs griefs. Le Ministre fédéral des Transports a pour sa part joué un rôle important dans la médiation entre les parties.

Le viol et l'alcoolisme : le viol de femmes de tous âges a pris des proportions inquiétantes. Radio Bush a créé des groupes chargés d'analyser les causes profondes de ce fléau et d'envisager le meilleur moyen d'élaborer des programmes susceptibles d'aider à diminuer, voire éliminer ce fléau social. L'alcoolisme en est une des causes, et c'est la raison pour laquelle la station refuse de faire de la publicité sur les boissons alcoolisées. Elle ne fait pas non plus de publicité sur le tabac pour des raisons de santé publique. Les enregistrements de tous ces programmes de prévention contre le viol et l'alcool sont distribués à l'ensemble des stations de radio communautaires.

Une radio pour la formation

Tout aussi important à ses yeux que la radiodiffusion, proprement dite, Radio Bush demeure essentiellement un Centre de formation. Elle met l'accent sur la formation de radiodiffuseurs communautaires potentiels choisis dans la communauté, et ne se contente pas de remplir les tranches horaires d'antenne. En dehors du Directeur et de l'administrateur, l'ensemble du personnel de Radio Bush a été formé sur le tas, et il a acquis de l'expérience dans les domaines de l'information, de la musique, de la réalisation de documentaires et de la programmation.

Chaque année, la station de radio reçoit des centaines de candidatures pour la formation, provenant de toutes les communautés du pays, et parfois de l'étranger. Les critères de sélection des futurs stagiaires mettent l'accent sur leurs aptitudes et leur capacité à mettre en valeur les connaissances acquises. Radio Bush a conçu une méthodologie de formation et des cours d'initiation qui s'adaptent aux divers niveaux de connaissances culturelles et linguistiques des stagiaires.

Au cours de ses deux premières années, l'essentiel de l'activité de la station était consacrée à la mise en place d'une solide base structurelle de programmation et de gestion. Ce qui signifiait que la formation passait au second plan. Dès lors que la radio avait fait la preuve de ses capacités à travers ses émissions, et afin de répondre aux autres sollicitations du secteur, elle a replacé la formation au centre de ses activités. Depuis septembre 1998, Radio Bush dispose des équipements neufs, conçus et destinés à faciliter des programmes complets de formation à la radio. Elle comprend le journalisme radiophonique, la technique et des notions de base en gestion. Ce sont des domaines d'études spécialisés, mais Radio Bush continue de proposer des programmes de formation au niveau de l'initiation, qui sont davantage demandés.



Vue générale des cours

Les cours d'initiation : ils couvrent les différents métiers de la radio, la radio communautaire et son rôle, une initiation à l'enregistrement en extérieurs, aux magnétophones à bobines, aux studios, aux règles de base du montage, aux différents formats d'émissions et au rôle de réalisateur, présentateur, reporter, ingénieur, etc. A la fin du cours, les stagiaires ont acquis suffisamment de connaissances pour exercer avec un minimum de savoir-faire.

Les stages internes : il s'agit de stages professionnels d'un an destinés à permettre aux jeunes diplômés et à d'autres candidats d'apprendre tout en exerçant un métier dans le domaine de la radio.

Le stage est axé sur les domaines suivants :

Les informations : les stagiaires en formation continue sont chargés de collecter des informations, de les enregistrer, de les monter, et de les présenter en direct.

La musique : les stagiaires veillent au respect des quotas, tels que fixés par l'Autorité Indépendante de l'Audiovisuel (IBA). Ils participent également à la bonne marche de la discothèque, prennent des contacts avec les maisons de disques, et s'assurent que la radio diffuse un éventail varié de musiques.

La production : en dehors des aspects techniques de la production de programmes, les stagiaires consacrent beaucoup de temps à évaluer les besoins de la communauté en matière de développement, par exemple dans les domaines de la santé, de la sécurité, de l'éducation, etc. Parfois, l'ampleur de la recherche peut paraître écrasante, mais cela permet aux stagiaires d'acquérir les compétences nécessaires à la planification des émissions.

La direction des programmes : de nombreuses stations rencontrent des problèmes dans la gestion des programmes. La partie de la formation relative à la

direction des programmes aide le stagiaire à évaluer les objectifs de la radio, les ressources nécessaires à cet effet et à répondre aux besoins de la communauté. Le stagiaire doit être capable de concevoir, réaliser et évaluer une grille complète de programmes.

La radio en prison

Radio Bush a été sollicitée par le Département de Criminologie de l'Université de la ville du Cap pour élaborer un programme d'initiation de jeunes détenus au fonctionnement d'une radio. Après des mois de négociations avec les responsables de la prison, elle a élaboré un plan permettant aux jeunes de faire fonctionner une station de radio à l'intérieur de la prison. L'enthousiasme des participants a convaincu les autorités que l'effet thérapeutique des émissions sur les détenus était de nature à favoriser leur réinsertion. Le projet se poursuit et il se pourrait que plusieurs autres prisons reçoivent des équipements pour mettre en œuvre des projets similaires.

Les leçons apprises

La gestion et l'exploitation : le bon fonctionnement d'une station passe par un développement constant de la formation et des différents secteurs professionnels. La communication interne est indispensable. Il convient d'organiser régulièrement des réunions du personnel afin de s'assurer que chacun est conscient du rôle qu'il a à jouer dans l'organisation. La réunion peut également être l'occasion d'encourager les échanges d'idées et de connaissances entre membres du personnel.

Le personnel doit être encouragé à entretenir de bonnes relations avec les bénévoles. A Radio Bush, nous avons appris que le personnel avait tendance à regarder de haut les bénévoles, probablement parce

que dans la région il existe un taux de chômage très élevé. Le fait de travailler dans une station de radio constitue aussi un élément de fascination.

La radio doit savoir commercialiser ses émissions si elle veut parvenir à la viabilité financière.

Les bénévoles : la majorité des bénévoles de Radio Bush sont issus de communautés défavorisées, c'est-à-dire du public visé par la station. Ils ont souvent un niveau d'études très faible et beaucoup sont au chômage. Les communautés dans lesquelles ils ont grandi sont très difficiles. Ils manquent cruellement de modèles à suivre, d'infrastructures et d'équipements. C'est pourquoi la radio communautaire est souvent victime de vols à répétition, d'abus, de non respect de l'autorité et du changement, de manque de confiance en soi, de fierté et d'engagement, et d'une certaine appréhension innée vis-à-vis de la formation et de l'éducation. Très peu de bénévoles perçoivent la signification du bénévolat, ses responsabilités et ses contraintes. En effet, la majorité de la population-cible la radio communautaire n'a tout simplement pas les moyens d'assumer sa condition de bénévole. Ses membres sont tellement pauvres que pour se rendre à la station, certains empruntent frauduleusement les transports publics.

Quoique l'engagement de certains bénévoles soit remarquable, il n'en demeure pas moins que, en dépit de leur énergie et de leur détermination, et même quand ils passent à l'antenne, on ne peut pas toujours compter sur leur travail. S'ils ne reçoivent pas de compensation, les bénévoles se découragent, et c'est souvent quand les émissions atteignent une audience stable que les bénévoles qui y participent l'abandonnent pour répondre à des offres d'emploi, à des engagements familiaux ou à d'autres activités plus rentables.

La formation et le recrutement des femmes : les femmes sont souvent écartées des activités qui nécessitent des connaissances techniques. C'est pourquoi Radio Bush a décidé d'imposer la parité totale entre les stagiaires comme condition de démarrage des programmes de formation.

L'accès et la participation de la communauté : une radio communautaire doit constamment rechercher les moyens de faciliter son écoute par la communauté. Outre qu'elle incite le personnel, les bénévoles et les personnes intéressées à apporter des idées, Radio Bush invite également le public à visiter la station. Cependant, les visites sont limitées à des jours et à des heures précises, pour éviter des affluences qui pourraient perturber le déroulement des émissions.

La collecte de fonds : les conditions des donateurs et l'intérêt des bénéficiaires doivent être attentivement étudiés et approuvés avant chaque accord de financement. Des malentendus sont à l'origine de l'échec de nombreux projets. La station doit se conformer à son cadre de mission pour toute recherche de fonds. Trop souvent, les projets violent leur charte pour obtenir des financements. A long terme cette situation entraîne de la confusion.

Il existe différentes formes de collecte de fonds. Il n'y a rien d'anormal à contacter un donateur potentiel pour lui demander les informations dont il a besoin, s'il faut remplir un formulaire, et ainsi de suite.

Beaucoup de donateurs s'attendent à être informés régulièrement. Les bénéficiaires doivent le faire, qu'on leur demande ou non. Il est très important de fournir périodiquement aux donateurs ou commanditaires d'un programme des informations précises sur la situation de la station.

RADIO CHAGUARURCO EN EQUATEUR – "MAINTENANT, VOUS N'ÊTES PLUS SEULS"

par Bruce Girard

Les origines en Amérique latine

C'est en Amérique latine qu'ont eu lieu, il y a 50 ans, les toutes premières expériences de radio communautaire, lorsque deux associations totalement distinctes ont utilisé la radio pour accroître leur influence et contribuer au développement de leurs communautés. Il s'agissait de Radio Sutatenza en Colombie et de la Radio des Mineurs en Bolivie. (Voir les tableaux 1 et 2, chapitre 1).

C'est à partir de ces racines sociales chrétiennes articulées sur le développement rural et le militantisme syndical que la radio communautaire a pris son essor pour occuper une place importante en Amérique latine ; les radios créées par les églises, les commerçants, les Universités, les syndicats et les populations autochtones ont contribué à faire de cette région la plus dynamique et la plus diversifiée au monde sur le plan de la radiodiffusion.

Le besoin de communiquer

Radio Chaguarurco, implantée en milieu rural dans la province d'Azuay, au sud de l'Équateur, est une station récente qui s'inscrit dans la tradition des radios communautaires d'Amérique latine. L'idée de créer cette radio est née à la suite d'une série de séminaires entrepris en 1990 par les organisations de paysans et les églises locales des cantons de Santa Isabel et Pucará, dans la province d'Azuay.

Ils avaient pour but d'organiser les communautés de manière à ce qu'elles puissent accéder aux services de base, tels que l'eau potable et l'électricité, et de s'assurer que les droits de l'Homme étaient respectés.

Un document rédigé par les fondateurs de la radio explique les différentes étapes de la création de la station : *"Nous avons commencé par évaluer nos besoins ; l'électricité et l'eau potable arrivaient en tête des priorités ; puis nous avons parlé de la communication, de la nécessité de partager des réalités communes et d'être en mesure de les analyser pour trouver les moyens de les améliorer. C'est ainsi que Radio Chaguarurco a commencé. Certaines personnes qui vivent loin des campagnes se demandaient quelle était la nécessité de créer une radio alors qu'il y avait tant d'autres priorités ? La radio ne représentait-elle pas un luxe ? Il est clair qu'il y a bien d'autres besoins : la santé, l'alimentation, l'éducation, les crèches, le développement de meilleures techniques agricoles pour améliorer la production. Mais plutôt que de tout mélanger pour satisfaire nos besoins de façon temporaire, il valait mieux penser aux causes des problèmes, aux injustices et aux inégalités qui génèrent la pauvreté et la marginalisation."*

Le Directeur de la station affirme que l'idée est née du besoin de communiquer. Radio Chaguarurco est située dans une zone où il est très difficile de capter les stations de radio de la région. Très peu de gens ont accès à la télévision, et encore moins aux journaux. Les lignes téléphoniques sont encore inconnues dans la plupart des villes, et n'existent pas non plus dans toutes les campagnes, où vit la majorité de la population. Les communautés sont très dispersées. Certaines sont situées à 30 minutes seulement des centres du canton, où se trouvent également les administrations publiques et les marchés, tandis que d'autres sont éloignées de une à douze heures de marche par des sentiers. Il est pratiquement impossible pour ces dernières d'être tous les jours voire toutes les semaines en contact avec les centres.

Dès lors, l'Eglise et les organisations paysannes de la région ont commencé à prendre conscience de l'importance de la communication. L'idée d'une radio communautaire a rapidement été adoptée, et en moins de quelques mois elle est devenue l'un des principaux thèmes de discussion des séminaires. Comme les populations des zones rurales étaient d'habitude exclues des médias, elles étaient enthousiastes à l'idée d'avoir leur propre radio, une tribune pour faire part des besoins de leurs communautés et des difficultés qu'elles rencontraient pour obtenir des services de base.

L'idée de la radio était sans doute bonne, mais qui allait la transformer en réalité ? Il faudrait solliciter une fréquence et l'autorisation du gouvernement. Il faudrait également acheter le matériel nécessaire. A qui appartiendrait la station ? Où serait-elle installée ? Quelles communautés desserviraient-elles ?

L'église locale et l'organisation des paysans, *Proyecto Norte* sont devenues les deux piliers de ce projet. Elles avaient déjà travaillé ensemble sur d'autres projets de développement et elles avaient participé aux discussions sur la radio depuis le début. Avec le soutien des représentants de la région au Parlement, elles ont commencé à concevoir des plans.

Le premier souci était d'obtenir une licence de radiodiffusion. En 1992, la législation équatorienne n'autorisait pas la radio communautaire. Le processus d'obtention d'une licence commerciale était complexe et pouvait facilement déboucher sur un échec,

après des années d'attente. Mais dans le passé il y avait eu une station de radio à Santa Isabel. Bien que son propriétaire fût décédé et que la station ait cessé d'émettre depuis longtemps, sa licence commerciale était toujours valable. L'achat d'une station qui possède une licence ne dispense pas pour autant d'une autorisation gouvernementale, un processus tout aussi compliqué que celui de l'obtention d'une nouvelle fréquence.

Pendant que la demande officielle suivait son cours, l'étape suivante consistait à décider du lieu d'implantation de la station.

Santa Isabel et Pucará

Santa Isabel est le chef-lieu d'un canton de 3 000 habitants. Elle semblait être le lieu d'implantation idéal de la station, puisque c'est la plus grande ville de la région et un important centre commercial. En dehors de l'église, la grand-place est entourée de banques, de cabinets de médecins et de magasins. Elle se trouve à moins de deux heures de Cuenca, la capitale provinciale, et comme elle dispose d'un réseau téléphonique, elle constitue un grand centre de communication pour la région. Située à 1 500 mètres d'altitude, son climat est idéal pour la culture des tomates, des oignons, et même de la canne à sucre, des produits vendus partout en Equateur.

Le village de Pucará qui est également un chef-lieu de canton, a une population de moins de mille habitants, et se trouve à quelque 40 kilomètres de Santa Isabel. Toutefois, un service d'autocars réguliers permet de monter par une route non pavée qui mène en deux heures à la ville située à une altitude de 3 100 mètres.

Pendant la saison des pluies, la route peut être impraticable pendant plusieurs jours d'affilée. Il n'y a pas de télé-

phone et quand la route est fermée, le village est coupé du reste du monde.

Au terminus de la route, Pucará n'a qu'une seule rue en forme de boucle, avec en son milieu une église brillamment peinte et une succession de montagnes et de vallées stupéfiantes. Cette magnifique vue cache une dure réalité. Avec une température moyenne annuelle de seulement 12°C et des nuits où le thermomètre descend près de zéro, le climat de Pucará n'est propice qu'à une simple agriculture de subsistance – les haricots et les pommes de terre représentent l'alimentation de base – et ne permet que des conditions de vie précaires. Mais Pucará présentait un grand avantage pour l'installation éventuelle d'une station de radio : son altitude et son emplacement plus central qui, d'un point de vue technique, est un lieu idéal et plus intéressant que Santa Isabel pour l'installation d'un émetteur. Quoiqu'il en soit, les habitants de la ville ne représentent que 20 % de population totale et le public concerné au premier chef se trouve parmi les 80 % qui vivent en milieu rural.

Cependant la détermination du lieu d'implantation de la station avait aussi une dimension politique. La communauté qui accueillerait la radio aurait plus de chances que les émissions parlent de ses préoccupations, que ses membres participent, y soient invités et qu'elle en tire le plus grand profit.

On a finalement choisi d'installer l'émetteur à Pucará et le centre administratif à Santa Isabel, et de relier les studios des deux villes par faisceaux hertziens. Quand le Directeur de Chaguarurco parle de la radio, il dit qu'il existe aujourd'hui deux stations qui partagent la même fréquence et la même identité.

Les informations locales sont collectées par les deux stations. Les journaux sont présentés en duplex, par deux présentateurs, l'un depuis Pucará, et l'autre depuis Santa Isabel. Des interviews sont également

réalisées en duplex, avec un interviewer dans une communauté et un invité dans l'autre. Certaines émissions musicales sont produites uniquement à Pucará et d'autres uniquement à Santa Isabel.

A l'heure où nous écrivons, un troisième studio est en construction dans le village de Shagly. Ce dernier ne compte que 250 habitants, mais c'est le centre le plus proche pour 2 500 habitants des campagnes. La poursuite de la décentralisation est planifiée, et de nouveaux studios seront construits dans d'autres communautés.

La fondation Chaguarurco

La question de la propriété de la station était aussi importante que celle de l'emplacement. Dès le début, il était entendu qu'elle ne devait appartenir ni au prêtre local, ni à la paroisse, ni à une seule personne. Elle devait appartenir à la population. En septembre 1992, la Fondation Chaguarurco pour le développement rural a été créée, en présence de représentants des organisations d'agriculteurs des deux cantons, des paroisses catholiques, des travailleurs, et des bénévoles de la station. Elle est placée sous le contrôle de la Fondation, garantissant ainsi à la population, à qui elle appartient réellement, un contrôle et un accès permanent.

Le Conseil d'administration de la Fondation Chaguarurco se réunit chaque trimestre et convoque des réunions extraordinaires en cas de besoin. Le Conseil reçoit des rapports du Directeur de la station, puis il prend les décisions importantes sur la programmation générale et le budget.

Au moment de la création de la Fondation, le rêve de la radio était caressé depuis près de deux ans. Personne n'avait prévu qu'il faudrait attendre deux ans et demi pour que la Fondation devienne opérationnelle, rassemble des fonds pour financer l'achat



des équipements, obtienne l'autorisation d'utilisation de la fréquence, et forme le personnel de la station.

Il est difficile de trouver des crédits dans la région, et le projet s'annonçait très onéreux. Les caractéristiques géographiques de la zone de couverture nécessitaient un émetteur AM, qui coûte relativement plus cher qu'un émetteur FM. Le prix de l'émetteur Nautel de 5 kW, y compris son antenne et son installation, s'élevait à 80 000 dollars, beaucoup plus que la communauté n'aurait pu réunir elle-même. Après sa création, la Fondation a commencé petit à petit à rechercher des fonds aussi bien au niveau local qu'international. Toutefois, même s'ils avaient besoin d'argent, les dirigeants de la station n'étaient pas prêts à sacrifier son indépendance.

Il fallait pratiquement tout acheter. Tout le matériel récupéré sur l'ancienne radio n'était même pas assez bon pour un musée. L'émetteur, l'antenne et les frais d'installation ont été pris en charge par une agence espagnole d'aide au développement, Intermon. Caritas, Manos Unidas, quelques bénévoles espagnols et un groupe de solidarité basé à Madrid ont apporté leur contribution. L'église de Cuenca, la capitale provinciale, a offert une camionnette.

Les donateurs étaient uniquement sollicités pour l'acquisition de matériel et l'installation. La Fondation a décidé que la station couvrirait ses frais ; c'est ce qui s'est passé.

La formation de la communauté

Parallèlement au lent progrès du processus d'acquisition de la licence, un groupe de bénévoles commençait à former des membres de la communauté aux métiers de la radio. Le problème c'est qu'aucune des personnes qui travaillaient sur le projet n'avait d'expérience de la radio, à l'exception de deux bénévoles espagnols qui

avaient acquis une certaine connaissance de radio communautaire à Madrid.

En fait, les bénévoles concernés devaient d'abord recevoir eux-mêmes une formation avant de pouvoir former les autres. Ils lisaient tous les livres qu'ils pouvaient trouver et sont allés voir comment fonctionnaient les autres radios. Des personnes qui avaient l'expérience de la radio ont été invitées à venir parler et à donner des cours. A la fin, un manuel et un kit de formation ont été réalisés à partir de l'expérience pratique. Puis les nouveaux formateurs sont allés sur le terrain pour former les bénévoles communautaires.

La formation n'a sérieusement débuté qu'en décembre 1993. L'idée était que chaque communauté devait proposer une personne considérée comme apte à servir de correspondant. En outre, toute personne qui le souhaitait était autorisée à assister aux cours.

Quatre formateurs se sont répartis le travail à faire entre décembre 1993 et octobre 1994, en visitant les différentes communautés semaine après semaine. Les bénévoles étaient en nombre suffisant. Beaucoup d'entre eux devaient marcher pendant quatre, cinq ou six heures pour rejoindre le lieu de formation. L'idée de la radio avait été accueillie avec enthousiasme dans un village qui avait fait l'objet de nombreux conflits et abus de pouvoir de la part des autorités. Il y avait même eu des morts. Les gens pensaient que la radio les aiderait à mettre un terme à de tels abus.

En novembre 1994, le personnel a été choisi parmi ceux qui avaient suivi les cours. En décembre, ils ont reçu une préparation intensive et plus spécialisée pendant un mois. La formation et les discussions sur la radio faisaient avancer le projet et tenaient la population mobilisée. Cependant, cinq ans étaient passés depuis la première discussion et l'attente avait un prix. Quelques personnes se sont découragées et ont abandonné.

La radio a finalement commencé à émettre le 1er janvier 1995. Un participant se souvient : *"C'était très beau. Beaucoup de gens écoutaient. Nous étions fous de joie. Nous avons salué tout le monde, remercié ceux qui nous avaient accompagné depuis le début, ceux qui avaient suivi les cours avec nous, les correspondants. Nous avons téléphoné à Cuenca pour nous assurer que le signal pouvait être capté dans cette ville. Certaines personnes qui savaient que nous allions prendre l'antenne nous ont téléphoné. Nous avons diffusé beaucoup de musique que nous interrompions régulièrement pour annoncer, "Vous êtes sur Radio Chaguarurco ! Vous pouvez suivre nos émissions sur 1 550 kilohertz ! Invitez vos voisins à nous écouter !" C'était fou !"*

"Maintenant, vous n'êtes plus seuls"

Après des années d'attente, les espoirs des gens étaient grands. Ils n'allaient pas se contenter d'une radio qui ressemble aux autres. Ils voulaient entendre parler de leurs propres expériences et de leurs préoccupations, présentées par les leurs et dans leur langue. Maintenant, ils disposaient d'un moyen de communication où les gens pouvaient s'exprimer, dire ce qu'ils ressentaient, et dénoncer les fonctionnaires qui leur menaient la vie dure. La phrase : *"Maintenant, vous n'êtes plus seuls"* résumait bien le sentiment que procurait l'arrivée de la radio.

Pour réaliser le type de programmes qu'attendait la communauté, il fallait un producteur spécialisé. Or, seulement quatre parmi les huit personnes à plein temps et les bénévoles avaient suivi des études formelles de journalisme. Les autres avaient appris le métier au cours des sessions de formation interne à Radio Chaguarurco, mais tous exercent aujourd'hui comme

journalistes et producteurs de programmes. Cinq des employés à plein temps sont basés à Santa Isabel et les trois autres à Pucará.

Le personnel de la station est presque tout entier formé de bénévoles. Les salaires ne correspondent même pas au minimum légal. Cependant, si les revenus de la radio augmentent, les salaires augmenteront progressivement.

Le rôle des bénévoles

En plus des employés rémunérés, la radio travaille avec 20 producteurs bénévoles. Six d'entre eux sont des correspondants dans les villages avoisinants. Ils collectent des informations dans leurs zones puis ils se rendent régulièrement à la radio avec leurs sujets et leurs cassettes. La radio met à leur disposition des magnétophones et des batteries rechargeables. Les recettes d'une tombola annuelle permettent de payer leurs déplacements.

Une bénévole anime une émission musicale six jours par semaine. Elle propose de la musique équatorienne, à une époque où on ne la diffusait pas à la radio. Elle utilise sa collection personnelle de disques et de cassettes et déclare que sa collection est "collectivisée" par l'émission de la radio.

D'autres volontaires produisent une émission hebdomadaire sur les marchés, alternativement à Pucará et à Santa Isabel. L'objectif est de relever les prix pratiqués et les tendances dans les marchés de la région. Elle joue un rôle important dans la lutte contre la spéculation.

Les bénévoles sont régulièrement remplacés, ce qui permet à la station de continuer à offrir régulièrement des sessions de formation aux nouveaux arrivants.

La participation et la programmation

Radio Chaguarurco se distingue nettement des autres stations de la région. Le plus important c'est la priorité que la radio accorde aux expressions, aux langues et aux cultures locales. A la différence des stations urbaines, où les présentateurs s'efforcent de masquer les particularités régionales de leur accent ou de leur langue, ceux de Radio Chaguarurco sont fiers de leur accent. L'autre différence c'est que la station incite les populations des campagnes à venir participer aux émissions, à visiter les studios, à raconter leur histoire, à chanter ou tout simplement à saluer leurs amis et leurs familles par la voie des ondes.

La radio joue un rôle important en tant que moyen de communication au service des communautés – un téléphone pour ceux qui n'en ont pas. Dans certaines localités de la zone de couverture qui ne disposent pas d'infrastructures routières ou qui sont d'accès difficile, les personnes qui y vivent écoutent la radio pour avoir des informations sur des visiteurs annoncés afin de se préparer à les accueillir.

Par exemple, le projet de développement de santé communautaire dispose d'une équipe médicale qui visite régulièrement les communautés isolées. Quand la radio n'existait pas, les habitants se rendaient dans une communauté et perdaient des heures, voire des jours à attendre des nouvelles de sa venue, avant de se diriger vers les localités où ils devaient la rencontrer. Aujourd'hui la radio donne à l'avance les dates des visites, et la communauté est ainsi prête à la recevoir.

La radio accorde une importance particulière aux problèmes de santé. Par exemple, ils sont mis en scène dans des pièces de théâtre que la radio produit et diffuse tous les jours. Les pièces de théâtre sont jouées par des personnages auxquels les populations des campagnes s'identifient. Ils discutent entre eux et racontent des histoires sur la santé et sur tout ce qui

s'y rapporte. Ils donnent des conseils sur le traitement des déchets, les vaccinations, l'alimentation, l'environnement et la santé. Certaines de ces pièces traitent aussi de la politique, de la culture et des droits de l'Homme. Ces pièces de théâtre, qui sont jouées par le personnel de la radio, offrent l'occasion de mieux expliquer des problèmes complexes dans la langue de tous les jours et d'une manière qui aide les gens à mieux les comprendre.

Une des nouveautés récentes de la radio a été l'introduction d'informations en provenance des autres pays d'Amérique latine et du monde, qui parviennent à la radio par le biais de l'ALRED (l'Association des radios éducatives d'Amérique latine) et de l'agence de presse Pulsar. Une antenne parabolique installée à la station de Pucará permet de recevoir les émissions de l'ALRED ; les informations de l'agence Pulsar arrivent par le réseau de l'Internet.

Ces informations des pays et continents étrangers auxquelles les populations n'avaient pas accès jusqu'alors, ont été accueillies favorablement : *"Nous pouvons constater qu'ailleurs les gens sont comme nous, des paysans comme nous. Nous échangeons des informations avec eux. De la même manière que nous recevons des informations du reste du monde, nous en envoyons aussi. Et c'est très intéressant de communiquer comme des frères"*.

Une Minga pour Chaguarurco

La Fondation Chaguarurco considère que pour atteindre les objectifs de la radio en ce qui concerne la couverture des frais généraux, il faut maintenir les coûts à un niveau modéré, et utiliser les ressources gracieusement mises à disposition par les communautés desservies. En plus des services offerts par les bénévoles, les studios de Santa Isabel et de Pucará se trouvent dans des locaux offerts par les églises locales. Quand le studio a besoin d'un bricoleur ou d'un bol de soupe pour une



minga (une journée de travail bénévole dans un projet de radio communautaire), il y a toujours des gens prêts à offrir leur savoir-faire et leur aide. Même ainsi, Chaguarurco a besoin d'environ 2 000 dollars par mois pour couvrir ses frais généraux.

La situation financière de la radio est saine. Elle parvient à produire des revenus suffisants pour couvrir ses frais fixes, et même à économiser quelques milliers de dollars par an pour améliorer ses équipements ou faire face aux imprévus. Parmi les sources de revenus, on peut citer la publicité, les messages communautaires, l'assistance à la production de programmes et la retransmission des manifestations culturelles.

La publicité, qui représente 20 % des revenus de la station, a toujours été un sujet de controverse. Certains considèrent que la publicité n'a pas sa place dans une radio communautaire. D'autres estiment que la survie et la croissance de la radio sont l'essentiel et que tous les annonceurs devraient être acceptés. La politique de compromis adoptée consiste à accepter uniquement la publicité des produits et services locaux. L'idée est de promouvoir tout ce qui est traditionnel et local, plutôt que d'inciter à la consommation de produits importés, bourrés de haute technologie et d'additifs chimiques. Le message des radios commerciales est perçu comme une promotion de ces produits au détriment de la production locale. C'est pourquoi la radio ne fait pas la promotion de boissons gazeuses produites par des multinationales. De même, pour des raisons de santé publique, elle ne diffuse pas de publicité pour l'alcool ni le tabac.

La propagande politique est également controversée. La plupart des stations du pays considèrent que les élections représentent une aubaine. Plus d'une douzaine de partis politiques achètent des espaces publicitaires, et c'est souvent l'occasion pour la station d'augmenter les tarifs de 20 % à 150 %. La tentation

est grande. Au cours des dernières élections, un parti a proposé d'acheter un espace publicitaire à Chaguarurco à un prix qui aurait permis de payer des factures sur plusieurs mois. L'offre a été déclinée : la Direction a considéré qu'elle ne servait pas les intérêts de la communauté. La radio préfère accorder le même temps d'antenne à tous les partis politiques plutôt que d'aider les plus puissants d'entre eux à tirer un bénéfice encore plus grand de la publicité.

Les annonces de la communauté et les messages personnels représentent près de 40 % des revenus de la station. L'autre source de revenus est la production d'émissions sur la santé ou d'autres sujets pour les ONG locales et le gouvernement. La radio continue à recevoir une petite aide de la part du groupe espagnol de solidarité, apportée par l'un des bénévoles qui ont participé à sa création. La station recueille des fonds en organisant des loteries, des dîners et des ventes de produits d'artisanat.

Qui écoute la radio ?

Entre juin et novembre 1996, une équipe d'étudiants de Santa Isabel, sous la direction d'un bénévole néerlandais, a conçu et mené une enquête auprès de 400 personnes dans la zone de couverture de la radio. Voici quelques-unes de ses principales conclusions :

- la radio est le moyen de communication le plus utilisé. En ville, 64 % des personnes interrogées regardent aussi la télévision, surtout le soir. Dans les campagnes, seuls 40 % des gens ont accès à la télévision ;
- Radio Chaguarurco arrive en tête des radios en termes d'audience dans les villes et dans les campagnes. Toutefois, elle est la plus populaire dans les campagnes, parmi les auditeurs adultes et les populations à faible niveau d'instruction ;

- 40 % des personnes interrogées dans les villages affirment qu'elles écoutent Radio Chaguarurco "tous les jours". Dans les campagnes, ce pourcentage atteint presque 50 % ;
- les émissions musicales sont les plus écoutées, suivies des bulletins d'information et des annonces communautaires.

L'enquête a montré que la station rencontrait un grand succès auprès du public, mais elle a également souligné des progrès à réaliser dans le réaménagement des horaires des émissions, l'amélioration de la formation des présentateurs et le développement des informations agricoles.

Pourtant, en plus des chiffres, l'enquête indiquait que quatre ans seulement après son lancement, Radio Chaguarurco avait largement contribué aux grands changements dans la vie de la communauté. Elle a amélioré la communication, elle a contribué à introduire davantage de démocratie et moins d'abus, à promouvoir le partage des expériences et des solutions aux problèmes, et aidé les gens à prendre conscience et à être fiers de leur culture.

Comment la station de radio a aidé la communauté

La station a mis sur pied un système d'annonces et de communiqués. Pendant trente minutes, trois fois par jour – matin, midi et soir – les gens peuvent envoyer toutes sortes de messages : l'état de santé des malades, les décès, la perte d'animaux, les convocations à des réunions, etc. La radio sert de téléphone à ceux qui n'en ont pas.

Du fait de l'existence de la station, les autorités, les institutions et les commerçants ont un esprit plus démocratique. Auparavant, les paysans étaient quotidiennement

victimes d'abus, des surcoûts, les ventes de matériels détournés des projets de travaux publics, etc. Aujourd'hui, tout le monde entend parler de ces abus à la radio et ils ont pratiquement disparu.

La radio a permis aux gens de partager leurs expériences et leurs problèmes. Par exemple, une communauté qui a déjà affronté des difficultés pour obtenir un service, telles que l'électricité ou l'eau potable vient expliquer à la radio comment elle les a surmontées, quelle est la procédure et à quels services publics il faut s'adresser, ce qui facilite la tâche aux autres. De plus, les gens essaient de trouver ensemble des solutions à leurs problèmes quotidiens, par l'échange des idées concernant les techniques agricoles ou la construction de latrines.

La radio permet également de revaloriser la culture, la musique et les dialectes locaux. Les chants traditionnels qui n'étaient plus chantés que par des personnes âgées lors de réunions familiales sont remis au goût du jour par la radio. Ce sont les émissions qui ont le plus de succès et qui ravivent le sentiment de fierté à l'égard de la culture locale.



MANUEL DE LA RADIO COMMUNAUTAIRE

Ce Manuel de Radio Communautaire a pour but de montrer que toute personne, même un agriculteur sans connaissances techniques, peut concevoir, organiser, gérer et produire des programmes de radio en ne dépendant que très peu d'une aide extérieur, si ce n'est pour des conseils portant sur la technique, la formation, le financement ou le matériel. Bien qu'un grand nombre de stations de radio aient commencé grâce à une aide extérieur importante, de nombreuses radios communautaires qui émettent aujourd'hui ont été au départ des "start-up" autonomes. Elles ont commencé avec un minimum d'équipement et de connaissances techniques, mais avec une solide organisation communautaire et la volonté d'aller de l'avant et de réussir.

Ce manuel illustre l'exemple de plusieurs de ces stations, telles que *Homa Bay* au Kenya, *Radio Apam* au Ghana, *la Radio des Mineurs* en Bolivie, *Radio Sagarmatha* dans la vallée de Katmandou, au Népal, la radio communautaire de Tambuli aux Philippines ainsi que plusieurs autres, afin de partager ces expériences créatives avec ceux qui se préparent à créer de telles stations.

Cette brochure se veut un manuel pratique de référence pour la planification, la gestion, les bases techniques, la dynamique de groupe, la législation en matière de radiodiffusion et les divers formats de production radio-phonique. Il s'articule sur l'expérience déjà acquise, et constitue un recueil de base, mais néanmoins complet, à l'intention des étudiants en communication, des chercheurs et des planificateurs. C'est un "must" pour les futurs responsables de radios communautaires.



1, rue Miollis 75732 Paris Cedex 15

Pour plus d'informations : Tel.: (33.1).45.68.40.25 • Fax: (33.1).45.68.55.85

e-mail : i.panevska@unesco.org